

À LA RECHERCHE DES FILS DE LA NUIT

Au mois d'octobre, les colonnes se trouvèrent devant la nécessité de créer leurs propres services de renseignements... Presque simultanément, des groupes d'action nocturne, les *Hijos de la Noche*, ou de guérilleros de pénétration profonde en zone ennemie, furent constitués sous l'autorité et le contrôle exclusifs des colonnes... Quelques-uns de ces groupes et leurs responsables étaient entourés, en Aragon, d'une auréole de prestige et de mystère, comme les plus grands héros de la guerre. Citons, au passage, le groupe *La Noche* de Gallart, qui traversait l'Èbre à Fuentes de Ebro; *Los Dinamiteros* de Utrillas, dont le chef le plus connu était Batista, de Valderrobres; *Los Iguales*, ayant pour leader Remiro, de Epila; sans oublier Francisco Ponzán, qui, après un bref passage au Conseil d'Aragon, fut l'un des meilleurs chefs de guérilleros-agents de renseignements sur les fronts d'Aragon et de Catalogne.

Ramón RUFAT, *Entre los Hijos de la Noche*.



NOTES
SUR LES SOUVENIRS
D'ANTOINE GIMENEZ

NOTES N° 1 À N° 32

L'ACTION DES COLONNES ANARCHISTES EN ARAGON

1 Il s'agit en réalité de la propriété agricole de Vallmanya, dans la commune d'Alcarràs, près de Lérida. Elle existe toujours et appartient, comme en 1936, à la famille de la femme du premier président de la *Generalitat de Catalunya*, Francesc Macià.

C'est Josep Lladós Tarrago, né le 6 février 1920 à Alcarràs, habitant aujourd'hui en France, qui a signalé l'erreur de transcription de Gimenez. Il se trouve que nous l'avions contacté afin de nous entretenir avec lui de son expérience de milicien sur le front d'Aragon. Et voilà qu'en lisant le manuscrit de Gimenez, un petit moment de sa jeunesse est remonté à sa mémoire (il avait 16 ans en 1936) :

Je me souviens très bien de Tony, nom pas très courant dans la région. Il n'était pas du village [Alcarràs]. Je ne savais pas d'où il venait. Il avait des amis de son âge, dont je ne faisais pas partie. Il était petit, pas très costaud, et parlait plus ou moins catalan. Il faisait figure d'intellectuel par rapport aux autres et parlait peu. C'était ce qu'on appellerait aujourd'hui un marginal. Un jour, il a disparu, certainement lors des événements de juillet 36. (Lladós, 2005.)



Le domaine agricole de Vallmanya aujourd'hui.

2 Les derniers travaux des historiens ont fixé à 8352 le nombre des personnes assassinées en Catalogne pendant toute la période de la guerre; plus de 50 % l'ont été avant le 30 septembre 1936, et la proportion atteint 80 % à la fin de l'année. On retrouve à peu près les mêmes pourcentages dans l'Aragon occupé par les milices, où le total des assassinats avoisine les 3000. Les curés ont payé le plus lourd tribut, parmi les catégories de la population frappées par la violence révolutionnaire, puisque 1189 hommes d'Église, 794 religieux et 50 religieuses furent tués en Catalogne. Ce nombre représente près du tiers du clergé abattu dans toute l'Espagne républicaine (plus de 6800). (Juliá, 1999, p. 127.)

On a pris l'habitude d'appeler « répression » l'ensemble des pratiques violentes, dans un camp comme dans l'autre, ayant frappé des individus à l'arrière-garde, à l'exception des faits de guerre (tels les bombardements, etc.). Ce concept est très abusif, quand il vise à renvoyer dos à dos les deux camps en les présentant comme également frappés par une sorte de folie meurtrière, mais il n'est pas dépourvu de sens dans le cas du camp franquiste, qui se constitue rapidement comme un mini-État, ou même de l'État républicain reconstitué dès l'automne 1936; il est en revanche dans une large mesure déplacé si l'on veut appréhender la violence spontanée, et lourde de rancœurs accumulées, des premières semaines de la révolution.

Après le clergé, le second groupe social frappé par la « répression » fut celui des propriétaires ruraux et des industriels. Vint enfin celui des magistrats de droite, des militants d'extrême droite et des anciens *pistoleros* du Syndicat Libre (contrôlé par les patrons). (Godicheau, 2004, p. 111.)

Au chapitre des rancœurs, on doit compter d'assez nombreuses vengeances ayant frappé des agents de l'ordre, qui avaient féroce-ment réprimé les tentatives insurrectionnelles de décembre 1933 en Aragon.

3 Tandis que les 22 et 23 juillet 1936 les anarchistes madrilènes reprennent aux insurgés Alcalá de Henares et Guadalajara, le Comité central des milices antifascistes, à Barcelone, prépare l'attaque sur Saragosse.

Le coup d'État a réussi dans un des plus forts bastions anarchistes d'Espagne grâce à la trahison des deux gouverneurs civil et militaire de la place, et à cause du manque de méfiance des militants

locaux. García Oliver lance un vibrant appel à la radio aux militants de la CNT de la capitale de l'Aragon pour qu'ils se soulèvent pendant que des colonnes de volontaires barcelonais viennent au secours de la population ouvrière. Mais la grève générale échoue, la population ne se soulève pas, et l'armée rebelle commence à liquider les militants les plus connus de Saragosse.

Les 24 et 25 juillet 1936, la population de Barcelone assiste au départ des miliciens en direction de Saragosse. Près de six colonnes de mille à deux mille hommes chacune, plus ou moins bien armées de fusils et de quelques pièces d'artillerie, partent en camions, en autocars ou en train. Les anarchistes de la CNT fournissent l'essentiel des effectifs des colonnes Durruti, Ortiz, Ascaso. Des militants du PSUC, du POUM et de l'Esquerra catalane constituent respectivement la colonne Trueba-Del Barrio (qui deviendra la colonne *Carlos Marx*), la colonne Maurín (ensuite nommée *Lenín*), et la colonne Bueno.

Auparavant, le 21 juillet, des militants anarchistes barcelonais, et Manuel Prieto García, du BOC, sont partis de leur propre initiative en camion. Arrivés aux abords de Pina de Ebro le 22, ils tombent dans une embuscade où tous périssent. Selon Vicenta Valero Labarta (voir la notice biographique de la famille), jeune habitante de Pina à l'époque, l'un d'entre eux avait pu se cacher et s'en était sorti. La presse du côté franquiste en fit un grand titre, présentant l'affaire comme une victoire militaire d'envergure. (Kelsey, 1996.)

D'autres départs spontanés de militants ont lieu le 22 juillet : le groupe où se trouve Miguel García a réquisitionné une Packard de luxe et fonce sur Caspe où il subit une embuscade et perd des camarades. Il est rejoint le 24 par le groupe de Francisco Subirats. Ensemble, ils attaquent les militaires retranchés dans Caspe, mais la plupart n'ont aucune expérience de la guerre et aucun armement adéquat. Ils essuient beaucoup de pertes encore. Ils demandent de l'aide à un militaire de Lérida resté fidèle à la République, le lieutenant Zamora, qui intervient avec des pièces d'artillerie. Ils sont rejoints ensuite par les éléments avancés des colonnes Durruti et Ortiz.

Après la prise de Caspe le 25 juillet, la colonne Durruti s'engage le 28 en direction de la plaine d'Osera, lorsque quatre avions ennemis la bombardent, provoquant une grande panique parmi les hommes, habitués pour la plupart aux combats de rue avec la police, mais sans formation militaire et peu aguerris en ce qui concerne les combats en plein champ. On compte une vingtaine de

morts et blessés, et beaucoup d'hommes s'enfuient. Les miliciens restants rebroussement chemin vers Bujaraloz où Durruti s'adresse durement aux volontaires sur la place de la ville (discours reconstitué par Abel Paz à partir de témoignages directs) :

À ceux qui ont fui aujourd'hui, empêchant la colonne de progresser, je demande qu'ils aient le courage de déposer le fusil afin qu'il soit empoigné par une main plus ferme. Nous qui restons poursuivrons notre marche. Nous prendrons Saragosse, nous libérerons les travailleurs de Pampelune, et nous serrerons la main de nos camarades mineurs des Asturies, et nous vaincrons, donnant à notre pays un nouveau monde. Et à ceux qui rentrent, après ces combats, je demande de ne rien dire à personne de ce qui s'est passé aujourd'hui... parce que cela nous remplit de honte.

Tandis que les autres colonnes se déploient devant Huesca, Quinto de Ébro et Belchite, la colonne Durruti établit son quartier général à Bujaraloz et y restera une semaine durant. Selon Miguel Amorós, qui se fait l'interprète de Pablo Ruíz, militant anarchiste présent sur les lieux, c'est à ce moment que naît à proprement parler la colonne Durruti, dont le délégué général réussit à discipliner une masse désordonnée et enthousiaste sans corrompre la nature ouvrière et libertaire de la lutte.

Lisons l'article du 2 août 1936, envoyé depuis Bujaraloz au *Libertaire* par le Français Charles Ridet qui, dans quelques jours, va participer à la création du Groupe international de la colonne Durruti :

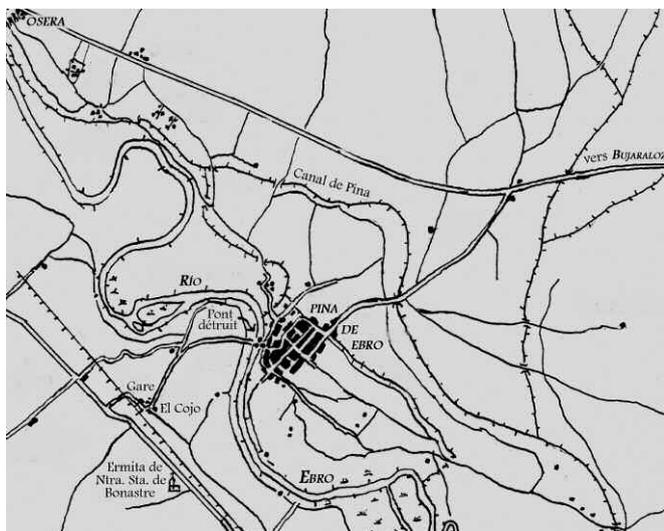
Pleins de bonne volonté, les guérilleros de Barcelone ont dû évidemment s'adapter au nouveau genre de combat, maintenant guerre véritable où entrent en jeu aviation et artillerie. Ici le courage ne suffit plus, il faut calculer, organiser, prévoir. En face d'eux, il y a une dizaine de régiments qui tiennent Saragosse et les alentours [...]. Si n'intervenait que la question purement militaire, les fascistes seraient forts. Mais un ver les ronge : c'est leurs troupes, qui ne marchent que contraintes et forcées et qui peuvent se retourner au premier contact avec les révolutionnaires. Chez ces derniers, le désordre du début fait place à l'organisation nécessaire. L'enthousiasme est sans bornes. La seule difficulté, ce sont les atermoiements de la Généralité, lésinant sur les armes, les hommes et le matériel, freinant, traînant, parfois refusant. Le gouvernement redoute une victoire sur Saragosse qui serait le coup fatal à la sédition militaire. Ce serait ensuite un énergique nettoyage de la Navarre par les

troupes confédérales et l'assurance que la CNT verrait son influence devenir prépondérante. [...] L'épuration des régions contrôlées se fait normalement : à la barbarie et à la cruauté fascistes répond la justice révolutionnaire. Curés et officiers fascistes en font régulièrement les frais. (Mercier, 1997.)

Pour certains commentateurs et historiens, cette paralysie des colonnes devant Saragosse plusieurs jours durant scella le sort de cette dernière, qui ne fut jamais prise. Cela contribua à nourrir une vive polémique contre les miliciens anarchistes taxés d'incompétence, d'autant qu'on prétendit ensuite que la ville était peu défendue en ces derniers jours de juillet. Cette affaire mériterait à elle seule un travail approfondi sur les diverses responsabilités en jeu. (Martínez Bande, 1989, pp. 81-86; Pons Prades, 1979; Borrás, 1983; *À contretemps*, n° 17.)

Cf. García, 1982; Paz, 1996, p. 539; Amorós, 2004.

4 Pina de Ebro est un bourg agricole d'environ 2380 habitants en 1936. Aux élections de février, 55,71 % des votants choisissent les représentants du Front populaire, et 43,19 % la coalition de droite. Il n'y a pas de syndicat CNT, mais beaucoup de confédéraux ont un souvenir pénible de Pina pour avoir moisi dans l'ancien couvent médiéval en ruine. Cette vieille prison, dont les conditions



d'hygiène effroyables furent dénoncées encore en 1935, avait été remise en fonction par le régime républicain début janvier 1933 à la suite des arrestations massives qui suivirent l'échec de la grève insurrectionnelle à Saragosse. (Casanova, 1985.)

En juillet 1936, les militaires rebelles ont occupé les villages du secteur de Monegrillo et proclamé l'état de guerre. La colonne Durruti reprend son offensive vers Saragosse le 8 août. Elle est accompagnée de jeunes anarchistes, du syndicat de la métallurgie notamment, formant des groupes de guérilleros aux noms divers : *los Hijos de la Noche*, *el Grupo metalúrgico*, *la Banda negra*, etc. Concernant cette dernière, selon un de ses membres encore vivant, il ne s'agissait au départ que d'une formule picaresque pour désigner une bande de copains, comme aimaient le faire les Jeunesses libertaires à cette époque. À sa tête, on trouvait les militants Pla, Sánchez et Ripoll. Une centurie menée par Francisco Carreño part en direction de Gelsa ; deux autres vont sur Osera. Pablo Ruíz se dirige avec deux centuries et la *Banda negra* vers Pina.

Voyons le témoignage de ce milicien qui correspond bien à celui de Gimenez : selon Amorós, qui suit toujours le récit de Ruíz,

la prise de Pina se fit sans grande difficulté. Les premiers à entrer furent ceux de la *Guardia negra* [il s'agit de la *Banda negra*], groupe de jeunes qui par un coup d'audace placèrent une mitrailleuse sur un édifice dominant le village. Aux premiers tirs, les fascistes passèrent l'Èbre et se positionnèrent sur l'autre rive. De là, ils lancèrent une nouvelle attaque, mais ils furent reçus par le feu des centuries qui arrivaient. Avec des pertes, ils fuirent jusqu'à Quinto, abandonnant voitures et autobus. (Amorós, 2004.)

Néanmoins, Gelsa, Pina et Osera restent depuis l'autre rive à la merci des tirs des fascistes, qui les bombardent tous les jours depuis leurs fortifications sur les collines de Quinto.

D'autres témoignages, recueillis au sein du Centre Ascaso-Durruti de Montpellier, ont permis de faire connaître l'existence d'un petit groupe de vingt-quatre jeunes de Madrid, qui rejoignent la colonne Durruti et participent à la prise de Pina et d'Osera. L'un d'eux, Ángel Marín, a évoqué sa rencontre avec Carreño et Durruti et comment l'appellation « *Grupo de Madrid* » leur fut attribuée. Faisaient partie du groupe, entre autres : Salvador Pobo Martínez, le surnommé El Practicante, et El Pinche, de son nom Francisco Pérez. Il signale que dans les combats sa formation côtoyait d'autres groupes :

Los Rebeldes, Los Somorrostros, La Banda negra, Los Hijos de la Noche, etc., tous des militants confirmés, forgés comme Durruti au feu de l'anarcho-syndicalisme. [Ils] étaient l'élite de la colonne et de vrais défenseurs du peuple en armes contre le fascisme! (Marín, 1980 ; CAD : <http://www.chez.com/ascasodurruti/biographies/biograPQ.htm>)

Selon Vicenta Valero Labarta, les habitants de Pina eurent très peur lors de l'arrivée des milices anarchistes. Les miliciens de la colonne Durruti brûlèrent les archives, l'église et tout ce qu'elle contenait de précieux. Ils emportèrent ou mangèrent tous les animaux du village. Ils tuèrent sept à neuf personnes, dont le curé et le maire – « il y a des documents là-dessus », dit-elle. Les *nacionales* d'ailleurs firent la même chose : ils volèrent, tuèrent et brûlèrent. La population n'avait pas l'habitude de la guerre, des armes, des bombardements. La colonne Durruti s'est concentrée à l'entrée du village, sur la route de Barcelone, sur une éminence géographique, là où il y avait un ermitage. (Valero, 2005.)

Ce récit rencontre celui de Jesús Salillas Artigas, un habitant de Pina qui, quelques mois avant sa mort en décembre 2005, selon Jesús Inglada, le rédacteur de ses souvenirs,

déplore la violence révolutionnaire déployée par les éléments avancés de la colonne Durruti. Ils prétendaient en finir avec tous les symboles du pouvoir militaire, politique, économique, culturel et religieux, et ne respectaient pas la vie de ceux qui les représentaient. » (Inglada, 2005.)

Les colonnes continueront leur progression les jours suivants vers Saragosse et prendront Farlete, Monegrillo, Alfajarín.

Cf. Amorós 2005 a ; Kelsey, 1994.



La place de Pina et son église avant juillet 1936.

5 Il s'agit de la 2^e centurie. La colonne Durruti a installé son Q.G. à Bujaraloz et se structure en groupements, centuries et groupes. Un groupement comprend cinq centuries, chacune d'entre elles composée de quatre groupes de vingt-cinq hommes; on comptera jusqu'à neuf groupements. Groupes et centuries élisent leurs délégués, qui sont en principe révocables s'ils ne donnent pas satisfaction. (Paz, 1996.) Selon un rapport de Ridel, paru dans *Le Libérateur* du 30 octobre 1936,

dans les villages occupés [comme Pina], un comité de guerre était créé, formé généralement des délégués de centuries, d'un délégué politique représentant les organisations ouvrières et d'un ou de plusieurs militants locaux. [...] À côté de la partie « militaire », une série d'organes annexes furent créés : comités d'*Abastos* (ravitaillement, comité de contrôle des transports), etc. Il fallut attendre plusieurs semaines avant que les différentes colonnes du front aragonais se missent en rapports réguliers et plus longtemps encore pour qu'un commandement unique fût institué. À Barcelone, le Comité central des milices antifascistes [...] coordonnait tant bien que mal les initiatives, généreuses, mais dispersées, des formations révolutionnaires. La liaison avec Madrid était mal assurée et entravée par l'antagonisme entre le caractère démocratique bourgeois du gouvernement central et le contenu social et révolutionnaire des organisations catalanes.

Parmi les membres du Comité de guerre de la colonne Durruti, on trouve des militants anarchistes de la CNT et de la FAI comme José Esplugas, Miguel Yoldi, Francisco Carreño, Lucio Ruano, Francisco Mora, Ricardo Rionda; mais aussi des militaires restés fidèles à la République comme Enrique Pérez Farràs et le sergent José Manzana, qui devint le bras droit de Durruti.

S'appuyant toujours sur le témoignage de Ruíz, Amorós expose comment, au début, les miliciens se déplacent librement d'une centurie à l'autre en fonction des affinités ou des endroits du front qu'ils choisissent. Certains s'octroient des permissions à l'arrière-garde. D'autres ne reviennent plus au front : le Comité de guerre fait alors une déclaration, publiée dans *El Frente* du 27 août 1936, le bulletin de guerre de la colonne imprimé à Pina depuis le 13 du même mois :

Nous sommes venus de Barcelone et le chemin parcouru est clair et net. Celui qui ne veut pas le fouler en avançant, qu'il l'abandonne définitivement. Nous ne ferons pas de commentaires sur les

absents, mais nous sommes convaincus que ceux qui marchent avec nous n'ont qu'une idée : avancer pour libérer nos frères et construire un avenir.

L'organisation des milices va donc prendre du temps, mais le problème principal est le manque d'armes, d'artillerie lourde et de munitions. À la mi-août, la ligne du front de Saragosse passe par Osera, Farlete, Tardienta et ne va guère bouger pendant des semaines.

Cf. Amorós, 2004 & 2005 a.

6 L'État étant privé de ses prérogatives en Catalogne et en Aragon, au moins dans les premières semaines, ce sont les sections locales de la CNT qui organisent la nouvelle existence des populations. Contrairement à ce qui se passe dans plusieurs villages restés républicains en Catalogne, par exemple à Alcarràs, ou en Aragon, il n'y a pas de comité local CNT à Pina pour accueillir les miliciens. Le Comité de guerre de la colonne Durruti, installé à Bujaraloz, désigne alors Adolfo Ballano et Pedro Campón pour constituer un comité révolutionnaire et organiser un syndicat CNT. Pablo Ruíz, qui préside un moment le comité local de Pina, décrit les choses ainsi :

Aussitôt Pina occupée, les miliciens constituèrent un Comité de défense qui commença à normaliser la vie du village, réquisitionnant la mairie ainsi que les biens et maisons des fascistes. Les terres de ces derniers furent remises aux paysans. Le ravitaillement était assuré par un échange avec la colonne qui recevait des camions remplis d'aliments envoyés par les syndicats de Barcelone. Par ailleurs, le village fut fortifié. (Retranscription Amorós, 2004.)

Les registres de propriété furent détruits. Les petites industries (par exemple, les moulins à farine) fonctionnaient sous le contrôle du Comité.

La décision de collectiviser les terres des grands propriétaires est donc prise par la colonne Durruti. Ce dernier vient de Bujaraloz le 16 août pour informer et rassurer la population de Pina, située désormais sur la ligne de front. Notre « informateur attitré », Charles Ridet, évoque le même jour le discours de Durruti dans un article envoyé au *Libertaire*, intitulé « Avec la colonne Durruti » :

Le dimanche 16 août, la place du village de Pina, situé sur le front et conquis il y a quelques jours aux fascistes, est pleine de monde. La grande église est noircie par le feu qui a détruit tout le

meublier et les objets pieux. Pas de messe aujourd'hui, le curé est en fuite ou fusillé.

La suite de l'article rend compte du texte de la proclamation, visiblement reconstitué :

Les propriétés des fascistes locaux redeviennent propriété commune. Tout le matériel agricole est mis à la disposition de la commune. Le territoire sera administré par le comité local élu par l'assemblée générale du village. En échange, les miliciens antifascistes demandent aide morale et matérielle à la population. [...] Ce n'est pas Durruti qui vous parle, ce sont les milices antifascistes et les régionales [Comités régionaux CNT] de Catalogne, d'Aragon et de Navarre. Nous nous battons pour vous, pour nous, pour le peuple. La campagne terminée, nous n'aurons ni galons sur les manches, ni portefeuille sous le bras, nous retournerons à l'usine, le fusil à la bretelle. Nous sommes des travailleurs comme vous. La révolution ne fait que commencer, le régime capitaliste est fini, l'égalité va régner, non pas l'égalité qui ramènera tous les hommes à la même taille, au même niveau d'intelligence, mais l'égalité en droits et en devoirs. (Mercier, 1997.)

À Pina comme à Gelsa ou à Bujaraloz, priorité est donnée à la récolte, interrompue par les combats. Les outils sont mis en commun et des machines sont introduites. Selon les nombreuses proclamations affichées, la propriété et le commerce privés sont abolis, ainsi que l'argent. Petits propriétaires et artisans n'intègrent la collectivité que sur la base du volontariat.

Comment réagit la population ?

Selon les souvenirs de Vicenta Valero Labarta,

la décision de collectiviser n'a pas été discutée. [...] On nous disait d'aller là, on y allait tous. Ils disaient de mettre *todo al montón* [tout en commun], alors on le faisait. On avait tellement peur, on faisait ce qu'ils disaient [...]. On était des naïfs, on ne savait même pas ce que c'était un coup de fusil. [...] Tout allait à la collectivité, comme ils disaient ; ensuite il fallait aller chercher les *vales* [les bons] au comité, des bons pour pouvoir acheter. (Valero, 2005.)

Nous disposons là encore du récit d'Inglada, basé sur le témoignage du *pinero* Jesús Salillas Artigas :

Ce jeune de 17 ans s'enrôla comme volontaire dans la colonne Durruti, malgré le désaveu de ses parents. C'était le 24 août 1936.

Peu après, il fit partie des 1500 miliciens qui quittèrent le front d'Aragon pour celui de Madrid [...]. Il était de ces jeunes dont la vie restera marquée par l'atmosphère révolutionnaire qui envahit le village de Pina. En ce torride été 1936, [...] on ne lui connaît aucune appartenance politique ni syndicale.

Toujours selon cette étude, plusieurs jeunes de Pina comme lui – autour de deux cents – intégrèrent les milices anarchistes et « les chefs de la colonne Durruti ne forcèrent personne de Pina à s'enrôler ». (Inglada, 2005.)

Simone Weil, qui arrivera le 14 août dans la colonne Durruti, écrit dans son journal ces quelques notes rapides en style télégraphique à partir d'une « conversation avec des paysans de Pina » :

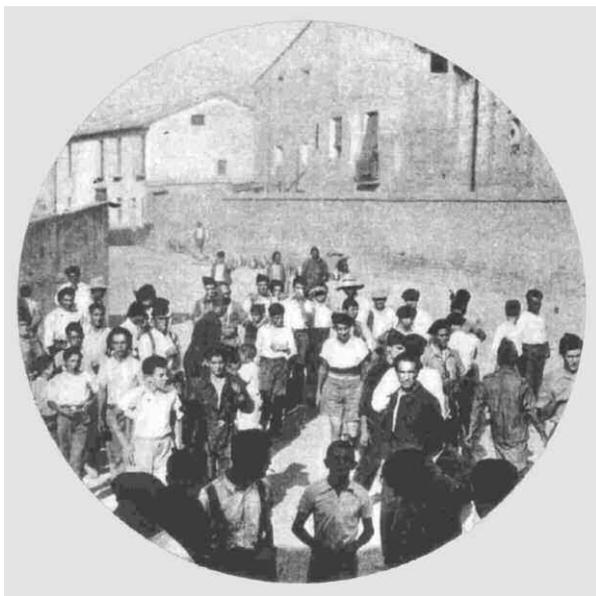
S'ils sont d'accord pour tout cultiver ensemble?

Première réponse (à plusieurs reprises) : on fera ce que dira le comité.

Vieux : oui

– à condition qu'on lui donne tout ce qu'il lui faut.

– qu'il ne soit pas tout le temps embêté, comme maintenant, pour payer charpentier, médecin...



Des jeunes pineros s'enrôlent dans la colonne Durruti.

Un autre: il faut voir comment ça marchera...

S'ils aiment mieux cultiver ensemble que partager?

– Oui (pas très catégorique)

Comment ils vivaient?

– Travailler jour et nuit, et manger très mal. La plupart ne savent pas lire [...]

Le curé?

– On n'avait rien pour faire l'aumône, mais on donnait des volailles au curé.

Aimé?

– Oui, par beaucoup.

Pourquoi?

– Pas de réponse claire.

Ceux qui nous parlaient n'avaient jamais été à la messe (tous âges).

S'il y avait beaucoup de haine contre les riches?

– Oui, mais encore plus entre pauvres.

Si cet état de choses ne peut pas gêner le travail en commun?

– Non, puisqu'il n'y aura plus d'inégalités.

Sentiment d'infériorité assez vif. (Weil, 1989.)

*Cf. La Vanguardia, 12 et 14 août 1936;
Solidaridad Obrera, 11 et 13 août 1936.*

7 Depuis leurs positions de Fuentes de Ebro et Puebla de Alfindén, les nationalistes tentent le 14 août de récupérer Osera, mais ils échouent. (Martínez Bande, 1989, p. 87.)

Ceci est confirmé par le témoignage de Ridel dans son article donné au *Libertaire*:

Lundi 17 août: nous sommes établis à Pina, village situé au bord de l'Èbre, à une trentaine de kilomètres de Saragosse. Le pays est occupé par deux centuries, un groupe de mitrailleurs, la *Banda negra* (une douzaine d'hommes et un ancien colonel italien), le Groupe international antifasciste et la Croix-Rouge. Il y a quelques jours, une attaque des fascistes sur Osera, village voisin, a été repoussée. (Mercier, 1997.)

8 Lisons ces extraits d'un entretien avec Antoine Gimenez enregistré en 1982 par Frédéric, son petit-fils d'adoption. Il n'en reste que ces quelques minutes grâce auxquelles nous avons pu identifier la famille Valero Labarta de Pina.

Antoine raconte avec plus de détails sa deuxième entrevue avec la *tía Pascuala* à Pina :

Elle me prend par la main, elle m'amène un peu plus loin, et à la maison elle dit :

– ¡ *Tía Labarta, tía Pascuala, hay el francés! El francés que te pide,* qui te demande.

– Fais-le rentrer.

Et je vois quelqu'un qui se présente à la porte, une fille aussi maigre que sa mère, 14 ou 15 ans, jeune.

– ¿ *Es usted...?*

– Oui, oui, c'est moi.

– Bon, entre.

Je rentre.

– Vous attendez une seconde, ma mère va vous apporter les chemises.

Et elle m'apporte une chemise, dis! propre, bien repassée. Oh! nom de Dieu!

Alors on commence à parler. Moi je parle un peu espagnol. Et on commence à parler.

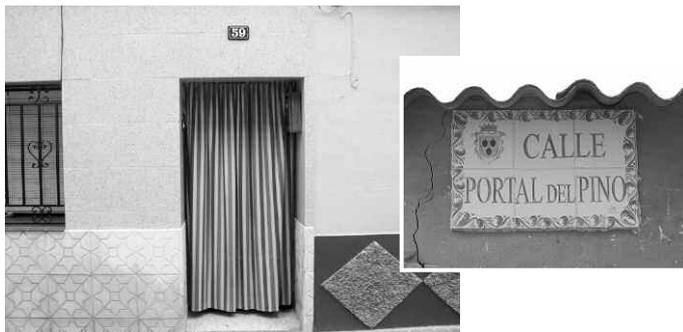
– ¡ *Trae el porrón!*

Le *porrón*, je sais pas si tu sais ce que c'est, hein! Le *porrón*, c'est une espèce de bouteille avec un bec et qu'on boit à la régالade.

– ¡ *Trae el porrón Vicenta!*

Elle arrive, on boit un coup et on commence à parler: d'où je viens, et vous avez de la famille?... ce qui intéresse les vieilles femmes.

– Bon, non, ma mère elle est pas là, ça fait longtemps qu'elle est partie. Et voilà.



La maison de la tía Pascuala aujourd'hui.

- Alors tu as personne?
- Eh! non, j'ai personne.
- Mais c'est pas possible, comment tu vis?
- Comme ceci, comme cela.
- Bon, ce soir tu viens souper ici.
- Hou!
- Oui, oui, tu viens souper ici.
- Bon, ben si vous voulez, moi, je n'y vois pas d'inconvénient, hein!

Et en effet, j'ai commencé à manger chez la *tía* Labarta. Elle disait :

- Ça, tu manges ici.
- Mais je sais pas si je peux. Il faut que je demande au responsable du groupe si je peux manger chez des particuliers. Parce que, pour le moment, on voulait pas s'imposer chez les gens. S'il y avait des gens qui nous offraient la table et le couvert, on acceptait, n'est-ce pas. Maintenant, si on nous l'offrait pas, eh! ben on acceptait pas.

Je lui dis :

- Il faut que je demande.

Elle me dit :

- Ben, écoute : Vicenta, tu accompagnes le copain français et tu expliques au chef, n'est-ce pas, qu'à partir de ce soir, il est notre hôte. Il mangera, il couchera ici.

- Bon, eh! ben, oui.

En effet, je me lève, je vais avec elle. Quand Berthomieu me voit arriver escorté par cette espèce de... non pas une espèce d'échalas, elle était mignonne quand même. Et il la regarde, il me regarde et me dit :

- Dis-donc, qu'est-ce que c'est que tu es en train de faire?
- Moi! mais moi, je fais absolument rien. C'est elle, c'est à elle à vous dire ce qu'elle veut faire, hein! parce que moi, je ne fais absolument rien. Et à part que demain matin il faut que je sois de garde, donc ce soir il faut que je me couche de bonne heure, et puis c'est tout.

Alors elle a dit :

- *Señor, es mi madre que me envía a decirle que el compañero, es que si no tiene ninguna oposición, comerá y acostará en mi casa.* [Monsieur, c'est ma mère qui m'envoie vous dire que le compagnon, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, mangera et dormira chez moi.]

- Comment tu t'appelles?

Alors, ben, elle lui dit :

– *Yo me llamo Vicenta Labarta y mi madre se llama Pascuala Labarta.*

– Toi, tu es bien jeune. Et ta mère et ton père âgés.

Et il dit :

– Je crois que je peux lui donner la permission [petits rires d'Antoine].

Après, quinze jours trois semaines après, quand il y avait quelque chose qui allait pas avec les habitants de Pina, il disait :

– Écoutez, vous êtes des salauds, et prenez exemple chez Pascuala Labarta. Il y a un homme qui couche chez elle et pourtant on entend jamais un mot. Il ne crie pas. Et vous n'êtes pas capables de faire la même chose ? C'est pas parce que l'un vient d'Allemagne et l'autre vient de Cochinchine ou de Cuba que vous devez vous prendre pour des...

Parce que y en avait qui se montaient le cou, hein !

Bon, je te dis, depuis lors, pendant deux ans, moi, le matin, je me levais, je faisais ma toilette, je prenais mon fusil, ma cartouchière et j'ouvrais une porte :

– *Vicenta, dile a tu madre que me marchó.* (Dis à ta mère que je m'en vais.) Bon, je filais.

Si par hasard je partais le soir et que je rentrais tard, [silence ému] il y avait quelqu'un qui attendait que je rentre. [long silence] Pauvre vieille !

– [Frédéric] Elle avait des raisons de se faire du souci.

– Eh oui, parce que souvent on sortait, et encore plus souvent on rentrait pas. C'est ça, le souci. Quand elle savait que je devais partir, et ça m'est arrivé un jour sur deux quand c'était pas un jour sur trois, tu la voyais fondre, la vieille, parce qu'elle avait des fils qui étaient en face.

– Du côté des fascistes ?

– Oui, et une fille, María, qui aussi était en face. Un des fils et María sont arrivés à passer.

– Vous êtes allés les chercher, d'ailleurs ?

– Hein ?

– Vous êtes allés les chercher.

– Non, c'est pas eux. Elles sont passées toutes seules. María et son frère sont passés tout seuls. Avec l'autre groupe de... María... sa mère était un échalas, et María, c'était un hippopotame. Si elle te filait un coup de nichon elle peut t'envoyer à la bonne mère en Espagne [rires]. Non, mais elle était vraiment une brave femme.

Toute la famille. Toute la famille. C'étaient des... c'était quelqu'un. [silence] On n'a jamais su... la dernière fois que je l'ai vue, c'était près de la frontière espagnole, heu... la frontière française, et elle n'avait pas de nouvelles du fils qui était resté là-bas. Et alors, c'était pas... [silence] dommage... une brave femme, et ses filles, c'étaient de braves filles.

9 Il s'agit probablement d'Arturo Arfinenghi :

Né le 10 mars 1891 à Varalla Sesia (province de Vercelli). Il résidait à Paris d'où il partit pour l'Espagne, s'enrôlant le 18 octobre 1936 dans le bataillon Garibaldi. Il fut blessé en novembre 1936 dans les premiers combats sur le front de Madrid. Il fut hospitalisé à Barcelone. Il partit d'Espagne en février 1939 et revint à Paris où il mourut le 4 mars 1963. (Poma, 1975.)

10 Le 31 juillet 1936, *Le Libertaire*, organe de l'Union anarchiste, titrait : « La révolution espagnole, c'est la nôtre ! » La riposte révolutionnaire au coup d'État militaire espagnol a particulièrement galvanisé les milieux anarchistes partout dans le monde, et de juillet à octobre 1936, avant la formation des Brigades internationales, des centaines de volontaires vont converger individuellement ou par petits groupes vers les Pyrénées.

Parmi eux, on trouve beaucoup de réfugiés allemands et italiens, mais aussi hongrois, bulgares et yougoslaves, polonais, ukrainiens et russes, etc., profondément heureux pour beaucoup de sortir enfin de leur exil forcé. Certains se trouvent d'ailleurs déjà à Barcelone cet été-là, notamment pour participer aux Spartakiades, Jeux olympiques organisés en contrepoint aux Jeux de Berlin. Dès les premières heures de la rébellion militaire, des *internacionales* se battent aux côtés de la population ouvrière. Lors du départ pour l'Aragon, les premières colonnes sont rejointes par le groupe Ernst-Thaelmann, créé par une dizaine d'Allemands, juifs communistes pour la plupart. Par ailleurs, cinq Allemands, dont les trois premiers sont affiliés à la CNT, sont enregistrés le 24 juillet sur une liste de miliciens étrangers incorporés dans la colonne Durruti : Robert Schreiber, Oscar Zimmermann, Jean Schwarz, Alfons Teschke, ayant respectivement 30, 29, 40 et 39 ans, et Hermann Gierth. (IISG, CNT, 63, II, 2.)

Des volontaires français s'adressent à la Fédération anarchiste à Paris qui organise des départs en camions, ou se font recenser par l'UA et la CGT-SR. D'autres, libertaires ou non, se rendent en Espagne par leurs propres moyens. Leurs noms ne sont pas toujours connus, et leur nombre est évalué entre deux cents et plusieurs centaines.

Dès la fin juillet, une section française ouvre un bureau à Barcelone pour accueillir les volontaires et relayer la propagande de la CNT-FAI.

Armand Aubrion et des camarades partent de Paris le 22 juillet ; il enverra des rapports au *Libertaire*.

La section de Saint-Denis de l'UA voit partir Boudoux et plusieurs autres. Saïl Mohamed enverra des articles au *Combat syndicaliste*.

Georges Navel, longtemps insoumis, chômeur volontaire selon les moments et bientôt écrivain, s'était installé en 1935 dans un mas du Midi et vivait avec un jardin et un petit élevage, loin des soupes populaires et des ambiances de guerre. Il complétait ses revenus, à contre-cœur, avec des travaux saisonniers :

Dans la région, les journées de travail, quand j'en trouvais, étaient de dix heures, pour des payes réduites à la moitié de ce qu'elles avaient été quelques années plus tôt. J'avais décidé de ne pas me soumettre à de pareilles conditions [...] je ferai pousser du légume, mais je ne travaillerai plus pour des patrons.

Le 29 juillet, il vend quelques poules, saute sur son vélo et file vers Perpignan pour « prendre part aux combats sur les barricades, s'ils n'étaient pas déjà terminés, ou [se] rendre utile en travaillant de [son] métier ». Après moult difficultés, quand il passe enfin les Pyrénées, à ses premières paroles : « *Soy francés* » le milicien garde-frontière répond : « *Es igual, somos todos hombres.* » (*Révoltes logiques*, n^{os} 14-15, été 1981.)

Parmi les futurs amis de Gimenez, Charles Ridet et François-Charles Carpentier, militants de l'UA, touchent leur paye de la quinzaine et gagnent la péninsule. Dans les années 1980, avec sa gouaille toute parisienne, Carpentier replaçait le moment dans son contexte :

Avant, on attaquait les tramways à Saint-Denis, on se battait contre les flics et on finissait la nuit bouclés au fort de l'Est... C'étaient des enfantillages. Maintenant, un peuple combattait pour sa liberté. Il fallait y aller ! (Casoar & Feuillade, 1988.)

Les deux compères arrivent à Puigcerda le 29 juillet et rédigent aussitôt des articles pour le journal de leur organisation, *Le Libertaire*, rendant compte de la situation et de la naissance du Groupe international de la colonne Durruti :

Demain, nous partons pour Barcelone, puis Saragosse. Là, la lutte est âpre et sanglante. Le massacre des anarcho-syndicalistes à l'intérieur de la ville a, paraît-il, été terrible. Ainsi, on comprend que le mot d'ordre de la FAI et de la CNT soit : « Pas de quartier ! » Aucun sentimentalisme n'est plus possible devant la férocité fasciste.

Barcelone, le 30 juillet 1936 :

Nous partons rejoindre Durruti qui, à la tête d'une des colonnes, se prépare à l'assaut de la ville rebelle, où, à l'intérieur encore, malgré un terrible massacre, des noyaux d'anarchistes luttent en attendant l'armée révolutionnaire partie pour les délivrer.

Bujaraloz, le 2 août 1936 :

Nous sommes arrivés à Bujaraloz, où siège le Comité militaire de la colonne Durruti. Le commandant officiel, Pérez, est installé à Lérida, une centaine de kilomètres en arrière du front ! [...] Les miliciens sont pareils à ceux de Pancho Villa que le cinéma a popularisés. Pas un n'a le même uniforme : des combinaisons bleues, des habits civils, des uniformes dépareillés, des casques, des bérets, des grands chapeaux mexicains, des bonnets de police rouges et noirs, etc. La seule partie qui soit commune, ce sont les espadrilles. On rencontre des Italiens, des Français, des Allemands. Paysans et ouvriers se mêlent, et parmi eux des carabiniers, des gardes civils, qui obéissent tous aux comités de la FAI et de la CNT.

Bujaraloz, le 8 août 1936 :

Dans presque toutes les centuries, des Italiens, des Français, des Allemands, voire des Belges et des Bulgares se retrouvent. [...] Le tout s'amalgame aisément et forme un ensemble solide, malgré certaines difficultés de langage. Un noyau d'Italiens et de Français s'est constitué avec comme délégué un ancien officier de la Coloniale [Louis Berthomieu], dont l'absence de doctrine bien précise est suppléée par une intelligence très vive et sans préjugés. Ce sont tous des gars de Paris, de Toulon ou de Grenoble. [...] Proscrits d'Italie et exploités de l'impérialisme français sont venus faire le coup de feu pour le vieux rêve, caressé depuis tant d'années, d'une société

libertaire. Le groupe va se grossir peu à peu d'éléments nouveaux. Face à la Légion marocaine, ce ramassis de tueurs et de voleurs, venus en Espagne restaurer l'ordre bourgeois, se dresse la Légion internationale des sans-patrie, qui sont venus se battre dans la péninsule pour l'ordre ouvrier et révolutionnaire. (Mercier, 1997.)

Cf. Berry, 2002; Berthuin, 2000; Collectif, 1999; À Contretemps, n^{os} 14/15.

11 Cette action des miliciens se répéta en d'autres lieux, semble-t-il, car on trouve dans le témoignage du chef de colonne Antonio Ortiz le même genre de récit :

Dans les premières semaines de la révolution et de la lutte en Aragon, les milices vécurent sur les ressources locales. Cela représenta un fort prélèvement sur les troupeaux de la région, sans compter que de la viande fut gâchée. En même temps, les propriétaires de troupeaux, qui dans leur majorité passèrent du côté des rebelles, entraînent leurs bêtes au-delà de Belchite. On publia une disposition interdisant de tuer les animaux [...] et en même temps les guérilleros se renseignaient sur les mouvements du bétail factieux. Une nuit où ce dernier se trouvait rassemblé dans une bergerie près de la Puebla de Albortón, et à 15 km des lignes, un groupe de miliciens opéra une razzia sur tout le troupeau et le ramena sur notre territoire. Ainsi on libéra 4000 têtes de bétail, moutons, chèvres et vaches. Cela devint la base de la richesse en bétail de la zone sud-Èbre [...] et en quelques mois cette réserve monta à 10 000 têtes. (Gallardo & Márquez, 1999, pp. 126 et 148.)

12 À Paris, le Comité pour l'Espagne libre se constitue en août 1936 avec le pacifiste Louis Lecoin comme permanent. Meetings, expositions, collectes se succèdent et chaque semaine des camions partent de Paris chargés de vivres, de vêtements et aussi d'armes et de munitions. L'impact de la révolution espagnole est si fort que même des pacifistes de toujours passent les Pyrénées soit pour se battre, soit pour participer d'une manière ou d'une autre; ou tout simplement pour être là, comme Scolari.

Le cas de Simone Weil est emblématique :

Je n'aime pas la guerre; mais ce qui m'a toujours fait le plus horreur dans la guerre, c'est la situation de ceux qui se trouvent à l'arrière. Quand j'ai compris que malgré mes efforts, je ne pouvais m'empêcher de participer moralement à cette guerre, c'est-à-dire de souhaiter tous les jours, toutes les heures, la victoire des uns, la défaite des

autres, je me suis dit que Paris était pour moi l'arrière, et j'ai pris un train pour Barcelone dans l'intention de m'engager.

Simone Weil arrive à Pina de Ebro, sans doute le 14 août 1936. Elle connaît Charles Ridel et Charles Carpentier qu'elle a rencontrés lors des grèves de juin à Paris. Par leur entremise, elle intègre le Groupe international, ce corps-franc chargé de missions dangereuses et composé en majorité d'étrangers. Ridel – qui prendra plus tard le nom de Mercier Vega – raconte en 1975 l'arrivée de Simone ainsi :

Elle porte le fusil, revêt la combinaison de mécanicien qui sert d'uniforme, chausse des espadrilles, se noue le foulard rouge et noir autour du cou, se coiffe du calot aux mêmes couleurs. Elle se veut, donc elle est milicienne, contrairement à ce que dira Gustave Thibon dans sa préface à *La Pesanteur et la Grâce*, où il la présente comme une observatrice. C'est une milicienne qui ne manque pas de courage et qui exige de participer aux expéditions de reconnaissance. Ce qui ne va pas sans poser quelques problèmes aux animateurs du Groupe international. [...] Simone ne possède aucune notion du maniement des armes; de plus elle est myope et porte des lunettes à verres épais. Il est question d'abord de lui confier des tâches d'arrière-garde, comme celle de monter une antenne pour les premiers soins, mais elle tempête, insiste pour courir les mêmes risques que les combattants, finit par l'emporter. (Weil, 1936 & 1954.)

Cf. Jacquier, 1998; Collectif, 1999; Mercier, 1975.

13 Parmi les volontaires étrangers venus en Espagne pendant la guerre civile, plus de deux cent cinquante miliciens français ont été identifiés, dont cent cinquante engagés dans la colonne Durruti. Ils seront assez nombreux pour constituer, à côté du Groupe international, une centurie appelée Sébastien-Faure, qui combattrait avec les autres centuries espagnoles.

Avec une relative autonomie d'action par rapport à la colonne Durruti, les *Internacionales* fixent leur base à Pina. Le délégué général, Louis Berthomieu, est en contact direct avec le Comité de guerre. On peut lire dans le journal français *L'Espagne antifasciste* du 30 août 1936 ce genre de petite annonce :

Notre boîte à lettres :

Nos camarades Carpentier et Ridel, colonne Durruti du Groupe international antifasciste de Pina de Ebro, prient les camarades français, belges, italiens, bulgares venus de France pour combattre, de leur écrire en vue de renforcer ce groupe.

En août 1936, ledit groupe comprendra vingt à soixante personnes environ, puis il grossira au fil des mois, notamment avec l'arrivée régulière de Suisses, d'Autrichiens et d'Allemands.

Pour le moment, la plupart des Italiens et des Allemands qui ont rejoint l'Espagne sont sur le front de Huesca, au sein des centuries catalanes et aragonaises de la colonne Ascaso, ou dans les colonnes du POUM.

Si quelques Italiens sont allés dans la colonne Durruti à titre individuel, comme Antoine ou Scolari, l'importante colonie transalpine réfugiée et organisée en France au sein du Comité révolutionnaire anarchiste se regroupe à Barcelone dès la fin juillet 1936. Le philosophe et théoricien anarchiste Camillo Berneri, rejoint par Francesco Barbieri rentré d'Argentine, et bien d'autres, organisent l'arrivée des volontaires suivants. Ils forment le groupe Malatesta en liaison avec les militants de la FAI et de la CNT catalanes, dont Diego Abad de Santillán qui va activement participer à la constitution des milices italiennes. Lisons ces extraits de courriers de Berneri :

Les antifascistes italiens qui s'étaient rendus à Barcelone provenaient de tous les secteurs du mouvement anarchiste [...]. Répartis dans les différents hôtels de la ville, ils vivaient, émus, enivrés, la résurrection spirituelle d'un trépas soudain de la vie d'exilés pourchassés à celle de nouveaux citoyens de la capitale de la révolution. [...] Les anarchistes non inscrits au Groupe international de la colonne Durruti penchaient pour la constitution d'une colonne strictement anarchiste et désiraient partir immédiatement. L'impossibilité d'obtenir tout de suite des armes contrariait leur projet, mais ils avaient déjà prévu de s'enrôler dans les milices confédérales. (Manfredonia, 1986.)

En fait, le 5 août, les anarchistes italiens acceptent la proposition du socialiste Carlo Rosselli, du groupe *Giustizia e Libertà*, de constituer une colonne mixte regroupant toutes les tendances de l'antifascisme italien. Ainsi va naître la Section italienne de la colonne Ascaso, qui décide de suivre les directives politiques des organisations libertaires. Ses cent vingt hommes – Berneri en fit partie malgré sa surdité –, dont les deux tiers sont libertaires, partent au front de Huesca et reçoivent leur baptême du feu le 28 août 1936 sur le monte Pelato. Attaquée par des forces nettement supérieures en nombre, la section perd beaucoup d'hommes, dont son commandant Mario Angeloni. (Manfredonia, 1986.)

Quant aux anarcho-syndicalistes allemands et autrichiens, ils font partie du DAS, *Deutsche Anarcho-Syndikalisten*, groupe fondé en exil en 1933-1934, dont le siège est à Amsterdam. Le bureau de Barcelone (18, rue d'Aribau) comprendra une vingtaine d'entre eux comme Helmut Rüdiger et Augustin Souchy, qui prennent en charge les nouveaux volontaires. Il nous faut préciser que parmi les Allemands et Autrichiens, seuls font partie du groupe DAS ceux qui appartenaient déjà à une organisation anarcho-syndicaliste auparavant (et donc souvent des Allemands résidant déjà en Espagne depuis 1932-1933). Les nouveaux volontaires n'en sont donc pas, en majorité; mais le groupe DAS s'occupe d'eux. En tout, près de deux cents volontaires allemands s'engageront dans les milices anarchistes. Quelques-uns intègrent individuellement la colonne Durruti, d'autres constituent le groupe Erich-Mühsam et se joignent à la dernière colonne anarchiste des *Aguiluchos* en partance pour le front de Huesca, fin août 1936. Il comprend neuf techniciens de mitrailleuse: Miguel (Rudolf Michaelis), délégué; Pacha, instructeur; Kaenel, technicien; Winkelmann, Eberle, Aul, Christ, Laebli, Appel. Le groupe deviendra centurie et combattra dans la colonne Ascaso. Après son engagement dans la bataille de Tardienta le 26 octobre 1936, il n'en restera que cinquante hommes. Le délégué Michaelis demande le 18 novembre à ce qu'ils soient affectés au Groupe international de la colonne Durruti. Les membres du DAS veulent rejoindre leurs camarades allemands qui



Le groupe Michele-Schirru, de la section italienne de la colonne Ascaso.

ont besoin de leur aide, entre autres pour une activité bien précise : ces derniers leur ont signalé l'arrivée en Espagne depuis quelques semaines de

nombreux Allemands staliniens qui ne comprennent rien à ce qui se passe dans ce pays. Ils obéissent aveuglément à leurs chefs communistes, et nous sommes convaincus qu'un jour, quand le fascisme sera vaincu, ces derniers leur commanderont de retourner les armes contre les anarchistes. Pour éviter cela, il faut mettre en œuvre une propagande spéciale à leur égard, dans la mesure où ces Allemands ne sont pas de mauvaise foi. [...]

Cf. Berry, 2002 et 1997; Graf & Nelles, 1997, p. 121.

14 Le délégué général de la colonne Sur-Ebro, Antonio Ortiz, s'est vanté dans un entretien d'avoir été le premier à expulser les femmes de sa colonne. L'une d'entre elles, Conxa Pérez, jeune militante de la FAI, arrivée au front en même temps que ses père, frère et amis du quartier barcelonais des Corts, s'est plainte amèrement du fait que les miliciennes ont été ainsi renvoyées, sans les distinguer des prostituées. Elle témoigne de ce que beaucoup de jeunes filles militantes des quartiers de Barcelone étaient allées au front pour prendre le fusil, ou s'employer comme infirmières. Elle évoque Libertad Ródenas qui avait participé à la prise de Pina, et la guérillera Carmen Crespo, de la colonne Sur-Ebro. Cette jeune Espagnole vivait en France et elle arriva à Barcelone en juillet 1936 pour assister aux Olympiades antifascistes. Dès le début du conflit, elle s'engagea dans les milices et fut surnommée la Francesa. Elle était instruite et réservée, de caractère visiblement trempé. Loin de vouloir l'expulser, Ortiz aurait bien voulu la garder à son Q.G. de Caspe en l'attachant aux travaux de secrétariat. Mais elle voulait combattre avec les guérilleros et rejoignit les premières lignes de son propre chef. Elle mourut lors d'une action dans la sierra de la Serna en décembre 1936 : une grenade avait fait exploser son corps. (Strobl, 1996, pp. 353-364.)

Le témoignage des Suisses Paul et Clara Thalmann nous apprend que peu de femmes réussirent à gagner le front après octobre 1936. Au cours de leur premier séjour sur le front d'Aragon, Clara n'avait éprouvé aucun problème pour s'engager comme milicienne. À leur deuxième voyage en Espagne, début janvier 1937, le couple cherche à retourner sur le front d'Aragon :

Souchy nous conseilla de nous adresser au DAS qui avait formé une unité d'une centaine d'hommes sur le front d'Aragon. Souchy doutait qu'on donnât encore aux femmes la permission de se battre aux côtés des hommes : « Comme vous le savez, le gouvernement de Valence a publié un décret dans ce sens. Chez nous, en Catalogne, cependant, ce sont les comités qui prennent les décisions, et dans votre cas, ce sera le comité de la milice compétent. Bonne chance! » [...] Le groupe stationné à Pina nous accueillit chaleureusement. Tous étaient enchantés de notre arrivée et avides de nouvelles de l'étranger et de Barcelone. [...] Les hommes admiraient Clara pour son courage et l'acceptèrent aussitôt. Dans ce groupe, il y avait encore une femme, la seule, une Espagnole dénommée Pepita qui assistait un médecin espagnol à l'infirmerie. [...] Chaque nomination à une fonction quelconque dans le groupe se faisait par une élection démocratique et les personnes nommées pouvaient être remplacées à tout moment par décision de l'assemblée générale. Le premier grand débat tourna autour de la question de savoir si Clara pouvait rester parmi nous. C'est Michaelis qui avait soulevé ce problème. Dans notre groupe de dix, personne n'y voyait d'inconvénient. Tous les soirs avant l'assemblée générale, Clara se rendit d'un groupe à l'autre pour exposer son cas. Lors de la réunion, elle sortit victorieuse avec quelques voix de majorité, résultat remarquable, vu l'interdiction gouvernementale. (Thalmann, 1983, pp. 136-138.)

La chose est confirmée par ledit Michaelis dans cet extrait d'une lettre du 3 février 1937. Il s'adresse à un « camarade du DAS » depuis Bujaraloz :

Manzana rappelle que les femmes qui sont au front depuis le début peuvent y rester (à moins que la loi ne change), mais que les nouvelles arrivées doivent en partir. Le cas de Clara Thalmann n'est pas concerné. Les camarades ont été amenés à voter sur cette question, mais certains, sans doute influencés, ont voté contre l'expulsion des femmes. Il est important qu'il n'y ait plus de femmes qui viennent au front. (IISG, FAI 1.)

Antoine Gimenez évoque la présence de Madeleine, Augusta et Mimosa, qui restent à titre d'infirmières dans le Groupe international. Il s'agit de Madeleine Gierth et d'Augusta Marx, toutes deux allemandes, qui seront ensuite répertoriées dans une liste des membres du DAS en Espagne. Un document de la FAI, non daté,

atteste que le « groupe DAS contrôlé par le Comité régional garantit que la *compañera* Augusta Marx est antifasciste, et qu'il faut faire en sorte qu'elle soit incorporée dans la colonne internationale. La camarade est une infirmière confirmée ».

Mimosa était le surnom de Georgette Kokocinski, une Française de 27 ans arrivée en Espagne le 18 septembre 1936. Militante depuis l'adolescence, elle fréquentait les milieux anarchistes autour des journaux *Le Libertaire*, *L'Insurgé*, *L'En-Dehors*; elle diffusait *La Revue anarchiste* et son supplément *Choses d'Espagne*. En 1924, elle connut Fernand Fortin dont elle partagea l'existence militante en Touraine. En 1928, elle retourna à Paris où elle prêtait son concours aux fêtes et manifestations culturelles anarchistes. Elle récitait et chantait avec un groupe d'amis, et prit alors un nom de « scène » : Mimosa. Elle obtint un diplôme d'infirmière et décida d'offrir ses services à la révolution espagnole après avoir participé au meeting du 28 août 1936 dans la salle Wagram. Voici une lettre qu'elle envoya à Fernand Fortin, le jour de son arrivée à Barcelone :

[Sur papier en-tête de l'Hôtel Lloret sur la Rambla Canaletas, 5]
Barcelona mardi

Mon très cher Fernand,

Partie depuis le 18 septembre, je suis toujours à Barcelone. Enfin je crois que tout de même je vais commencer à travailler ce soir... départ pour le front de Huesca. Je pense à toi avec la tendresse que tu sais. Ici j'ai rencontré Arthur qui lui naturellement se disposait à rentrer en France; je l'ai chargé de te demander une collection de revues pour le très bon ami dont je t'ai parlé. Arthur très probablement ne fera pas la commission, alors sois assez gentil Fernand pour envoyer à Mr [*sic*] G. Mayer, 37 rue Davioud, Paris, la collection de revues, le livre d'André que l'on trouve pour 2 frs sur les quais, et le plus de numéros possible du *Libertaire*. Je te serai très reconnaissante de faire cela et le monsieur auquel je destine cette documentation sera bien obligé de penser un peu à moi et de m'écrire. Es-tu toujours décidé à venir? Comment ça va le moral,... mieux? Mieux que le mien qui est très bas. Je me suis véritablement déchirée pour venir ici, mais il le fallait. J'aurais aimé te voir avant mon départ, mais je suis allée chez toi un jour où tu n'y étais pas et n'ai pas eu la possibilité d'y retourner.

Bons baisers mon vieux cher Fernand. Sois heureux, c'est ce que je te souhaite avec la profonde tendresse que j'ai pour toi. Je n'ai

pas encore vu les camarades mais je vais les voir à déjeuner. Je crois avoir retrouvé la trace de Julien. Je ne sais pas encore mon adresse de demain mais tu peux toujours écrire à la CNT-FAI, 32, 34, via Layetana, Barcelona, qui fera suivre au front de... probablement Huesca.

Georgette

Nous n'avons pas réussi à identifier avec certitude Marthe ; sans doute est-elle Juliette Baudart. Quant à Rosario, nous pensons qu'Antoine prénomme ainsi la milicienne combattante, Pepita Inglés, dont Lola Iturbe, du groupe des *Mujeres Libres*, a rédigé une biographie. En voici un extrait :

Pepita Inglés est née à Carthagène. [...] Elle fut impressionnée par l'enthousiasme dégagé par les libertaires barcelonais et partit le 24 juillet avec la colonne Durruti en Aragon, avec son compagnon, sacrifiant le bien-être de ses deux enfants. D'autres femmes partirent aussi comme Palmira Jul, Azucena Haro. [...] Quand la colonne arriva sur la route de Pina, les fascistes la bombardèrent par avion. Quelques-unes, impressionnées par la cruelle réalité de la guerre, rentrèrent à Barcelone. Pepita Inglés continua avec la colonne. Elle perdit son compagnon au cours des premières attaques sur Pina. Elle s'incorpora au service des tanks. [...] Ces camions blindés paraissaient à première vue invincibles, mais on se rendit compte plus tard qu'une simple balle de Mauser les perforait. [...] Il en fallait du sang-froid et de la volonté pour se mettre dans ces torrides et asphyxiants camions! (Iturbe, 1974, pp. 107-117.)

15 Voyons le récit de Mercier Vega en 1975 :

Le Groupe international de la colonne Durruti en est à ses débuts. Il est né du désir d'un petit noyau de volontaires étrangers de créer une formation de combat avec des éléments possédant un minimum d'instruction militaire et si possible une expérience de la guerre. Après avoir participé à quelques engagements (avance sur Osera, occupation de Pina, coup de main sur Gelsa), le trio Berthomieux – Carpentier – Ridel a compris que les centuries espagnoles auraient besoin de quelque temps pour apprendre l'abc des combats sur le terrain et l'usage raisonné des armes lourdes. Dès l'origine, la fonction du groupe est claire et simple : servir de fer de lance pour permettre l'avance des milices. La première mission qui leur est confiée est d'aller couper la voie ferrée

située en territoire franquiste. L'avance des deux colonnes confédérées le long de l'Èbre est inégale. Pina sur la rive gauche est située plus avant que le front tenu par la colonne Ortiz-Ascaso [Ortz, en réalité], sur la rive droite. Les troupes phalangistes sont ravitaillées par des convois ferroviaires qui partent de Saragosse et passent par la gare de Pina, de l'autre côté du fleuve. Faire sauter les rails rendrait plus difficile le transport de vivres et de munitions à destination des forces franquistes et favoriserait une attaque des milices sur Quinto. Une première reconnaissance est faite par une demi-douzaine de volontaires dont Simone Weil. Elle permet de constater l'existence de canaux d'irrigation qui pourront favoriser le cheminement, et de vérifier la distance exacte qui sépare la berge de la voie ferrée.

16 En 1975 encore, Mercier évoque sans doute le même événement, en précisant que jamais

le groupe, ni collectivement ni par l'intermédiaire d'aucun de ses membres, n'avait participé à un quelconque peloton d'exécution (deux miliciens espagnols furent exclus de ses rangs quand ils reconnurent avoir fait partie antérieurement d'une équipe semblable). [...] Louis Berthomieux, de même que les délégués des diverses sections, avait constamment protégé les prisonniers ou les ralliés contre les menaces de certains exaltés.



L'Èbre, que traversaient les Fils de la Nuit, à la hauteur de Pina.

On peut penser que Ridel édulcore ici la réalité, puisque, si l'on en croit Gimenez, les deux Espagnols faisaient bien partie du Groupe international quand ils ont pris l'initiative de participer à un peloton d'exécution.

De son côté, Charles Carpentier relata dans les années 1980 une affaire qui l'avait mis fort en colère :

Après la prise d'Osera, on est revenus loger à Pina dans la maison du notaire [calle Mayor]. Ça n'a pas été très joli d'ailleurs : je me suis fâché. J'étais parti pour une raison ou une autre avec Ridel à Caspe, et quand on est revenus, les habitants de Pina avaient condamné le notaire à mort et avaient demandé au Groupe international de fusiller le mec, et ils l'avaient fusillé ! Moi je me suis vraiment fâché, j'étais vraiment pas content, je voulais virer des mecs. Martínez et Ridel m'ont supplié. Ridel a dit : « Bon, on passe l'éponge. » Mais moi je n'étais pas content, j'ai dit : « On est venus pour se battre, pas pour fusiller des gens. Si on prend des prisonniers, on les remet aux Espagnols, ils en font ce qu'ils en veulent, mais nous en aucun cas on ne doit fusiller un type. »

Une autre exécution de prisonnier dans la colonne Durruti avait provoqué la publication, dans la revue suisse *Témoins* en 1954, d'une lettre de Simone Weil à Georges Bernanos datant de 1938 (cette lettre avait été rendue publique en 1950, mais passa alors assez inaperçue). Simone Weil évoquait certains faits tragiques qui hantèrent sa mémoire, et dont Ridel avait été témoin sur le front d'Aragon : le 22 août 1936, le Groupe international repousse une attaque des phalangistes ; un prisonnier de 16 ans est ramené, le groupe le remet aux Espagnols et il est fusillé. Carpentier dit qu'ils ont tous été affectés par cette histoire. Ils l'ont d'ailleurs racontée à Simone quand ils la visitèrent lors de sa convalescence à Sitges en septembre 1936. Elle écrit à Bernanos que la mort de ce « petit phalangiste n'avait jamais cessé de [lui] peser sur la conscience » et conclut :

On part en volontaire avec des idées de sacrifice, et on tombe dans une guerre qui ressemble à une guerre de mercenaires, avec beaucoup de cruauté en plus et le sens des égards dus à l'ennemi en moins.

Mercier Vega, qui avait toujours estimé la démarche de Simone, réagit à cette lettre, en 1954, dans le numéro suivant de la revue *Témoins* :

Il n'est pas question de nier ou de minimiser les horreurs d'une guerre révolutionnaire, ni de dissimuler les instincts de certains militaires. Ce qui est indispensable, c'est d'établir un tableau complet des sentiments ou des passions qui purent se donner libre cours, et non pas de juger les révolutionnaires en bloc. [...] Le souci de trouver Bernanos, de créer un langage qui leur fût commun semble avoir poussé Simone Weil à dépasser ce qu'elle avait d'expérience propre. Ses amis, qui l'avaient acceptée, adoptée, avaient comme elle, sinon avant elle, et dans les conditions même de la guerre civile, sur le terrain, résisté à l'ambiance de violence gratuite.

Robert Léger, qui faisait partie de la même bande que Ridet et Carpentier à Paris, membre de la Fédération communiste libertaire et des non moins distinguées Jeunesses culinaires de France, partit lui aussi en Espagne en octobre 1936. Plus tard, il racontera sa répugnance à tuer, même face à l'ennemi, et il se souviendra qu'un jour il dut garder un jeune prisonnier espagnol de 15 ou 16 ans accusé d'espionnage et destiné à être fusillé. Pour sa part, le dilemme fut vite tranché : il le laissa s'échapper. (Léger, 1984.)

Dans toutes les situations où se déchaîna une violence de classe, ce fut parfois la population qui l'exerça, ou la délégua aux patrouilles de « justiciers » révolutionnaires. Parfois, au contraire, ce fut la population, voire les comités révolutionnaires locaux, qui protégèrent les personnes susceptibles d'être exécutées, opposant aux *patrullas de investigaciones* : « Ici, on ne tue personne ! »

En voici une illustration ; nous sommes à Alcarràs, Catalogne, dans les derniers jours de juillet 1936 ; Josep Lladós raconte :

La situation des gens de droite était très périlleuse à cette époque. Non que la population ait voulu leur faire le moindre mal, mais le Comité [CNT] fit enfermer vingt-six personnes, je crois, dans l'église qui servait de prison. Dans ces premiers temps confus, il existait certains groupes ambulants qui pratiquaient la « justice directe » et qui disaient aux habitants des villages qu'ils traversaient que ceux de droite étaient de mauvaises gens. Quelqu'un fit savoir à l'un de ces groupes que le comité d'Alcarràs détenait un certain nombre de personnes dans l'église. Un soir, ils se présentèrent au village. Quelqu'un avertit le jeune Comité dont les membres présents accoururent à la porte de l'église distante d'une centaine de mètres. Le compagnon Tudo, président du Comité, se posta devant ladite porte, et c'est là que commença une discussion entre les représentants du village et les justiciers. Ces derniers voulaient

emmener les prisonniers. Tout cela se transforma en une âpre dispute, et heureusement que les habitants et les miliciens qui n'étaient pas de garde sur la route arrivèrent. Finalement, Tudo leur dit : « Avant de vous en prendre à ces gens, c'est moi que vous devrez tuer ! » Cette nuit-là, la moindre étincelle aurait pu provoquer de nombreuses morts. Les détenus entendaient tout ce qui se passait au-dehors, et parmi eux se trouvait un vieux curé. Ce vieux curé disait et répétait : « Livrez-moi et laissez les autres tranquilles ! » Après de nombreuses tergiversations, le curé fut livré. Le groupe se calma et emmena « mosén Ramón » à trois kilomètres du bourg où il fut abattu au bord de la route. C'est le genre de choses terribles qui arrivent dans ces temps de confusion. On aurait du mal à l'imaginer. Alcarràs devrait ériger un monument en l'honneur de ce jeune Comité qui eut le courage et l'humanité de ne pas permettre un crime encore plus grave. Toutes ces familles, fussent-elles de droite, ne méritaient pas la mort. Mosén Ramón, par la générosité de son sacrifice, contribua aussi à calmer les esprits et à éviter une plus grande catastrophe. J'en éprouve de la compassion pour lui et son grand âge. À Alcarràs, durant ces jours de feu, trois hommes furent tués. [...] Ces trois sont de trop, mais il était alors impossible de contrôler les agissements de tout le monde. Il régnait un grand désordre et une grande violence. (Llados, 2005.)

Cf. Casoar & Feuillade, 1988 ; Collectif, 1999.

17 Dans beaucoup de villages d'Aragon, la population réunie en assemblée générale n'attend personne pour jeter les bases d'une société nouvelle. Les militants locaux de la CNT recueillent là le fruit d'années d'enracinement. Il en est autrement dans les villages situés sur la ligne de front, et d'autant plus dans la région de Bujaraloz, Gelsa et Pina, à la faible influence anarcho-syndicaliste. On l'a vu, à Pina, les milices anarchistes impulsent la collectivisation devant des paysans sans doute rétifs dans un premier temps. D'ailleurs, lors du Plénum régional de la FAI d'Aragon du 20 septembre 1936 qui se tient à Alcañiz, une polémique s'engage entre ceux des militants qui, comme Francisco Carreño, parlent de l'implantation du communisme libertaire en Aragon, et d'autres comme José Alberola, de Fraga, qui émettent des réserves :

Je dis que celui-ci, c'est un communisme de guerre créé par les circonstances [...] Je pense que si le communisme libertaire est imposé, alors il n'est pas libre.

Le Comité révolutionnaire créé au début du mois d'août à Pina est composé d'habitants du village, bien que son secrétaire Juan Aris soit le délégué politique d'un groupement de la colonne Durruti. Le nombre des affiliés du syndicat CNT nouvellement constitué et représentant divers corps de métiers va croître rapidement. Pour diverses raisons, il reste donc difficile de déterminer la part d'initiative que prirent les *pineros* dans le développement de leur collectivité. On peut penser que la réorganisation du régime de la propriété fut facilitée au début par le fait qu'une grande partie des terres était abandonnée par leurs possesseurs : à Pina, comme à Fraga, un tiers de la richesse agricole était contrôlée avant juillet 1936 par une aristocratie de *terratenientes* le plus souvent absentéistes ou étrangers. (Casanova, 1985, pp. 119-122.) C'est cela qui a été mis en commun pour commencer, sans poser de problèmes. Ensuite, comme dans les autres villages aragonais, on bouleversa une agriculture essentiellement basée sur de petites parcelles individuelles auxquelles les paysans étaient fortement attachés. Comme le relate un délégué de la collectivité de Barbastro quarante ans plus tard :

Il y avait beaucoup de paysans qui croyaient qu'avec la collectivité ils perdaient la terre [...] moi, je [n'étais] pas disposé à prendre un fusil pour obliger les paysans à travailler en collectivité, s'ils n'étaient pas convaincus.

En tous cas, la présence d'hommes en armes dans les campagnes pose aussi des problèmes, et le 6 octobre, au cours d'un plénum extraordinaire des syndicats CNT auquel assistent des chefs de colonnes et les représentants des collectivités, se constitue « le Conseil de défense d'Aragon [qui] veille pour combattre des abus et garantir la vie libre des villages où se trouvent les colonnes », selon un communiqué paru dans *L'Espagne antifasciste* du 14 novembre 1936. Suivent divers points intimant aux miliciens l'ordre d'arrêter de puiser dans les biens des villages (bétail, nourriture, etc.) et de ne pas s'immiscer dans leur vie politico-sociale.

Antoine Gimenez évoque pour sa part l'étroitesse des relations entre miliciens et paysans : beaucoup des premiers travaillent dans les champs quand le front est calme, mangent et dorment parfois chez l'habitant. Selon Victor Alba et Graham Kelsey, les relations entre les collectivités et les colonnes furent constantes et étroites : les premières nourrissent en grande partie près de vingt mille miliciens, ce qui est

remarquable, sachant que 80 % des terres à blé de l'Espagne étaient aux mains des franquistes. Ils notent également que, de juillet 1936 jusqu'à l'entrée des fascistes en Aragon, grâce à la mise en commun des ressources et des biens, les prix des produits de première nécessité n'augmentèrent pas dans les campagnes, tandis qu'ils s'emballaient dans les villes catalanes. Aucun marché noir, aucune spéculation ne put sévir, grâce au contrôle collectif de la production, et peut-être aussi à l'absence quasi généralisée de l'argent. Car si le commerce reprit avec le reste de l'Espagne, voire avec l'étranger, on recourait au troc, chaque fois que cela était possible, ne serait-ce que pour empêcher que les commerçants ne se ruent en Aragon pour acheter le blé, les jambons, les moutons, aux dépens de la satisfaction des besoins locaux. Le Conseil de défense d'Aragon, soutenu par Antonio Ortiz, délégué général de la colonne Sur-Ebro, veillera jusqu'en juillet 1937 – ce qui était une de ses importantes fonctions – à ce que la production ne soit pas détournée vers un quelconque trafic. Le même Ortiz raconte comment un jour il se joua d'un commerçant d'Igualada venu le voir avec deux valises pleines de billets. Il dut se plier aux conditions des collectivistes et échanger le blé qu'il voulait contre des produits manufacturés, et cela en plus au prix d'avant la guerre. Ortiz écrivit d'ailleurs au début des années 1960 un texte analysant le processus de la collectivisation, n'hésitant pas à souligner les erreurs ou abus, fruits, selon lui, le plus souvent de l'improvisation. Il critiqua l'action de ces groupes de militants barcelonais qui croyaient que les paysans étaient des êtres immatures qu'il fallait prendre par la main, et, fin juillet 1936, parcouraient les villages en décrétant « l'implantation du communisme libertaire ». Il intervint quand ses propres miliciens traitèrent les paysans de la Puebla de Híjar de fascistes parce qu'ils répugnaient à mettre leurs lopins *al montón* (en commun). Ensuite, écrivait-il, les choses s'arrangèrent et la collectivisation se mit en place, combinant le libre arbitre des communautés villageoises, l'intervention des chefs de colonne, celle du Comité régional de la CNT, et l'administration du Conseil d'Aragon. De juillet à octobre 1936, vingt mille kilomètres carrés furent travaillés en commun, et bientôt à l'étranger on appela cette région « l'Ukraine anarchiste d'Aragon ».

Une fois la collectivité organisée dans un village, on pensa à fédérer tous les villages collectivisés du même canton (*comarca*). Ensuite, chacune des vingt-cinq fédérations cantonales se lia aux autres. En septembre 1936, elles rassemblaient quatre cent

cinquante collectivités. Pina de Ebro en faisait partie. Félix Carrasquer expose dans le détail l'étape suivante : la constitution de la fédération régionale des collectivités lors du Congrès extraordinaire des collectivités tenu à Caspe le 14 février 1937. Selon ses actes, quelque six cents délégués représentaient cinq cents collectivités, correspondant à vingt-cinq fédérations comarcales, soit trois cent mille affiliés (sur les cinq cent mille habitants de l'Aragon républicain). Le délégué de Pina de Ebro était E. Aguilar, qui participa notamment au rapport sur les « individualistes », c'est-à-dire les petits propriétaires qui ne voulaient pas faire partie des collectivités. Pour avoir une idée de l'évolution de la collectivisation sur Pina, voici le nombre de ses affiliés à cette même date : six cents pour le village, et deux mille neuf cent vingt-quatre pour la *comarca* rassemblant six collectivités. Un mois avant, les bases de la collectivité de Pina étaient approuvées par l'Assemblée locale du 3 janvier 1937 :

En vertu de ce qui précède, la classe ouvrière et paysanne, s'élevant à la hauteur des circonstances, fonde la Collectivité volontaire sur les bases suivantes :

- 1° L'adhésion à la Collectivité est volontaire pour tous les habitants du village, quelle que soit leur condition économique, et pourvu qu'ils acceptent le Règlement maintenant établi ;
- 2° Tous les adhérents d'accord avec ce nouveau régime social apporteront tous leurs biens à la Collectivité : terres, instruments de travail, bêtes de labour, argent et outillage ;
- 3° Dès que les circonstances le permettront, on s'efforcera de construire des écuries collectives afin d'y abriter tous les animaux utiles pour les travaux agricoles ; on fera de même pour le bétail bovin et ovin, et l'on choisira une main-d'œuvre capable pour cette tâche ;
- 4° Emmagasiner de tous les articles d'alimentation, d'épicerie, et des produits agricoles dans des locaux collectifs pour assurer un meilleur contrôle ; également organisation d'une ou de plusieurs coopératives pour la distribution des aliments et des instruments divers dont les collectivistes auront besoin ;
- 5° La quantité des produits distribués aux collectivistes pourra augmenter ou diminuer, selon la situation économique de la Collectivité ;
- 6° Le travail sera effectué par groupes à la tête desquels sera placé pour chacun un délégué responsable. On s'efforcera d'organiser des sections de charretiers et conducteurs de

- bœufs, et des travailleurs ayant un métier, de façon que les camarades ayant des aptitudes puissent se relayer dans ces tâches;
- 7° Tous les individus des deux sexes, âgés de plus de 15 ans, devront travailler pour la Collectivité. Sont exemptées de travail les personnes de plus de 60 ans, et les impotents à moins que leur condition physique ne leur permette de faire des travaux non pénibles, au bénéfice de la Collectivité;
- 8° La Collectivité se sépare complètement de ceux qui voudront continuer à vivre en régime individualiste; si bien qu'ils ne pourront avoir recours à elle, en aucune façon. Ils travailleront leurs terres par eux-mêmes exclusivement; toutes les terres qui resteraient infructueuses entre leurs mains passeront à la Collectivité;
- 10° [*sic*] Toute exploitation de l'homme par l'homme est abolie; et par conséquent toute forme de fermage, de métayage ou de salariat. Cette mesure sera appliquée à tous les habitants de la localité, quelle que soit leur condition;
- 11° L'assemblée est souveraine et se régit d'après le régime de la majorité. C'est dans les assemblées que se prendront les décisions concernant les membres de la Collectivité qui pourraient en perturber la bonne marche. (Leval, 1983, pp. 234-236.)

Un an durant, l'agriculture aragonaise se présentera comme une mosaïque de tentatives de communisme libertaire, variant selon les lieux, la proximité du front, la présence de militants anarchistes, celle des colonnes, le souci plus ou moins affirmé de chaque village de garder son autonomie, etc. Pour Ortiz, on n'a pas laissé le temps à cette expérience de se développer. Selon son expression,

en Espagne et en Aragon, il ne s'agissait pas seulement que la terre appartienne à celui qui la travaille, [...] il s'agissait enfin de satisfaire le désir profond de l'homme: la terre et la liberté». (Gallardo & Márquez, 1999, pp. 136-151.)

Cf. Amorós, 2005 a; Alba, 2001; Kelsey, 1994 & 1996; Carrasquer, 2003, pp. 47-66.

18 Le 19 septembre 1936, on inaugure à Pina un *Ateneo cultural popular*, lieu de rencontre mettant à disposition une bibliothèque. *El Frente*, le journal de la colonne, en rend compte ainsi:

[Les paysans] sont appelés à assister aux cours et conférences afin de se former en vue de la nouvelle vie qui s'annonce.

C'est sans doute dans ce local que se tiennent les cours du soir dont parle Antoine. Dans l'organe de la CNT *Solidaridad Obrera* du 8 octobre 1936, le correspondant en Aragon écrit à propos des paysans de Pina, non sans quelque condescendance :

La lumière de la raison surgit dans ces cerveaux [...] que les politiciens et ecclésiastiques ramollissaient, bâillonnant les consciences.

Des conférences et débats publics sont organisés : le 23 septembre, un grand meeting se tient à l'initiative du groupe cinématographique Kine, qui tourne un film sur la colonne Durruti. Un des orateurs les plus fameux de la CNT et membre de la colonne, Francisco Carreño, prend la parole pour évoquer ces « militants de la CNT qui luttent pour la liberté et l'égalité sociale et politique de tous » et les exhorte à « couper les amarres qui nous lient à nos familles, fiancées, et amitiés, pour seulement penser à la lutte et le bien de l'humanité, qui est notre grande famille ». (Amorós, 2005 a.)

À propos d'*El Frente*, lisons ce qu'en dit Ridel dans *Le Libertaire* :

Plusieurs colonnes de miliciens ont pris l'initiative de créer leur propre journal, édité par une équipe de typos membres des centurries. La colonne Durruti possède son quotidien, *El Frente*, qui se tire à Pina à moins d'un kilomètre des fascistes. Tous les jours cette feuille renseigne les combattants sur la situation du front et sur l'ensemble des événements espagnols. De même les décisions du Comité de guerre, les renseignements sanitaires et autres font l'objet de rubriques spéciales. [...] Ce n'est pas un spectacle banal que de voir vers les 6 heures les paysans sur la place et les gardes dans leur tranchée parcourir avidement les pages du petit canard depuis la première jusqu'à la dernière ligne. (Mercier, 1997.)

19 Les membres des Jeunesses libertaires n'avaient pas attendu 1936 pour s'attaquer aux mœurs étriquées de la société cléricalo-espagnole. Dans les années 1920, quelques-uns vivaient déjà selon leurs préceptes : amour libre, naturisme, pacifisme, végétarisme, et souvent individualisme, dans le cadre d'une « nouvelle éthique » rationaliste et naturaliste énoncée entre autres par Isaac Puente. Les revues *Etica* puis *Iniciales* à Barcelone et Valence traitaient largement de ces questions. À partir de 1931 et de l'avènement de la République, un peu partout, de jeunes garçons et filles s'affranchissaient déjà du carcan du mariage et de la sexualité surveillée.

De 1932 à 1935, les écrits de Amparo Poch y Gascón sur la sexualité, la contraception, les maladies vénériennes, la critique de la monogamie, de la prostitution, etc. circulaient dans les athénées libertaires. Pour cet auteur, « la sexualité [devait] être reconnue comme un aspect important de l'identité et du développement humain ». (Roselló, 2003, pp. 188-193.)

Bientôt à Barcelone, le médecin anarchiste Felix Martí Ibáñez, pionnier de la sexologie lié à la revue *Estudios*, mettra en place un cabinet de consultation « psychico-sexuel ». Mais toutes les femmes n'avaient pas le courage d'affronter le regard de la société, selon Thyde Rosell :

Les ouvrières (surtout les célibataires) refusent les congés de maternité pourtant votés par un gouvernement « radical » ! À cette époque les femmes accouchent sur leurs lieux de travail. Beaucoup ont peur du licenciement ou de l'opprobre populaire quant à leur sexualité que l'obtention de congés de maternité mettrait en avant.

Avec le déclenchement du processus révolutionnaire, bien que peu de témoignages directs nous soient parvenus, on peut imaginer que ce bouleversement des mœurs s'amplifia, du côté républicain, et sans doute plus nettement dans les villes que dans les campagnes. Le jeune Anglais Laurie Lee, parcourant l'Espagne, se trouve en février 1936, après la victoire du front populaire, dans un petit village de pêcheurs, Castillo, à 90 km à l'est de Málaga. Il note déjà à ce moment que

tel le sang qui monte à la tête, il [le printemps] apporta avec lui un très curieux relâchement dans les mœurs. Une liberté nouvelle marquait les rapports entre les sexes. Jacobo et moi organisons toujours les bals de l'hôtel, mais ceux-ci eurent vite fait de prendre une saveur bien différente. Finis les petits marchés au mariage avec demoiselles chaperonnées et soupirants aux cheveux gominés : la piste appartenait désormais aux jeunes pêcheurs, aux ouvriers agricoles pleins de désinvolture dans leurs chemises bleu ciel [...]. Filles et garçons, les jeunes de Castillo, se servaient de nos bals tapageurs pour se lancer à la découverte de leurs libertés toutes neuves [...]. Les tabous étant levés, pour un bref instant au moins, dominait désormais l'odeur de la chair, laquelle paraissait s'être littéralement emparée du village. On en venait soudain à rechercher franchement le plaisir, et d'autant plus frénétiquement qu'on sentait bien que le danger menaçait. (Lee, 2004, p. 216.)

Les *Souvenirs* d'Antoine représentent un témoignage unique en son genre, à notre connaissance : il prend un malin plaisir à nous narrer par le menu ce que la plupart des femmes et surtout des hommes libertaires ont tu à propos de cette déferlante libertine. Et aujourd'hui encore, certains préfèrent ne pas en entendre parler...

Le cas de nonnes qui se mirent en ménage avec des anarchistes, comme le raconte Antoine, ne devait pas être si rare : un autre volontaire étranger, le très jeune Georges Sossenko, en parle dans ses mémoires. Il arrive dans la petite ville de Puigcerda en octobre 1936 :

Un petit couvent fut également détruit, laissant les nonnes commencer une nouvelle vie. Certaines allèrent au village, d'autres partirent travailler à l'hôpital comme infirmières, d'autres encore rentrèrent dans leurs familles ou chez des amis. Il y en eut une qui se maria avec un des miliciens qui était venu fermer ce même couvent. Cela nous plut fort et la plaisanterie du jour était que chacun voulait avoir sa petite nonne. (Sossenko, 2004.)

20 Nous pouvons suivre quasiment moment par moment les activités du Groupe international grâce aux récits de Charles Ridel et de Simone Weil.

Voyons l'article du premier au *Libertaire* du 17 août 1936 :

Le matin, nous partons à une quinzaine sur l'autre rive de l'Èbre, en territoire ennemi, en emportant un bidon d'essence pour brûler les corps de deux fascistes abattus il y a quelques jours par nos gardes. Dans les vêtements de l'un d'entre eux nous trouvons un journal de route renseignant sur les événements auxquels il a été mêlé depuis son entrée en campagne. Les deux corps sont vêtus d'uniformes semblables aux nôtres, mais portent le béret basque rouge, signe de reconnaissance des *requetés* volontaires catholiques de Navarre et d'Aragon. Notre expédition se transforme ensuite en reconnaissance et nous entraîne jusqu'aux environs d'une petite ferme, non loin d'une station de chemin de fer de la ligne qui mène à Saragosse. Cette exploration nous donne l'idée d'établir une *avanzadilla* en territoire ennemi, position qui nous permettrait de seconder facilement la colonne de Caspe qui avance de l'autre côté de la rivière en direction de Quinto et de Fuentes de Ebro. Le retour s'effectue normalement.

Et maintenant, ceux des 18 et 19 août :

Toute la journée se passe en préparatifs de toutes sortes. Il faut songer au transport, à l'établissement et au ravitaillement du Groupe international, c'est-à-dire de vingt-cinq hommes environ (y compris Simone Weil qui vient de nous rejoindre). Nous passerons cette nuit sur l'autre rive en nous servant d'une barque. [...] À 2 heures du matin, tout le monde est debout. Chacun porte sa charge en plus de l'équipement. C'est un étrange cortège que forment ces miliciens encombrés de marmites, de vivres, de fusils, de cartouches et de pelles. Mais tout se passe bien et à 4 heures notre monde est à l'autre bord sans incident. La matinée et l'après-midi sont employés à reconnaître le pays, à faire évacuer les habitants de la ferme Durio – sympathisants à notre cause –, à chercher un passage à gué dans l'Èbre et à établir une tête de pont. Un jeune habitant de l'endroit – une jolie tête de fille – adhérent à la CNT nous donne tous les tuyaux topographiques. Les gardes sont établies et notre nouvelle vie commence, la tambouille étant assurée grâce à un copain allemand à qui nous avons trouvé des talents de cuisinier. Du point de vue militaire, nous avons devant nous environ cent douze fascistes et trois mitrailleuses, qui occupent la station de Pina et les magasins à grain qui l'entourent. À droite, il y a Fuentes de Ebro, occupé par des adversaires, à gauche Quinto, également aux mains des factieux et qui constitue une position stratégique importante, rendue célèbre lors des guerres napoléoniennes. La grosse question sera de rester inaperçus aux yeux des observateurs d'en face. Notre délégué, qui a fait Verdun et heureusement la plupart des colonies françaises, s'y connaît à merveille et ses conseils seront plus d'une fois indispensables à l'existence de la petite colonie.

Nous noterons, à partir du journal personnel de Simone Weil, que ces séquences lui inspirent d'autres types de remarques et de réflexions :

Lundi 17 [août]: [...] Louis Berthoumieu [*sic*] (délégué): « On passe le fleuve. » Il s'agit d'aller brûler trois cadavres ennemis. On passe en barque (un quart d'h. de discussions...). On cherche.
– Un cadavre en bleu, dévoré, horrible. On le brûle. Les autres cherchent ce qui reste. Nous, on se repose. On parle de coup de main. On laisse le gros de la troupe retraverser. Puis on décide (?) de remettre le coup de main au lendemain. On revient vers le fleuve, sans se cacher beaucoup. On voit une maison. Pascual (du Comité de guerre): « On va chercher des melons. » (Très sérieusement!) On

va par la brousse. Chaleur, un peu d'angoisse. Je trouve ça idiot. Tout à coup, je comprends qu'on va en expédition (sur la maison). Là, suis très émue (j'ignore l'utilité de la chose, et je sais que si on est pris on est fusillé). On se partage en deux groupes. Délégué, Ridel et trois Allemands vont à plat ventre jusqu'à la maison. Nous, dans les fossés (après coup le délégué nous engueule : on aurait dû aller jusqu'à la maison). On attend. On entend parler... Tension épuisante. On voit les copains revenir sans se cacher, on les rejoint, on repasse le fleuve tranquillement. La fausse manœuvre aurait pu leur coûter la vie. Pascual est le responsable. (Carpentier, Giral avec nous.) [...] Cette expédition est la première et la seule fois que j'aie eu peur pendant ce séjour à Pina.

Mardi 18 [août]: Des tas de projets pour l'autre côté du fleuve. Vers la fin de la matinée, on décide d'y passer au milieu de la nuit, nous le « groupe », pour tenir quelques jours jusqu'à l'arrivée de la colonne de Sastano [Sástago]. La journée se passe en démarches. Question angoissante : celle des fusils mitrailleurs. Le comité de guerre de Pina les refuse. En fin de compte, grâce au colonel italien chef de la *Banda negra* on se débrouille pour en avoir un – puis deux. On ne les essaie pas.

C'est le colonel qui nous a proposé le premier d'aller là-bas, mais en fin de compte mission officielle du Comité de guerre de Pina.

Volontaires, bien sûr. La veille au soir, Berthoumieu nous a réunis au 18, demandé notre avis. Silence complet. Il insiste pour qu'on dise ce qu'on pense. Encore un silence. Puis Ridel : « Ben quoi, on est tous d'accord. » Et c'est tout.

On se couche. Infirmier qui veut éteindre... Je couche habillée. Ne dors guère. Lever à 2 h 1/2. Mon sac est fait. Émotion : lunettes. Partage des charges (moi : carte, une bassine). Ordre. On chemine sans parler. Un peu émue quand même. Traversée en deux fois. Pour nous, Louis s'énerve, crie (s'ils sont là...). On débarque. On attend. Le jour apparaît un peu. L'Allemand va faire le jus. Louis découvre la hutte, y fait porter les affaires, m'y envoie. J'y reste un peu, puis vais prendre le jus à mon tour. Louis a installé les gardes. On travaille tout de suite à aménager la cuisine et la hutte, barricader pour ne pas être vus. Pendant ce temps, les autres vont à la maison. Y trouvent une famille, et un petit gars de 17 ans (beau!). Renseignements : on nous a vus, à l'autre reconnaissance. Ils avaient gardé la rive. Retiré les gardes à notre arrivée. 112 h[ommes]. Le lieutenant a juré de nous avoir. Reviennent. Je traduis ces renseignements aux Allemands. Ils demandent : « On

repassé le fleuve? – Non, on reste, bien sûr.» (On va à Pina téléphoner à Durruti?) Ordre: retourner ramener la famille de paysans. (Pendant tout ça, le copain allemand promu cuisinier râle parce qu'il n'y a ni sel, ni huile, ni légumes.) Berthoumieu, furieux (c'est dangereux de retourner encore une fois à la maison), rassemble expédition. Me dit: «Toi, à la cuisine!» Je n'ose pas protester. D'ailleurs, cette expédition ne me va qu'à moitié... Je le regarde partir avec angoisse... (au fond, d'ailleurs, je suis presque autant en danger). On prend nos fusils, on attend. Bientôt l'Allemand propose d'aller au petit retranchement sous l'arbre occupé par Ridet et Carpentier (ils sont de l'expédition, bien entendu). On s'y couche, à l'ombre, avec les fusils (non armés). On attend. De temps à autre, l'Allemand laisse échapper un soupir. Il a peur, visiblement. Moi pas. Mais comme tout, autour de moi, existe intensément! Guerre sans prisonniers. Si on est pris, on est fusillé. Les copains reviennent. Un paysan, son fils et le petit gars... Fontana lève le poing en regardant les garçons. Le fils répond visiblement à contrecœur. Contrainte cruelle... Le paysan retourne chercher sa famille. On revient à ses places respectives. Reconnaissance aérienne. Se planquer. Louis gueule contre les imprudences. Je m'étends sur le dos, je regarde les feuilles, le ciel bleu. Jour très beau. S'ils me prennent, ils me tueront... Mais c'est mérité. Les nôtres ont versé assez de sang. Suis moralement complice. Calme complet. On se regroupe – puis ça recommence. Me planque dans la hutte. On bombarde. Sors pour aller vers fusil mitrailleur. Louis dit: «Faut pas avoir peur (!).» Me fait aller avec l'Allemand dans la cuisine, nos fusils à l'épaule. On attend. Enfin vient la famille du paysan (trois filles, un garçon de 8 ans), tous épouvantés (on bombarde pas mal). S'apprivoisent un peu. Très craintifs. Préoccupés du bétail laissé à la ferme (on finira par le leur ramener à Pina). Évidemment pas sympathisants. (Weil, 1989.)

C'est le 20 août 1936 que Simone Weil se blesse. Son séjour à Pina n'aura duré qu'une petite semaine. Mercier décrit ainsi les faits en 1975:

À l'aube, les phalangistes tentent d'encercler le groupe, centré sur un petit bâtiment agricole. L'attaque phalangiste est repoussée avec pertes, un jeune fasciste [c'est le petit phalangiste dont il était question dans la note n° 16] est fait prisonnier lors d'une sortie. Mais l'artillerie située sur les hauteurs a repéré les miliciens et ajuste son tir. Au troisième obus le bâtiment est atteint. Les

« internationaux » ont eu le temps de se retirer. L'affaire est terminée. Le repli et la traversée de l'Èbre se font sans désordre.

Quelques heures auparavant Simone Weil, qui avait été placée à la cuisine – en fait, pour la mettre à l'abri – a été évacuée : elle s'était grièvement brûlée en mettant le pied dans une marmite d'huile posée sur un feu vif. Après un premier pansement elle avait voulu rejoindre le groupe, mais il avait fallu la raisonner, la dissuader, pour qu'elle accepte finalement d'être transférée dans un *hospital de sangre* [hôpital de campagne].

À Sitges, où elle est évacuée, elle reçoit la visite de ses parents aussitôt accourus. Ils obtiendront, avec l'aide de quelques miliciens du Groupe international [...], qu'elle rentre en France – provisoirement – pour y achever son traitement. [...] De retour à Paris, elle continue à porter ostensiblement les couleurs de la FAI et de la CNT et participe aux grandes réunions publiques de soutien à la Révolution espagnole. Même quand elle se détachera progressivement du mouvement syndicaliste révolutionnaire pour chercher des voies nouvelles [...], elle pratiquera encore une solidarité concrète envers ses anciens « camarades ».

Cf. *Collectif*, 1999.

21 Aux côtés des centuries, des groupes spéciaux de guérilleros ont pour fonction d'attaquer l'arrière-garde ennemie et de faire du renseignement. Ils sont sans doute composés essentiellement d'Espagnols, avec à la tête de la *Banda negra*, si l'on en croit Ridet et Simone, un ex-colonel de l'armée italienne dont nous reparlerons plus tard. La frontière devait être assez floue entre les *Internacionales* et ces groupes autonomes et francs-tireurs. Plus précisément, comme nous le montre l'extrait des mémoires de Ramón Rufat, l'expression « *Hijos de la Noche* » avait pris un caractère générique :

Au mois d'octobre, [...] les colonnes se trouvèrent devant la nécessité de créer leurs propres services de renseignements. [...] Presque simultanément, des groupes d'action nocturne, les *Hijos de la Noche*, ou de guérilleros de pénétration profonde en zone ennemie, furent constitués sous l'autorité et le contrôle exclusifs des colonnes. [...] Quelques-uns de ces groupes et leurs responsables étaient entourés, en Aragon, d'une auréole de prestige et de mystère, comme les plus grands héros de la guerre. Citons, au passage, le groupe *La Noche* de Gallart, qui traversait l'Èbre à Fuentes de Ebro ; *Los Dinamiteros* de Utrillas, dont le chef le plus

connu était Batista, de Valderobres ; *Los Iguales*, ayant pour leader Remiro, d'Épila ; sans oublier Francisco Ponzán, qui, après un bref passage au Conseil d'Aragon, fut l'un des meilleurs chefs de guérilleros-agents de renseignements sur les fronts d'Aragon et de Catalogne. (*Espions de la République*, Allia, 1990, pp. 27-28 – titre original : *Entre los Hijos de la Noche*.)

Pour Félix Valero Labarta, Antoine appartenait à la *Banda negra*. Antoine Gimenez évoque l'appellation de *gorros negros* pour désigner son groupe : tout indique qu'il faisait bien partie des « enfants de la nuit ».

Un délégué de groupement, José Mira, nous les montre à l'œuvre :

En ce mois d'août 1936, sur les soixante-huit kilomètres de front depuis Velilla de Ebro jusqu'au monte Oscuro (Leciñena), nos forces restent immobiles par manque de munition et de matériel de guerre. [...] Notre Durruti prend l'initiative de mettre en pratique la guerre en petites formations ou de guérilla. Les plus intrépides [...] effectuent des coups de main par surprise à l'arrière-garde ennemie. Un jour, ce sont les *Internacionales* qui passent l'Èbre et font des prisonniers ; un autre, c'est la *Banda negra* du *Grupo Metalúrgico* qui attaque le Q.G. factieux de Fuentes de Ebro et fait cinquante-neuf prisonniers, ramassant un grand butin de guerre. Plus tard ce sont les *Hijos de la Noche* [...] qui vont rechercher des milliers de têtes de bétail à plusieurs kilomètres derrière les lignes ennemies. (Mira, 1938, pp. 118-120.)

Arrêtons-nous un instant sur cette branche un peu particulière de la CNT, en l'occurrence celle de la Métallurgie : elle était une des premières à fournir des individus au caractère bien trempé aux *Cuadros de Defensa* et autres groupes d'action confédéraux, ce qui a pu amener un certain nombre d'entre eux à développer des actions qui allaient bien au-delà des marges de la légalité, meurtres y compris.

Nous en parlons plus en détail dans la notice biographique d'un de ses plus éminents représentants, Justo Bueno Pérez, qui fut justement chargé par l'état-major de la colonne Durruti, dès son arrivée à Pina, de constituer, en compagnie de ses compagnons de branche, Adolfo Ballano, Pedro Campón, Liberto Ros, José Martínez Ripoll, et d'autres encore, une section de police, dite d'*Investigación*. Son rôle était de nettoyer le territoire conquis de tous ceux qui pouvaient représenter un grave danger pour les conquêtes révolutionnaires. On sait bien que dans de telles circonstances, on a tendance

à voir beaucoup d'ennemis, et que les dénonciations pleuvent. Il semble bien établi que la section de police, que l'on assimilait parfois à la *Banda negra*, a exécuté plusieurs dizaines de personnes dans les villages des environs de Pina.

Selon José Luis Ledesma, auteur d'une étude sur la violence à l'arrière-garde républicaine en Aragon, le nombre des victimes de la « répression » dans l'arrondissement de Pina, qui regroupait les communes de Gelsa, La Almoda, Pina de Ebro, Quinto de Ebro, Vellilla de Ebro, Osera, Fuentes de Ebro, Bujaraloz, Farlete, Alforque, Mediana de Aragón, Villafranca de Ebro, Alborge, Monegrillo, Nuez de Ebro, Rodén et La Zaida, s'élève à vingt-neuf en juillet 1936, dix-huit en août, vingt-neuf en septembre, quarante en octobre, puis on passe à deux en novembre et en décembre, et zéro en janvier 1937. On relève un nouveau pic de quinze tués en août 1937, après une poussée à sept en juin et une autre de six en septembre. Le total sur la période, qui va jusqu'en avril 1938, se monte à cent soixante-deux morts, dont vingt-trois sur la seule commune de Pina.

Toujours dans le même ouvrage, nous relevons le passage suivant, concernant la commune de Caspe :

De fait, le travail d'épuration devint rapidement le pré carré de ces quelques individus qui étaient dans les comités locaux ou dans les comités de guerre des colonnes. Quand il y en eut, les uns ou les



Justo Bueno.

autres, ou les deux à la fois, formaient les «tribunaux» qui jugeaient sans délicatesses formelles excessives les «ennemis de la révolution» et qui, pas de demi-mesure, les acquittaient ou les condamnaient à mort. Toujours à Caspe, selon les sources disponibles, les dénonciations étaient examinées par une sorte de tribunal du comité dans des réunions très fréquentées au début, mais qui ensuite le seront de moins en moins. Et à celui-ci s'ajoutait un «tribunal de colonne», dont «la douceur n'était pas la principale qualité». Ailleurs, les deux se fondaient en un seul, comme ce fut le cas à Azuara, Maella et Pina. Ou à Leciñena, où le 9 septembre et à la suite de dénonciations «se tint un conseil de guerre dans l'église» au sein duquel «faisait office de procureur le chef de la colonne d'occupation [POUM] appelé Grossi [...], le reste des membres [huit] étant des habitants du village». Les accusations du procureur contre cinq des accusés seront confirmées par le jury à la majorité simple, et leurs corps gisaient le matin suivant à la vue de tous dans le cimetière. Parce que, et c'est là une différence fondamentale avec les premiers moments, les morts cessaient de survenir de jour pour se concentrer, sans exception, sur les heures de la nuit, de l'obscurité et du silence.

[...] De fait, et bien que la généralisation dissimule d'innombrables variantes locales, le plus commun était que les membres des comités, conseils de colonne et groupes d'investigation étrangers au pays fixent de leur propre chef – sans passer par aucun type de jugement ni, parfois, d'interrogatoire – le sort de ceux qui avaient été arrêtés, quelques heures ou quelques jours auparavant, pour avoir été dénoncés ou avoir figuré sur une de ces «listes noires» de «fascistes» qui circulaient tant durant ces semaines. À partir de là, les différences résidaient dans le temps passé avant la «saca» fatidique, dans le fait de savoir s'ils seraient mis à mort en d'autres lieux, ou dans le rôle de ceux qui venaient de l'extérieur, depuis de simples exécuteurs appelés par les comités jusqu'à des groupes et «*checats*» qui arrivaient pour exiger d'eux la livraison des «ennemis de classe». Groupes qui ne pouvaient manquer dans ce contexte, comme les «voitures de la mort» dont il a été fait état, qui agissaient dans les cantons de Caspe et Sástago, ou la *Banda negra* qui en faisait autant dans les environs de Pina. [...]

On peut donner ici de nombreux exemples, à commencer par Gelsa de Ebro ou Fuendetodos – les «*sacas*» les plus sanglantes – et pour finir par celles qui ont frappé Fabara et Plasas à mi-août et fin septembre, respectivement, préparées chacune dans le détail de

sorte que toutes les maisons et les cafés demeurent fermés et que personne ne puisse circuler dans les rues durant toute la nuit.

Et plus loin :

Quatre jours plus tard, et à égale distance, quelque chose de similaire se produira à Lagata, un des rares villages qui, comme le précédent [Letux], avaient vu couler le sang durant la République. À l'arrivée de la guerre, cependant, cela ne se reproduisit pas, et plus tard cela ne se répétera qu'en une occasion, durant la retraite des républicains en mars 1938. Le 16 décembre 1936, néanmoins, il en alla tout autrement. Il est difficile d'établir le vrai dans tout ce qui arriva, mais les pertes de miliciens dans la bataille évoquée [celle où périt le capitaine Jubert et beaucoup d'autres guérilleros de la colonne Ortiz], ainsi que la nouvelle selon laquelle les soulevés venaient de fusiller à Belchite la mère du président du comité, jouèrent à coup sûr leur rôle. Les repréailles et les questions personnelles se mélangeaient avec la guerre et la politique, et le résultat ne pouvait être très conciliateur. Ce soir-là arriva, probablement appelée pour l'occasion, « une centurie *Hijos de la Noche* de la colonne Durruti » et, jusqu'à 9 heures du soir, le dirigeant du comité déjà cité appela l'alguazil et « lui fournit une liste et deux gardes miliciens et lui dit que dans un délai d'une demi-heure il devait présenter les personnes mentionnées » dans celle-ci. De cette façon, et après avoir « réduit au silence le village et placé des vigies à l'entrée et à la sortie des rues, ils se rendirent de maison en maison et arrêtaient seize individus de droite », qu'ils gardèrent une demi-heure dans les dépendances de la *Casa Consistorial*, entendirent et, dans la salle contiguë, condamnèrent. Ce qui suivit est facilement prévisible :

« À 10 heures, au prétexte de les amener à Lécera, attachés deux par deux, ils furent installés dans un camion fermé, et à environ trois kilomètres du village, ils entrèrent dans une exploitation de la montagne, et sous le prétexte qu'ils étaient tombés en panne d'essence, ils les firent descendre, les placèrent en ligne et les fusillèrent... »

Deux d'entre eux, qui dans ces moments d'angoisse parvinrent à se libérer de leurs liens, s'échappèrent en courant vers la montagne, profitant de l'obscurité, et ils seront jugés plus tard par le Tribunal populaire de Caspe, après avoir été arrêtés dans le village voisin de Samper del Salz. De manière significative, l'un sera condamné à une peine plus faible et l'autre acquitté.

À ce stade, nous devons préciser qu'il faut prendre en compte avec la plus grande prudence les éléments historiques que nous

livrent les historiens spécialistes des faits de « répression », car ils reposent très souvent sur des dossiers d'instruction construits à la hâte (d'où leur appellation de « *sumarísimo* ») à partir de confidences obtenues sous la terreur ou la torture dans les mois qui suivirent la victoire franquiste, ou plus généralement sur une vaste entreprise d'autolégitimation engagée par le nouveau régime, connue sous le nom de « *Causa general* » (Enquête générale), afin de prouver que les « rouges » avaient massacré, et dans des proportions bien plus grandes que les nationalistes. L'entreprise s'enlisa, car même en manipulant plus que de raison les faits et les documents, les chercheurs sous contrôle ne parvinrent pas à un chiffre total excédant les quatre-vingt mille morts : cela n'était pas assez pour les commanditaires et l'on enterra plus ou moins l'affaire.

À titre d'illustration, et parce qu'il nous livre des aperçus intéressants sur la situation à Pina des premières semaines de la révolution, nous avons extrait du dossier d'instruction de Justo Bueno Pérez les éléments suivants :

- La déposition de Justo Bueno Pérez devant Eduardo Quintela [policier barcelonais très réputé pour sa férocité anti-anarchiste] le 1^{er} juillet 1941 :

À la demande portant sur son activité pendant la guerre, il dit qu'il resta seulement trois mois sur le front, au bout desquels il revint à Barcelone et fut chargé par l'« Organisation » de monter les ateliers « Labora » dans lesquels il s'agissait de fabriquer du matériel de guerre [...]. Sur le front, il fut un agent de la police qui s'y forma, dont le chef était Francisco Foyos [*sic*; Foyo Díaz est le nom exact].

- La déposition de Caridad Martínez Hernández le 1^{er} juillet 1941 (30 ans, mariée, infirmière) :

Qu'elle entendit l'anarchiste Ballano raconter que Bueno tua dans un village du front Silvio Sánchez, parce que celui-ci, dans une conversation qu'il soutenait avec celui-là, disait du mal de Ruano [un ami proche de Justo Bueno]. [...] Qu'en plusieurs occasions elle entendit relater comment Bueno tuait des personnes hostiles à la révolution en leur tirant dans la nuque, quand ils étaient conduits en voiture, mode d'assassinat dont il faisait une vraie spécialité, à ce qui se disait. Et qu'elle a la certitude que nombreux sont les assassinats qu'il a perpétrés, plusieurs fois seul, avec

Ruano d'autres fois, jusqu'à ce qu'il en vienne à tuer le même Ruano, avec qui il était en conflit pour la répartition du produit de leurs vols pendant la guerre. [...]

- Le rapport adressé par la *Jefatura Superior de Policia* de Barcelone à la *Capitanía General* (Tribunal n° 2) entre le 16 et le 19 juillet 1941 :

[Justo Bueno] arriva au village de Pina dans les premiers jours d'août 1936, faisant partie de la colonne « Durruti » ; son premier acte dans ce village fut celui de brûler l'ermitage de San Gregorio. Il était en compagnie d'Adolfo Vallano [Ballano] Bueno, Liberto Ros Garro, Pedro Campón Rodríguez et un certain Federico ; ils formaient une brigade de police rouge et avaient installé des bureaux dans une maison qu'ils avaient réquisitionnée et dans laquelle ils vivaient. Dans ce village, son activité consistait à recevoir un certain nombre de dénonciations présentées par différents comités de ce canton contre des *personas de orden* [personnes d'ordre], suite à quoi Justo Bueno et ses compagnons se rendaient sur les lieux de la dénonciation et procédaient à l'exécution des personnes dénoncées. Il existe un cas concret : une nuit, Justo Bueno donna des ordres à la servante de la maison où il logeait afin qu'elle prépare le repas immédiatement, « car cette nuit, il devait banqueter à Gelsa ». C'est ce qu'ils firent après le repas, en revenant à Pina dans les premières heures du jour suivant, après avoir fusillé à Gelsa vingt-neuf personnes, puisque c'était cet horrible spectacle qui constituait le banquet auquel il faisait allusion quand il la pressa de servir le repas.

De tous les assassins commis à Pina, Gelsa, Cinco Olivas, Alforque, Alborgue, Belilla [Velilla] etc., ce sont Justo Bueno Pérez et les autres membres déjà mentionnés de sa *cuadrilla* [terme de tauromachie] qui en étaient les auteurs. Ils disposaient d'une voiture de tourisme, et quand ils recevaient une dénonciation accusant quelque personne d'être « fasciste », ils se rendaient immédiatement sur les lieux signalés et fusillaient [...]

- La déclaration de Cecilia Gracia Carreras devant le juge municipal de Pina le 21 août 1941 :

Que dans la maison où elle offrait ses services comme servante logaient Justo Bueno Pérez, Adolfo Vallano, Pedro Campón, Liberto Ros, Juan Aris, et un certain Federico dont elle ignore le nom, qu'ils remplissaient la fonction d'agents enquêteurs de l'armée, ou plutôt du gouvernement anarchiste d'Aragon. Qu'il est vrai que Justo Bueno, un jour, dont elle ne se rappelle pas la

date, lui ordonna de préparer le repas immédiatement, car ils devaient cette nuit aller banqueter à Gelsa, et c'est ce qu'ils firent, sans qu'elle sache s'ils revinrent cette même nuit ou le jour suivant. [...] le jour suivant, il se disait à Pina que la nuit passée ceux des Investigations avaient descendu plus de vingt personnes à Gelsa. [...] Que Justo Bueno et ses compagnons étaient les chefs du village et ceux qui y commandaient et y donnaient les ordres.

- Rapport de la *Jefatura Superior de Policia* de Saragosse, le 1^{er} août 1942, qui reproduit une information du Tribunal de Pina, datée du 14 janvier 1942 :

Les accompagnait une certaine Pepita qui portait des lunettes, car elle avait une mauvaise vue, brune, petite, grassouillette, et qui était « compagne » de Roberto [Liberto] Ros et deviendra plus tard à Caspe celle d'Adolfo ; une autre appelée Pilar, secrétaire de Durruti, et une certaine Lorenza, qui arriva avec eux tous, vêtue d'un mono bleu et armée d'un pistolet, et qui fut celle qui assassina le prêtre du village en présence de tous les compagnons ; celle-ci se vantait d'être très courageuse en affirmant qu'aussitôt qu'elle verrait quelqu'un avec un scapulaire, elle lui tirerait deux coups de feu. Ils développaient une action totalement indépendante, et quand ils commirent des assassinats, ils ne consultèrent jamais d'autre chef. Entre autres villages, ils se rendirent à Bujaraloz, Fraga, Gelsa, Cinco Olivas, Alforque, Alborge, Velilla, etc., où en plus des assassinats ils dérobèrent une infinité d'articles alimentaires et de nombreuses choses de valeur qu'ils trouvaient chez les assassinés et emportaient avec eux à Barcelone. Il faut remarquer que dans tous ces lieux ils allaient accompagnés des trois personnes citées. Avec eux venait aussi une sage-femme appelée Paquita qui réside actuellement à Barcelone, entrée avec la première avant-garde et concubine d'un capitaine de la colonne Durruti, appelé Collado, et qui prit position tout d'abord au monte de la Retuarta dans la maison d'un garde appelé Marcelino [...]. Dans le village de Gelsa, on n'a pas pu rencontrer de personnes qui puissent donner des informations concrètes ou dignes de foi quant aux activités de José [*sic*] Bueno, dont ils connurent le nom plus tard et qu'ils ne reconnaissaient pas sur la photographie, personnes dont on put arracher l'impression qu'il devait sans doute exister des personnes au village qui fussent témoins des actes commis par l'individu en question, mais qui faute du courage suffisant ou par une peur

inexplicable n'acceptent pas de faire des déclarations ou de communiquer des faits quand on le leur demande.

- Déposition de Pilar Gracia Carreras, 21 ans, à Barcelone, le 6 août 1942 :

Que ce groupe avait une voiture avec laquelle ils entraient et sortaient du village, sans que le témoin ne sache à quelles activités ils se livraient. Qu'ils étaient évidemment tous armés. Qu'elle ne se souvient pas que Bueno fût chef de groupe, car tous ceux qui vivaient dans sa maison, selon l'opinion de la déclarante, avaient les mêmes attributions et autorité. Qu'ils ne commentaient jamais les activités qu'ils déployaient au cours de leurs incessantes sorties en voiture. Que jamais elle n'entendit Bueno se vanter d'avoir commis le moindre assassinat à Barcelone ou sur le front. Que la mission de la témoin et de sa famille était presque celle de domestiques du groupe qui était dans sa maison, car ils leur faisaient à manger, leur lavaient le linge et leur faisaient la chambre et autres travaux de la maison. Qu'elle sait que le groupe qui était dans sa maison était composé du personnel d'*Investigación* de la colonne Durruti, dont on disait que faisait partie le sus-nommé. Que bien sûr se présentaient souvent à sa maison, pour parler avec ceux qui l'occupaient, des voisins des villages limitrophes, sans qu'elle sache de quoi ils parlaient car ils s'enfermaient dans une pièce, et ni elle ni ses familiers ne surent jamais de quelles questions ils discutaient. Qu'elle ne sait pas où habite la sage-femme appelée Paquita, bien qu'on lui ait posé à plusieurs reprises la question, car elle ne l'a jamais vue dans cette capitale.

- Lettre en défense de Justo Bueno adressée au Tribunal n° 2 le 21 octobre 1942 :

J'arrivai avec la colonne susdite au village de Bujaraloz. On m'envoya au service de patrouille – vigilance – pour éviter que se commettent des actes de représailles ou des vols, et je n'eus à intervenir en aucune occasion. Au bout de trois semaines approximativement, je profitai des propos de Durruti qui autorisaient à retourner à Barcelone ceux qui ne voulaient plus rester dans la colonne, et je retournai à Barcelone. C'est là toute mon activité au sein de la colonne Durruti, et si quelqu'un m'a vu sur le front, c'est forcément dans le village de Bujaraloz.

Quand je fus arrêté [le 29 juin 1941], il y avait avec la police un certain Sánchez, métallurgiste, qui possède un stand de vente de livres

d'occasion les jours de fêtes au marché de San Antonio, et une certaine Caridad Martínez Fernández, ex-infirmière de la clinique Alianza, qui étaient au service de la police pour raison économique. Quand je fus extradé de France et transféré à Madrid, Caridad Martínez était au courant de ce fait, car elle avait effectué un voyage en France, et en voyant que j'avais été libéré et qu'il n'existait aucune dénonciation à mon endroit, elle et son subordonné Sánchez inventèrent toute une série de faits sensationnels, tous faux, vu qu'ils sont tous avancés par des éléments rouges réfugiés dans les camps de France, qui ne me pardonnaient pas le discrédit que j'avais fait peser sur eux à chaque fois que l'occasion s'en présentait. [...] Sur les événements du village de Gelsa, je ne me suis jamais rendu dans ce village, ainsi qu'on a pu le prouver grâce aux photographies qu'envoya ma famille à votre tribunal, afin qu'elles soient présentées dans ce village pour prouver que je n'avais jamais été à Gelsa. [...] Quant à Caridad Martínez Fernández, infirmière de la clinique Alianza, je l'ai connue vers l'année 1931, mariée et mère de deux enfants jumeaux. Quand j'étais détenu administratif en l'année 1934, j'appris qu'elle rendait visite à un certain Pedro Campón, détenu pour l'attaque à l'Oro del Rin. Quand je sortis, je lui reprochai sa façon de faire. Je la vis à nouveau dans l'année 1935, [...] au n° 25 de la rue de Carretas; en face de ce numéro vivait un certain Manuel Escorza [le chef des services d'investigation de la FAI], chez qui habitait Caridad, parce que pour des raisons d'ordre privé elle ne vivait pas avec son mari.

Le mouvement national éclata, et elle demeura au service du fatidique Escorza durant tout le temps. Quand survint la retraite de Barcelone, Escorza, sa mère, sa femme, Campón et Caridad passèrent en France; Caridad se mit en ménage avec Campón, mais à Marseille, à cause de quelque chose qui se passa entre la femme d'Escorza et Campón, Escorza, sa mère et sa femme disparurent, laissant seuls et sans aucune ressource Caridad et Campón. C'est alors que Caridad inventa cette histoire selon laquelle elle aurait été détenue tout ce temps par ordre d'Escorza: qu'elle était la femme légitime de Campón, pour avoir divorcé de son mari; c'est ce qu'elle a raconté à la police, mais, en se renseignant à la clinique Alianza, ou bien là où elle serait connue – c'est-à-dire dans les camps de réfugiés –, peut-être la vérité éclatera-t-elle dans toute sa splendeur, car j'ai la certitude qu'elle ne pourra pas indiquer concrètement le lieu de résidence de son mari. Comme elle ne pourra pas non plus justifier son activité durant tout le *movimiento* au côté du fatidique Escorza.

Celle-ci, me connaissant, sait que je ne garderai pas la vérité pour moi en raison de menaces qu'elle pourrait m'adresser, et elle cherche mon élimination.

Quand elle me vit en liberté, elle se rendit au village de Pina de Ebro en menaçant tout spécialement la famille de ma femme, les Gracia, en leur disant tout d'abord qu'elle était la femme de Pedro Campón; que j'avais été à Pina de Ebro, que le père des cousines de ma femme actuellement condamné à trente ans pourrait sortir si elles disaient ce qu'elle leur exposait, vu qu'elle était de la police et pouvait déterminer beaucoup de choses en sa faveur. Ceci fut rapporté à ma femme par ses cousines Pilar et Cecilia Gracia, actuellement domiciliées à Barcelone, selon ce qu'on m'a dit.

Cf. Ledesma, 2003, pp. 141-143, 199-200, 340 et 343; Sumarísimo «Justo Bueno Pérez».

22 La tentative du Groupe international et des commandos de faire sauter la voie de chemin de fer et d'établir une tête de pont de l'autre côté de l'Èbre va échouer. Lisons l'article de Ridel paru dans *Le Libertaire* du 25 août :

Nous sommes réveillés par les coups de canon d'une section d'artillerie de Quinto. [...] Le tir nous prend comme cible et se règle peu à peu. [...] nous avons profité du réglage pour évacuer nos positions en bon ordre. Notre artillerie est trop faible pour faire taire les canons de Quinto, notre aviation est en train de bombarder Huesca. [...] L'ordre d'évacuation totale arrive du Comité de guerre, et à midi nous sommes tous réunis au village. Un drapeau rouge et noir flotte encore à l'autre rive.

Ainsi, depuis la fin juillet, les miliciens les plus audacieux entreprennent des actions mais ne peuvent les concrétiser; des villages comme Villafranca de Ebro et Alfajarín sont pris et perdus, faute de matériel pour organiser leur défense. Malgré des appels pressants des chefs de colonnes, relayés par la presse anarchiste, les armes n'arrivent pas sur le front d'Aragon, et les miliciens s'équipent tant bien que mal avec celles qu'ils prennent à l'ennemi. Ceci explique en grande partie la paralysie du front d'Aragon, comme le précise cet extrait d'un courrier de Miguel Amorós aux auteurs, du 28 septembre 2005 :

La paralysie des colonnes devant Saragosse les concernait toutes et pas seulement les libertaires, et plus encore l'organisme coordinateur :

le Comité central des milices antifascistes [CCMA]. Du point de vue militaire, il n'y avait pas assez d'assaillants (une partie des miliciens se trouvait à Majorque), ni assez de moyens de transport, pas de tanks ni d'artillerie, aucune sorte de matériel militaire lourd, et moins encore d'avions. On pouvait entrer dans Saragosse avec trois ou quatre mille miliciens le 24 juillet, par surprise, mais plus le 10 août. L'avant-garde de la colonne Durruti était peu nombreuse, trois ou quatre centuries, pas plus. Le 10 août, le général Cabanellas avait reçu de l'aide, la résistance ouvrière était écrasée, et le dispositif de défense autour de la ville était déjà organisé. Il aurait fallu alors éliminer les canons de Quinto et de Fuentes de Ebro, neutraliser les mitrailleuses de Perdiguera, renforcer les tranchées et les fortifications, refaire les ponts, etc. Rien de cela n'a été fait, sauf des coups de main. La logistique a toujours manqué. Les miliciens pouvaient prendre une position, traverser la rivière, approcher d'un village, à la limite l'occuper, jamais le garder. Ils manquaient de troupes de réserve, de groupes de fortification, de la couverture aérienne, de bombes, de balles. En septembre, le manque de munitions était total. Et ne parlons pas des vêtements d'hiver, des bottes, de la protection contre la pluie. À cette date, la colonne Durruti avait quelques canons, mais pas assez, et seulement quatre groupements en ligne (donc deux mille combattants), et un à l'arrière à Bujaraloz. Avec ces effectifs, elle devait couvrir un front de plus de vingt kilomètres. Il n'est nul besoin de lire Clausewitz pour savoir qu'une armée se voit neutralisée au fur et à mesure qu'elle avance au-delà d'un point critique. Les militaires qui accompagnaient Durruti (Pérez Farràs, Manzana) savaient cela, mais, tout comme lui, ne pouvaient rien faire. Les colonnes, telles qu'elles étaient à la mi-octobre 1936, ne pouvaient mener aucune offensive. Et un commandement unique n'apportait pas de solution.

La colonne Ortiz (ou Sur-Ebro) est bloquée à Quinto et Belchite par la résistance des fascistes armés de canons. Fin septembre, le même Ortiz est chargé par le CCMA d'une mission à Madrid : convaincre Largo Caballero, chef du gouvernement et ministre de la Guerre, de financer un achat important d'armes pour le front d'Aragon. Voici la réponse qu'il obtint à la fin de l'entretien :

Vous croyez donc que je vais vous donner cet argent pour armer la FAI qui me fera un coup d'État ?

Durruti, lui aussi, harcèle le CCMA de demandes d'armes. Le 6 septembre, il apprend qu'à Sabadell, près de Barcelone, des mitrailleuses destinées au front sont entreposées dans un local de l'UGT et du PSUC. Le comité de guerre de la colonne avertit le CCMA que Francisco Carreño et une centurie vont partir en expédition pour les réquisitionner. Santillán réussit à obtenir du PSUC la cession à l'amiable des mitrailleuses que Carreño ramène au front. Grâce à elles, Fuentes de Ebro sera prise le 8 septembre 1936, et soixante personnes coincées dans ce village seront récupérées. Dès le lendemain, Durruti prononce à la radio de Sariñena un discours qui sera reproduit dans *Solidaridad Obrera* le 12 :

Comrades, les armes doivent être envoyées au front. Nous avons besoin de toutes les armes pour dresser une barrière de fer devant l'ennemi. Ayez confiance en nous. Les milices ne défendront jamais les intérêts de la bourgeoisie. Elles sont et seront toujours l'avant-garde prolétarienne dans cette lutte que nous avons entreprise contre le capitalisme. Le fascisme international est décidé à gagner la bataille, et nous devons être déterminés à ne pas la perdre!

Le même jour, la colonne Durruti et le Groupe international interviennent de manière décisive dans la prise de Siétamo, près de Huesca, ce qui renforcera l'impact de ce discours.

Le 2 octobre, une entrevue a lieu à Madrid entre Caballero, Durruti et Pierre Besnard, secrétaire de l'AIT, accompagnés de négociants en armes prêts à en vendre une grande quantité. Le Conseil des ministres décide le même jour de financer cet important achat d'armement, dont un tiers serait destiné au front d'Aragon. Cette nouvelle est reprise par la presse. Mais deux jours après, l'ambassadeur russe Rosenberg sabote l'affaire : des armes russes, certes, arriveront, mais aucune colonne anarchiste n'en verra la couleur, et elles seront accompagnées de conseillers aux pouvoirs grandissants. Ce sera la première intervention de Staline dans les affaires espagnoles. En peu de temps, l'influence soviétique gagnera du terrain et les dirigeants anarchistes partisans de l'entrée au gouvernement central adopteront le discours de l'unité, de la discipline, du commandement unique et de la militarisation. Le 25 octobre, la République réduira encore plus sa marge de manœuvre en laissant la majeure partie de l'or de la banque d'Espagne partir pour l'URSS à titre de paiement des armes et de bien d'autres fournitures.

Grâce encore aux remarques d'Amorós, revenons sur une des autres causes de la paralysie du front d'Aragon. Il s'agit de la désastreuse expédition à Majorque (mi-août – début septembre 1936), qui monopolisa forces et matériel à un moment crucial pour la prise de Saragosse.

Dès le moment où le gouvernement de la *Generalitat* ne fut pas liquidé, celui-ci ne cessa de chercher à élargir sa base aux dépens du Comité des milices. Dans les tout premiers jours d'août se constitua un nouveau gouvernement présidé par Juan Casanovas, comptant des représentants du PSUC et de l'UGT. La CNT, après avoir dans un premier temps accepté cette reconstruction, réagit en exigeant la destitution immédiate des conseillers « marxistes », en arguant du fait qu'ils étaient déjà représentés au sein du Comité des milices. La CNT s'abstint évidemment d'intégrer la *Generalitat* et expulsa du Comité des milices le représentant du PSUC, Rafael Vidiella, pour déloyauté.

Cette manœuvre de la *Generalitat* sera doublée de l'expédition secrète à Majorque. L'idée provint, semble-t-il, du gouvernement de Madrid : le 8 août débarquèrent à Ibiza, restée républicaine, les forces valenciennes d'Uribarry, protégées par deux destroyers de la Marine. La *Generalitat* voulut saisir l'occasion et appuya le capitaine Bayo, qui disposait de la complicité évidente du PSUC et d'Etat Català, et de la collaboration de « quelqu'un » dans la CNT (en août, absolument rien ne pouvait se faire sans la CNT). L'objectif de la *Generalitat* dans cette affaire était évidemment de diminuer l'autorité du Comité des milices, et donc de la CNT, moyennant une victoire qui pouvait être revendiquée par un organisme officiel (la *Generalitat* ou le gouvernement de la République). Ceci révèle au passage la position d'un secteur de la CNT (le secteur influencé par le Comité péninsulaire de la FAI), ennemi de l'influence et du pouvoir qu'exerçaient García Oliver et le groupe *Nosotros* à travers le Comité des milices. Quand Bayo et Uribarry se rencontrèrent à Ibiza, Bayo réclama la direction des opérations au nom de la *Generalitat* (selon Uribarry), mais aussi du gouvernement de la République (il existe un document de la *Generalitat* daté du 10 août qui confirme son autorité comme représentant des deux gouvernements). Uribarry retourna à Valence avec sa colonne et Bayo hissa sur l'île la bannière catalane à côté du drapeau national. Que le gouvernement central fût de la partie, c'est ce que confirma la sortie du port de Málaga d'un croiseur et de deux destroyers à destination de Majorque en date du 11 août. Mahón (Minorque) se convertit en

base d'opérations. Le débarquement des quatre à cinq mille miliciens s'effectua le 16 et rencontra une résistance inattendue. Bien que Bayo reçût des renforts le 22, sa lente progression s'arrêta le 25. Les défenseurs de Majorque, avec des forces plus faibles, engagèrent une contre-offensive le 27. Ils disposaient de six avions, contre une escadrille de chasse. Bayo souffrit de nombreuses pertes et recula. Le gouvernement commença alors à se désintéresser de cette affaire, car il lui manquait des forces à Madrid et à Málaga, et il semble qu'il se défiât de la *Generalitat*. Le Comité des milices, qui était encore la plus grande autorité réelle en Catalogne, fut partisan de la retraite, car son objectif était Saragosse. La *Generalitat* commença à craindre que le désastre d'une opération qu'elle avait patronnée ne bénéficiât à ceux qui cherchaient à lui nuire, à savoir le Comité des milices. Alors, elle essaya de présenter Bayo comme l'unique responsable, ce pourquoi il fallait le fusiller pour avoir agi dans son dos!

À Madrid, on préparait alors la formation du gouvernement socialiste de Largo Caballero. Deux députés catalans firent le voyage à Madrid et se réunirent au ministère de la Guerre avec Juan-Simeón Vidarte, député socialiste, et conseillèrent le rembarquement. Bayo reçut l'ordre le 3 septembre. Indalecio Prieto, ministre de la Marine et de l'Air dans le nouveau gouvernement, enjoignit, le 4, Bayo d'abandonner les opérations sous peine de se voir privé de bateaux et d'avions. Bayo, la mort dans l'âme, rentra, abandonnant à Majorque une grande quantité de matériel et des centaines de miliciens qui furent passés par les armes dans les jours qui suivirent. Personne ne voulut endosser la responsabilité du désastre, et personne n'accusa personne, vu que la responsabilité était trop répartie. Bayo fut convoqué devant un conseil de guerre qui, néanmoins, ne le condamna pas à mort. On peut lire sur ces événements le récit circonstancié qu'en fit García Oliver dans ses mémoires, car il est sans doute le plus proche de la vérité, tout en sachant qu'il brouille son récit parce qu'il a besoin de se justifier.

Dix jours plus tard, le 15 septembre, un plénum national de la CNT émettait un rapport (signé de Federica Montseny, Juan López et Aurelio Álvarez) exigeant de Largo Caballero la formation d'un « Conseil national de défense ». De nombreux dirigeants de la CNT étaient maintenant convaincus de la nécessité de participer au gouvernement de la République (López et Álvarez appartenaient à l'aile collaborationniste). Le nom de « Conseil » était un subterfuge pour

éviter le mot « gouvernement » et obtenir sans traumatismes l'approbation de la *militancia*. En Catalogne, la *Generalitat* convainquit la CNT de liquider le Comité des milices et d'entrer dans « *el Govern* ». Santillán expliqua plus tard dans *Por qué perdimos la Guerra* qu'ils le firent pour disposer d'armes et de matières premières, bien que la cause directe en fût probablement la volonté de préparer le terrain au gouvernementalisme postérieur. Ce qui est sûr, c'est que la CNT agit dans le dos des militants, et ce dès le mois d'août. Il semble que les négociations furent conduites par deux personnages secondaires : Juan P. Fàbregas, un catalaniste de droite dont Federica Montseny avait récemment capté l'amitié, et José Juan Doménech. Du 24 au 26 septembre se déroula un plénum régional de la CNT, et le 27, García Oliver lui-même annonçait dans la *Soli* la dissolution du Comité des milices et l'entrée de la CNT dans la *Generalitat* « qui nous représente tous ». Le gouvernement, selon l'exigence de la CNT, changea son nom en « Conseil ».

Cf. Amorós, 2005 b; Mercier, 1997; Gallardo & Márquez, 1999, p. 118; Paz, 1996, pp. 580 et 596-607; Gabriel, 1938, pp. 50-70.

23 Le 1^{er} octobre, trois anarchistes intègrent la *Generalitat*, qui émet immédiatement plusieurs décrets : celui sur la municipalisation, qui suppose la dissolution des comités révolutionnaires locaux, et celui sur la militarisation des milices, qui exige la restitution des armes détenues par des civils. En écho, la presse du PSUC, tout en critiquant les collectivités car « le temps n'est pas aux essais utopiques sur le terrain économique », attaque les « incontrôlés », accusés de boycotter le front et de retenir à l'arrière fusils et munitions.

Durruti et d'autres militants sont de plus en plus inquiets devant la tournure que prennent les événements. Rentré d'urgence en Aragon le 5 octobre, car les franquistes engagent une grande offensive, Durruti participe le lendemain à la création du Conseil de défense d'Aragon. Nous avons évoqué une de ses fonctions : régler les relations entre miliciens et paysans. Il doit également

rassembler les volontés créatives des paysans aragonais, harmoniser et « diriger » l'organisation économique et administrative de la région et des collectivités. (Gallardo & Márquez, 1999, pp. 118-130.)

Durruti espère que ce conseil procédera à la constitution d'un Comité de guerre local chapeautant toutes les colonnes et qu'il

organisera l'unité de commandement de celles-ci, afin de s'affranchir de la tutelle du gouvernement de Madrid. Il intervient d'ailleurs dans les débats en ce sens :

Pour vaincre le fascisme, il faut faire pression sur le pouvoir central, et, pour qu'il accepte nos propositions, doit se constituer en Aragon le conseil qui règle toutes nos activités. (Paz, 1996, pp. 598-611.)

Ce nouvel organisme va d'ailleurs aussi se charger d'opérations de police qui neutraliseront, petit à petit, les groupes autonomes chargés des *investigaciones* dont nous avons parlé. Bientôt, une junte de sécurité, qui sera confiée à Francisco Foyo et Adolfo Ballano, s'occupera des questions d'ordre public et créera neuf commissariats dans la province de Saragosse, dont un à Pina. En somme, il se constitue en Aragon une sorte de mini-gouvernement anarchiste. (Ledesma, 2003, pp. 165-192.) Comme le fit remarquer Félix Carrasquer,

le maintien du collectivisme autogestionnaire et la défense de notre autonomie régionale étaient compatibles avec l'accomplissement de notre devoir de solidarité envers le gouvernement de la République [...] l'objectif commun [étant de] gagner la guerre. [...] Comment faire, dans le cadre de cette dépendance et de la situation de violence qui nous entourait, pour établir l'ordre que les circonstances exigeaient sans déboucher sur une structure d'État? (Carrasquer, 2003, p. 72.)

Le Conseil d'Aragon deviendra rapidement la cible des attaques du gouvernement central, des partis et de la *Generalitat*. Il se pliera à certaines exigences pour être légalisé en décembre 1936.

24 Nous pensons avoir identifié les deux Lyonnais amateurs de picrate dont nous parle Gimenez. Il s'agit de Marius Brunand, comptable, et d'Aimé Turrel, décolleteur chez Berliet, militants communistes, qui partent fin juillet 1936 pour l'Espagne. C'est une décision individuelle, mais prise avec l'assentiment de la fédération régionale du Parti communiste.

À Figueras, ces deux volontaires sont récupérés par un recruteur du POUM et se retrouvent à Barcelone au siège du même parti installé à l'hôtel Falcón. Le 10 août, tous deux se portent candidats pour le front d'Aragon, mais la colonne ainsi formée est arrêtée près de Caspe par les forces de la CNT-FAI qui incorporent les deux

Lyonnais. Ils aboutissent ainsi dans le Groupe international stationné à Pina de Ebro et y retrouvent une soixantaine d'hommes, en majorité français et anarchistes, commandés par Berthomieu. Ils participent à la bataille de Siétamo à la mi-septembre 1936, puis à celles de Farlete et Perdiguera en octobre. Ils rejoignent sains et saufs le quartier général de la colonne Durruti. La compagne de Durruti, la Française Émilienne Morin, leur aurait prêté son appui, en les faisant entrer dans l'entourage direct du leader anarchiste.

Blessé au cours d'opérations, Aimé Turrel séjourne de temps à autre, entre septembre et novembre 1936, à l'«hôpital du peuple», calle de Provenza n° 388, Barcelone, contrôlé par la CNT. Marius Brunand, lui, est blessé en novembre 1936. Il rentre en France le 4 décembre 1936. Il revient probablement en Espagne et retrouve son copain Turrel en février 1937 dans les rangs de la batterie internationale Anna-Pauker. Celle-ci opère sous les ordres de Gaston Carré sur le front du Jarama en liaison avec trois brigades espagnoles. Turrel est alors lieutenant d'artillerie. Du printemps à la fin septembre 1938, il participe à la bataille de l'Èbre, avant son retour en France, en octobre, à la suite du retrait des Brigades internationales. Il reprend à Lyon ses activités militantes. (Maitron, notices Turrel et Brunand.)

25 Antoine nous raconte ici sa version de l'attaque franquiste sur Farlete du début du mois d'octobre.

Selon le compte rendu de Tranquillo [Giuseppe Ruoizzi], publié en Suisse dans le journal *Risveglio anarchico* n°959, et rédigé le 11 octobre 1936 à Pina,

il est rare que la petite ville de Pina ne soit pas bombardée depuis Quinto ou Fuentes. [...] deux cents enfants de la localité ont été envoyés à Barcelone. [...] Le 27 septembre, on nous a bombardés sans interruption toute la journée. [...] Il s'agissait d'une manœuvre de diversion car à trente kilomètres plus au nord, les fascistes tentaient une offensive sur Farlete. [...] Mais ils durent se replier sur leurs positions antérieures. [...] Le 4 octobre, la journée fut encore pire [...] toujours des bombardements de diversion, tandis que l'attaque sur Farlete reprenait. [...] Pas de morts ni de blessés parmi la population, ni chez les miliciens.

Les événements se bousculent donc sur le front «immobile»: les franquistes lancent plusieurs offensives d'automne en Aragon. La première d'importance démarre le 4 octobre 1936: une colonne

mobile composée de six mille hommes bien armés, avec cavalerie, artillerie et tanks attaque dans le secteur de Farlete et de Perdiguera. La résistance est organisée par le Comité de guerre de la colonne Durruti : Durruti, Yoldi, Carreño, Flores, Roda. (Anonyme, 1938.)

Le 8 octobre à Farlete, cent quatre-vingt-dix hommes soutiennent seuls l'assaut de milliers d'ennemis, sur sept kilomètres de long. Le Groupe international, qui ne dispose même pas d'assez de fusils pour envoyer tous ses hommes, est appelé pour la deuxième fois depuis septembre comme force d'appoint, dans une situation difficile. Un jeune milicien espagnol, Manuel Ramos, nous raconte :

Depuis la sortie de Barcelone, l'ennemi se faisait invisible, et nous passions des jours monotones et ennuyeux sans pouvoir l'affronter, jusqu'au 6 octobre. Les gardes nous signalèrent que cela bougeait du côté fasciste. Derrière les lignes nous distinguions la cavalerie des *Moros* que Franco avait amenée d'Afrique. On nous donna la consigne d'économiser les munitions, nous ne disposions que de cent cinquante balles. Nous étions la 26^e centurie et nous avions à gauche la 27^e avec seulement deux mitrailleuses ; nous n'avions pas d'artillerie et devions faire face ainsi à l'attaque de l'infanterie protégée par un tank. [...] La 27^e fut isolée de nous et encerclée et dut reculer sur d'autres positions. Les munitions commençaient à manquer : nous tirions depuis trois heures et les fascistes étaient à cent mètres. Nous fîmes évacuer les mitrailleuses pour qu'elles ne tombent pas dans les mains de l'ennemi quand arrivèrent des renforts et surtout les *internacionales* dont le grand esprit de combat nous réjouit fort. [...] La résistance de l'ennemi commençait à décliner et l'ordre était maintenant d'avancer. [...] Nous retrouvâmes avec horreur un compagnon mort dont ces barbares avaient coupé la tête : nous savions ce qui nous attendait si nous tombions dans les mains de ces gens. [...] À 7 heures du soir, l'ennemi s'était retiré sur Saragosse avec de lourdes pertes ; nous nous demandions alors : pourquoi ne pas continuer et assiéger Saragosse ? (Ramos, 1993.)

Leur centurie fut envoyée le lendemain sur le monte Oscuro.

Ángel Marín, qui s'y trouvait aussi, décrit la bataille de manière convergente :

Je n'ai jamais vu Durruti si serein. Depuis son poste de commandement, il observait les mouvements de l'ennemi qui préparait une énorme concentration de cavalerie maure. Celle-ci, du fait de la blancheur des djellabas, ressemblait à une immense cape de

neige recouvrant l'aride sol des Monegros. L'avancée galopante de cette vaste force fut très émouvante. Seul l'éventail des mitrailleuses installées sur les flancs du front rendit possible le triomphe. (Marín, 1980.)

Il faut ajouter que l'aviation républicaine intervint également.

Un autre témoignage, celui de Juan Sanz Martínez, rend compte de l'étonnant résultat de cette bataille: les miliciens tant décriés pour leur prétendue incompetence, et bientôt systématiquement calomniés, venaient d'affronter avec succès et un grand sang-froid un ennemi très supérieur en nombre et en matériel:

Nous arrivâmes aux tranchées qui défendaient le village de Farlete. Avant, nous avons pu contempler un spectacle macabre. Une grande plaine était semée d'hommes et de chevaux. Des groupes de miliciens accomplissaient la désagréable tâche de les ensevelir dans de grandes fosses [...] ce spectacle était le résultat du combat qui s'était livré la veille entre l'armée franquiste et les miliciens de la colonne Durruti-Farràs. (Sanz Martínez, 1998.)

Un autre aspect de cette journée est souligné dans *Le Libertaire* du 30 octobre 1936:

Bataille homérique! [...] La déroute est semée chez les ennemis du peuple et de la liberté, le prix du sang est là aussi. Cinq des nôtres ont payé de leur vie l'amour de la fraternité. Parmi eux, [...] Émile Cottin, grand enfant et grand cœur, Bianchella, Barriendos, comensal de Durruti, Lemère et un petit soldat espagnol.

Ajoutons que dans le n° 21 de *L'Espagne antifasciste*, il est fait mention dans un *In memoriam* de la mort de «Louis Récoulis, 24 ans, et de sa compagne Suzanne Hans, 22 ans, volontaires de la colonne Durruti, tombés sous les balles de mitrailleuses lors de l'attaque de Farlete» [cf. annexe IV, p. 535]. L'ouvrage *Un trentennio di attività anarchica*, enfin, signale la mort de l'Italien «Pietro Ranieri, combattant de la colonne Durruti, militant connu qui avait participé à la révolte d'Ancône en 1920». (Fedeli, 1953.)

C'est donc au cours de la bataille de Farlete que mourut Émile Cottin. Selon le témoignage d'un de ses amis, le Marseillais Frédéric Gascon,

couché à plat ventre derrière une petite éminence, Émile Cottin a reçu une balle de mitrailleuse qui a pénétré dans la partie

postérieure du cou et est ressortie par l'avant de la poitrine. La mort a été instantanée.

Dans le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français figure la notice suivante :

Émile Cottin était né à Creil (Oise) le 14 mars 1896. « Je suis anarchiste, c'est-à-dire antiautoritaire, anticléricaliste, antimilitariste et antiparlementaire », déclara Cottin lors de son procès qui s'ouvrit le 14 mars 1919. Quelques semaines auparavant, le 8 février 1919, il avait tiré sur Clemenceau ; la blessure fut bénigne mais valut à Cottin d'être condamné à la peine de mort par le Conseil de guerre, peine commuée en dix ans de réclusion et vingt ans d'interdiction de séjour. Il fut soutenu par les libertaires, surtout qu'au même moment Raoul Villain, qui avait tué Jaurès le 2 août 1914, avait été, lui, acquitté... Écroué à Melun, il demeura quarante-deux jours dans la cellule des condamnés à mort. Le 21 août 1924, il fut libéré et considéré comme « déficient à l'extrême » et astreint à résider à Haucourt (Oise) où l'anarchiste Casteu l'hébergea. Cottin fabriquait des boîtes à pain à vingt francs pour lesquelles l'hebdomadaire *Germinal* faisait de la publicité. Bien qu'astreint à résidence, il n'en vint pas moins à Paris où il rencontra celle qui devint sa compagne et dont il eut un fils [ou une fille]. Mais le couple se sépara. En 1930, alors qu'il se rendait à Marseille pour voir son fils, il fut arrêté et emprisonné. Il travailla comme ébéniste en 1936 à Clichy ; en février, il fut de nouveau arrêté et accomplit trois mois de prison. En septembre 1936, il partit pour l'Espagne. C'était le début de la guerre civile. Il s'inscrivit au Groupe international de la colonne Durrutti ; un mois plus tard, il était tué sur le front de Saragosse. « Ce fut un suicide », écrivit Louis Louvet.

La dernière lettre de Cottin à sa famille date du 21 septembre 1936. Il donne comme adresse : « Émile Cottin – comité français CNT-FAI, Cuartel de Pedralbes, vía Layetana, 32, Barcelona. »

Cf. Paz, 1996, p. 618.

26 Il s'agit de Miguel Cabanellas, ce général qui mit ses troupes au service des croisés de l'ordre national-catholique et devint président de la Junte de défense de Burgos. Il eut même l'honneur d'introniser Franco comme chef de l'État le 1^{er} octobre 1936. C'était pourtant un officier républicain et franc-maçon. Le général Núñez de

Prado, qui avait de bonnes relations avec lui, se rend le 18 juillet de Madrid à Saragosse pour le convaincre de ne pas rejoindre les rebelles et de lui laisser sa place. Il échoue et il est lui-même arrêté et exécuté. Mais cela ne se saura pas tout de suite. Contre l'avis d'autres responsables de la CNT aragonaise, Miguel Abós, partisan de la non-violence, mise lui aussi sur la loyauté de Cabanellas, en vertu notamment de la fraternité franc-maçonne. Plus largement, la CNT, qui connaît depuis février l'existence de la conspiration militaire, compte sur les capacités de réaction du Front populaire. Pourtant, le gouverneur civil, malgré les demandes pressantes des anarchistes, refuse d'armer la population. La confusion règne les 18 et 19 juillet, les militants attendant en vain des armes pour se lancer dans la lutte; et quand les syndicats déclarent la grève générale, les jeux sont déjà faits. Le 19 juillet, la troupe, la Garde civile, les gardes d'assaut et deux mille quatre cents Navarrais patrouillent déjà dans les quartiers ouvriers et cassent la grève par la terreur: de jour en jour, ils arrêtent, torturent et fusillent les militants connus. (Borrás, 1983, pp. 86-104.)

Ainsi tomba Saragosse quasiment sans combats, à la stupeur de tous, et les factieux s'emparèrent sans grandes difficultés de Huesca, Jaca, Calatayud et Teruel. Les semaines suivantes, tous ceux qui le peuvent fuient la ville en direction des colonnes catalanes. Pendant des mois, les groupes de guérilleros des colonnes Durruti, Ortiz et autres faciliteront le passage vers les lignes républicaines de plusieurs militants et leurs familles, tandis que les autres survivants attendront terrés dans leurs cachettes. Voilà pourquoi et dans quel contexte la reprise de Saragosse devint un enjeu d'importance pour les anarchistes. Selon certains travaux récents (Juliá, 1999, p. 66), près de deux mille cinq cents personnes furent exécutées sans procès dans la ville de Saragosse en 1936. D'autres travaux prenant en compte les exécutions officielles, le nombre de morts trouvés dans des fosses communes et le témoignage des familles, parlent de sept mille neuf victimes pour toute la durée de la guerre.

Cf. Gallardo & Márquez, 1999; Andalan, n° 294, novembre 1980.

27 Vicenta Valero Labarta, la fille de la *tía* Pascuala, avait 12 ans en 1936. Elle se souvient bien du

milicien italien, Antonio. Quand il revenait du front, tout sale, avec plein de poux, ma mère mettait de l'eau à chauffer et le faisait se laver de bas en haut – on n'avait ni électricité, ni eau courante,

on n'avait rien. Elle lui enlevait ses vêtements, l'épouillait, et allez, au lit! Elle faisait tout ce qui était nécessaire, comme un fils de plus. C'est cela qu'il était pour nous. [...] Antonio, de retour du combat, il venait à la maison, ma mère lui préparait à manger. On lui remontait le moral, on lui disait: tu es comme un chat, tu as sept vies! tu te sors bien de tout, jamais tu ne mourras. Il dormait dans le *pajar* avec les bêtes. La maison était petite. Deux chambres pour quatre enfants. [...] Il amenait des choses à ma mère parce qu'on manquait de nourriture, il apportait du riz, des pois chiches. [...] Parce qu'aussi bien il arrivait avec sept ou huit personnes, [...] que des hommes, et il fallait préparer le repas. D'abord, il demandait à ma mère s'ils pouvaient manger chez elle, et tout le monde entrait, parce que ma mère...

Elle en trace le portrait suivant :

Personne ne pouvait l'affronter, elle n'avait peur de personne, ni *guardia civil*, ni rien. Elle était très bonne, si elle avait un bout de pain, elle le partageait...

– Personne ne sortait de chez elle sans manger, enchaîne sa fille María-Jesús. Ma grand-mère avait un sacré caractère. [...] Elle devait être assez terrible. J'étais petite quand elle est morte. [...] Il y avait beaucoup de pauvres en Espagne; ils passaient dans les villages et demandaient de la nourriture, alors elle faisait entrer le voyageur et lui donnait à manger ce qu'il y avait. [...] Il y avait du passage chez la *tía*. *El maquis*, *los guerrilleros* ou *grupos de asalto* étaient dans la maison de la *tía*. Dans les autres maisons aussi car les femmes lavaient le linge des miliciens. Il était dangereux de s'aventurer à la rivière pour laver le linge, alors on utilisait l'eau des puits pour tout.

– *Los internacionales* et *los regulares*, reprend Vicenta, se trouvaient dans une maison vide de la calle Mayor, je ne sais plus comment elle s'appelle maintenant, près de la place d'Espagne. Les propriétaires sont morts maintenant. Pendant la guerre, ils étaient partis à Saragosse, donc les *internacionales* occupèrent une maison vide. Il y avait là le Q.G. où passait tout le monde, les Espagnols, les étrangers, ils se répartissaient pour les combats, etc.

Vicenta se rappelle l'histoire de Manuel, dont la maison était de l'autre côté du fleuve, et comment Gimenez a ramené sa sœur. Ce qui l'étonne beaucoup en lisant les *Souvenirs de la guerre d'Espagne*,

c'est qu'Antonio ne parle pas de son père, du mari de la *tía*, Vicente, car il était là et ils avaient beaucoup de conversations ensemble ; et sa fille María-Jesús ajoute :

Il [Vicente] ne se mêlait pas de politique, mais était plutôt du côté des républicains que de celui des *azules*, ou des « chemises noires », comme il disait.

Vicenta se souvient de l'arrivée de sa sœur aînée, María :

Toute la famille est de grande taille, María aussi était grande, et belle, ce n'est pas parce que c'était ma sœur... Elle était jeune mariée quand commença la guerre. Son fils Jacinto est né en mai 1937. On était au cœur de la guerre. Son mari s'appelait Manuel ; il est mort jeune d'un cancer de la gorge après la guerre.

28 Il est indéniable que le contact avec les *Internacionales*, au front comme à l'arrière, joua son rôle dans les nouveaux rapports entre les sexes. Il n'était pas toujours facile pour les femmes espagnoles, miliciennes ou militantes d'affronter le regard des hommes. La plupart de ces derniers ne débordaient pas d'enthousiasme quand ils voyaient des femmes – sans parler de *leur* femme – vaquer à maintes occupations hors de la sphère privée.

La combattante anarchiste basque Casilda Mendez resta sur le front jusqu'au début de 1937. C'est à ce moment que se généralisa l'amalgame entre prostituée et milicienne. Cela la choqua beaucoup, car pour elle les relations sexuelles au front relevaient d'un choix naturel et conscient :

C'en était fini de la femme réduite aux occupations domestiques, et au lit pour plaire au mari. C'est un mensonge que de prétendre que les femmes allaient au front pour coucher avec les hommes. Cela dit, quand les unes et les autres sont mis en présence, on ne peut éviter que se créent des sympathies et affinités, [...] que se nouent des relations, notamment loin des zones urbaines comme le front d'Aragon. Des contacts physiques, moraux et spirituels entre l'homme et la femme peuvent exister sur le front. Le contraire serait aberrant. (Nash, 1999, p. 170.)

Voici un extrait du témoignage de l'Anglaise Mary Low, militant à Barcelone à la fin 1936 :

Les femmes espagnoles aspiraient à plus de libertés, mais elles avaient été enfermées et corsetées pendant si longtemps qu'elles ne savaient pas jusqu'où elles pouvaient aller. [...] Les syndicats anarchistes avaient fondé un groupe, *Mujeres Libres*, qui publiait des manifestes et éditait un journal. [...] Je connaissais une des filles qui formaient le comité de rédaction. [...] un camarade révolutionnaire tomba amoureux d'elle et ce fut réciproque. Mais quand ils se retrouvèrent au lit, elle se refusa, se montrant à la fois chaste, comique et désespérée. [...] Son attitude avait blessé le garçon.

– Et pourquoi n'as-tu pas accepté? lui demandai-je.

– Oh, on n'a pas le temps pour tout ça quand on fait la révolution.

– Ça n'est pas vrai, lui dis-je, tu te cherches des excuses et tu essaies de dissimuler tes préjugés.

Elle me regarda, puis haussa les épaules.

– Bon, après tout, on ne peut pas nous demander de changer en une nuit... (Breá & Low, 1997, p. 191.)

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce ne sont pas les militantes libertaires du groupe *Mujeres Libres* qui furent les plus hardies sur la question de la libre sexualité des femmes: leur travail d'information et de pression se limitait à faire en sorte que la Généralité de Catalogne légalise l'avortement pour « raisons thérapeutiques, eugéniques ou éthiques », qu'elle facilite les procédures de divorce et l'accès à l'information sur le contrôle de la natalité. (Ackelsberg, 1999, p. 204.)

Les écrits les plus incisifs, comme ceux de Lucía Sanchez Saornil, se faisaient que se gausser des « mariages libertaires » où les syndicalistes et révolutionnaires remplaçaient maires et curés: elle qualifiait d'absurde et hypocrite cette nouvelle intervention du public dans ce qui relevait des relations privées entre personnes.

Les *Mujeres Libres* ne protestèrent pas quand les miliciennes furent expulsées du front à partir d'octobre 1936: un article publié dans leur journal en juillet 1937 ira jusqu'à « comprendre que la milicienne préfère quitter le fusil pour la machine industrielle et l'énergie guerrière pour la douceur de son âme de femme ».

Quant au sexologue Félix Marti Ibañez dont nous avons déjà parlé, il prétendait que la guerre avait créé de nouvelles obligations biologiques et sociales pour les femmes. Elles devaient désormais exhorter les hommes à réserver leur énergie physique et spirituelle au combat. Leur devoir à elles était de faciliter « la continence, la

discipline sexuelle et l'harmonie dans les relations érotiques». Et pour cela, elles devaient rester à l'arrière et arrêter de revendiquer leur place dans les tranchées. Il se permit d'invectiver les miliciennes qui ne voulaient pas obtempérer :

Et quant à vous, mercenaires aux vertus moyennes... qui en pleine révolution avez voulu faire de la terre sacrée du front, imprégnée de sang prolétaire, une couche de plaisir, arrière! Si le milicien vous cherche, qu'il le fasse durant ses heures de loisir, sous sa responsabilité morale, avec des précautions d'hygiène en vigueur [...]. La maladie vénérienne doit être extirpée du front, et pour cela, il faut en éliminer au préalable les femmes. (Nash, 1999, pp. 160-174.)

29 L'attaque massive des nationalistes conduite par le lieutenant-colonel Urrutia continue après la contre-offensive victorieuse des anarchistes à Farlete.

Le 14 octobre 1936, la colonne Durruti renforce ses défenses autour de Farlete et positionne ses centuries en direction de Perdiguera : il est prévu d'aller au contact de l'ennemi. (Anonyme, 1938 ; Martínez Bande, 1989.)

Voyons les différents récits et témoignages dont nous disposons sur la préparation de cette bataille.



Celui de Lola Iturbe, d'abord :

Au quartier général, on préparait une attaque sur Perdiguera, dernier village avant Saragosse. Durruti n'en était pas très partisan pour plusieurs raisons, mais pressé par l'enthousiasme des miliciens et la confiance en la victoire du Groupe international, il finit par s'y rallier. (Iturbe, 1974, pp. 114-116.)

... Et celui de Mathieu Corman, journaliste belge et sympathisant communiste, qui se trouve sur place et rend compte ainsi du rôle joué par le Groupe international :

Le groupe n'a jusqu'ici connu que des opérations offensives et ses hommes affectent de considérer cette attaque [sur Farlete le 8 octobre] comme une injure. Une petite riposte est préparée par les conseillers militaires de Durruti. (Corman, 1937.)

Avec ces deux comptes rendus, on pourrait penser que l'opération sur Perdiguera relève d'une initiative particulière, fruit du caractère impétueux des miliciens du Groupe international. Cela semble peu crédible. Comme nous l'indique Antoine, même si le groupe a jusque-là réussi quasiment toutes ses missions, Berthomieu se comporte de manière réfléchie et soucieuse, car la situation est difficile. Et il est en contact permanent avec le Comité de guerre de la colonne installé à Bujaraloz.

Nous disposons également du récit d'un participant, le Français Charles Carpentier, qui revient sur le front le 14 octobre à bord d'un camion chargé de vivres et de vêtements, conduit par Pierre Odéon. L'Union anarchiste a demandé à Carpentier de ramener Ridel en France, car on manque là-bas de militants de valeur, capables d'organiser la propagande en faveur de l'Espagne. Mais, ce jour-là, Durruti leur annonce que la colonne prépare une contre-offensive pour repousser les nationalistes qui attaquent massivement depuis plusieurs jours et menacent de rompre le front. Odéon, dans *Le Libertaire* du 27 novembre 1936, décrit la suite :

Nous nous disposions au retour quand Gori, on l'appellait ainsi, annonça pour le lendemain matin le déclenchement d'une attaque en vue de prendre Perdiguera [*sic*]. Buenaventura, avec son naturel coutumier et convainquant, demanda à Ridel de retourner à Farlete, à quoi notre ami acquiesça volontiers ; Carpentier, non encore remis de sa blessure, voulut accompagner Ridel. Je restai au Q.G. et Durruti me dit alors : « [...] Il est minuit, tu dormiras ici et à 2 heures demain matin tu viendras avec moi. »

Dans la nuit, les centuries de la colonne se regroupent à Farlete. Toute la journée du 15, elles contre-attaquent le long de la route qui va de Leciñena à Saragosse et progressent de quinze kilomètres en territoire ennemi.

Carpentier, en 1986, écrira dans une lettre au chercheur David Berry :

Je suis arrivé au groupe juste avant que n'arrive l'ordre d'attaquer Perdiguerra [*sic*]. Ridel et Berthomieu étaient partis faire un petit tour en avant. L'ordre me fut remis et j'envoyai un gars leur demandant ce qu'il fallait faire, car j'arrivais comme les cheveux sur la soupe. En attendant leur réponse, j'essayais de persuader cinq jeunes femmes qui se trouvaient là de ne pas participer à cette attaque, car de mon temps aucune femme ne serait rentrée au groupe; elles le prirent de haut, je n'insistai pas, pas une ne revint; il y avait Simone Weil qui était restée quelques jours avec nous, cela avait été suffisant. Le gars revint pour dire que Ridel et Louis nous attendaient et que tout le groupe nous suive.



Carpentier, au centre, debout, et Odéon, à gauche, avec la cravate, en octobre 1936, juste avant Perdiguerra.

Carpentier n'a donc pas assisté aux préparatifs de la bataille. Le Français arrive visiblement dans la soirée même du jour que nous décrit Antoine, à la veille de l'attaque prévue sur Perdiguera. Selon le plan que nous livre ce dernier, le Groupe international sert de force d'appoint. L'histoire du signal (le peloton de cavalerie) semble un peu tirée par les cheveux. Dans un premier temps, la stratégie du Comité de guerre a donc été appliquée avec succès par Louis Berthomieu : ils ont occupé la position désignée au-dessus du hameau. Maintenant, la question est de savoir pourquoi Antoine (et peut-être d'autres miliciens) a pensé qu'un membre du Comité de guerre – Lucio Ruano en l'occurrence – avait projeté de les envoyer à la mort.

Aucun commentateur de cette bataille, ni avant ni après, ne parle, à notre connaissance, du rôle de cet Argentin, assez célèbre et souvent cité dans la presse militante du moment : il faisait partie de ces militants anarchistes de confiance, proches de Durruti, qui avaient combattu à Barcelone en juillet et étaient partis en Aragon avec lui. En outre, Ruano venait de sortir auréolé de la récente prise de Siétamo effectuée sous son commandement. De leur côté, Ridel et Simone Weil évoquent dans leurs récits l'exécution à laquelle cet homme d'action de la CNT avait participé en avril 1936, celle de l'ancien chef de la police de Barcelone, Miguel Badía.

Mais à l'occasion de faits ultérieurs à Perdiguera, sur lesquels nous reviendrons plus tard, Ruano va acquérir dans les mois qui suivent une si mauvaise réputation parmi les miliciens, et dans le mouvement libertaire, que sa personne a été en grande partie « vaporisée » par l'historiographie militante. C'est Antoine qui ressort en somme ce « cadavre » du placard, où il séjournait depuis des décennies.

30 Dans les semaines qui suivent le 16 octobre, les journaux militants en Espagne et en France vont évoquer avec grande émotion la fin tragique, en première ligne, des infirmières du Groupe international.

Augusta Marx, aussi appelée Trude, était une militante du Parti socialiste ouvrier allemand engagée dans les colonnes anarchistes. Un document manuscrit (archives FAI) semble la concerner : « H. Diesel et Wolf. Délégation du SAP auprès du Comité de l'exécutif du POUM. Secrétariat international. Trude (camarade allemande avec Georgette). Parti socialiste ouvrier allemand. »

Mimosa: sa disparition affecta beaucoup de camarades. Les conditions atroces de sa mort et de celle d'Augusta, telles que les relate Gimenez, ne semblent pas connues du groupe, pour qui elles furent fusillées ou périrent dans le dynamitage d'un hangar, suivant le rapport établi à partir du témoignage de déserteurs franquistes. On peut consulter à l'IISG (FAI, Pe 50) divers documents rassemblés par les amis de Georgette en France et en Espagne après sa mort. En voici des extraits :

Chers camarades, On vient de récupérer ce cahier de notes appartenant à Georgette Kokoczinski, morte à Perdiguera. Nous vous prions de le faire parvenir à son mari ou à quelque ami sûr.

Salutations anarchistes [signature illisible, sans doute Fernand Fortin, du groupe français de Barcelone].

Grupo internacional de la columna Durruti.

Nous n'avons malheureusement trouvé dans ce lot d'archives que cette lettre d'un ami, M [?], libellée ainsi :

Pedralbes Cuartel Miguel Bakunin (section française) Barcelona.
Faire suivre à Georgette Kokoczinski.

Paris 5 octobre

Ma petite Moute,

Je vous remercie de m'écrire si souvent et si longuement. Votre dernière lettre m'est parvenue très vite. J'espère qu'il en sera de même de la mienne. Je souhaitais au fond que votre séjour à Barcelone se prolongerait. Puisque vous voilà partie, j'aime mieux que ce soit en Aragon qu'à Madrid. Le front de Huesca est relativement stabilisé depuis le début de la guerre civile, les changements y sont rares dans un sens comme dans l'autre, et j'espère que les ambulances y fonctionnent dans de meilleures conditions. Nous parlerons quand nous nous reverrons de ce qu'il faut penser de la guerre civile. Inutile de vous étendre à ce sujet dans vos lettres. Est-ce que vraiment, comme vous me l'écrivez, les volontaires sont en surabondance là-bas? Si c'est vrai dans le personnel sanitaire, et si dans quelque temps vous avez conscience que votre présence peut être remplacée par d'autres, je vous en prie, demandez à revenir. Si j'avais pensé cela, je ne vous aurais pas conseillé d'y aller. Mais il a paru dans *Vendredi* un appel de Madrid aux infirmières volontaires. Peut-être ce qui abonde à Barcelone manque-t-il à Madrid? Nous avons l'impression, ici, d'un certain manque de coordination entre les efforts des camarades de Catalogne et de ceux

du gouvernement central. Je suis depuis deux jours à Paris, complètement désorienté. Je vis dans une espèce de brume. La rupture d'équilibre est trop forte entre la vie militaire et celle d'un homme libre.

Je me suis réfugié à la Bibliothèque nationale, seul endroit où je puisse trouver une atmosphère de sérénité – c'est de là que je vous écris – et mon style se ressent certainement du désordre de mon esprit. Je ne sais trop, petite Moute, en quoi vous avez trouvé de la froideur à ma lettre – vous savez que je ne suis pas très expansif! et peut-être le soleil de l'Espagne, et les passions qui s'y déchaînent, vous ont-ils fait trouver froid mon ton habituel. Pourtant, ma petite Moute, à quel point la maison est vide sans vous! je n'y trouve que votre insupportable ménagerie, que je fais des efforts pour caser. Elle se porte très bien, et Mitsou n'a jamais été aussi gras. Peut-être le mangerai-je à la fin de cette semaine. Il ne me reste plus grand-chose d'autre à me mettre sous la dent. Du *Quotidien* on n'a que des espoirs vagues de paiements futurs et partiels, et j'attends impatiemment d'Oran une réponse qui devrait être là. Tout cela ne contribue pas à me mettre dans mon assiette (ni à mettre qq chose sur mon assiette). Meyer et les autres camarades se portent bien, et m'ont demandé de vos nouvelles. Si votre ami de Barcelone tire des photos de vous, vous devriez leur en envoyer.

Je vous embrasse beaucoup, Moutiou, bien tendrement. Continuez à penser à moi et à m'écrire. Envoyez-moi aussitôt que possible votre adresse précise, je vous écrirai souvent.

Votre M [illisible]

Plusieurs journaux anarchistes en France et en Espagne diffusent un encadré en date du 26 août 1937 : « *Mujeres anarquistas-Georgette-Mimosa* ». Il est demandé à ceux qui l'ont connue de collaborer à la confection d'un livret sur elle, à l'initiative de ses amis de la *Revue anarchiste* : seront acceptés des articles en prose, des poèmes, dessins, photos, etc. Ils invitent à s'adresser, en Espagne, à Fernand Fortin, Section française CNT-FAI. Comité Régional, Barcelona. En France, s'adresser à Marius Berger, 23, rue Croix-de-Bois, Orléans.

Par ailleurs, un texte en hommage à Mimosa, rédigé par une des affiliées du groupe *Mujeres Libres* et signé Kyralina [Lola Iturbe], est diffusé le 19 juillet 1937, « date anniversaire où nos pensées vont vers ceux qui sont tombés dans la lutte ».

Quant à Marthe, s'il s'agit de Juliette Baudart, elle fut fusillée en même temps que son mari, Roger Baudart. Dans une liste établie sur le terrain après la bataille (voir annexe III), il est aussi question de la perte d'une quatrième femme, Suzanne Girbe.

31 Suivons encore les différents comptes rendus de cette journée du 16 octobre.

Selon Martínez Bande, chroniqueur franquiste, qui oublie comme par hasard de dire que l'assaut sur Farlete du 8 octobre fut un désastre,

l'attaque du 16 octobre 1936 fut très forte sur Perdiguera. L'ennemi prit pied dans les premières maisons du village. Il fut repoussé jusqu'au col d'Alcubierre, cinq kilomètres à l'est du village; les attaques continuèrent les jours suivants. (Martínez Bande, 1989, p. 136.)

En note, il est précisé :

Devant le col d'Alcubierre restèrent 199 morts, 47 fusils [...] et un officier français fut fait prisonnier.

Odéon est avec Durruti au matin du 15 octobre :

Nous filons sur Farlete, où nous arrivons vers 4 heures. L'animation est grande dans le village, les hommes se regroupent par



Le monte Oscuro, vu de Perdiguera, aujourd'hui.

centuries, des drapeaux rouge et noir flottent au bout des fusils. [...] À 6 heures, les centuries s'ébranlent et à deux kilomètres, en marchant vers Perdiguera, elles se déploient en tirailleurs. [...] À quatre kilomètres de Farlete, arrêt sur les positions. [Les centuries sont bombardées par deux avions.] [...] Gori décide [...] de poursuivre la reconnaissance [en voiture avec Manzana et Odéon]. Nous filons à cent vingt à l'heure, nous apercevons Perdiguera sur notre droite [...]. Une montée, nous atteignons le point culminant et nous apercevons à l'œil nu la route de Saragosse à Leciñena et l'interminable défilé des camions et autos fascistes. Nous avons laissé les centuries à trois kilomètres derrière nous et Perdiguera dresse son petit clocher à six cents mètres sur notre droite. [...] Un courrier motocycliste nous rejoint, il porte un pli qui émane du Groupe international opérant au bout des monts Alcubiens [*sic*], à un kilomètre environ de notre point, et à notre droite. Il est 10 heures du matin. Durruti et Manzana se concertent et décident de pousser plus avant la reconnaissance. Il s'agit de découvrir les nids de mitrailleuses fascistes. [...] soudain, le tac-tac d'une mitrailleuse [...] impossible de lever la tête; de Perdiguera sur notre droite, pas un coup de feu, le vilage serait-il abandonné? (*Le Libertaire*, 27 novembre 1936.)

D'autres chroniqueurs anarchistes décrivent ainsi la succession des événements, mettant en évidence une certaine précipitation du groupe d'assaut :

Couverts par l'aviation, le 15 octobre 1936, nos miliciens firent preuve de cohésion et de discipline dans le mouvement [...] mais dans leur excessive ardeur combative, les forces constituées par le Groupe international qui couvraient notre flanc droit et qui progressaient en direction de Perdiguera s'avancèrent trop et perdirent le contact avec le reste des forces. En arrivant aux abords de Perdiguera, le groupe attaqua avec des bombes à main, et entra dans le village dérouteant la garnison ennemie. Mais des forces – plus de deux bataillons arrivant de Saragosse en camion – encerclèrent le village où nos Internationaux se battirent avec énergie, réussissant à rompre le cercle et à se replier jusqu'à nos lignes pour certains. Les autres avaient succombé, retranchés dans quelques maisons du village, où ils luttèrent jusqu'à la mort. (Anonyme, 1938, p. 20.)

Lola Iturbe, dans sa notice sur Mimosa, ajoute :

Parmi les combattants internationaux, il y avait Georgette. Au début l'attaque réussit, les miliciens pénétrant par surprise jusqu'aux

premières maisons du village ; mais ils furent ensuite complètement encerclés. Durruti donna l'ordre de la retraite, mais elle ne put s'effectuer que partiellement, car de très importantes forces de cavalerie de factieux intervenaient. Dans les rues de Perdiguera restèrent cinquante combattants qui ne revinrent jamais, dont Georgette. Un groupe composé de Français, d'Italiens et de quelques Allemands résista, retranché dans une maison. Tant qu'il leur restait des bombes à main et des munitions, ils repoussèrent les attaques des factieux. Quand elles furent épuisées, les fascistes s'approchèrent de la maison et sommèrent les assiégés de se rendre, sinon ils y mettraient le feu. Personne n'accepta. Tous ces héros périrent brûlés et Georgette avec eux. Elle avait 27 ans.

Avec Corman, nous avons droit à une version un peu plus épique :

Le 17 octobre [le 16], la colonne monte à l'assaut des pentes de la sierra de Alcubierre et, d'un effet de surprise bien amené, tire un important bénéfice. Au moment où les premiers éléments du Groupe international sautent dans leurs tranchées, les Marocains s'enfuient terrifiés, en hurlant : « *Alemanes!... Franceses!* » Dans le courant de l'après-midi, la tête du Groupe international parvient à prendre position dans les premières maisons de Perdiguerra [*sic*], après avoir progressé de dix kilomètres. Mais Berthomieu et quarante de ses hommes ont été trop intrépides. Par suite de l'impétuosité de leur avance, ils sont sans liaison avec le gros de la colonne. L'ennemi s'en rend compte et il expédie sur leurs arrières la cavalerie marocaine de Saragosse. Encerclés dans quelques maisons, quarante hommes tiennent tête à un nombre vingt fois plus grand de Marocains. Leurs munitions s'épuisent rapidement aux attaques répétées des hommes de couleur. Deux miliciens, Ridel et Carpentier, acceptent alors la dangereuse mission de se glisser à travers les positions



Entrée de Perdiguera en venant de la sierra d'Alcubierre.

marocaines pour aller signaler la situation à Durruti. Des hommes du groupe entrés à Perdiguera ce jour-là, ce sont les deux seuls qui en purent ressortir. Tous ceux qui restent meurent à leur poste de défense, la plupart déchiquetés par des grenades à main. Parmi eux : Berthomieu, Giralt, Trontin, Boudoux et de nombreux Allemands que j'avais appris à estimer. Les nouvelles tranchées passent à quinze cents mètres de Perdiguera. Le front a été avancé de huit kilomètres. Le gain de terrain ne compense pas la perte que la colonne vient de faire. Berthomieu, à lui seul, valait plus.

Là encore, Carpentier nous livre son témoignage direct :

Après notre rencontre [lui, Ridel et Berthomieu] nous prîmes la décision de partir à une vingtaine avec des grenades et l'on me donna un fusil, pour prendre les premières positions qui dominaient la route. Le reste du groupe attendant que l'on vienne les chercher, nous prîmes les premières positions... il y avait laissé deux pièces de mitrailleuses, Ridel et quatre gars avancèrent encore mais plus loin se heurtèrent à un cimetière, où d'autres étaient retranchés derrière les murs. Ridel et les gars revinrent et je tirai deux ou trois bandes de mitrailleuse dans la direction d'où ils venaient. J'avais remis les mitrailleuses en état de marche, car j'avais fait la guerre du Rif (Maroc) comme caporal mitrailleur dans un régiment de tirailleurs marocain. La nuit était tombée, nous discutâmes tous les trois, Louis (Berthomieu), Ridel et moi ; et, Louis nous attendant, nous sommes allés chercher le reste du groupe (quand je fus blessé le groupe comprenait 60 gars ; là 240). Boudoux devait être là, mais la situation ne me permettait [pas] de revoir les copains que j'avais quittés. Je pensais à cette attaque et le but de ma présence, ramener Ridel en France. Le groupe réuni et après encore une réunion avec Louis, [il] nous demanda à Ridel et moi d'aller chercher du matériel, car il était sûr que nous reviendrions. Nous partîmes dans la nuit et après bien du mal allions arriver quand nous avons rencontré un « agent de liaison » qui s'était égaré, il venait apporter au groupe l'ordre de faire demi-tour, les troupes de chez nous qui attaquaient sur les bords de l'Èbre ayant été retirées. Nous avons fait demi-tour et quelques kilomètres, avant de rencontrer le reste du groupe qui battait en retraite... ils étaient 70 rescapés, le reste, Berthomieu et les 5 femmes, étaient parmi les 170 manquants ; les troupes de Franco libérées, parmi lesquelles des Maures, avaient presque

liquidé le Groupe international. Inutile de dire que les 70 restants n'étaient pas très contents; il y avait quelques copains du début, nous leur avons donné des conseils qu'ils ont suivis.

Phil Casoar, qui a eu un entretien avec Carpentier dans les années 1980 et auquel nous avons soumis le récit d'Antoine, nous fournit un élément essentiel. À un moment de la contre-offensive,

Durruti avait donné l'ordre aux centuries de se retirer et de revenir à leurs positions antérieures. Cependant l'estafette expédiée auprès des internationaux, pour les prévenir du repli général, s'était égarée dans la nature et n'arriva que bien après la bataille. Les Marocains n'avaient eu aucun mal à encercler le groupe soudain dégarni sur ses flancs gauche et droit. Toujours selon Carpentier, après le massacre, certains des membres du Groupe international, fous de rage, persuadés qu'on les avait envoyés au casse-pipe et laissés choir, voulaient débouler au quartier général de la colonne et tirer dans le tas. Oui, ils s'estimaient trahis. Peut-être certains ont-ils considéré que Ruano, membre du Comité de guerre, était le responsable direct de ce gâchis sanglant. Ridel et Carpentier eurent toutes les peines du monde à convaincre leurs camarades que tout cela était la faute à pas de chance, et ils durent user de l'autorité que leur conférait leur qualité de fondateurs du groupe pour les empêcher de commettre un acte de vengeance. C'est sur ce désastre que s'achève l'équipée de Ridel en Aragon. La même nuit, Carpentier et lui se rendent à Caspe en voiture, où un copain, travaillant au service de renseignements de la colonne d'Ortiz, leur procure les autorisations nécessaires pour circuler. De Caspe, ils gagnent Barcelone, puis la France.

Dans le village de Perdiguera, Scolari est le dernier à être resté avec Berthomieu. Parmi les soixante-dix rescapés, c'est lui qui a



Le cimetière de Perdiguera.

raconté les événements à Ridel et Carpentier. Nous avons retrouvé, dans les archives de la FAI, ces remarques griffonnées sur un papier :

Gimenez, délégué premier gr[oupe] témoin, est resté presque jusqu'au dernier moment [et] Scolari (dernier camarade avec Georgette).

Et pour finir, voici un rapport recueilli à chaud en Espagne par des membres de l'Union anarchiste auprès des rescapés ; il évoque l'hypothèse d'un piège tendu par l'ennemi :

Renseignements concernant la mort de quatre camarades à Perdigueras [*sic*] : le mercredi 14 octobre était donné l'ordre d'attaquer le village de Perdigueras, par la colonne internationale Durruti. L'attaque eut lieu le jeudi soir 15 octobre. Dans ce groupe étaient, en tête, quatre femmes [...]. L'entrée dans Perdigueras fut très facile, les camarades ayant même l'impression que les rebelles étaient en fuite puisqu'ils trouvèrent du butin de guerre dans les premières maisons. Il ne s'agissait, en réalité, que d'un traquenard. Les cavaliers marocains coupèrent l'avant-garde du reste du groupe. Cette avant-garde fut balayée par des mitrailleuses posées dans les rues. Les survivants se réfugièrent alors dans les premières maisons du village et se défendirent héroïquement à quelques-uns contre quelques milliers. Ce n'est que le vendredi 16 – vers 2 ou 3 heures de l'après-midi – que les rebelles purent l'emporter en faisant sauter les deux dernières maisons. Celle où étaient les femmes (certainement Georgette et la camarade Trude) fut bombardée par un avion. Quant à l'autre maison, elle fut dynamitée. [...] Un contrordre indiquant de ne pas attaquer fut adressé mais parvint trop tard (5 heures de l'après-midi). [...] Il existe une version suivant laquelle il aurait été fait des prisonniers, mais c'est plus que problématique, les versions concernant les maisons sautées étant confirmées par deux (ou trois) soldats [légionnaires du *Tercio* Sanjurjo] qui se rendirent à la colonne Durruti. Ces réfugiés auraient même déclaré que les femmes furent fusillées (!) (IISG, FAI, Pe 50, caja 521.)

Antoine ne nous parle pas d'un contrordre non communiqué, ni d'une estafette égarée, ni d'une manœuvre habile de l'adversaire. Pour lui visiblement la seule explication qui s'impose face à ce grave échec est la trahison, car si le plan d'attaque avait été seulement mauvais, on serait au moins venu les secourir. Or « les centuries

n'avaient pas bougé de leurs positions». S'il est vrai, comme il le dit, que le Q.G. s'est défaussé quant au besoin légitime d'explication de la part des miliciens, et que « Buenaventura ignorait tout des origines de cette affaire », on comprend la fureur des rescapés. Il faut souligner que les milices anarchistes, peu aguerries dans les premiers mois du conflit, commettent des erreurs tactiques, et que la conduite de cette guerre souffre aussi de problèmes de communication et de coordination.

32 À partir du témoignage des fondateurs du Groupe international, Ridel et Carpentier, nous pensions que sur les deux cent quarante hommes et femmes qui le composaient à la fin octobre 1936, près de cent soixante-dix avaient péri à Perdiguera. En 1972, Mercier Vega parle même de « 200 morts du Groupe international sur les 400 engagés » (Bulletin n° 25 du CIRA de Lausanne). Maintenant, en fonction de nouveaux éléments et avec un peu plus d'attention, nous révisons nos chiffres. En regardant bien le récit d'Antoine, on note qu'avant de s'engager dans l'action, « Berthomieu avait pris la moitié des effectifs, c'est-à-dire une centaine d'hommes ». Plus loin, dans la fameuse grange, il écrit : « Nous étions environ une quarantaine d'hommes, valides ou plus ou moins blessés ». On aura noté que Corman parle lui d'une quarantaine « d'hommes avec Berthomieu coupés du gros de la colonne », et que pour Iturbe « cinquante combattants ne revinrent jamais ».

David Berry, qui a énormément travaillé sur les volontaires français engagés en Espagne dans les colonnes anarchistes, a dressé la liste de quinze d'entre eux tombés à Perdiguera (voir annexe III). Ajoutons que la liste « des tués à Perdiguera », établie à chaud par des membres de la Section française de Barcelone et de l'Union anarchiste, comporte trente-sept noms d'hommes et de femmes, visible-ment de toutes nationalités (voir annexe IV).

Georges Sossenko, ce jeune Français qui part de Paris le 6 octobre (peut-être dans le même camion que Carpentier et Odéon) et arrive au front à Caspe où se trouve l'état-major, écrit, une semaine après :

Nous allâmes au restaurant où l'on servait les repas. Nous vîmes une grande agitation parmi les convives militaires et civils et parmi les serveuses. Comme nous ne parlions pas espagnol, nous ne comprenions pas ce qui les bouleversait autant. Pendant que

nous mangions à six par table, Juan [Mayol], tout pâle, arriva et nous dit que la veille, le 16 octobre, il y avait eu une bataille sanglante à Siétamo, Farlete, où le détachement français de soixante hommes, commandé par l'anarchiste Louis Berthomieu, avait été complètement anéanti. (Sossenکو, 2004, p. 115.)

Et pour finir, voici le court extrait d'un document fort riche, signalé et traduit par les soins de notre amie du CIRA de Lausanne, Marianne Enckell. Il s'agit du journal d'Edi Gmür (Suisse allemand engagé dans le Groupe international depuis fin décembre 1936) :

17 juin 1937. Hier matin notre compagnie a été emmenée à bord de quatre gros autobus, qui sont allés au front par Farlete. [...] De l'autre côté, au pied de la pente raide traversée de petites rivières, c'était Perdiguera, là où étaient tombés quarante-deux hommes du Groupe international.

Comme nous le savons, Carpentier est reparti le soir même de la bataille, avec Ridel ; il se peut qu'ils n'aient pas eu une connaissance exacte du chiffre des pertes, d'autant plus, comme le dit Antoine, que des rescapés ont réussi à rejoindre le Q.G. le lendemain. Comme il n'est pas sûr que tous les engagés du groupe aient été recensés, ni que tous les rescapés se soient signalés au Q.G., nous concluons provisoirement qu'entre quarante et cinquante hommes et femmes ont péri lors de l'attaque du Groupe international sur Perdiguera le 16 octobre 1936.

Par ailleurs, nous avons cherché à identifier certains autres camarades d'Antoine en fonction de la liste établie par la Section française. Il y a un Simon Lacalle qui a retenu notre attention, ainsi qu'un Georges Chaffangeon (« Georges, le petit Parisien »?), peut-être membre des Jeunesses communistes de Lyon, selon Ridel.

Ridel a souvent cité dans ses ouvrages certains de ses compagnons morts en Espagne ; il écrit le 23 octobre 1936 dans *Le Libertaire* :

Parmi ceux tombés pour la défense du prolétariat espagnol, nous devons citer Louis Berthomieu, délégué général du groupe. Excellent technicien militaire, véritable guide et ami, connu pour sa bravoure et son esprit de calcul, sa disparition constitue une lourde perte pour nous. Il avait l'âme d'un aventurier, avec toutes les qualités que cela comprend. Profondément antifasciste, il négligeait toute question de tendance, disant qu'il n'y

connaissait rien. Se nourrissant de quinine, habillé à la diable, il était éternellement en route, cherchant, observant. Retranché dans une des premières maisons de Perdiguera, il fut coupé du reste du groupe à la suite d'un mouvement tournant de la cavalerie marocaine et sauta à la dynamite, en compagnie d'un petit groupe de camarades.

Manuel Aracil, propagandiste de la FAI, déjà blessé par une rafale de mitrailleuse à Siétamo, fut tué d'une balle à la poitrine. Il était revenu le même jour de convalescence, rapportant au groupe un tas d'objets qu'il avait payés de ses propres deniers, et se faisait une joie de retrouver ses anciens copains. Belle figure du mouvement anarchiste espagnol, il avait été condamné à plusieurs reprises sous les régimes antérieurs. C'est un de ces hommes qui ont construit le mouvement libertaire avec leur foi et leur vie.

Quant à Alexandre Staradolz, Ridel l'évoquera maintes fois. Dans *Le Libertaire* du 15 juillet 1937, il rédige un grand article où il lui rend hommage. On apprend qu'il

était ukrainien, grand, simple et fruste. On n'a jamais su grand chose de lui [...]. Quand les volontaires venus des quatre coins d'Europe se lamentaient sur la naïveté des combattants espagnols ou souriaient tristement en regardant les miliciens paysans tirer au revolver sur les avions factieux, Staradolz les tranquillisait : « Faut pas vous en faire. En 17, les partisans russes ne valaient pas beaucoup mieux. [...] Nous ne combattons que très rarement. Nous faisons surtout sauter des ponts et des voies de chemin de fer. [...] Peu à peu nous nous sommes formés, aguerris, organisés. Ici ce sera la même chose. » Plus tard, il nous apprit qu'il avait fait partie des troupes de Makhno. [...] Il aimait le « baroud », la poudre, le terrain à explorer, le coup de main à exécuter en silence, la mitrailleuse à faire parler au bon moment. Une nouvelle vie commençait pour lui [en Aragon], il y avait les copains, chose nouvelle, une vie libre et forte, de l'air à respirer à pleins poumons, une arme à soigner et la sensation de se battre pour tous, pour le monde entier, pour quelque chose qui le dépassait et le faisait plus grand du même coup.

Au cours d'une récente virée des Giménologues en Aragon (mai 2005), nous avons rencontré le fils du propriétaire du *pajar* de Perdiguera, où ce qui restait du Groupe international engagé dans l'attaque du village s'était réfugié le 16 octobre 1936. Cette personne,

qui tient à garder l'anonymat, connaissait l'existence du récit d'Antoine, car un voisin lui avait récemment montré l'édition espagnole.

On voit la mitraille sur la porte et les murs extérieurs. C'est là que les quatorze [internationaux] ont été encerclés. Ils sont enterrés tout près d'ici, l'endroit est identifié, mais moi je ne veux pas dire où, car les pauvres, qu'on les laisse tranquilles. À quoi cela sert-il de sortir des restes ? Certains ont été brûlés à l'intérieur, ceux qui sortaient étaient tirés.

Il se montre très étonné qu'Antoine ait pu s'échapper alors qu'ils étaient encerclés. Son père était ici, il a tout vu, et d'autres anciens aussi. Il lui a tout raconté. Dans les années 1950, on parlait beaucoup de tout cela, maintenant il n'en reste plus beaucoup pour le faire. Son père, paysan, est resté tout le temps au village, il n'a pas été enrôlé, il a eu de la chance. Il est mort il y a 20 ans.

La porte est trouée de balles et de mitraille, on n'a pas voulu la changer, elle reste en souvenir, [...] le toit a brûlé; le *pajar* a été refait en partie après la guerre. En rentrant, il fallait descendre quelques marches; on a coulé une dalle et rehaussé le sol: du coup, on ne voit plus les traces noires sur le bas du mur: c'étaient celles des corps des miliciens qui ont brûlé. On ne voit plus non plus les deux trous [les meurtrières de Berthomieu]. Moi j'ai vu ces traces avant les travaux; j'ai été très impressionné. [...] L'histoire de la mort des femmes telle que la raconte le milicien italien m'étonne beaucoup; les gens du village l'auraient vu; je n'en ai jamais entendu parler.

Il n'a pas non plus entendu dire que leurs corps à elles aient été brûlés.



La porte du pajar, trouée par la mitraille.



Détail de la porte du pajar.

Les miliciens ne devaient pas avoir beaucoup d'informations sur la garnison installée dans l'église, et le nombre de soldats à Perdiguera, car sinon ils ne seraient pas venus. Mais ceux qui étaient dans le *pajar* ont tué le chef de cette garnison qui est sorti à découvert à la tête de ses troupes : il s'appelait Jérez.

Il nous montre au loin le monte Oscuro :

Là, c'était le côté républicain. On peut encore voir des tranchées, des abris. Il y a eu de nombreuses batailles. Ceux d'ici montaient à l'attaque depuis Perdiguera, et puis il y avait une contre-attaque etc. ; et tout le temps des bombardements. La zone était devenue désertique. Longtemps après la guerre, des maisons sont restées en ruine. [...] Ici on était en plein front. Il y avait huit cents à neuf cents habitants, les jeunes étaient au front, les plus vieux étaient partis à Saragosse. Pas de cultures, pas de chevaux, tous réquisitionnés ; sont restés ceux qui l'ont osé, il y a eu peu de morts. Il y avait surtout beaucoup de soldats. Perdiguera n'a jamais été pris. [...] Il y a quelques années, en labourant, on trouvait encore des os et une moitié de tête humaine. Dans les zones broussailleuses, des corps sont restés après les combats.



Le pajar et l'église, aujourd'hui.

NOTES N° 33 À N° 50

LA RÉSISTANCE À LA MILITARISATION

33 Malgré le désastre de Perdiguera, la contre-offensive menée par la colonne Durruti fut efficace :

En accord avec l'ordre des Opérations du Q.G. de la colonne, il s'établit finalement un front continu, prolongeant nos lignes jusqu'au nord afin de contrôler le massif du monte Oscuro, point culminant de la sierra d'Alcubierre, d'où l'on délogea l'ennemi. On établit le contact avec la colonne voisine qui contre-attaquait par Alcubierre au moyen de patrouilles. Dans toutes ces opérations, l'aviation ennemie agit avec une grande et étonnante intensité : pour la première fois apparurent les nouveaux avions de chasse allemands qui mitraillaient nos forces en volant au-dessous de cent mètres. (Anonyme, 1938, p. 20.)

Mais le front redevient immobile ; les milices n'ont toujours pas les moyens d'attaquer Saragosse puisque Caballero n'envoie pas les armes promises. Autre sujet de tension et d'inquiétude : les milices vont être militarisées, le code militaire et la hiérarchie rétablis.

À Barcelone, Díaz Sandino et García Oliver occupent depuis le 27 septembre la conseillerie de Défense de la *Generalitat*, et ils sont en théorie chargés de faire appliquer le décret sur la militarisation. Le Comité de guerre de la colonne Durruti se réunit et fait une déclaration sur l'autodiscipline tout en réclamant une « liberté d'organisation » :

Les miliciens de cette colonne ont confiance en eux-mêmes et en nous qui la dirigeons. [...] mais ils croient, et nous avec eux, que le décret de militarisation ne peut améliorer nos possibilités de lutte et qu'il créera par contre des suspicions, des réserves et des

répugnances déjà signalées, engendrant une véritable désorganisation. [...] en fonction de cela, le Comité, se faisant le porte-parole de la protestation exprimée par la colonne face au décret, se voit obligé de le refuser. (Osera, 1^{er} novembre 1936) (Amorós, 2005 b.)

Ce texte est lu à la radio par Durruti le jour suivant, et sera ensuite publié dans la presse.

Voici un des rares témoignages sur le Groupe international de ce moment publié dans *L'Espagne antifasciste* du 4 novembre 1936 :

Farlete, le 30 octobre 1936. Je vous écris en vous disant que nous étions une douzaine de copains de la CGT-SR au Groupe international, et que nous sommes actuellement 52 venant d'un peu partout en France [...] hé oui! nous sommes là entendant très bien de nos positions les sirènes des usines de Saragosse [...]. Quant à la question de la militarisation des milices, criez-le à qui voudra l'entendre sans risque d'être démentis: dans toutes les colonnes dirigées par des anarcho-syndicalistes, et elles sont les plus nombreuses: «Miliciens, oui, soldats jamais!» Saïl Mohamed, sans grade ni matricule et au nom de tous mes camarades, je vous envoie à tous notre salut fraternel.

Le Groupe international se réorganise. Pablo a donc remplacé Louis Berthomieu. Là encore, les *Souvenirs* d'Antoine tirent de l'oubli un personnage pittoresque dont nous avons retrouvé la trace dans les archives de la FAI à Amsterdam, et deux gros dossiers le concernant aux archives de la police politique à Rome. Ce transfuge de l'armée italienne s'appelle en réalité Pietro Vagliasindi. Ridel, dans son article du 17 août 1936 adressé au *Libertaire*, parlait d'un ancien colonel italien à la tête de la *Banda negra*. Sans doute est-ce le même...

Vagliasindi est un fasciste de la haute société italienne, chargé de missions de renseignement et d'espionnage en Europe pendant les années vingt et trente. Suite à un conflit avec son parti, il a été exclu de l'armée italienne en 1929, et il semble depuis vouloir régler ses comptes avec Mussolini. Au cours de l'année 1934, devenu un fasciste dissident, Vagliasindi s'installe à Sitges, sur la côte catalane. Il ne veut pas renoncer à la gloire militaire, et la guerre italo-éthiopienne lui offre l'occasion de demander sa réintégration dans l'armée. Il entreprend des démarches pour se mettre «aux ordres du roi et de la patrie» :

Je me suis dit que mieux valait se faire tuer sur un champ de bataille que mornement et idiotement dans un lit.

Mais la réponse sera négative, et pour Vagliasindi cela constitue une nouvelle preuve de la lâcheté des gouvernants italiens dont Mussolini est le seul maître dans le sens le plus étendu du mot.

Notre ex-colonel se trouve donc à Sitges lors du coup d'État militaire du 18 juillet 1936. Les anarchistes l'arrêtent et l'interrogent. Ils consultent une grande masse de documents (administratifs, militaires, personnels, correspondances, etc.) trouvés lors de la perquisition de son domicile et, chose étonnante, il va devenir un des technico-militaires de la colonne Durruti, qui recherche avant tout des officiers expérimentés et accepte dans ses rangs des combattants au pedigree insolite. Voici les conclusions des anarchistes :

Si au moment du putsch fasciste, Vagliasindi s'était trouvé à Saragosse, il serait actuellement dans les rangs fascistes. Si le gouvernement italien avait accepté sa réintégration dans l'armée, il serait actuellement en Afrique orientale. Ou Vagliasindi pense rendre un grand service à l'Italie en gagnant la confiance de la milice antifasciste pour la trahir ; ou il pense se faire une nouvelle gloire militaire et défier Mussolini. De l'examen attentif de documents lui appartenant, il ne résulte aucune preuve qui autorise à le considérer comme un agent fasciste. Mais plusieurs éléments conduisent aux conclusions suivantes : Vagliasindi est un nationaliste-monarchiste, un mégalomane assoiffé de gloire militaire, et un aventurier aimant le rôle de Don Juan.

Dans un *informe* du 2 octobre 1936, signé de Pedro Bellver du Comité local antifasciste, délégation de Défense de Sitges, et adressé à Camillo Berneri, Vagliasindi est qualifié de « camarade ». L'enquête du Département d'investigation conclut ceci :

Vagliasindi est un nationaliste-monarchiste ; ce n'est pas un antifasciste mais un fasciste dissident en lutte personnelle avec Mussolini.

Son dossier est transmis le même jour à Lucio Ruano du Comité de guerre de la colonne Durruti, et Pablo va devenir un assesseur militaire de cette colonne.

Le Groupe international a reçu un grand coup à Perdiguera, et rien ne sera plus comme avant. Le noyau constitutif des Français n'existe plus. Après les pertes et le départ de miliciens qui refusent la militarisation, le groupe se déplace à Barcelone, sans doute pour se reposer et se reconstituer. C'est dans ce climat qu'Antoine part en permission fin octobre ou début novembre 1936.

Un rapport daté du 24 octobre 1936, émanant des services de renseignements italiens à Barcelone, nous apprend que l'ex-colonel italien part aussi à Barcelone, où il va être entendu par un représentant de son ancien camp :

J'ai eu une longue conversation avec Pietro Vagliasindi le 18 octobre. Il en ressort qu'il a été nommé *Comandante Técnico* dans la colonne Durruti. Il a déjà participé à des faits d'armes. Il a combattu à Barbastro [août 1936], à Siétamo [12 septembre 1936] et sur le monte Aragón. Stationné sur le front de Saragosse, il se trouve actuellement en permission à Barcelone où il va rester six ou sept jours. Il est à la tête d'une colonne internationale, qui dispose actuellement de 180 hommes [ce qui nous indique encore une fois que le Groupe international n'a pas été décimé à Perdiguera], mais, selon des déclarations catégoriques de Vagliasindi, ce chiffre sera porté à 1000 d'ici le 15 novembre. Il déclare avoir été contraint de passer du côté des révolutionnaires ; il ne voulait pas cela, car il aurait préféré refaire sa vie en Italie. La faute en revient aux autorités italiennes qui n'ont rien voulu savoir de lui, malgré les nombreux télégrammes et lettres [qu'il a envoyés]. Il a été mis devant un dilemme : ou avec nous, ou contre nous. Il a reçu la visite chez lui d'un émissaire de Rosselli [*Giustizia e Libertà*] qu'il n'a pas bien traité, mais ensuite il a dû céder. Il s'en est fallu d'un cheveu qu'il soit fusillé, car on avait trouvé dans sa maison des portraits de Mussolini, D'Annunzio, Starace et d'autres personnalités du régime. Vagliasindi fera sans doute une rapide carrière au front, car il est un commandant habile et courageux. Il est toujours réclamé et recherché dans les situations les plus périlleuses. Il déclare avoir des sympathies pour les combattants rouges parce qu'ils sont valeureux et animés d'un très grand esprit de lutte. Il n'a pas voulu se prononcer sur le résultat final de la guerre civile en Espagne. Il m'a dit que les rouges avaient un important matériel de guerre, armes et munitions. Il affirme que l'aide des Russes et des Français est surtout morale, parce qu'elle est insuffisante en quantité. Il a voulu me convaincre que dans les usines métallurgiques, dans la périphérie de Barcelone, on travaille nuit et jour pour fabriquer armes et munitions. Pour en revenir aux « questions personnelles », il a déclaré avec une certaine amertume, qu'« on » n'a jamais voulu le prendre en considération. [...] j'aurais pu vous être utile, mais maintenant c'est trop tard, car je ne peux trahir ces « gens ».

34 Lorenzo Giua a 22 ans. Selon la notice biographique établie par la préfecture de Turin en 1932, Lorenzo a été, encore lycéen, « mis en état d'arrestation par le Tribunal spécial pour la défense de l'État, pour propagande subversive et participation à la secte *Giustizia e Libertà* ». Acquitté faute de preuves, il quitte clandestinement l'Italie en passant la frontière par la montagne, à skis, en pleine tempête. Lorenzo se réfugie en France début 1934, et continue ses études de lettres, s'engageant toujours plus dans la lutte antifasciste. Son père, le professeur d'université Michele Giua, militant socialiste connu à Turin, est arrêté le 15 mai 1935 et condamné le 28 février 1936 à quinze ans de prison pour refus de prêter serment au régime fasciste. Lorenzo, le 21 mars de la même année, écrit à sa mère depuis la Savoie :

Je vois les choses comme elles sont. Il est sûr qu'ils ont donné à mon père les années de prison qui m'étaient réservées depuis 1932. Cette politique de la prise d'otages brillamment inaugurée par le bolchevisme et reprise par l'hitlérisme a encore voyagé.

Le 24 juillet, avec l'anarchiste Barbieri, et d'autres réfugiés italiens, il quitte Genève – où il finissait son doctorat de philosophie – pour Barcelone. Giua rejoint rapidement le front et s'engage dans la colonne Durruti. Il y restera sept mois. Il est blessé une première fois devant Huesca en septembre (sans doute durant la prise de Siétamo).

Grâce à la publication du livre de souvenirs de Georges Sossenko, nous nous retrouvons à peu près à la même date dans cette Barcelone qu'arpentent Antoine et Lorenzo. Arrivés le 9 octobre, Sossenko et trois autres Français sont dirigés sur la caserne Bakounine où ils rejoignent des centaines de volontaires de toutes les nationalités, dont beaucoup de Slaves et de juifs réfugiés en France :

Les Allemands étaient les plus nombreux et on voyait tout de suite qu'ils étaient bien organisés. [...] je sus ensuite qu'ils n'étaient pas anarchistes mais communistes, et que plus tard ils feraient partie du fameux bataillon Thaelmann de la 12^e brigade internationale. [...] Nous étions cent Français. Comme nous avions du temps libre, nous décidâmes, les quatre nouveaux amis devenus inséparables, d'aller en ville cette fois revêtus de l'uniforme et du bonnet avec les insignes CNT-FAI et un foulard rouge et noir au cou. [...] Nous voulions tous aller au fameux Barrio Chino réputé pour sa dangerosité et sa population mal famée. [...] Juan [Mayol, un

Espagnol réfugié en France et parti de Paris en camion avec eux, qui leur sert d'interprète et leur explique maintes choses] avait beaucoup changé depuis notre arrivée en Espagne; il adoptait une attitude digne et nous reprochait tout le temps d'être trop familiers avec ses compatriotes: «Ce ne sont pas des Français et ils n'aiment pas qu'on les tripote», nous répétait-il. Je fus très déçu en arrivant au Barrio Chino, parce que dans ma naïveté je pensais que la révolution allait tout changer en un instant; or les miliciens allaient avec des prostituées qui pullulaient, comme si c'était la chose la plus normale au monde. L'endroit était plein de gens, et en plus des prostituées déambulaient des vendeurs offrant toutes sortes de pacotilles, comme en un jour de fête. On se trouvait pourtant dans un pays où nous venions nous affronter au fascisme et à l'injustice sociale. Plus âgé que nous, et tout en désapprouvant la situation, Juan faisait beaucoup d'efforts pour nous expliquer que ce n'était pas si facile de détruire en un coup la pauvreté [...] et que peu à peu la réalisation de nos idéaux anarcho-sindicalistes triompheraient. [...] les prostituées pourraient vivre dans la dignité dans une société juste. [...] Ce n'était pas l'envie qui me manquait, mais je n'osais pas aller avec une prostituée, d'autant plus que l'idée qu'une femme couche avec n'importe qui pour de l'argent me répugnait, et pire, si un proxénète l'y forçait. Ce fut la première peine que je ressentis en Espagne à voir que les traces des classes dominantes étaient si profondément enracinées dans l'ordre capitaliste. [...] Quelques jours plus tard [mi-octobre 1936], notre détachement était prêt à aller au front. Notre unité s'appelait centurie Sébastien-Faure [...] et se composait en majorité d'anarchistes, mais il y avait aussi des communistes. Notre centurie, bien que faisant partie de la colonne Durruti, était incorporée à la colonne Ortiz. [...] Le 16 octobre, avec notre nouvel uniforme du *Tercio* espagnol, nous attendions sur le quai de la gare de Barcelone l'arrivée du train pour l'Aragon. (Sossenko, 2004, pp. 110-115.)

Cf. L'Adunata dei Refrattari, 9 avril 1938.

35 On trouve dans le journal italien *Guerra di Classe* de juillet 1937, publié à Barcelone, un article concernant la «Giuditta» dont nous parle Antoine; en voici un extrait :

Celle qui nous parle est une anarchiste italienne. Elle appartient aux premiers volontaires qui suivirent Durruti en Aragon. Elle lutta plusieurs mois durant contre l'armée de Franco, dans les tranchées, fusil à la main. Au cours d'un certain épisode de la

guerre, elle fut parmi les trois seuls rescapés de son bataillon. Nous ne donnons pas son nom. Elle est une femme anarchiste ! Nous indiquerons son pseudonyme : « Yudith ». (*Guerra di Classe*, n° 22, an II, 19 juillet 1937.)

Par ailleurs, nous lisons dans *Mi Revista*, revue barcelonaise de cinéma, que Francisco Ferrer est en janvier 1937 dans le Groupe international stationné à Velilla de Ebro :

Un des camarades délégué du groupe, et petit-fils de Ferrer y Guardia, nous dit : « Notez dans votre reportage que notre unique dessein est de participer à de nouvelles attaques, et que nous sommes tout disposés à obéir aux ordres émanant du Q.G., lequel a toujours mérité l'entière confiance du groupe. » (*Mi Revista*, janvier 1937.)

36 Antoine fait ici allusion au fameux groupe d'action *Los Solidarios*. Lisons quelques extraits du récit que fait García Oliver de sa création, dans ses mémoires (nous avons ajouté quelques dates et précisions entre crochets) :

La CNT sortait de la répression avec plus de forces que jamais. De solides branches de son tronc, comme Archs [le 27 mai ou le 25 juin 1921], secrétaire du Comité régional de Catalogne, et Evelio Boal [le 18 juin 1921], secrétaire du Comité national, et beaucoup d'autres, furent assassinés par des *pistoleros* ou en application de la *ley de fugas*. Pour la CNT, la perte de ces valeureux militants fut comme une taille, après laquelle poussèrent avec vigueur de nouvelles branches... Les ennemis de la classe ouvrière, les droites rétrogrades et les capitalistes, les grands propriétaires et la noblesse favorable à la monarchie, le haut et le bas clergé, les carlistes et *requetés*, tout ce qui ne peut subsister que par le dépouillement des humbles, s'agitaient aussi, mais dans le sens opposé.

Je reçus une lettre anonyme qui disait : « Nous savons bien qu'on ne tue pas les idées. Mais on peut les saigner. C'est ce que nous sommes en train de faire, les saigner. Et maintenant vient ton tour. » [...] « On ne peut tuer les idées, mais on peut les saigner » : cela mettait en évidence la direction que suivait la pensée de ceux qui s'étaient proposé d'en finir avec nous par la voie expéditive de l'assassinat. Salvador Seguí, accompagné de Paronas [Padronas], venait de se faire assassiner à coups de feu [le 10 mars 1923]. La ville était bouleversée parce que le « *Noi del Sucre* »

était une institution. Une effervescence jusqu'alors inconnue se fit jour dans les milieux confédéraux. On parlait de la désertion de militants prestigieux [...]. Les militants anarcho-syndicalistes de Barcelone allaient-ils plier?

[...] À Manresa, les *pistoleros* du «*Libre*» [le syndicat patronal] attentèrent à la vie de Pestaña, lui causant de graves blessures [le 25 août 1922]. [...] Sortir encore une fois dans la rue devenait inévitable. Mais personne ne savait comment faire. Il manquait la décision des Comités local et régional de l'époque précédente. [...] L'assassinat de Seguí et Paronas [...] secoua tout le monde comme une décharge électrique. Les locaux des syndicats de Barcelone étaient à nouveaux remplis. De vieux anarchistes, des vieux et des jeunes syndicalistes, que l'on connaissait à peine, apparaissaient. Ils apportaient leurs pistolets, tout juste déterrés, bien disposés à lutter. Non, on ne voulait pas tomber à genoux. On voulait lutter à nouveau. Mais comment? [...]. La consigne circula à voix basse. On allait célébrer une réunion importante de militants de toute confiance, convoquée par les Comités régional et local de Barcelone. Elle se tiendrait le jour suivant, avant que l'on enterre Seguí et Paronas. Le lieu de la réunion était un îlot couvert d'arbustes sur le Besós. Il n'y eut pas de discours. On tomba d'accord sur le fait que nous n'étions pas disposés à nous rendre, que nous tenterions de répondre par un ample mouvement révolutionnaire [...]. On procéda à l'élection d'un Comité d'action, appelé aussi Comité exécutif, avec toute l'autorité et les moyens de l'Organisation. Sans discussion, il fut proposé et approuvé d'y nommer les camarades Ángel Pestaña, Juan Peiró, Camilo Piñón et Narciso Marcó. [...] Quand nous revînmes à Barcelone, Ascaso et moi, je trouvai un message de Pestaña qui me demandait de passer le voir pour un échange de points de vue. [...] Il me dit :

– [...] Tu connais les accords pris à Besós. [...] nous avons besoin d'hommes capables et d'argent. Nous manquons de l'un et de l'autre. [...] Il est nécessaire que tu formes un groupe pour mettre en œuvre, immédiatement, deux exécutions : celle du prétendant don Jaime, chef des *requetés*, et celle du général Martínez Anido. Don Jaime vit à Paris et Martínez Anido se trouve actuellement à Saint-Sébastien. Les exécutions de ces deux personnages peuvent paralyser nos ennemis. [...] Puis il y a l'autre partie de la mission, Juan... Nous n'avons plus une peseta. [...] Nous te donnons carte blanche. Forme le groupe et prends l'argent où il

se trouve. Quoi qu'il arrive, nous vous couvrirons devant l'Organisation et devant le monde. [...]

Je formai le groupe, qui s'appela *Los Solidarios* [ici García Oliver manipule un peu la vérité, puisque le groupe avait déjà été créé en octobre 1922 ; cf. Paz, 1996, p. 90] [...]. Nous étions nombreux, presque trop. [...] Ceux qui étaient partis à Paris – Durruti et deux autres [...] – revinrent à leur base devant l'impossibilité d'accomplir leur mission. Il n'en fut pas de même pour ceux qui s'étaient rendus à Saint-Sébastien, Rafael Torres Escartín, Francisco Ascaso et Aurelio Fernández, qui [...] décidèrent de faire escale à Saragosse [...]. Quelqu'un leur fournit la piste du cardinal Soldevila et ils l'exécutèrent [le 4 juin 1923]. À ce moment-là, le cardinal était le chef de la réaction espagnole. De leur côté, ceux du León « Toto » et « Torinto » [...] exécutèrent Regueral, ex-gouverneur de Bilbao, où il s'était distingué dans la répression sanglante des grévistes des mines et des grandes usines métallurgiques.

Je fus appelé pour rendre des comptes au Comité exécutif. Cette fois, Pestaña était accompagné de Peiró. [...] Pestaña entama la conversation :

– La présence de Peiró est en rapport avec le fond du problème que nous devons aborder. Tu sais que rien de ce que nous avons convenu, toi et moi, n'a été réalisé. À l'inverse [...] l'exécution de Regueral à León et celle du cardinal Soldevila à Saragosse n'entraient pas dans la ligne de ce qui était convenu. Et nous savons avec certitude qu'elles sont l'œuvre du groupe *Los Solidarios* que tu as formé à notre demande. [...]

– Vous avez et n'avez pas raison. Il est certain que tu m'as indiqué les deux personnages désignés par le Comité. Quand les trois du groupe désignés arrivèrent à Paris, don Jaime avait déjà fui, ce qui semble indiquer qu'il avait bénéficié d'indiscrétions. De la même façon, Martínez Anido quitta Saint-Sébastien en même temps qu'arrivaient les trois membres du groupe. [...] Il est vrai que l'exécution de Regueral et du cardinal ne résultait pas d'un accord du Comité. Elle ne résultait pas non plus d'un accord du groupe *Los Solidarios*. [...] Vous, du Comité, vous n'êtes pas d'accord. Moi, chargé de la liaison entre le Comité et le Groupe, je ne suis pas d'accord non plus.

Peiró intervint :

– Alors, selon toi, le groupe que tu as constitué est composé d'irresponsables. Ils font ce qu'ils veulent ou ce qu'on décide à

León et à Saragosse. Et la responsabilité est pour nous, ceux du Comité.

– [...] Vous vous demandez quelles répercussions aura l'exécution du cardinal Soldevila sur vous et l'Organisation. Le coup fut donné tellement haut qu'un échelon de plus et c'était toute la cour céleste qui sautait. Ils le firent en faisant fi de l'autorité du Comité et du groupe. Et en tirant au petit bonheur, ils ont mis dans le mille : ils ont mis fin au terrorisme blanc, qui nous laissait sans compagnons.

– [...] Puisque tu ne peux garantir ton autorité sur le groupe, tu dois le dissoudre. De son côté, le Comité décide également de se dissoudre. [...]

L'attentat contre le cardinal Soldevila à Saragosse fit sensation. Les assassinats de militants confédéraux cessèrent, et on eût dit que ceux du « *Libre* » avaient disparu. (García Oliver, 1978, pp. 627-634.)

Nous pouvons ajouter que les responsables politiques, mais non les exécutants, de cet attentat furent Francisco Ascaso et Rafael Torres Escartín, et que deux autres membres des *Solidarios* furent condamnés pour ces faits, Juliana López Máinar et Esteban Eleuterio Salamero Bernard.

Cf. Paz, 2004; Iñiguez, 2001.

37 Pendant qu'Antoine polémique à Barcelone avec María Ascaso sur la militarisation, les miliciens récalcitrants, en Aragon, continuent à protester. Le conflit qui s'engage entre une partie des libertaires et le gouvernement de front populaire, de plus en plus sous l'emprise du PCE et de Staline, va traverser aussi le mouvement anarchiste. Au vu du communiqué de la colonne Durruti du 1^{er} novembre, on peut penser que Durruti n'est pas en phase avec García Oliver, Federica Montseny, Abad de Santillán, ni visiblement avec María Ascaso. D'octobre à décembre 1936, un nombre grandissant de miliciens va publier des proclamations de protestation. Les internationaux réagissent d'autant plus qu'ils sont des volontaires, et comme tels, pensent-ils, libres de discuter des modalités de leur engagement, et de partir quand ils le désirent. Les Italiens de la colonne Ascaso se prononcent les premiers. Le 10 octobre (ou le 30 selon les sources) 1936, ils rédigent, sur le monte Pelato, front de Huesca, la déclaration suivante :

Les membres de la Section italienne de la colonne Ascaso sont des volontaires accourus de diverses nations pour apporter leur contribution à la cause de la liberté espagnole, et à celle de la liberté universelle. Ayant pris connaissance du décret promulgué par le Conseil de la Généralité relatif à la transformation de la constitution des milices, ils [...] tiennent à déclarer ce qui suit :

– Le décret en question ne peut se référer qu'à ceux qui sont soumis aux obligations d'une mobilisation émanant des autorités qui l'ont promulgué ;

– Ceci nous confirme dans la conviction que ce décret ne saurait s'appliquer à nous. Toutefois [...] dans le cas où les autorités nous considéreraient comme susceptibles d'en subir l'application, nous ne pourrions que nous considérer déliés de toute obligation morale et revendiquer notre pleine liberté d'action. [...]

Pour le Comité: Vindice, Mioli, Buleghin, Petacchi, Puntoni (Fedeli, 1953; Prudhommeaux, 1970, p. 25.)

Elle sera suivie d'autres, où ils rappelleront qu'il « n'est pas possible de dissocier la volonté de lutte antifasciste de la volonté révolutionnaire » et renouvelleront leur « ferme volonté de rester des miliciens ».

Le volontaire suisse Albert Minnig, engagé dans la colonne anarchiste *Los Aguiluchos de la FAI* depuis le 6 septembre 1936, constate à son retour au front de Huesca, fin novembre, que sa compagnie a été dissoute faute de mitrailleuses. En fait, il se rend compte que les colonnes qui refusent la militarisation sont particulièrement mal approvisionnées :

Les journaux des partis politiques républicains ne parlent que des conditions posées par la Russie et les États démocratiques pour nous fournir les armes, les munitions et les vivres nécessaires. [...] Ils annoncent à grands cris que la militarisation peut être acceptée temporairement en l'adaptant d'ailleurs à nos idées et principes. Par cette concession, nous aurons en revanche, disent-ils, de l'aviation, des tanks, de l'artillerie, des mitrailleuses ultramodernes [...] et surtout beaucoup de munitions et de vivres. Tous les délégués sont invités à accepter la militarisation et toute une clique d'espions de Staline travaille, sans honte et sans relâche, à inculquer aux miliciens que nous ne gagnerons pas la guerre si nous restons comme un troupeau sans berger. [...] nous préférons, pour ne pas être militarisés de force, demander à rejoindre le bataillon italien [de la colonne Ascaso] qui veut à tout prix garder son autonomie. (Minnig, 1937-1938.)

38 Camillo Berneri, né à Lodi en 1897, contraint à l'exil par le régime mussolinien, fut « l'anarchiste le plus expulsé d'Europe » : traqué et emprisonné des années durant par diverses polices, interdit de séjour en Suisse, il aura en plus toujours et partout à ses trousses l'OVRA, le service secret fasciste. D'ailleurs, tous les réfugiés italiens, notamment anarchistes, quel que soit leur niveau d'engagement, seront systématiquement suivis à la trace par la police politique ; en Espagne, dans les années trente, la seconde République en livra certains à Mussolini...

Beneri s'installe à Barcelone fin juillet 1936, avec les pleins pouvoirs de l'USI auprès de la CNT-FAI, et organise la répartition dans les colonnes confédérales des nombreux volontaires italiens, que l'on évaluera plus tard à près d'un millier. Élu commissaire politique par les miliciens, il fera de nombreux allers et retours sur le front. Malgré son souhait, l'alliance sur le terrain avec *Giustizia e Libertà* ne tiendra pas. Fin novembre, Carlo Rosselli crée la centurie Giacomo-Matteotti, et Antonio Cieri prend la tête de la Section italienne, maintenant à majorité anarchiste. Cieri n'avait pas encore 20 ans quand commencèrent les menées fascistes en Italie. Il prit part aux combats d'Ancône, puis aux barricades de Parme, à la tête des *Arditi del Popolo* qui ont résisté aux attaques fascistes. Il dut s'exiler en France en 1924. Pourchassé par la police, et devenu veuf avec deux enfants à charge, il partit en Espagne dès le début de la révolution.

En ville, Berneri n'est pas intéressé par les responsabilités politiques ou militaires ; il mettra fin à sa participation au Conseil de l'économie de la *Generalitat*. Berneri est un des rares anarchistes contemporains des événements à avoir posé et discuté les aspects théoriques et doctrinaux de la question du pouvoir au cours d'un processus révolutionnaire, et il va devenir le principal protagoniste intellectuel parmi les volontaires italiens. Lui qui considérait que « le mouvement anarchiste ne doit pas être perçu comme une école de propagande mais comme un bureau d'enquête et d'expérience, tourné vers la vie » va assumer de multiples tâches de propagande et d'information : il parle à la radio CNT dans des émissions pour l'Italie et s'adresse aux soldats envoyés par Rome sur les fronts d'Espagne ; il travaille à un rapport sur « Mussolini et la conquête des Baléares » à partir des archives trouvées au Consulat général de Barcelone en juillet ; il rédigera la plupart des articles d'un bulletin

d'information en langue italienne, auquel succédera en octobre 1936 le journal *Guerra di Classe*, qui reprend le titre de l'organe de l'USI, créé à Bologne en 1915. Ce journal aura suivi la route des militants fugitifs puisque avant Barcelone, il reparaît en exil à Paris en 1927, puis à Bruxelles en 1929-1933. Revendiquant un statut de « critique indépendant » dans le milieu libertaire, Berneri invite maintes fois les anarchistes à établir une stratégie en fonction du contexte international. Dans l'article « Que faire ? » du 24 octobre, il expose pragmatiquement les choses :

Il nous faut adopter une politique étrangère énergique, ayant pour base le Portugal [...], expulser immédiatement ses représentants diplomatiques, confisquer tous les biens des capitalistes portugais en Espagne.

Il prône la même attitude avec l'Allemagne et l'Italie. Il insiste beaucoup sur la nécessité de s'allier avec les anticolonialistes marocains, en accord avec l'action de Pierre Besnard de l'AIT ; mais ils se heurteront à l'obstruction obstinée de Caballero.

Partisan depuis toujours des solutions politiques et de l'élaboration de « programmes minimum », Berneri se sent pleinement en accord avec les options « réalistes » et « unitaires » que ses camarades espagnols adoptent après le 18 juillet. Il écrit dans *Guerra di Classe* :

Il faut être à la hauteur du rôle historique qu'on a jugé utile d'assumer. Concilier les « nécessités » de la guerre, la « volonté » de la révolution et les « aspirations » de l'anarchisme, voilà le problème qu'il faut résoudre !

En fonction de ces positions, qu'il qualifera lui-même de « centristes », Berneri tente de calmer le jeu sur la question de la militarisation. Pourtant, il va bientôt présenter la dissolution du CCMA comme une erreur, demander sa reconstitution et s'élever contre l'entrée des anarchistes au gouvernement central le 4 novembre 1936. Cette participation ne semblait pas offrir des garanties suffisantes à la poursuite de la lutte révolutionnaire. Dans une lettre publique du 5 novembre intitulée « Attention, tournant dangereux », il écrit :

Persuadé que la révolution espagnole s'approche précipitamment d'un tournant dangereux, je saisis la plume comme je saisis le revolver ou le fusil. Avec la même résolution mais aussi avec la même férocité.

Il dénonce l'attitude de capitulation de Madrid et appelle à passer à l'offensive militaire sur un vaste et solide plan d'ensemble :

Le temps est désormais contre nous.

Mais pour cela, et dans la mesure où

le gouvernement de Madrid développe une politique de guerre capable de lui assurer l'hégémonie politique et d'endiguer le développement de la révolution sociale; [et que] le Parti communiste tend à devenir la Légion étrangère de la démocratie et du libéralisme espagnol [...], il faut que notre presse soit tout au moins désintoxiquée du malencontreux esprit d'union sacrée qui a fini par réduire à un minimum imperceptible la critique politique. *Solidaridad Obrera*, en exaltant le gouvernement bolchévique de l'URSS, a, soit dit entre parenthèses, atteint le sommet de l'ingénuité politique.

D'ailleurs, précise-t-il,

depuis quelque temps, la CNT et la FAI ont adopté à l'égard de la normalisation de la révolution espagnole une attitude de renoncement.

Dans les articles suivants et jusqu'en avril 1937, l'anarchiste italien va préciser sa critique, tout en préconisant d'approfondir la révolution afin de gagner la guerre. Le fait qu'il reste en rapport direct et constant avec les miliciens du front d'Aragon, dont il relaie les avis et mécontentements, a certainement été déterminant en cela. Dans les lettres qu'il leur adresse, Berneri n'arrête pas de dénoncer les manœuvres contre-révolutionnaires des communistes espagnols et soviétiques :

La colonne italienne d'Albacete [siège des Brigades internationales] compte un millier d'hommes et il y a une colonne d'Allemands, également organisés par les communistes, qui sont deux cents. De source sûre, nous savons que dès le début quelque huit mille Allemands sont entrés en Espagne encadrés par des « officiers russes ». Il est évident que Madrid organise son propre *Tercio* : une légion étrangère qui bien armée et bien commandée pourra assurer l'ordre. L'augmentation des forces de police et l'arrivée en masse des Marocains de Moscou doivent nous faire réfléchir. (Lettre d'octobre 1936.)

Puis le ton devient de plus en plus alarmiste, comme dans cet article de *Guerra di Classe* du 16 décembre :

Le prolétariat français et le prolétariat anglais ne feront rien en faveur du prolétariat espagnol. Il est inutile de nous faire des illusions. [...] Déjà aujourd'hui l'Espagne est entre deux feux : Burgos et Moscou. [...] Il flotte dans l'air une odeur de Noske. La politique de Madrid est sur le point de triompher. Elle a refusé des armes et de l'argent à la Catalogne révolutionnaire pour se mettre aux mains de l'URSS. [...] Le dilemme ou Madrid ou Franco a paralysé l'anarchisme espagnol. [...] Mais nous pouvons encore faire des miracles. Prise entre les Prussiens et Versailles, la Commune de Paris alluma un incendie qui éclaire encore le monde. Entre Burgos et Madrid, il y a Barcelone.

Berneri s'épuise à rédiger articles, brochures, lettres; il garde espoir « car il ne manque pas d'hommes [parmi les anarchistes espagnols] qui voient clair et comprennent la nécessité de revenir aussitôt que possible dans la voie juste ». Mais la suspension par la CNT, début février, du financement accordé jusque-là à son journal sera un rude coup pour lui. En outre, la tension ne cesse de monter avec les communistes : « Depuis quelque temps, nous avons fréquemment des victimes dans notre camp, ici à cause des staliniens », signale-t-il dans une lettre à sa femme en janvier 1937.

Voilà dans quelle atmosphère il adressera cette lettre ouverte à Federica Montseny, publiée dans le n° 12 de *Guerra di Classe*, daté du 14 avril 1937 :

Chère camarade [...] je ne te pardonne pas d'avoir écrit qu'« en Russie, ce ne fut pas Lénine le vrai constructeur [...] mais Staline, esprit réalisateur », etc. [ni] tes affirmations complètement inexactes sur le mouvement anarchiste russe. [...] Dans ton discours du 3 janvier, tu disais : « Les anarchistes sont entrés au gouvernement pour empêcher que la Révolution déviât et pour la poursuivre au-delà de la guerre, et encore pour s'opposer à toute éventualité de tentative dictatoriale, d'où qu'elle vienne. » Eh bien camarade, en avril, après trois mois d'expérience collaborationniste, nous nous trouvons en présence d'une situation au cours de laquelle se produisent des faits graves, tandis que d'autres pires encore se dessinent déjà. [...] L'heure est venue de se rendre compte si les anarchistes sont au gouvernement pour être les vestales d'un feu sur le point de s'éteindre, ou bien s'ils y sont désormais seulement pour servir de bonnet phrygien à des politiciens flirtant avec l'ennemi [...]. Le dilemme guerre ou révolution n'a

plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco, grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite. Le problème pour toi et pour les autres camarades est de choisir entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune, avant que Thiers et Bismarck ne fassent *l'union sacrée*.

Cf. Cattini, 2000; Rama, 1977; Manfredonia, 1986; Berneri, 1977 a; Amorós, 2005 b.

39 Depuis la fin juillet 1936, des militants communistes de divers pays partent spontanément en Espagne sans être soutenus par le Parti. La décision de recruter, d'encadrer et d'envoyer des volontaires sera prise formellement le 18 septembre 1936, lors d'une réunion du comité exécutif du Komintern. Les cadres militaires et politiques des Brigades internationales – sauf la brigade italienne Garibaldi avec à sa tête Randolfo Pacciardi, leader du Parti républicain italien – seront à une écrasante majorité des militants des partis communistes. Staline désigne l'un des secrétaires de l'Internationale communiste, le Français André Marty, pour organiser les brigades à Albacete. Ainsi, les cadres du Komintern et près de deux mille conseillers militaires se succèdent en Espagne où se trouvent déjà à l'œuvre des « conseillers » divers, des journalistes, des « diplomates »...

Dans un « rapport spécial et confidentiel adressé à la CNT et à la Régionale de Catalogne », du 25 décembre 1936, Pierre Besnard, secrétaire de l'AIT, porte à leur connaissance les faits suivants :

- 1. Entrée massive des communistes étrangers et particulièrement français par les frontières terrestres. [...] parmi ces éléments se trouvent de nombreux techniciens de la guerre civile [...];
- 2. Brimades, sanctions, menaces et disparitions d'éléments syndicalistes et anarchistes incorporés à leur insu dans des colonnes internationales, contrôlées par les marxistes;
- 3. Mauvaises conditions matérielles d'organisation de la caserne Espartaco [tenue par les anarchistes];
- 4. Arrestations et détentions de camarades étrangers [...] sous les prétextes les plus divers, voire même sous des dénonciations non vérifiées. [...] de nombreux camarades sont détenus dans des conditions semblables, et depuis longtemps sans savoir ce qu'on leur reproche [...]. La meilleure solution à donner nous paraît être la constitution d'une Commission qui [...] se rendrait dans les dépôts et prisons une fois par semaine;

– 5. Existence d'une prison communiste clandestine à Barcelone [...]. Il est inutile de vous souligner le danger qui résulte de ce fait. Vos militants, ceux des centrales syndicales de l'AIT [...] peuvent être enlevés, disparaître, sans que nous puissions faire quoi que ce soit. [...] D'après nos renseignements, cette prison se trouverait dans le quartier de Sarria. [...] nous pensons que vos moyens d'investigation sont de nature à vous permettre de la découvrir et de la faire disparaître rapidement.

Besnard fait suivre le rapport de commentaires postérieurs (fin 1937):

Si ce Rapport n'eut aucune suite, il eut cependant pour conséquence immédiate de me permettre de visiter [...] le soir-même deux des prisons de Barcelone: Montjuich et la Cárcel Modelo. [...] [dans cette dernière] nous découvrièmes trente-cinq miliciens venant des colonnes internationales: vingt-sept belges et huit Français qui étaient emprisonnés sur l'ordre du Parti communiste pour avoir demandé à passer dans les colonnes confédérales non encore dissoutes. Je rédigeai un document à la Régionale de Catalogne en la priant d'intervenir. [...] je n'ai pas eu connaissance de la suite donnée à cette intervention [...]. Au cours de mon séjour, j'intervins à plusieurs reprises pour signaler que les volontaires communistes passaient en nombre considérable [...] tandis que les camarades anarchistes voyaient se dresser devant eux toutes sortes de difficultés, en raison des ordres contradictoires donnés par les responsables de la CNT. [...] À titre documentaire, je reproduis le rapport de l'un des nôtres pour démontrer les agissements des hommes de Staline en Espagne. (Besnard, 1937, pp. 26-31.)

Suit le rapport « signé Léger », que nous complétons par le témoignage du même, adressé à l'UA à son retour d'Espagne (nous avons déjà parlé de Robert Léger, ce cuisinier parti pour aller faire la popote aux brigadistes d'Albacete):

À Paris, Avenue des Mathurins, Centre de recrutement pour la Colonne internationale.

Recrutement aussi dans les syndicats de la CGT, où il y a une majorité de communistes. Le recrutement est vraiment effectif, car aux chômeurs on promet que leur famille touchera une allocation plus forte que celle du chômage; qu'au front ils auront 10 pesetas et plus...

J'ai donc constaté au départ de Paris, que c'étaient en majorité des gars qui venaient seulement pour la question «beefsteack» et aussi des aventuriers, guère des militants.

Au départ de la gare d'Austerlitz, il y avait environ 800 hommes. [...] À Figueras, premier discours. Résumé: les anarchistes et le POUM ne veulent pas de la Colonne internationale. [...] les anarchistes ont dernièrement empêché des convois de communistes de passer la frontière. [...] Dans le train entre Valence et Albacete, un camarade syndicaliste qui avait le foulard rouge et noir autour du cou se vit intimer l'ordre de l'enlever par un responsable communiste. À Albacete, même discours qu'à Figueras... que les organisations espagnoles ne savent pas organiser la lutte sur le front, que ce sont les soldats de la Colonne internationale qui vaincront le fascisme. [...] chaque fois qu'il y a des protestations, soit pour la nourriture soit pour le couchage, les responsables politiques disent que ce sont des anarchistes ou des trotskistes qui essaient de noyauter la colonne. [...] Dans Albacete, il y a environ 10 000 hommes, [...] on enlève les papiers à ceux qui arrivent. [...] dans les casernes, il y a prison, cellules pour ceux qui ne se plient pas à la discipline. Dans chaque caserne, il y a toujours une quarantaine de prisonniers. [...] Il est évident que les postes de commandement ne sont attribués qu'à ceux qui ont donné des preuves d'attachement au PC. [...] Je dois signaler que l'on nomme beaucoup de caporaux. Sur six hommes il y en a un. Le type qui a des galons prend tout de suite son rôle au sérieux. Les communistes n'ont pas de meilleurs soutiens que ces types qu'on a flattés dans leur vanité. [...] Comme j'étais nommé délégué responsable des cuisines et réfectoires, on m'avait assigné deux fonctions: organiser les cuisines et écouter les conversations afin de savoir s'il y avait des éléments anarchistes ou trotskistes. Tous les soirs je devais faire un rapport car on me prenait pour un «bolcho» 100%. [...] Les communistes sérieux, il s'en trouve, ceux qui comprennent qu'ils ont été trompés, se font mettre en tôle et sont traités de défaitistes, de contre-révolutionnaires. [...] certains demandent à passer à la CNT ou à la FAI. [...] Les communistes sont allés au Comité local CNT à Albacete en leur disant: «Méfiez-vous de ceux qui nous quittent pour aller chez vous, ce sont des éléments fascistes.» [...] Pour moi, on a voulu me mettre en taule car j'ai été reconnu par les «bolchos» de Paris. [...] j'ai eu juste le temps de me sauver. Il a fallu que je me cache au comité de la CNT et à

3 heures du matin partir prendre le train escorté de quatre copains armés. (Léger, 2005, pp. 124-127.)

Voici un autre témoignage de première main, celui des Thalmann :

Arriva à Pina notre ami Heiri Eichmann, qui nous avait demandé à Zurich de lui faciliter l'entrée en Espagne où il voulait, lui aussi, participer à la lutte. Comme il ne pouvait pas partir en même temps que nous, nous lui avions laissé l'adresse du contrôle frontalière de Perpignan. Nous nous étions déjà inquiétés de son absence, mais avions fini par penser qu'il avait changé d'avis. Il arriva en compagnie d'un émigré allemand et nous raconta ce qu'il leur était arrivé. Sans se douter de quoi que ce soit, ils étaient tombés entre les mains des communistes, qui effectuaient eux aussi le contrôle frontalière, et avaient été immédiatement dirigés sur le front d'Albacete où le commissaire politique des brigades était le Français André Marty. Comme, au cours de l'interrogatoire de rigueur, on avait détecté en eux des éléments peu sûrs, on les retint tout simplement à la caserne au lieu de les envoyer directement au front. Leur chance fut que Marty, furieux contre ceux qui ne partageaient pas ses opinions politiques, faisait enfermer tous ceux qui lui semblaient suspects. Dans cette caserne transformée en prison se trouvaient déjà plus de cent anarchistes, socialistes, communistes oppositionnels et volontaires sans appartenance de parti. L'atmosphère à Albacete était explosive et les attentats et assassinats mutuels entre anarchistes et communistes se multipliaient. L'explosion se produisit spontanément. Après un court échange de coups de feu avec les gardiens communistes de la prison, la FAI la prit d'assaut et délivra tous les prisonniers. Eichmann et Gernsheimer purent ainsi retourner à Barcelone ; là, ils se présentèrent au DAS et vinrent nous rejoindre à Pina. (Thalmann, 1983, p. 140.)

Le 4 novembre, on peut lire dans le quotidien de la CNT, *Solidaridad Obrera* :

À l'heure actuelle [...] le gouvernement a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière [...] de même que l'État n'est plus l'organisme qui divise la société en classes. Tous deux cesseront, à plus forte raison, d'opprimer le peuple avec l'intervention de la CNT dans leurs organes.

Le rapport de Besnard montre que justement la CNT n'est pas capable d'empêcher la terreur stalinienne de se répandre...

En exigeant des miliciens espagnols et étrangers qu'ils intègrent la nouvelle armée républicaine, dont les cadres sont pourtant en grande partie communistes, et entretenus dans la haine des libertaires, et en entrant comme ministres dans le gouvernement de Madrid, les dirigeants anarchistes jettent le trouble et la colère dans l'esprit de beaucoup de militants.

En Aragon, où va revenir Antoine, le front stagne dans une guerre de position, les miliciens discutent âprement des derniers événements. Dans certaines colonnes, le refus de la militarisation va devenir l'enjeu d'une grande bataille contre la tournure que la CNT donne à son action. Certains militants pensent qu'il faut effectivement remédier au manque de coordination sur le front, tout en restant fermes sur les positions traditionnelles du mouvement libertaire, à commencer par la consultation de la base.

40 Antoine revient à Farlete vers le 24 octobre, en supposant qu'il soit resté à Barcelone autant de jours que Vagliasindi. Comme il ne parle pas encore de la mort de Durruti à Madrid survenue le 20 novembre, ni des conséquences que cela aura pour la colonne et pour le Groupe international en voie de reconstitution, on peut penser qu'Antoine part effectivement dans la sierra d'Alcubierre fin octobre, et qu'il y restera plusieurs semaines au moins. Si l'histoire des volontaires étrangers du temps de Berthomieu commence à être un peu mieux connue grâce aux travaux d'Abel Paz, de David Berry et de Phil Casoar, la deuxième « époque » du groupe, après Perdiguera, reste encore assez confuse. Essayons de tracer quelques repères dans ce début d'hiver 1936, très chargé en événements.

—Le Groupe international quitte Pina et stationne, selon les moments, à Farlete, Gelsa ou Velilla de Ebro; plusieurs éléments vont modifier sa physionomie. Lucio Ruano, dont nous avons parlé au moment de la bataille de Perdiguera (note n° 31), remplace Durruti à la tête de la colonne; il est assisté d'un comité de guerre restreint. Tous les autres militants de l'ancien comité sont à Madrid. Un noyau de « vétérans » étrangers se réorganise autour de Pablo Vagliasindi: il y a moins de Français et un certain nombre d'entre eux circulent entre le Groupe international et la centurie Sébastien-Faure, qui a aussi subi des pertes.

—À la mi-novembre, Pablo et quelques internationaux se joignent aux mille cinq cents hommes de la colonne Durruti qui vont défendre la capitale. Selon les archives de la police politique italienne,

« fin novembre 1936, Pietro Vagliasindi combat dans le secteur de Madrid ». Avant de partir, il aurait fait savoir au consul d'Italie en Espagne qu'il souffrait de se battre pour un idéal qui n'était pas le sien, mais en rendait responsable les autorités italiennes :

Je me suis offert à vous comme une prostituée, vous ne m'avez pas voulu. Je serais venu en Italie comme un simple soldat, vous ne m'avez pas accepté. J'ai proposé de faire l'espion pour mon pays, vous ne l'avez pas voulu. Maintenant, je suis à nouveau le colonel Vagliasindi, et je me bats à la tête de mes soldats...

– Pendant ce temps en Aragon, les miliciens et le front retombent dans l'immobilisme. Les combats sont sporadiques, mal engagés, sans effets. Le 19 novembre, les colonnes Durruti et Ortiz prennent Quinto de Ebro mais ne peuvent la tenir. On peut lire dans un numéro de *Mi Revista*, revue de cinéma barcelonaise contrôlée par les anarchistes, le récit des coups de main des *Internacionales* à Quinto de Ebro, où est mort le Français Georges Monnard.



*Le Groupe international
à Velilla de Ebro en décembre 1936.*

La dernière action d'envergure de la colonne Durruti est l'attaque de Villafranca et de Nuez de Ebro fin novembre – début décembre, et là encore une mauvaise coordination – « *el asincronismo tradicional* » – permet à l'ennemi de concentrer ses forces et de repousser les assaillants. Alors, les colonnes renoncent à toute offensive et s'organisent pour la campagne d'hiver en fortifiant leurs positions. (Anonyme, 1938, pp. 21-23.)

– Antoine mentionne ici pour la première fois la présence de son ami Otto. L'arrivée de plus de cinquante Allemands de la centurie Erich-Mühsam va renforcer le groupe après le 18 novembre. En ces temps de « russophilie », cette section de mitrailleurs fait opportunément publier dans le journal de la Colonne de Fer, *Línea de Fuego*, du 19 du même mois, une adresse au peuple russe à propos de Zensl Mühsam, la femme de l'anarchiste tué deux ans auparavant par les nazis en Allemagne. Réfugiée en URSS, elle fut victime des purges de 1936 et envoyée au goulag :

Que devient la compagne de celui dont le nom figure sur notre drapeau ? Elle n'est pas la seule à se retrouver dans les griffes policières de la Russie soviétique. [...] Une infinité de camarades souffrent d'être enfermés dans le pays des prolétaires. Au nom de la cause de la liberté du peuple espagnol, qui est en ce moment si étroitement liée au nom du compagnon Erich, notre groupe demande aux travailleurs russes de faire en sorte qu'un de ces prochains bateaux qui débarquent en Espagne nous amène Zenzel [*sic*] Mühsam.

Ces anarcho-syndicalistes allemands du DAS vont intégrer dans leurs listes d'affiliés les miliciens et les rares miliciennes ou infirmières de langue allemande, ainsi que les volontaires venus du nord et de l'est de l'Europe, dont beaucoup de Suisses. Le 2 janvier 1937, Michaelis adresse une lettre à un camarade du DAS à Barcelone :

Des camarades suisses entrés dans la milice ont laissé à Barcelone une Mercedes-Benz. Il faudrait écrire à la compagnie d'assurance pour expliquer qu'elle est retenue ou accidentée. La presse bourgeoise suisse en a profité pour nous traiter de voleurs.

Il s'agit d'Edi Gmür et Emil Kummer, marchands de légumes, Jacob Aeppli, journaliste et enseignant, et Richard Müggli, ferblantier. Tous quatre ont loué à Zurich un véhicule en laissant un dépôt de garantie et sont effectivement arrivés en Aragon. Edi

Gmür, 30 ans, socialiste, a rédigé un journal personnel, dont voici un extrait :

Barcelone, 25 décembre, au soir [...]. Le *miliciano* nous a conduits directement au Comité régional. Nous sommes arrivés dans un bureau où nous nous sommes annoncés comme volontaires, et on nous a acceptés dans le *Grupo Internacional* de la colonne Durruti [...]. 28 décembre. Le train militaire [pour le front] était bondé [...]. Nous étions un groupe de dix-huit hommes sous la direction de Schlegel, une grande perche d'Autrichien qui a déjà combattu avec le *Grupo Internacional* et vient de sortir de l'hôpital où on l'a soigné pour une balle dans le ventre. Il y avait parmi nous des Allemands, des Suisses, des Suédois, des Norvégiens et un Polonais. [...] Schlegel s'était muni d'une bonne quantité de vin et nous nous sommes presque tous bien servis. Il nous encourageait sans cesse à chanter, ce que nous avons fait pour la plus grande joie des autres passagers. Il nous fallait dépenser tout notre argent, au front il ne sert à rien. [...] 29 décembre, Bujaraloz. [...] Nous sommes montés dans un autobus [...].

Nous avons enfin atteint notre but. Le village se nomme Gelsa, il est sur le front. Quand nous sommes descendus, une mitrailleuse crépitait quelque part dans l'obscurité. Le délégué



Le Groupe international à Velilla de Ebro, décembre 1936.

du *Grupo Internacional* s'est présenté et nous a salués. On nous a indiqué nos quartiers. [...] 12 janvier [Pina]. On nous a assigné une maison où sont logés tous les miliciens de la première et de la deuxième section. Nous l'avons nettoyée de fond en comble, et dans chacune des grandes chambres loge un peloton (onze hommes). Pour manger, des groupes de huit vont dans les maisons privées qu'on leur indique, et où la femme fait la cuisine. Je me suis déjà fait quelques amis espagnols. Ce sont de bons types, tous anarchistes. [...] 16 janvier. [...] Le soir, j'ai été invité par les gens qui vivent en face de nos quartiers, Casa Carmen. Je me suis bien amusé. Trois Espagnols ont joué de la mandoline et du luth. Ils ont chanté de magnifiques chants populaires aragonais, et la mère de famille a dansé une *jota* avec une souplesse étonnante. Personne ne pensait plus à la guerre. J'ai fait la connaissance d'Henrique [*sic*], un garçon gai et très intelligent. On m'a demandé mon nom, d'où je venais. Quand j'ai dit que j'étais *suizo*, un vieux *campesino*, qui ne sait probablement ni lire ni écrire, s'est exclamé tout heureux : « Mais c'est le pays d'Henrique Pestalozzi, l'ami de Francisco Ferrer ! » Ça m'a drôlement étonné. [...] La petite Carmen de la maison est par ailleurs bien jolie.

– À partir de fin novembre, la mort de Durruti à Madrid et la militarisation des milices engendrent une grave crise dans la colonne Durruti, qui la mènera au bord de la désintégration. En outre, les relations vont devenir extrêmement tendues entre les miliciens et le quartier général, où Lucio Ruano se comporte comme un chef de guerre autoritaire et brutal, ainsi que nous allons le voir. Vagliasindi rentre en Aragon fin novembre ou courant décembre. Il devient le technico-militaire du nouveau Comité de guerre de la colonne, toujours fixé à Bujaraloz. Dans *Mi Revista*, le personnage est décrit ainsi :

Ruano consulte des cartes et des plans avec un homme plus âgé, au visage sec, pâle, d'une raideur toute militaire et au regard pénétrant.

Dans le même article, on prend connaissance de la composition du Comité de guerre fin décembre :

Lucio Ruano, président, Pablo Vagliasindi, assesseur militaire, qui a commencé à se battre dans le Groupe international ; Pedro Campón Rodríguez [qui fonda le Comité révolutionnaire de Pina], secrétaire ; José Esplugas, délégué général des centuries.

Quant au *Grupo Internacional*, il a ses quartiers à Vellilla de Ebro à ce moment, et on ne sait qui en est le délégué général.

Le jeune libertaire espagnol Juan Giménez Arenas rejoint les centuries de Durruti à Pina de Ebro à ce moment. Il est déjà question de la militarisation, et Ruano, dont Arenas se demande comment il a pu arriver à un tel poste de responsabilité, semble tout faire, selon lui, pour que cette militarisation soit effective. La colonne se réunit et désigne une délégation de trois personnes chargées d'aller signifier au commandement supérieur que la majorité des miliciens veut « faire la révolution, et non la guerre ». En arrivant au Q.G., ils font connaître à Ruano la catégorique opposition des centuries à la militarisation. Ils n'ont pas terminé leur phrase que Ruano leur dit :

Retournez le plus vite possible à vos centuries, si vous ne voulez pas que je vous colle au mur. Sachez bien qu'ici je commande, et que ce que je dis, je le fais.

Ils lui répondent qu'il peut bien les coller au mur mais qu'il y passera aussi quelques heures plus tard, leurs centuries les attendant avec une réponse concrète de la part du commandement. La délégation revient à Pina et étudie la situation, qui n'est pas des meilleures. Le doute commence à s'insinuer parmi eux. Une nuit, la consigne circule : « Vengeance ! »... et ils apprennent le jour suivant que Durruti est mort de façon suspecte. Quelques jours plus tard, Manzana arrive de Madrid, avec une blessure au bras. Il réunit les centuries à Pina, Gelsa, Osera et Farlete, et les informe de la nécessité de s'organiser militairement pour faire face à la situation de guerre, et ainsi répondre aux partis politiques de toutes sortes qui mènent campagne contre la colonne. À partir de ce moment, de nombreux compagnons retournent à l'arrière en attendant leur ordre de mobilisation, parmi lesquels « un groupe de Gitans qui disent ne pas vouloir être des militaires, puisqu'ils sont des révolutionnaires ». (Giménez, 1996, pp. 55-56.)

Il est encore question du comportement de Ruano dans le témoignage d'Antonio Campos Crespo, affecté depuis deux mois aux batteries d'obus de campagne à Bujaraloz. Un jour, entre le 15 et le 19 novembre, Saez, un commissaire politique de la CNT l'aborde et lui dit que des officiers sont provisoirement mis aux arrêts dans une tente de campagne, et que lui, Campos, va devoir placer ses batteries d'obus face au quartier général de Bujaraloz,

situé à 3,5 km de là. Si à 8 heures du soir, Saez n'est pas rentré pour donner le contrordre, alors Campos devra tirer sur sa cible. Campos accepte, tout en réglant le tir afin qu'il passe par-dessus le Q.G., et en espérant que le contrordre viendra rapidement. Ce qui se produit, avant les 8 heures fatidiques. Il apprend ensuite la raison de tout cela : lors d'un combat à Fuentes de Ebro, les fascistes avaient pris le dessus, et les miliciens s'étaient repliés en désordre, au point qu'un d'entre eux perdit son fusil. Le Q.G. estima qu'il s'agissait d'une débandade, et que cela ne pouvait être admis. Il édicta une proclamation écrite qui disait :

Nous sommes des soldats de la République, nous devons être disciplinés, l'abandon d'une position doit être châtié.

Et pour certains, cela signifiait la peine de mort. Les commissaires politiques se réunirent rapidement et ripostèrent : si d'ici 8 heures cette proclamation n'était pas retirée, alors le Q.G. serait bombardé. Le Q.G. recula, prétendant qu'il s'agissait juste de responsabiliser les miliciens. Cet incident à mettre sur le compte de l'intransigeance de Ruano n'était visiblement qu'un coup d'essai, car le 10 décembre, le Q.G. mit cette fois ses menaces à exécution en faisant fusiller deux miliciens de la section des mitrailleuses, coupables d'avoir reculé et abandonné leur armement lors de l'opération de la veille. Cet acte va



De gauche à droite : Vagliasindi, la compagne de Ruano et Ruano, le journaliste Caba et Campón.

créer un ressentiment profond des miliciens à l'égard de ce Comité de guerre, à tel point que Ruano sera convoqué à Barcelone pour s'expliquer sur son attitude. (Campos, 1999.)

Cf. Amorós, 2004, pp. 17-18.

41 Manuel Ramos, que nous avons déjà cité, était dans la sierra d'Alcubierre depuis la bataille de Farlete du 8 octobre 1936. Il fait sans doute partie de cette centurie que le groupe d'Antoine vient relever. Il décrit fort précisément les mois d'inactivité des milices aragonaises en cet hiver 1936-1937 :

Les semaines se succédaient, et pour nous distraire, à coups de pics et de pelles, nous édifiâmes de fantastiques fortifications sur le côté d'où pouvait venir le danger. Le ravitaillement arrivait à dos de mules qui descendaient tous les jours à Farlete. Il n'y avait pas d'eau potable. [...] Ces tranchées dans une montagne sans valeur stratégique étaient absurdes car si les fascistes attaquaient, nous nous retrouvions sans eau ni nourriture.

Puis au début de 1937, la centurie descend prendre position à Farlete :

Nous ne pouvions dire que nous étions en guerre, ce territoire avait été une chasse gardée [...] et les lapins surgissaient de partout. [...] Nous entreprîmes de faire un grand trou dans la terre qui servit d'école et de salle à manger, que nous recouvriâmes de troncs d'arbres et d'herbes. [...] Que faisons-nous ici ? Encore aujourd'hui je ne le comprends pas. Dans tous les cas, nous nous instruisions, que pouvions-nous faire d'autre ? Nous étions organisés en groupes de Jeunesses libertaires, et l'on nomma deux délégués de la centurie (dont moi) pour aller à un congrès célébré à Pina de Ebro. [...] Nous nous y présentâmes sans aucun bagage intellectuel. On y parla beaucoup de la guerre, de notre rôle au fur et à mesure que les villages d'Espagne étaient libérés. Nous évoquâmes une Espagne réveillée après des siècles de soumission et de misère. Nous parlâmes aussi de l'amour, mais d'amour pur, de l'amour pour la fiancée, l'épouse, pour les enfants, et non de cet amour qui consiste à amener une femme au lit pour passer quelques minutes de plaisir. Nous disions qu'il fallait soutenir de toutes nos forces les groupes de *Mujeres Libres*, car les femmes furent toujours les plus maltraitées par la société et par les hommes. On discuta des prostituées et cela était d'actualité car

aux débuts de la guerre beaucoup d'entre elles s'enrôlèrent dans les milices et l'on dit qu'elles provoquèrent de nombreux retrais du front à cause des maladies vénériennes. Je me souviens en tous cas que la plupart des compagnes qui montèrent au front n'avaient rien à voir avec ces femmes. (Ramos, 1993, pp. 59-60.)

Ramos a dû croiser le jeune Giménez Arenas dont la centurie stationne à Pina fin novembre 1936 :

Dans le village il y avait pas mal de jeunes, et nous décidâmes d'organiser les *JJ. LL.* [Jeunesses libertaires]. Je m'engageai à nous procurer des livres. Nous convoquâmes au moyen d'un petit tract les jeunes des deux sexes [...] et enfin nous constituâmes le comité. On me donna trois jours de permission pour aller chercher des livres à Barcelone. (Giménez, 1996.)

42 Tandis qu'Antoine est dans la sierra, le Groupe international est en pleine effervescence. Lisons le témoignage d'Edi Gmür :

[Gelsa] 31 décembre. Le *Grupo Internacional* est actuellement composé d'une centaine d'hommes ; il y en a plus encore en permission. En tout il y a une centaine de combattants de langue allemande dans ce groupe, pour la plupart des émigrés. Cet après-midi s'est tenue une réunion de tous les internationaux. Thème : la militarisation. Le débat a été assez houleux. Les Français et les Espagnols sont absolument opposés à la militarisation de la milice. Les Allemands et les autres internationaux y sont favorables, mais ils posent certaines conditions. La réunion a fini dans le chahut. Mes camarades et moi, nous avons de la peine à saisir qu'on puisse encore discuter à propos d'une nécessité si urgente. [...]

6 janvier. Ceux parmi les internationaux qui sont pour la militarisation quittent aujourd'hui Gelsa, donc nous aussi. L'atmosphère est très tendue. On nous prend dans six autos pour nous transporter à Pina. Notre chef de centurie a donné l'ordre à celui assis à l'arrière de la dernière voiture de tenir son fusil prêt à tirer.

[Pina] 9 janvier. Tous les jours il y a une réunion. Manzana, le chef de la division Durruti [qui est en train de virer Ruano et tout le Comité de guerre], réclame une militarisation aussi rapide que possible. Nous ne nous appelons déjà plus *Grupo Internacional* mais *Primera Compañía Internacional*. On nous a ordonné de faire tous les jours des exercices militaires.

11 janvier. Quarante-neuf hommes sont retournés aujourd'hui à Barcelone parce qu'ils ne sont pas d'accord avec une véritable

militarisation. Le commissaire politique les a libérés. Une bonne partie d'entre eux est là depuis le début et a déjà participé à plusieurs attaques. Ils ont quitté le village en chantant.

On apprend donc que le Groupe international est officiellement militarisé et qu'il reprend son cantonnement à Pina le 6 janvier 1937. Mais une partie du groupe qui refuse la militarisation reste sur Gelsa et affiche le 8 une proclamation rédigée et signée conjointement avec les miliciens du 4^e groupement, de la Délégation de guerre, et du groupe *Acción y Alegría*.

Nous avons une haute conception de la responsabilité qui ne peut cohabiter avec cette mentalité militaire qui fatalement débouchera sur une dictature ; et en tant qu'hommes conscients et responsables, nous devons éviter cela. [...] Gagner la guerre ne signifie pas gagner la révolution.

En outre, le 10 janvier, à la suite d'une assemblée générale, les soixante-seize internationaux qui avaient suivi Manzana à Pina rédigent une résolution signalant que les garanties proposées par le Q.G. pour rendre possible une « réorganisation militaire » ne sont plus réunies. En conséquence, les signataires

exigent encore une fois que chaque section puisse élire un conseil de soldats, et que les quatre conseils de soldats de chaque compagnie aient les droits suivants :

- prendre part aux travaux militaires ;
- en toute occasion s'adresser directement aux secteurs compétents pour régler toute affaire ;
- élire tous leurs chefs ;
- tous les miliciens des colonnes confédérées recevront la même solde ;
- aucune obligation de salut militaire ;
- les compagnons qui présentent cette résolution au CR de la CNT ne doivent en rien la modifier, et reviendront dans les 48 heures. Si nos justes demandes sont repoussées, alors chacun des signataires est libre d'agir comme il le désire.

Mais devant le refus de Manzana de laisser partir lesdits délégués pour Barcelone, le 11 janvier, comme le disait Gmür, quarante-neuf internationaux quittent la colonne Durruti, et vont à Barcelone, un nouveau communiqué en main, daté du 13 : « Rapport pour le Comité régional de la CNT. » Ils exposent comment, ayant accepté

la militarisation et élu leurs délégués, ceux-ci ne furent pas reconnus par le Q.G., et comment Manzana décréta que lui seul maintenant posait les nouvelles conditions. Quand ils protestèrent et dirent qu'ils allaient à Barcelone se plaindre au CR, Manzana leur répondit : « Barcelone, c'est moi... » ajoutant que toute réunion sur la question de la militarisation était désormais interdite. Les miliciens concluent leur rapport ainsi :

Nous avons été obligés de démissionner de la colonne pour pouvoir aller à Barcelone. Mais pour autant nous sommes toujours disposés à lutter ; nous reconnaissons la nécessité de réorganiser les colonnes pour acquérir une meilleure efficacité militaire, mais nous exigeons que cela se fasse avec un esprit révolutionnaire et fédéraliste.

Lisons Gmür, à nouveau :

[Pina] 18 janvier. Il y a presque tous les jours des discussions et des débats entre les anarchistes et nous les trois communistes. Aujourd'hui c'était particulièrement violent. Heiny maugréait contre l'inactivité sur le front d'Aragon ; d'après lui, une offensive pour dégager Madrid est une nécessité urgente. Moses, le petit anarchiste, était tout excité : « Je voudrais bien savoir avec quelles armes nous pourrions reprendre l'offensive, avec nos vieux fusils ? Les communistes ne nous donnent pas d'armes. La Russie n'en livre qu'au PSUC. Ils nous envoient des conserves au lieu d'armes et d'avions. Ils sont d'accord avec la non-intervention. Les communistes trahissent la révolution en Espagne ! » J'ai objecté que la Russie ne peut pas envoyer ouvertement d'armes, à cause de sa situation géographique. Les États fascistes veillent au grain. D'ailleurs, ni l'Angleterre ni la France ne le permettraient. Moses a répondu : « Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Les communistes veulent prendre le pouvoir en Espagne. Mais ils n'y parviendront que quand les anarchistes seront anéantis. »

Continuons avec le témoignage de Paul et Clara Thalmann, qui sont arrivés en janvier 1937 à Pina :

C'était un mélange bigarré d'antifascistes du monde entier. À l'origine, ce groupe avait été formé par des Allemands auxquels s'étaient joints des Hollandais, des Suisses, des Luxembourgeois et quelques Espagnols qui se sentaient bien parmi les étrangers. [...] Le chef militaire provisoire était un Sarrois, ancien combattant de la Première Guerre mondiale [il s'agit peut-être de Gottfried

Schreyer, né en 1895, arrivé en octobre 1936]. Le choix définitif devait se faire après la reconstruction du groupe ; Michel Michaelis était chef politique, mais on évitait de le nommer commissaire. Il était de loin le plus instruit et s'efforçait de faire de ses hommes de véritables anarchistes. Il possédait d'ailleurs cette autorité morale qui seule confère prestige et estime. Il vivait comme tout le monde, sans aucun privilège. Chaque décision, même la plus banale, faisait d'abord l'objet d'une discussion à laquelle participait toute l'unité, avant d'être votée définitivement. [...]

Le système de coupons [des collectivités] fut adopté par l'armée des miliciens aussi, où la solde était de dix pesetas par jour. Chacun recevait quotidiennement un paquet de cigarettes ou de tabac, et celui qui en fumait davantage pouvait naturellement en acheter avec son argent. Le vin, par contre, était rationné et l'on n'en délivrait pas plus d'un litre par personne. Comme rien dans le village n'invitait à des dépenses spéciales, les miliciens amassèrent un beau pécule, leur solde étant payée à la semaine. Le désir de dépenser cet argent était certes fort, mais seule Barcelone en offrait la possibilité. Or, le système des permissions était strictement réglé. Tous les trois mois, chacun avait droit à une semaine de congé. Celui qui en demandait davantage devait le justifier devant un comité spécial se composant du chef militaire et de trois miliciens. En règle générale, personne n'abusa des permissions.

Ce témoignage confirme que le Groupe international est toujours en pleine réorganisation et que le commandement est provisoire. On note également que les Thalmann croient que le groupe a été créé par les Allemands, tellement ceux-ci sont omniprésents maintenant. Ajoutons que dans un document interne du DAS, récemment trouvé à l'IISG (FAI, Pe 1/C3), il est écrit en toutes lettres :

Le Groupe international de la colonne Durruti, maintenant 1^{re} compagnie internationale de la division Durruti, a surgi grâce à notre initiative.

Ceci nous révèle que les anarcho-syndicalistes allemands ont un peu réécrit l'histoire...

Quant au front, il est toujours immobile, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Reprenons le récit des Thalmann :

Notre entraînement militaire consistait en de longues marches, en exercices de tir, en instructions concernant l'emploi des grenades à main ; on creusait aussi des tranchées le long de l'Èbre. On voyait

rarement l'ennemi, situé de l'autre côté du fleuve. En face de Pina, du côté de l'ennemi, les troupes franquistes avaient occupé une grande maison blanche. Nous tirions quelquefois des coups de feu contre les occupants invisibles de cette maison. On entendait fréquemment des coups de canon au loin et parfois le bruit de bombardements. En dehors de quelques déplacements de patrouilles, aucune action militaire n'eut lieu. D'ailleurs, des entreprises militaires de plus grande envergure n'étaient pas de notre compétence et, du fait de notre armement très rudimentaire, absolument exclues. Dans notre unité, nous avions quatre modèles différents de fusils : des tchèques, des espagnols, des français et des mexicains, la plupart vieux et en mauvais état. Une de nos occupations quotidiennes consistait dans le classement des munitions appartenant à chaque sorte de fusil. Nous avions à notre disposition un grand nombre de grenades en forme d'œuf dont la manipulation n'était pas sans danger et l'efficacité limitée. Notre seule et unique arme lourde était un fusil-mitrailleur du type Maxime. [...]

Aux feux de camp, dans les dortoirs et les assemblées, on discutait beaucoup du déroulement de la guerre. Parfois, Michaelis y apportait des informations ou ses commentaires. Les nouvelles étaient mauvaises. La perte du Pays basque avait des effets militaires et psychologiques catastrophiques. Les troupes italiennes avançaient sur Málaga. L'influence grandissante des communistes était indéniable ; ils s'opposaient de toutes leurs forces aux armées de miliciens et exigeaient la formation d'une armée régulière, sous commandement unique. Bien que beaucoup d'anarchistes fussent d'accord avec ce principe, ils ne voulaient à aucun prix d'un commandement suprême bolchévique.

[...] Pendant les longues soirées d'hiver, on organisait des cours et des conférences pour ceux que cela intéressait. Quand on parlait de l'évolution de la guerre, cela donnait souvent lieu à de petites altercations, car la plupart des volontaires étaient loin d'être anarchistes et c'était soit par hasard, soit par dégoût des communistes qu'ils combattaient ici. Une vingtaine se disaient marxistes et formaient un bloc assez compact. Une partie des miliciens jouaient aux cartes. Lorsqu'on s'aperçut qu'ils jouaient de l'argent, cela déclencha un véritable scandale. Une assemblée générale fut consacrée à cette affaire et on condamna les coupables à plusieurs tours de garde. On assista une seule fois à une beuverie, suivie d'une bagarre ; les hommes furent avertis qu'en cas de récidive ils seraient exclus de la milice.

43 Madeleine est souvent à Barcelone pour s'occuper des deux. Au printemps, Hans/Hermann reviendra au front après des mois d'hôpital, mais leur enfant, lui, reste à Barcelone, et cela devient l'affaire du groupe.

Michaelis, en tant que délégué du DAS, correspond régulièrement avec Helmut Rüdiger, responsable de la section de Barcelone. Grâce à leurs échanges conservés, nous pouvons mieux nous représenter la vie concrète des miliciens. Voici un extrait de la lettre du 21 mars 1937 de Rüdiger à Michaelis :

La dernière réunion du groupe fut harmonieuse, sauf sur un point : la famille Gierth, qui est sur le front comme tu le sais, a laissé ici à Barcelone, [calle] Francoli 57, son petit garçon de 12-13 ans. Il est seul dans un grand appartement de 7-8 pièces de Barcelone où l'électricité vient d'être coupée. Ce garçon est sans moyens ; il a été nourri pendant les deux premières semaines par une famille, dans l'espoir que ses parents ne l'oublieraient pas. Ce jeune ne sait ni lire ni écrire malgré son âge. Trois lettres ont été envoyées à sa mère, sans réponse. Malheureusement cet enfant a été accepté dans le foyer des émigrants. De plus il commence déjà à mendier et dit que ses parents sont au DAS. Un camarade du groupe pour lequel j'écris attend de ta part que tu interviennes dans cette affaire pour que cette femme rentre s'occuper de son enfant, ou trouver quelqu'un qui le fasse. Il est inadmissible que nous ayons à nous occuper des enfants. Celui-ci pourrait mal finir. Nous attendons de ta part dans cette affaire que tu sois du même avis que nous, puisque cet enfant va finir misérablement. (IISG, FAI 1.)

44 Les époux Thalmann décrivent de manière concrète les conditions d'existence de la collectivité, et ses rapports avec les hommes en armes :

Pina, typique village aragonais d'environ 2000 habitants, était situé sur les bords de l'Èbre. Notre unité s'était installée dans deux grandes fermes vides. Nous dormions tous dans la paille et avions droit à deux couvertures chacun. Notre unité se divisait en groupes de dix hommes ; chacun de ces groupes était attribué à une famille paysanne avec laquelle les hommes prenaient leurs repas. Les responsables de ces groupes, élus à tour de rôle pour un certain temps, allaient chercher les vivres au magasin et devaient y indiquer chaque fois l'effectif de leur groupe, ainsi que la composition de la famille

paysanne chez qui ils mangeaient. Trois hommes étaient désignés chaque jour pour préparer les repas avec la famille. Dans les vastes cuisines aragonaises, on faisait cuire les repas dans de grandes cheminées. La famille en question y trouvait aussi son profit, puisqu'elle mangeait aux frais de la milice. Pendant les trois mois que nous passâmes à Pina, ce système n'a jamais failli. Toute la terre était collectivisée. Un comité, élu par les paysans, organisait le travail et la distribution des produits. Tous les matins à 6 heures, les paysans en état de travailler se réunissaient sur la place du village, avec leurs outils et leurs ânes. On déterminait alors le travail à fournir et l'attribuait à chacun. L'armée achetait la plus grande partie de la récolte de légumes, vin, pommes de terre et olives, ainsi qu'une énorme quantité de viande de mouton, tandis que le reste était vendu à Barcelone ou dans d'autres petites villes de l'arrière-pays. Le salaire des paysans consistait en coupons attestant les heures de travail fournies et avec lesquels ils pouvaient acheter des vivres, du vin, du tabac, des vêtements et des chaussures, et même aller chez le coiffeur. On s'occupait également des malades, des enfants et des vieux. Une petite partie des salaires était payée en pesetas, pour subvenir aux besoins personnels ; par exemple pour acheter des graines, des plantes ou des légumes qu'on aimait particulièrement. Bien entendu, l'argent servait également à aller à Barcelone par exemple, au cinéma ou au restaurant, etc. [...] Il n'y avait pas de combats dans notre secteur, c'est pourquoi les miliciens travaillaient souvent avec les paysans dans les champs.

Ce témoignage décrit la situation durant les mois de janvier, février et mars 1937. C'est le moment où, suite au décret d'octobre 1936, tardivement appliqué en Aragon, les comités révolutionnaires locaux sont remplacés par des conseils municipaux, et les registres sont à nouveau ouverts. (Carrasquer, 2003, p. 64.) On connaît ainsi la composition des équipes municipales. En février 1937, le conseil municipal de Pina comprend neuf militants de la CNT, dont le maire, Pedro Campón. La question du rapport des collectivités avec les municipalités fut discutée au congrès de Caspe le 14 février :

Sachant que le gouvernement était notre premier adversaire et que nous étions soucieux de sauvegarder les conquêtes sociales réalisées, nous nous étions dit que les conseils municipaux allaient continuer à remplir leur fonction traditionnelle. Cependant, s'ils étaient entre nos mains, nous pourrions les protéger contre de possibles manœuvres, au moyen de nos syndicats, renforcés à cet effet. (Casanova, 1985, p. 285.)

45 Pour ceux qui douteraient de la réalité d'une telle liberté amoureuse dans la campagne aragonaise de 1936, voyons d'autres témoignages recueillis par l'historienne Hanneke Willemse. Selon une ancienne habitante d'Albalate de Cinca, la révolution sociale apporta peu de changements dans la vie des femmes adultes de ce bourg agricole. Par contre, elle bouleversa celle des jeunes célibataires. Plus de curés, plus d'autorité publique pour pointer du doigt les couples non mariés ! Filles et garçons étaient tout le temps ensemble et partageaient les mêmes idées : ils militaient aux Jeunesses libertaires.

Un ancien milicien de la colonne Durruti signale pour sa part qu'« à partir de 1933 se produisit une certaine évolution en matière de relations sexuelles entre les jeunes. On parlait d'amour libre [...] et même de contraceptifs. [...] [Mais] les filles ne se laissaient pas toucher ». Or, quand il revint du front en décembre 1936 pour se reposer au village, il constata que sa sœur et tous ses copains affichaient publiquement leurs liaisons, et ne s'empêchaient pas d'avoir des relations sexuelles. Lui-même couchait avec son amie Rosalía. Maintenant, précise-t-il, si le père de celle-ci l'avait su, il l'aurait tué !

Autrement dit, et Gimenez nous le donne à voir, les mères pouvaient être complices des filles, afin que le père ne s'en mêle pas... Il se peut que les jeunes Aragonaises aient pris une certaine assurance dans leurs comportements parce que la nouvelle communauté villageoise les considérait un peu plus comme des individus à part entière. Ou bien parce qu'elles se trouvaient un peu plus livrées à elles-mêmes du fait des bouleversements de la vie quotidienne. Félix Carrasquer, qui a activement participé à la collectivité paysanne du même Albalate de Cinca, évoque un peu la question dans son livre :

Quant à ce qu'on appelle le conflit de générations, on ne peut pas dire qu'il ait réellement existé dans les collectivités, parce que [...] la traditionnelle opposition entre les uns et les autres ne se manifesta jamais de façon systématique ni avec le caractère radical qu'on avait connu. Car le principe de l'autorité [...] s'était trouvé miné par l'influence des collectivités dont le modèle de relations, fondé sur la participation libre et solidaire, servait de catalyseur entre l'intransigeance des anciens et la révolte des jeunes. [...] Dans notre perspective de travail et de projets en commun, en même temps que se rapprochaient les

génération, les discriminations dont les femmes avaient toujours été l'objet devenaient de moins en moins prononcées. [...] la femme étant placée sur un plan égalitaire dans la collectivité, son indépendance vis-à-vis du mari ou des parents n'était absolument pas déterminée par le facteur économique. Il suffit de rappeler à ce sujet le salaire familial dont tout collectiviste, qu'il fût homme ou femme, adulte, jeune ou enfant, jouissait. La quote-part qui lui revenait comme membre d'une famille était fixée sur les bases d'une proportionnalité discutée par tous et approuvée en assemblée selon la proposition suivante : à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités. Dans ces conditions, l'épouse jouissait des mêmes prérogatives que le mari, pouvant disposer librement de la quantité qui lui avait été assignée comme membre à part entière de la collectivité dans laquelle elle était inscrite. [...] Il faut cependant signaler que, même si les différences ancestrales commençaient à s'effacer entre les sexes, cela n'allait pas aussi vite que certain(e)s d'entre nous le souhaitaient [...] à tel point qu'au moment de fixer le salaire familial, le pourcentage accordé à la femme était intermédiaire entre celui des hommes et celui des enfants. Les groupes Femmes libres et les Jeunesses libertaires protestèrent énergiquement contre cette décision arbitraire de telle sorte qu'elle fut rectifiée dans certaines collectivités des champs et de l'industrie [...]. Dès que les femmes purent participer aux assemblées sans restriction d'aucune sorte et que parvinrent de toutes parts des messages en faveur de la promotion féminine, l'intérêt des femmes pour les problèmes sociaux alla en se généralisant. (Carrasquer, 2003, pp. 139-144.)

Mais selon l'étude d'Hanneke Willemse, parmi les femmes qu'elle a interrogées cinquante ans après, excepté l'une d'entre elles, aucune jeune fille ou femme célibataire qui militait aux Jeunesses libertaires ne se souvient d'être intervenue dans l'organisation de quoi que ce soit dans le village. L'unique réunion à laquelle assistaient les femmes une fois par mois était l'assemblée générale, et aucune ne se souvient précisément du contenu des discussions :

Ils parlaient du travail et de la production dans le village, et nous, nous parlions entre nous.

À Albalate, la section locale des *Mujeres Libres* se constitua en décembre 1937.

Néanmoins, pour la plupart des femmes qui ont livré leur témoignage, le souvenir le plus vif reste celui d'avoir joui d'une liberté sans égale, car elles n'étaient plus « coincées à la maison avec la jambe cassée » : elles pouvaient se divertir, partir avec les enfants dans les champs, danser, jouir de l'existence... (Willemse, 2002, pp. 320-327.)

46 L'Argentin Lucio Ruano, membre du Comité de guerre de la colonne Durruti, n'a pas été tué au tout début de la bataille de Siétamo, comme l'écrit Antoine. Bien au contraire, sa présence est attestée par l'éditorial du n° 15 (19 septembre 1936) d'*El Frente*, le bulletin de guerre de la colonne Durruti :

Nos milices, après une énergique résistance de l'ennemi, prirent d'assaut les ultimes réduits des fascistes à Siétamo. Les deux groupements luttant dans le secteur de Huesca sous les ordres de Ruano et Yoldi ont ajouté une page glorieuse à l'action de la colonne Durruti. [...] Les valeureux miliciens du Groupe international ont pris une



Durruti et Ruano en grande discussion, avant l'assaut sur Siétamo.

part très active à cette action. [...] Honneur à ces camarades qui ont donné leur vie pour la cause de l'émancipation du prolétariat.

Un autre article, paru dans *Mi Revista*, présente une photo de « Ruano (CNT), qui a commandé les miliciens de Durruti » dans le même engagement.

Cela dit, sans l'erreur chronologique d'Antoine, nous serions à ce stade du récit au cœur de l'hiver 1936-1937, et il se peut bien qu'à ce moment des miliciens aient tenté de tuer celui qui avait fait fusiller leurs camarades le 10 décembre à Bujaraloz. En effet, à partir de ce moment, malgré sa réputation de chef de guerre courageux, Ruano est honni par une partie des miliciens de la colonne Durruti.

Si l'on en croit les actes des réunions qui se tiennent au niveau du CR de la CNT de Catalogne le 18 décembre 1936, cette histoire commence d'ailleurs à poser des problèmes en haut lieu :

Une délégation est venue se plaindre de Ruano et a laissé un rapport, mais une autre est aussi venue de Tarragone. Tout a été transmis [à la section de guerre du CR], pour qu'elle trouve une solution, et cette nuit se tiendra un plénum auquel assisteront Ruano, Jover et Ortiz. On leur demandera des explications, puisqu'on constate que les exécutions ne se sont pas seulement produites dans la colonne de Ruano.

Penchons-nous sur le compte rendu de cette réunion nocturne, où sont présents des membres des comités et des chefs de colonnes. Il se trouve en outre que Ruano, Jover et Ortiz ont rédigé et signé un manifeste à propos de la militarisation, commentant

la nouvelle structuration des colonnes en divisions, et réclamant que soient sauvegardées les caractéristiques de l'idéologie anarchiste. Dix brigades ont été créées avec quarante mille hommes, et l'on craint de perdre l'hégémonie du commandement.

Lu en début de séance, ce manifeste sera considéré par certains de la CNT comme

une haute trahison devant l'histoire. Il est douloureux de penser qu'il y a des camarades qui après cinq mois de lutte [...] se rebellent maintenant contre une régularisation de l'armée nécessaire à la réalisation de notre victoire, et ce uniquement parce que cela sonnerait mal à leurs oreilles, et ne cadrerait pas avec leurs postulats libertaires.

Les trois chefs de colonne incriminés répondent que les milices anarchistes ont toujours été sabotées sur le front par manque

d'armes et de munitions, et protestent contre le chantage actuel des « Russes » (relayés par Abad de Santillán) suivant lequel les miliciens seront équipés en armes modernes s'ils acceptent la militarisation.

Ruano demande :

Jusqu'à quel point est-il possible d'accepter le sacrifice de ces camarades conscients ? [...] Amenons la masse à occuper les postes qu'elle doit occuper, et évitons le sacrifice stérile ou précipité des militants conscients.

Domingo Ascaso intervient :

Depuis que je suis sur le front, j'ai pu vérifier l'existence d'actes de sabotage et de mauvais commandements, tant aux avant-postes qu'à l'arrière-garde. Je ne conçois pas que l'on puisse fusiller un compagnon qui a eu peur à un moment donné. J'ai dû faire des meetings sur le front pour convaincre les compagnons qu'ils devaient toucher les 10 pesetas [par jour, la solde qui va avec la militarisation], parce que beaucoup craignaient d'être considérés comme des mercenaires [...]. Il faut accepter la mobilisation mais sans imposer une discipline de fer. Il faut envoyer creuser des tranchées le camarade auquel les étoiles montent à la tête.

Ruano lui répond :

J'ai fait fusiller deux êtres, mais c'est le fait en soi que je voulais condamner, parce que si l'on permet de tels actes de lâcheté, cela représentera un grand préjudice pour beaucoup d'autres compagnons qui sont dans la même situation périlleuse que ceux qui ont fui. Celui à qui cela ne plaît pas a le droit de partir.

Il ajoute plus loin :

Il faudrait que l'on annule l'ordre de payer la solde sur le front, car cela relève d'une machiavélique et diabolique intention : remettre en circulation dans les villages l'argent que nous venons d'abolir.

C'est peut-être cette nuit-là qu'est prise la décision de dissoudre le Comité de guerre de Ruano, et que l'on charge Manzana de reprendre en main la colonne Durruti, ce qui se produira à la fin du mois.

Mais pour compléter le tableau que l'on peut ébaucher de la personnalité assez complexe de Lucio Ruano, il faut savoir que des griefs d'un autre ordre, mais tout aussi graves, sont intervenus dans cette décision. Voici l'affaire : nous avons trouvé aux archives de

l'IISG des affichettes signées de la « Déléation de guerre de Peñalba – colonne Durruti », en date des 2 et 3 décembre 1936. La première appelle la population de Peñalba à « remettre, par ordre de la Déléation de guerre et sous peine de sanctions, les armes courtes et longues, dans les vingt-quatre heures » ; la deuxième exige, « dans la mesure où ce village est déclaré zone de guerre, que la population remette tout l'argent dont elle dispose sous quarante-huit heures ». Par ailleurs, plusieurs reçus d'argent provenant d'autres villages aragonais, dont Pina, indiquent que la réquisition se fit sans doute à grande échelle, la somme avoisinant les 90 000 pesetas. Cela ressemble fort à un rançonnement de la population effectué sous l'égide du Comité de guerre de la colonne. Ruano devra s'en expliquer devant la CNT début janvier, et tentera d'évoquer un abus de confiance : quelqu'un aurait utilisé sa signature. Personne ne fut dupe, et l'Argentin dut rendre, sous le contrôle de Manzana, argent et valeurs réquisitionnés pour son propre compte. Divers documents attestent de cette restitution effectuée au bénéfice des villages lésés.

Dernier acte : lors d'une réunion du CR de la CNT en date du 27 janvier 1937, il est question du scandale que représente « dans les colonnes Ruano et Durruti la question morale et monétaire ». C'est Domingo Ascaso qui parle :



Ruano en compagnie du journaliste de Mi Revista.

La commission qui est allée sur place a décidé que Manzana obligerait Ruano à rendre les centaines de milliers de pesetas extorquées. Pour ce qui est de la morale, Manzana dit qu'il serait prudent de n'exercer aucunes représailles. Il faut agir avec précaution dans ce genre d'affaire.

Un autre militant intervient :

Il y a eu aujourd'hui une réunion à la Métallurgie et de manière voilée, il en est sorti que Ruano et Campón, un jour, sans que personne ne l'ait voulu, on les trouvera étendus à quelque coin de rue.

Le rapporteur de la réunion précise :

Tous les gens présents sont d'accord pour dire que cela doit être évité, qu'on ne doit pas se faire justice, que s'il faut prendre une sanction, l'Organisation est la seule indiquée pour en décider. (IISG, CNT 94 E.)

On voit donc que des menaces planent bien sur la tête de Ruano. Des documents attestent qu'il est encore sur le front fin janvier. Une fois rentré à Barcelone, il fera encore parler de lui à divers titres, jusqu'à ce qu'il soit exécuté par des militants anarchistes en juillet 1937.

Cf. Amorós, 2003, p. 151.

47 Du fait de l'erreur chronologique d'Antoine, nous retrouvons le Groupe international dans la première quinzaine de septembre 1936, devant le village de Siétamo. Pablo Vagliasindi est bien présent, comme on l'a vu dans le rapport de la police politique italienne, mais il ne dirige pas encore le Groupe international.

Abel Paz expose l'importance que revêt la prise de ce village, verrou essentiel à faire sauter pour atteindre Huesca. À la mi-août 1936, le Comité de guerre d'Aragon, siégeant à Sariñena, composé des représentants des colonnes CNT, UGT-PSUC, POUM et de militaires républicains, décide de concentrer les efforts sur Huesca. Assiégée en pure perte par les trois mille hommes du commandant républicain Villalba, Siétamo sera prise par les milices anarchistes de la colonne Durruti appelées en renfort. Mais Villalba ne réussit pas à la garder, les fascistes la reprennent et en renforcent grandement les défenses. Le 1^{er} septembre, Villalba fait à nouveau appel aux miliciens de Durruti, et José Mira attaque Siétamo avec plusieurs centaines le 4 septembre.

Voyons, à partir de la presse anarchiste française, dans quelle ambiance le groupe intervient hors de sa zone habituelle de combat. Commençons par l'article de Ridel dans *Le Libertaire* du 25 septembre :

Siétamo est aujourd'hui l'objet de l'attention du prolétariat catalan et aragonais. Jusqu'à présent, les fascistes étaient parvenus soit à le conserver, soit à déloger les colonnes qui étaient arrivées à l'occuper. Un détachement de la colonne Durruti fut spécialement envoyé sur le front de Huesca pour mettre fin à cette situation. Ce renfort était composé de centuries et du Groupe international antifasciste.

Dans un autre numéro du même journal, nous pouvons lire cet hommage appuyé au Groupe international :

Composé de Suisses, d'Italiens, d'Allemands, d'Espagnols et de Français, il fut toujours aux avant-postes de la ligne de feu. À lui seul, il constitue une centurie à l'organisation intérieure autonome. [...] Notre ami Durruti ne nous a pas caché sa satisfaction d'avoir près de lui cette légion internationale et nous savons la peine qu'il dut ressentir quand les exigences de la situation sur un point névralgique du front lui firent prendre la décision d'envoyer en renfort du côté de Huesca, en pleine fournaise, la centurie de



La colonne Durruti en route pour Siétamo.

choc. Nous étions là au matin, avec Durruti quand le Groupe international monté sur des camions allait partir pour Huesca. [...] Nos amis Ridel, Carpentier, Giral, Lévyssse, et nous oublions trop de noms, font partie du départ.

Cf. Paz, 1996, p. 574; Mercier, 1997.

48 Il s'agit d'un Suisse de langue allemande dont parlent plusieurs fois Nic Ulmi et Peter Huber dans leur ouvrage *Les combattants suisses en Espagne républicaine (1936-1939)*. On y apprend que Franz Ritter a utilisé les pseudonymes suivants : Chnurri, Knurri, Franz Scholl. Il est né le 30 mai 1914 dans le canton de Saint-Gall. Résident à Zurich, il travaille comme fromager et entre aux Jeunesses socialistes à l'âge de 14 ans. Selon un entretien que Ritter a donné à Hans Peter Onori, ce jeune Suisse s'est déjà rendu en Espagne en mai 1936 :

En 1935, j'ai fait la connaissance du Dr Fritz Brupbacher et, à Paris, du pédagogue anarchiste Francisco Ferrer, qui a été tué plus tard dans ce qu'on a appelé le putsch de Barcelone. En mai 1936, premier voyage à Barcelone, où j'ai travaillé peu de temps comme fromager. Je suis rentré en Suisse à la fin juin, mais je n'ai pas trouvé de travail. En décembre, j'ai décidé d'aller combattre en Espagne. Sans l'aide d'aucun intermédiaire, je suis arrivé à Barcelone où je me suis annoncé à la colonne Durruti.



Franz Ritter en 1937 ou 1938.

La colonne comptait alors 29 000 hommes [*sic*], dont 600 au maximum savaient lire et écrire. Je me suis alors engagé à faire venir J. Aeppli, du PS Zurich, journaliste au *Volksrecht*, comme enseignant pour les camarades de la Durruti.

La date de l'arrivée de Ritter dans la colonne Durruti (à laquelle il attribue généreusement un nombre très exagéré de miliciens; peut-être s'agit-il d'une erreur de retranscription) ne colle pas tout à fait avec le récit d'Antoine, qui évoque la présence de son ami sur le front dès la mi-septembre 1936. Par ailleurs, Ulmi et Huber ont trouvé dans le dossier des Brigades internationales de Ritter que ce dernier était parti de Suisse pour Barcelone afin de participer aux Olympiades antifascistes prévues le 19 juillet 1936.

La capitale catalane attend ce jour-là six mille athlètes de vingt-deux pays, et parmi eux trois cents Suisses. Mais le train spécialement affrété ne part pas à cause du *pronunciamiento*. Alors, un certain nombre de sportifs font le voyage par leurs propres moyens : le maçon Otto Götz (membre de la FAUD), le peintre Henri Jonzier, l'employée de maison Käthe Hempel et son fiancé Gerhard Wohlrath, le journaliste Vinicio Salati, le charpentier Armin Walter et l'ouvrière horlogère Clara Ensner-Thalman. Les deux derniers resteront en Catalogne et s'engageront dans la colonne Durruti. Quant à Ritter, soit il rentre en Suisse comme il le dit, puis revient en Espagne en novembre ou décembre 1936 et intègre la *Centuria Internacional* (une liste le recense comme « mobilisé » le 25 décembre 1936) ; soit il reste en Aragon et combat avec le même Groupe international. Il avait peut-être ses raisons de ne pas parler de tout cela en 1977, ou bien le dossier des BI est plein d'inventions, comme cela est souvent le cas.

On retrouve en tout cas les noms de Ritter et de son ami Jacob Aeppli dans « *L'inventaire des camarades contrôlés par le groupe DAS dans les milices, établi le 20 janvier 1937* » (voir annexe V). Heiner Spiess a publié des lettres de Franz Ritter, envoyées à un ami suisse, qui attestent sa présence sur le front de Pina en janvier, mars et avril 1937, puis à Barcelone en mai, où il ne cache pas ses sympathies pour les anarchistes.

Il y aura beaucoup d'autres départs spontanés depuis la Confédération helvétique, malgré le caractère illégal qu'ils prendront. En effet, cette dernière, soi-disant neutre, avait émis le 14 août 1936 trois arrêtés interdisant :

- 1) l'exportation et le transit de matériel de guerre vers l'Espagne ;
- 2) les collectes d'argent pour l'Espagne républicaine ;
- 3) pour ses citoyens, de quitter la « Suisse pour participer aux hostilités en Espagne ».

Mais les départs continueront, utilisant maintes filières, et nous avons vu que beaucoup de Suisses de langue allemande grossiront les rangs du Groupe international, devenu compagnie en janvier.

49 « Jacques le cinéaste » est le Suisse Adrien Porchet. Appartenant à une famille de cinéastes, il habite l'Espagne depuis 1931 et y travaille comme chef opérateur sur des longs métrages. Il a 29 ans en juillet 1936 et se trouve à Barcelone. Comme il le raconte lui-même en 1981 :

À cette époque, je n'avais pas d'opinions politiques [...] j'étais syndiqué auprès de la CNT, au syndicat des spectacles publics. [...] J'étais en train de finir un film et le soir du 19 juillet, je ne m'étais pas rendu compte qu'il allait y avoir une révolution [...]. Très peu de temps après, des miliciens du syndicat des spectacles sont venus au studio et nous ont dit qu'ils avaient besoin d'un opérateur pour le front. Alors ils m'ont emmené au front.

Porchet rejoint la colonne Durruti à Bujaraloz et se retrouve à la tête d'une équipe cinématographique de neuf miliciens :

Un jour, il y eut une attaque de la cavalerie et de l'aviation fascistes à une dizaine de kilomètres plus loin. On m'a dit : « Tu viens avec nous. » Je leur ai répondu : « Je fais mes actualités et mes films de guerre ici. » L'un d'entre-eux m'a collé un revolver aux fesses, en m'avertissant : « Soit tu viens au front avec nous, soit tu restes ici... » Et c'est ainsi que j'ai été en première ligne et que je me suis mis à filmer directement les combats. Peu à peu, je me suis habitué à la guerre. Je participais aux réunions d'état-major. Je me souviens que Durruti m'avait engueulé en me recommandant de poser ma caméra et de prendre un fusil, mais je lui avais répondu : « Je leur donne plus de courage à tes hommes avec mon appareil qu'avec un fusil ! » J'avais une totale indépendance dans le choix de mes sujets. J'aurais même pu filmer des exécutions de fascistes ou de curés, mais ça, je ne l'ai jamais voulu. Au front, je menais la même vie que les miliciens. Il y avait des moments de grand calme et, dans l'ensemble, une très bonne ambiance entre les miliciens, en raison du sens très poussé de l'autodiscipline. Les bobines étaient envoyées à Barcelone pour y être développées. [...] Ce qui fut vraiment dur,

c'est de devoir filmer des copains miliciens blessés ou tués. Mais dans ces moments-là, on a une autre mentalité. Lorsqu'en novembre 1936, Durruti est parti défendre Madrid avec certains éléments de sa colonne, je suis retourné vivre à Barcelone.

Adrien Porchet a signé la photographie d'une dizaine de films tournés sur le front d'Aragon, dont les quatre fameux reportages de la série *Los aguiluchos de la FAI por tierras de Aragón*. Dans le troisième, *La Toma de Siétamo*, on y voit le Groupe international, avec entre autres Ridet et, nous le pensons, Gimenez. Les deuxième et quatrième reportages filment les miliciens de la 2^e centurie qui ont pris Pina et Gelsa, puis Osera. On y aperçoit Louis Berthomieu.

Cf. Porchet, 1997.

50 À part le fait qu'il situe l'événement en hiver, Antoine est parfaitement en phase avec les chroniqueurs qui ont rendu compte de la prise de Siétamo. L'assaut dura bien une quinzaine de jours, et il faut croire que les Internationaux intervinrent dès le début.

Suivons le récit de «l'épopée de Siétamo» grâce à l'historien franquiste Martínez Bande :

Le petit village [...] avait à la fin du mois d'août une garnison de 194 hommes, avec deux pièces de 105 et 6 mitrailleuses. [...] Le 31 août, après une intense préparation avec artillerie et bombardement par avions, [...] les assaillants occupent le cimetière et commencent à attaquer les maisons du centre. Les 1^{er}, 2 et 3 septembre, Siétamo subit un feu constant et le 4, les attaques reprennent. Les combats dans la rue principale commencent le 7, mais après une lutte sanglante, la situation se calme. Le 8, les forces de Villalba apportent de nouvelles armes : un liquide inflammable, des mines et de la dynamite, et ils arrivent à mettre le feu aux granges des alentours. Le 9, l'ennemi entre dans Siétamo et incendie plusieurs maisons ; le combat devient très dur, héroïque, on se défend maison par maison. [...] Le 12, les derniers défenseurs se replient sur l'église et le château [...] où s'organise l'abandon du village qui n'est plus qu'un immense brasier [...]. Dans la matinée du 13, une caravane tragique rejoint discrètement les défenseurs d'Estrecho Quinto : les blessés et les malades sortent, suivis des femmes et des enfants...

Le récit de Mira, qui commande les centuries à l'œuvre, confirme le précédent : l'offensive sur Siétamo est menée fin août avec opiniâtreté, et elle durera quinze jours. L'aviation y participe et

couvre l'avancée des mille hommes de la colonne Durruti, aidés par la colonne du POUM de Manuel Grossi.

Pour plus de détails, lisons la suite de l'article de Ridel :

Après cinq jours d'âpres combats, le village est tombé entre nos mains. Il a fallu prendre le bourg quartier par quartier, rue par rue, maison par maison. Chaque pierre cachait un ennemi, chaque bâtiment constituait une forteresse. Cernés de toutes parts, les fascistes étaient décidés à défendre chèrement leur peau. Une cinquantaine de Français, Suisses, Italiens et Allemands nettoyaient le tout à la grenade et à coups de bouteilles incendiaires. Deux canons furent pris, cinq mitrailleuses, ainsi qu'une quantité de fusils et de munitions. Ce qui restait de la population civile était dans un état lamentable, malade de peur et de faim. En plein combat, les soldats qui étaient passés dans nos rangs parlèrent à leurs camarades restés de l'autre côté et entraînaient la désertion d'un bon nombre de recrues. La prise de Siétamo qui, aujourd'hui, n'est plus qu'un monceau de ruines, ouvre la route vers Huesca, dernière ville qui défend Saragosse.

Dans *L'Espagne antifasciste* du 10 octobre 1936, nous relevons le récit d'un autre protagoniste :

Durruti demanda un jour de prendre Siétamo, un petit village qui nous avait donné plusieurs fois du fil à retordre. Nos centuries avaient pris pied dans quelques maisons, mais elles y étaient canardées du clocher et d'une maison blanche qui tenait la route en enfilade. Durruti nous avait donné trois jours pour prendre le village entièrement [...]. C'est la troisième nuit que nous combattons sans dormir. Cette attaque est la plus dure, car nous sommes obligés d'avancer à découvert sur la place de l'église. [...] Au petit jour, Siétamo est complètement pris. Nous avons perdu 37 hommes sur 60 (tués, disparus ou blessés).

Parmi les morts, on trouve deux Italiens engagés dans la colonne Durruti : Gino Sette, de Venise, qui fut expulsé de France puis de Belgique et du Luxembourg, et Giuseppe Lui, un Piémontais.

Phil Casoar, qui a recueilli le témoignage de Carpentier, nous fournit par ailleurs les éléments suivants :

Depuis Bujaraloz, le Groupe international rallie les abords de Siétamo en autocars. Le 9 septembre, à la nuit tombée, les internationaux attaquent les premières maisons du village à coups de bouteilles incendiaires et de bombes artisanales. Carpentier est

blessé au côté de Ridel dès le début de l'assaut par les éclats d'une de ses propres grenades. Il est évacué [...]. Au bout de cinq jours de combat, Siétamo est entièrement entre leurs mains. Ridel va en permission à Barcelone, pour visiter Carpentier qui achève sa convalescence. Tous deux se rendent ensuite à Sitges, où ils retrouvent Simone Weil, toujours hospitalisée. Carpentier, le bras en écharpe, rentre à Paris avec elle, et Ridel retourne au front. Le dénouement de son aventure espagnole est proche.

[...] Ridel passe sous silence le fait que des miliciens espagnols ont exécuté arbitrairement de jeunes hommes du village découverts cachés dans les caves après la fin des combats. Il tait aussi le comportement sanguinaire de Sevilla, un ancien du *Tercio*, intégré au Groupe international.

À ce propos, Phil Casoar s'appuie sur un passage de la lettre de Simone Weil à Bernanos de 1938 :

Dans un village que rouges et blancs avaient pris, perdu, repris, reperdu je ne sais combien de fois, les miliciens rouges, l'ayant repris définitivement, trouvèrent dans les caves une poignée d'êtres hagards, terrifiés et affamés parmi lesquels trois ou quatre jeunes hommes. Ils raisonnèrent ainsi : si ces hommes, au lieu d'aller avec nous la dernière fois que nous nous sommes retirés, sont restés et ont attendu les fascistes, c'est qu'ils sont fascistes. Ils les fusillèrent donc immédiatement, puis donnèrent à manger aux autres et se crurent très humains.



La rue qui mène de l'église au château de Siétamo, après la bataille.

Concernant Sevilla, Casoar puise ses informations dans l'ouvrage de Mathieu Corman :

Le soir où j'ai fait sa connaissance, il [Sevilla] venait de tuer quatorze phalangistes que le tribunal de guerre de la Colonne avait condamnés à mort pour avoir été pris les armes à la main. C'était le soir de l'occupation du château de Siétamo. Ancien du *Tercio*, ancien sergent de la légion étrangère française, Sevilla est d'une terrifiante laideur : il a les dents de devant cassées, le teint jaune, bilieux, le regard dur, il est bâti de travers, une épaule plus haute que l'autre à force de soutenir le poids d'un fusil depuis plus de vingt ans. Sevilla a vu les siens mourir à Tirana [Triana, quartier populaire de Séville], sous les balles des phalangistes. Il se venge en acceptant de tuer ceux que le tribunal de guerre condamne à mort. Au moment où je l'aperçus, il parlait aux prisonniers. Des trente-huit hommes qui avaient été pris dans la journée, vingt-quatre avaient trouvé devant le tribunal de guerre les paroles qu'il fallait pour sauver leur vie. Peu après m'avoir vu, Sevilla s'approcha : « Ils sont trop jeunes pour mourir. Mais celui-là est faux ! me dit-il, désignant un soldat à l'air intelligent, on a eu tort de l'épargner ! Il servait la mitrailleuse de la maison blanche. Je le reconnais ! Sa pièce faisait face à la mienne. C'est lui qui a tué deux de mes camarades. On ne l'a pas condamné aujourd'hui, mais je souhaite qu'on ne l'épargne pas une autre fois... » Le prisonnier, remarquant qu'on s'occupait de lui, leva vers moi un regard inquiet. Par un autre regard, je le rassurai. Sevilla tient à me donner des explications : « Tu comprends, on m'amène les irréductibles, je cause avec eux, puis, au moment où ils ne se méfient plus, je leur dis : tourne un peu ta tête !... Comme cela, vois-tu ? » Il me prend la tête de sa main osseuse et appuie contre ma tempe le canon froid d'un Colt pris à un phalangiste andalou, sa première victime. Ses yeux ont une lueur ironique : « Tu n'as pas peur !... La vie d'un homme, pourtant, ne tient qu'à un petit trou dans la tête. » À cet instant, je sens nettement que je n'aime pas Sevilla. « Ma façon de tuer vaut bien la leur, aux fascistes. Si elle ne les amuse pas, au moins meurent-ils sans trop s'en rendre compte... Ils m'ont tué deux camarades aujourd'hui, continue-t-il entre ses dents, pour cela il me faut quarante des leurs ! » Louis [Berthomieu], le chef du Groupe international de la colonne, a entendu le propos. Il tance Sevilla : « En voilà assez ! Je ne veux plus de tes histoires, Sevilla ! Ces hommes se sont battus courageusement. Tu leur ficheras la paix... » Sevilla s'éloigne et Louis, se tournant vers moi, explique : « Il exagère. Il faut absolument que le

groupe se débarrasse de ce type. Nous l'avons accepté à cause de sa mitrailleuse qu'il manie bien, mais il exagère.» Deux jours plus tard, je rencontre Sevilla à Loporzano, nouveau quartier de combat du Groupe international. Il est agenouillé au milieu de la rue, près d'un petit garçon. Ils jouent aux billes. Sevilla est le seul homme de la colonne à jouer avec les gosses du village... Le même soir, j'entends un gramophone qui, dans une maison abandonnée, joue des airs d'Andalousie. J'entre. Sevilla est assis dans un coin, la tête entre ses mains, seul. Il tourne son regard vers la lumière de la bougie que j'approche de son visage. De grandes larmes se détachent de ses yeux. Sevilla est le seul homme de la colonne à pleurer en entendant les mélodies de son pays... Sevilla est mort à sa mitrailleuse, en novembre 1936, devant Madrid.

Avec ce témoignage, on a la confirmation que Berthomieu se trouvait bien à Siétamo. Il est possible qu'une partie du Groupe international (où se trouvaient Antoine et Pablo) ait attaqué le village par le nord, derrière l'église, tandis qu'une autre (avec Berthomieu, Sevilla, Ridel et Carpentier) en ait fait de même depuis le bas du village, face à la fameuse maison blanche que l'on voit sur la photo.

À la fin des combats, une partie de la colonne anarchiste part conquérir Estrecho Quinto, le monte Aragón et Loporzano. Rien ne semble plus empêcher l'attaque sur Huesca, qui pourtant ne se produira pas.

Cf. Martínez Bande, 1989, p. 110; Mira, 1938, pp. 125-128; Mercier, 1997; Collectif, 1999, pp. 16 et 27; Corman, 1937; Fedeli, 1953; Paz, 1996, p. 575.



L'entrée sud de Siétamo, par où vient d'attaquer une partie du Groupe international.



La « maison blanche », aujourd'hui.

NOTES N° 51 À N° 81

LA GUERRE DÉVORE LA RÉVOLUTION

51 Le 27 septembre 1936, la situation militaire devient précaire à Madrid, car les forces franquistes ont progressé rapidement en direction de la capitale. Largo Caballero convoque une réunion des représentants du Front populaire, ainsi que de la CNT, pour discuter du principe du transfert du gouvernement à Valence. Horacio Prieto, qui a récemment recouvré sa charge de secrétaire national de la CNT, s'y oppose. Caballero recule provisoirement, mais engage par ailleurs dès la mi-octobre des tractations avec Horacio Prieto en vue de faire entrer des ministres anarchistes dans le gouvernement, tout en faisant venir Durruti à Madrid avec ses forces, afin de défendre la capitale en danger. Dans les jours qui suivent, Horacio Prieto obtient facilement l'accord de Juan Peiró et de Juan López pour intégrer le gouvernement, plus difficilement celui de Federica Montseny et, le 1^{er} novembre, celui de García Oliver, en faisant appel une fois de plus à son sens de la « responsabilité militante » ; mais, en ce qui concerne le déplacement d'une partie de la colonne Durruti, il se heurte le lendemain, selon Abel Paz, mais dès le 19 octobre selon Horacio Prieto (*Utopistas*, ouvrage inédit), à un refus obstiné de son délégué général, qui ne veut plus respecter ce sacro-saint principe, puisqu'il le considère de fait remplacé par un principe de « responsabilité bureaucratique » (Paz) : il ne veut pas quitter l'Aragon, dans une période où le Conseil régional de défense, non reconnu par la CNT, traité d'« incontrôlé » par les communistes et ignoré par le gouvernement, jouit d'une vie précaire. En outre, il s'intéresse par-dessus tout à la prise de Saragosse.

Le 6 novembre, la capitale est assiégée par les troupes franquistes et le gouvernement républicain, qui compte depuis deux jours quatre ministres anarchistes, quitte précipitamment Madrid et s'installe à Valence. La situation devient désespérée et une réunion de militants de la CNT de la région du Centre, tenue à Madrid le 8 novembre, entend deux membres du Comité national qui se sont déplacés pour tenter de convaincre Durruti de se porter au secours des Madrilènes – en fait, ils ne feront que lui transmettre un message par l'intermédiaire de Federica Montseny, rencontrée à Valence. Celui-ci est toujours aussi réticent, mais une conférence militaire convoquée par le Conseil de défense de la Généralité, dans la nuit du 11 au 12 novembre à Barcelone, finit par vaincre ses dernières résistances. Durruti s'exécute et se rend à Madrid avec une maigre partie de sa colonne : deux groupements et trois centuries, totalisant mille quatre cents hommes.

Dans un document ultra-secret que le consul soviétique à Barcelone Antonov-Ovseenko envoya en novembre 1936 à ses supérieurs, on peut lire ceci :

L'envoi d'aide à Madrid rencontre de grandes difficultés. La question fut soulevée devant le conseiller militaire le 5 novembre. Le conseiller considéra qu'il était possible de retirer tout le détachement de Durruti du front. Cette unité, tout comme la division Karl-Marx, est assurément celle qui possède la plus grande capacité de combat. Afin de la désactiver, le commandant de la division Karl-Marx, à notre instigation, exposa la possibilité d'envoyer cette division à Madrid (il était difficile de la tenir à l'écart des combats, et en plus le PSUC ne voudrait pas, pour des raisons politiques, qu'elle quitte le front catalan [sous-entendu, pour revenir à Barcelone]). Cependant, Durruti refusa catégoriquement d'obéir à l'ordre d'envoyer à Madrid tout ou partie de ses forces. Immédiatement, on s'accorda avec le président Companys et le conseiller militaire pour assurer l'envoi de la colonne mixte catalane (formée de détachements de plusieurs partis). On convoqua une réunion des commandants des colonnes du front pour le 6 novembre, avec notre participation. Après un court exposé sur la situation autour de Madrid, le commandant de la division Karl-Marx déclara que sa division était disposée à ce qu'on l'envoie à Madrid. Durruti était absolument contre l'envoi de renforts à Madrid ; il attaqua avec des mots sévères le gouvernement central, « qui s'était préparé pour la déroute » ; il qualifia la situation de Madrid de désespérée, et

conclut que Madrid n'avait qu'une importance purement politique, et non stratégique. Cette attitude de la part de Durruti, qui jouissait d'une influence exceptionnelle sur tous les Catalans anarcho-syndicalistes qui étaient sur le front, devait être vaincue coûte que coûte. Il était nécessaire d'intervenir avec force. Et Durruti céda, déclarant qu'il pourrait envoyer à Madrid un millier de combattants choisis. Après un discours passionné de l'anarchiste Santillán, il accepta d'en envoyer deux mille et dicta immédiatement un ordre pour que son voisin sur le front Ortiz en cède deux autres mille, Ascaso encore mille et la division Karl-Marx également mille. (Habeck, Radosh & Sevostianov, 2002, p. 122.)

En ce qui concerne Ortiz, il n'envoya pas de forces ; il a écrit par ailleurs qu'il n'avait pu se rendre à cette réunion :

Federica Montseny confia à l'auteur du *Bref Été de l'anarchie* [Enzensberger] que c'était elle qui avait cru nécessaire d'envoyer Durruti à Madrid, et qu'on avait convoqué une réunion à cet effet. Il paraît que tous les chefs des colonnes confédérales d'Aragon y assistèrent. Je n'arrivai pas à temps. J'ignore si Jover était présent. Si j'étais arrivé à temps, je me serais opposé avec fermeté, ayant encore en mémoire mon entrevue avec Largo Caballero [cf. note n° 22], à ce que Durruti fût envoyé à l'abattoir. À l'analyse des faits, García Oliver a raison de croire à un complot anti-révolutionnaire de la part de soi-disant anarchistes, ou pour le moins, à un torpillage et une obstruction face aux extrémistes (?) au nom de la politique du moindre mal [...]. Là est la manœuvre. On flatte Durruti pour qu'il rende une seconde visite à Largo Caballero... et le résultat est également négatif. Alors, on baratine Durruti pour qu'il aille sauver Madrid et tout raffer... et ainsi on sort Durruti de sa zone d'influence... la Catalogne. Ascaso mort. García Oliver poussé dans le marécage du gouvernement et Durruti qu'on envoie se fracasser à Madrid. C'est ainsi que s'estompe l'influence du groupe *Nosotros* en direction de la Révolution... (Lettre à García Oliver, sans date, citée dans Gallardo & Márquez, 1999, p. 363.)

Il faut souligner, après cette mise en perspective des manœuvres communistes et des interrogations d'Antonio Ortiz, qu'il était sans doute de la plus haute importance pour les Soviétiques qu'un individu comme García Oliver soit écarté de la conseillerie de défense de la Généralité, où il avait la haute main sur les milices et les questions

militaires. On peut remarquer que les opérations visant à pousser Durruti hors d'Aragon ne débiteront qu'après que García Oliver aura été mis dans l'obligation d'accepter un poste de ministre, et donc de se déplacer à Madrid le 2 novembre.

César M. Lorenzo voit dans les lignes qui précèdent « une insinuation calomnieuse laissant supposer que le CN de la CNT était de mèche avec les communistes. Pour ne pas dire qu'il était à leur service » (lettre aux auteurs du 21 décembre 2005). Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de recourir à des explications complotistes de ce genre pour expliquer l'alignement progressif des choix du CN de la CNT sur les diktats de la diplomatie soviétique : il suffit de considérer avec attention les faits et de bien prendre la mesure de l'énorme problème que posait à tous les réformistes (dont le CN de la CNT doit être considéré comme faisant partie) la persistance d'options radicales au sein de l'organisation anarcho-syndicaliste. La seule chance de procéder à un enterrement de première classe de ces options était d'amener le représentant le plus en vue de la tendance radicale, à savoir García Oliver, à intégrer le gouvernement du réformisme espagnol. Ce dernier exposera d'ailleurs lui-même dans son *Eco de los pasos* tous les ingrédients qui permettront de comprendre quelle cuisine se fit dès lors dans les ministères et les états-majors, même s'il évite consciencieusement de donner la mesure dans laquelle il tomba lui-même sous le charme des *tovaritchi*.

Pour compléter le tableau, il faut savoir que les Soviétiques, si l'on en croit le même document reproduit dans Habeck, Radosh & Sevostianov, 2002, tenaient tout particulièrement à déclencher une grande offensive sur Saragosse... le 14 novembre, soit le lendemain du départ des forces de Durruti pour Madrid!

52 Antoine nous apprend successivement que Durruti est parti à Madrid et qu'il y a été tué. Revenons sur le départ de la colonne anarchiste pour la capitale assiégée.

José Mira, dans son ouvrage, raconte que, le 12 novembre,

Durruti nous demande de toute urgence de rassembler mille cinq cents miliciens prêts à donner leur vie sans hésiter. Nous présentons immédiatement la proposition aux deux groupements qui étaient intervenus si efficacement à Siétamo : les premier et huitième, et les centuries 44, 48 et 52. [...] À 9 heures du matin, [...] quand arrive la relève, armement, couvertures et vêtements

sont fournis à ceux qui partent pour Bujaraloz en autocar. À 1 heure de l'après-midi, nous voilà tous sur la Plaza Mayor. L'artillerie est déjà partie à Lérida, tout le monde chante, arborant les drapeaux rouge et noir.

Ils sont mille trois cents hommes auxquels s'ajouteront cent ou deux cents autres en cours de route, dont le bataillon Asturias de Bonilla. La centurie du jeune Jesús Salillas Artigas, de Pina, enrôlé le 24 août dans la colonne Durruti, partira avec eux.

La présence dans la capitale de membres du Groupe international est attestée par Mathieu Corman. Ils constituent une section de mitrailleurs :

Le détachement de Ramon comprend les survivants du Groupe international de Louis Berthomieu. Il est envoyé vers le pont des Français. (Corman, 1937, p. 209.)

Corman suit, jour après jour, quelques combattants de ce groupe, des Allemands et un Italien dont l'intrépidité l'impressionne beaucoup. Après quelques jours de combats extrêmement durs où sont engagées pour la première fois deux Brigades internationales, les huit cent soixante miliciens survivants de la colonne Durruti (sur mille sept cents combattants, selon Mira) seront relevés le 20 novembre, jour de la mort de leur délégué général. Ils resteront à Madrid jusqu'au 8 janvier 1937, date à laquelle Mira et Manzana retournent en Aragon pour restructurer la colonne devenue 26^e division. Mais de gros problèmes se présentent, nous dit Mira :

Des camarades de grande valeur préfèrent partir, plutôt que d'accepter la militarisation qu'ils considèrent comme une bêtise. (Mira, 1938, pp. 141-193.)

Selon les actes de réunions des comités CNT de Barcelone, fin novembre, une sorte de mutinerie éclate parmi les survivants démoralisés des combats de Madrid, qui soutiennent que Durruti a été assassiné. Dans la réunion du Comité régional du 26 novembre, il est question

des individus de la colonne Durruti qui, sans tenir compte du préjudice qu'ils commettent envers l'Organisation, abandonnent le front de Madrid. Il est entendu qu'ils ne doivent pas entrer en Catalogne, et il est prévu d'envoyer Ruano avec les pleins pouvoirs pour qu'il les oblige à retourner au front par la force s'il le faut.

Les Actes de la réunion du 2 décembre nous informent que les pré-sents (Comité local CNT, *JJ. LL.*, et autres groupes anarchistes) vont discuter des faits et gestes des individus de la colonne de Durruti qui ont lâchement abandonné le front de Madrid, car (selon eux) ils sont mal traités. Ils prétendent tenir une assemblée pour justifier leur attitude. Les uns croient qu'ils doivent s'incorporer au front d'Aragon; d'autres pensent sauver leur honneur mis à mal en retournant à Madrid; et quelques résidus, heureusement peu nombreux, se défoulent ici dans des actes de basse moralité. Le débat s'anime, presque tout le monde intervient, et la proposition suivante se détache: créer des compagnies disciplinaires pour obliger les indésirables, les traîtres, les lâches à retourner au front en première ligne. On mettra à l'arrière-garde des compagnons pour les surveiller et, en cas de félonie, les châtier sévèrement. (IISG, CNT, 94 D1 et 85 C1.)

Cf. Paz, 1996, p. 650.

53 Les circonstances de la mort de Durruti sont obscures, et aucun historien à ce jour n'a pu les démêler. Certains savent peut-être la vérité, ou croient la savoir, mais la gardent encore pour eux. Les prochaines années nous livreront peut-être quelques témoignages décisifs, qui auront le défaut néanmoins d'être de seconde main, dans le meilleur des cas.

Rappelons en préambule ce qui est à peu près établi, avec de petites variantes selon les témoins.

Durruti arrive à Madrid le 14 novembre, et ses hommes le lendemain matin vers 9 heures: ils sont placés sur le front dès le 16 à 2 heures du matin.

Les jours suivants, 17 et 18, se passent en terribles combats à la cité universitaire, où les hommes de la colonne Durruti ne sont pas relevés. Le 18, ils ont été décimés, et il ne reste plus que quatre cents combattants. En fin de journée, Durruti s'entretient au ministère de la Guerre avec José Miaja et Vicente Rojo, respectivement président de la Junte de défense de Madrid et chef d'état-major du premier, afin de mettre en place la relève de ses troupes. Ceux-ci lui demandent de tenir encore un jour. Vers 20 heures, il quitte le ministère et se rend à son quartier général, où il parle avec Eduardo Val, secrétaire du Comité de défense de la CNT de Madrid, de la militarisation des milices et des manœuvres communistes pour prendre le

contrôle de la situation à Madrid. Ils mentionnent une réunion de militants convoquée à ce sujet le lendemain 19 vers 16 heures. Peu après arrive Cipriano Mera, chef d'une colonne anarcho-sindicaliste madrilène. Celui-ci et Durruti se donnent alors rendez-vous pour le lendemain matin à 6 heures au Q.G. de la colonne Durruti, afin d'entreprendre la conquête de l'*Hospital Clínico*, un bâtiment d'importance stratégique.

Pendant toute la matinée jusqu'aux environs de midi, Mera et Durruti suivent les opérations qui ne permettent de prendre le contrôle que d'une partie du *Clínico*. Durruti se rend ensuite à son Q.G. et c'est là qu'Antonio Bonilla, délégué général de la formation de blindés, arrive peu après pour lui donner les dernières nouvelles concernant le *Clínico*, où des miliciens sont coupés de leurs arrières :

Il était 13 heures ce 19 novembre quand je décidai d'aller parler à Durruti pour lui expliquer ce qui s'était passé. Lorente conduisait la voiture, et un charpentier catalan très valeureux, Miguel Doga, m'accompagnait. En arrivant à la caserne, nous vîmes la Packard de Durruti qui était en marche, et qui allait partir avec Manzana. Je lui expliquai ce qui se passait, et il [Durruti] décida d'aller se rendre compte par lui-même. Je dis à Julio Graves (le chauffeur) de suivre notre voiture, parce qu'il fallait éviter de passer par les zones battues par le feu, et c'est ce qu'il fit. Manzana, comme de coutume, portait son *naranjero* à l'épaule, et un foulard pendait de son cou où il reposait de temps en temps sa main droite, car il était blessé à un doigt depuis quelques semaines. Durruti se déplaçait en apparence sans arme, mais il portait, comme d'habitude, un Colt 45 sous sa veste de cuir. Leur voiture nous suivit jusqu'à ce que nous parvenions près des chalets qu'occupaient nos forces diminuées. Alors leur voiture se gara, et nous fîmes de même environ vingt mètres en avant. Durruti descendit pour aller dire quelque chose à quelques miliciens qui étaient là en train de prendre le soleil, derrière un mur. Cette zone n'était pas battue par le feu. C'est dans ce lieu que Durruti fut blessé mortellement et que la révolution connut le plus dur et inimaginable revers. Nous étions dans l'autre voiture, quelque vingt mètres plus loin, et nous sommes restés garés trois ou quatre minutes. Quand Durruti remonta dans la voiture, nous démarrâmes et, en regardant derrière pour s'assurer qu'elle nous suivait, nous vîmes que la « Packard » faisait demi-tour et partait à toute vitesse. Je sortis de la voiture et demandai aux jeunes ce qui s'était passé. Ils me

répondirent qu'il y avait eu un blessé. Je leur demandai s'ils savaient qui était l'homme qui leur avait parlé, et ils me répondirent que non. Je dis à Lorente que nous rentrions immédiatement. Il était 14 h 30. (Entretien donné à Pedro Costa Musté, revue *Posible*, n° 80, 22-28 juillet 1976.)

Le corps blessé de Durruti est transporté à l'Hôtel Ritz, qui sert d'hôpital à la colonne, puis immédiatement à la salle d'opérations où les docteurs Santamaría et Martínez Fraile lui donnent les premiers soins. Devant la peur d'entreprendre une opération risquée et de la rater, ils font appel à un chirurgien expérimenté, Bastos Ansart, qui constate la gravité de la blessure et estime qu'elle ne pourra manquer d'emporter le blessé. Les médecins ne tentent donc pas d'opérer. Durruti entre alors dans une lente agonie qui prend fin le lendemain vers 4 heures.

Pendant ce temps, Bonilla se rend au Q.G. de la colonne :

Manzana me reçut. Je lui demandai où était Durruti, et il me dit qu'il était parti à une réunion du Comité national. Je lui répondis que c'était un mensonge, puisque le Comité national n'était pas à Madrid. Son visage changea de couleur, et il me dit que s'il était dans la colonne, c'était pour Durruti et pour nous autres, et que si nous n'avions plus confiance en lui, il s'en irait.

« Tu m'as menti, lui dis-je, mais je te tiens pour responsable de ce qui a pu arriver, et je t'enjoins de tout me dire à un autre moment. » Je devais rejoindre les miens. À 5 heures du matin le lendemain, le compagnon Mora vint en moto pour m'annoncer la mort de Durruti. (*ibidem*)

Nous n'allons pas entrer maintenant dans le détail des différentes versions de la mort de Durruti, car elles regorgent de menus faits, dont la plupart sont fantaisistes, et se détruisent toutes mutuellement. Pas une seule ne tient véritablement debout, même si celle de Bonilla est sans doute celle qui se rapproche le plus de la vérité, selon les paroles de Joan Llach, qui a consacré un livre entier à la question.

Pour mémoire, rappelons quand même brièvement les principales versions qui ont circulé.

Celle de Manzana, tout d'abord, telle qu'elle est rapportée par Cipriano Mera, dans son livre de mémoires, *Guerra, exilio y cárcel de un anarcosindicalista*, publié en 1976. Mera se trouve vers 17 heures en compagnie d'Eduardo Val au Comité de défense quand arrive Manzana qui lui rapporte les conditions de la blessure de

Durruti: ils étaient cinq dans la voiture, Durruti et deux agents de liaison, Yoldi et lui-même. Arrivé à portée du *Clínico*, Durruti est touché par une balle tirée par les franchistes depuis le bâtiment qu'ils contrôlent. Après s'être confié à Mera, Manzana lui demande de garder le secret, afin de ne pas démoraliser les troupes. Cette version est à la base de celle qui sera élaborée par la CNT pour servir de version officielle. Et elle sera cautionnée par Ricardo Sanz, qui est désigné le 20 par le Comité national (en présence de García Oliver, Mera et Montseny) pour prendre la succession de Durruti à Madrid, tandis que Manzana est envoyé en Aragon pour prendre en main le reste de la colonne, alors en pleine effervescence à cause des décrets de militarisation que les miliciens refusent dans leur majorité et de la conviction de la plupart que Durruti a été tué par les communistes.

Concernant cet état d'esprit des miliciens, nous pouvons verser au dossier le témoignage d'un milicien suisse, Edi Gmür, membre du Groupe international :

Moses a répondu :

– [...] Les communistes veulent prendre le pouvoir en Espagne. Mais ils n'y parviendront que quand les anarchistes seront anéantis. Oui, ils seraient bien contents si nous nous cassions le nez ! Mais ils se trompent, ces gredins.

– Il y a aussi des gredins parmi les anarchistes, s'est exclamé l'Estonien, qui est communiste.

Brotz s'est mis de la partie :

– Vous n'avez rien à dire. Allez dans les Brigades à Madrid, si vous ne vous plaisez pas ici !

Moses maugréait :

– Faudrait tuer tous les communistes, ils ont bien assassiné notre Durruti !

Alors je n'ai plus pu me maîtriser, et j'ai rugi :

– Bande de salopards !

Enfin est arrivé le commissaire politique qui a rétabli l'ordre. J'étais quand même en colère et déprimé. Le soir, j'ai demandé à Henrique s'il était vrai que Durruti avait été assassiné par nos gens.

– C'est sûr, c'est les communistes qui l'ont abattu, m'a-t-il répondu. Il a tiré de sa poche une photo de Durruti assassiné. On voit nettement, sur le torse nu, l'entrée d'une balle dirigée droit sur le cœur. Je suis très déprimé.

– Politique ! ajoute Henrique.

Dans le même sens, le journaliste argentin José Gabriel, dans son *La vida y la muerte en Aragón*, publié en 1938, écrit :

VIE ET MORT D'UN LEADER

[...] À Madrid, quand les factieux, ayant repris des forces, avancèrent par l'Estrémadure, on réclama la présence de Durruti pour organiser en une semaine une armée puissante ; mais le gouvernement républicain et socialo-communiste de Largo Caballero faisait la sourde oreille à cette demande, en même temps que celui de la Généralité catalane, d'identique filiation politique, maintenait les milices du caudillo faïste sans armes, afin de les discréditer, celles-là et celui-ci.

[...] Toutes [les versions officieuses sur la mort de Durruti] révèlent, néanmoins, que le peuple n'accepta pas la version officielle, pas plus qu'il ne l'avalait quand le consul russe à Barcelone fit acte de présence à l'enterrement. Ce qui est sûr, c'est que Durruti, tué d'une balle en plein cœur, fut assassiné par la colonne internationale du général Kléber, une force « spécialisée dans le nettoyage de l'arrière-garde » (ainsi qu'elle se qualifiait sans complexe), installée par les républicains et les socialo-communistes sur le front du Centre pour contrôler le peuple espagnol qui se défendait des factieux. En l'assassinant, la République socialo-communiste assénait en son nom et au nom de l'Angleterre, de la France et de la Russie, un coup puissant au peuple travailleur espagnol. Ce n'est pas, pour sûr, la vérité reconnue officiellement par la CNT et la FAI ; mais officiellement, les circonstances ont imposé à la direction de la CNT et de la FAI des concessions que les affiliés de ces institutions n'approuvèrent pas tous, ainsi que le révèle, entre autres, l'apparition du groupe dissident *Amigos de Durruti*. Avec le temps, nous verrons avec précision, de la bouche même des victimaires, ces vérités confessées, voire affichées, et beaucoup d'autres.

La suite ne lui a pas donné raison...

Revenons à Sanz qui, en route pour Madrid, fait une escale à Valence, le 21, et y rencontre brièvement Manzana qui lui dit : « Ne va pas à Madrid ; ils vont te tuer comme lui » [il désigne la dépouille mortelle de Durruti, en transit pour Barcelone].

Ne prenant pas le temps de lui demander plus d'explications, Sanz parvient à Madrid le soir du 23 ou du 24 novembre et, après avoir officiellement effectué une rapide enquête sur place (en fait, il

ne semble pas avoir interrogé le moindre témoin direct), il annonce que Durruti est mort d'une balle tirée de l'*Hospital Clínico* à mille mètres de distance ; il déclare qu'il y avait sept personnes dans la voiture, Durruti, Manzana, Yoldi, Graves, un mécanicien et deux hommes d'escorte. Cette version sera la seule à avoir droit de cité pendant trente-cinq ans environ, même si Sanz donnera plus tard une version toute différente (voir plus loin).

Quand des historiens ou des écrivains comme Martínez Bande, Enzensberger ou Joan Llach réexamineront la question, la thèse de l'accident provoqué par Durruti lui-même viendra remplacer progressivement celle de la balle franquiste, en raison des invraisemblances de cette dernière. Elle deviendra donc, en quelque sorte, la version officielle bis et sera exprimée, par exemple, par Diego Abad de Santillán dans un entretien donné en 1977 à Freddy Gomez (reproduit et traduit dans *À contretemps* n° 10), où il affirme avoir appris la vérité directement de la bouche de Manzana, à savoir que Durruti aurait déclenché lui-même le coup de feu mortel en heurtant le marchepied de la voiture avec le bas de son *naranjero*. Santillán ajoute que Manzana l'a appelé le jour même pour lui annoncer la mort de Durruti. Mais alors, comment se fait-il que Manzana dise à certains que c'est une balle ennemie, et à d'autres que c'est un accident ? Et nous verrons plus loin qu'il donnera à Sanz, si on l'en croit, encore une autre version !

Pour approfondir un peu la question, on peut maintenant prendre connaissance des propos de García Oliver, dans son *Eco de los pasos*, publié en 1978 :

Je vis le sergent Manzana et le docteur Santamaría, tous deux en permanence aux côtés de Durruti, qui s'approchèrent de moi [le 23, à l'occasion de l'enterrement de Durruti à Barcelone]. [...] Manzana me dit :

– Nous voudrions parler avec toi. Seul à seul. [...] Il s'agit de quelque chose que nous avons caché sur la mort de Durruti. Nous laissons se propager à Madrid la nouvelle selon laquelle il a reçu un coup de feu, ce qui est naturel là où s'échangent tant de tirs. Mais cela n'est pas vrai. Durruti n'est pas mort comme la nouvelle en a couru. Sa mort fut un accident. Quand il est sorti de l'auto, il a glissé, la crosse de son *naranjero* a frappé le sol et le percuteur s'est déclenché, entraînant plusieurs tirs, dont l'un l'a touché. On n'a rien pu faire à l'hôpital. Il est mort.

Ces détails me parurent absurdes, mais ils ne me firent pas perdre mon calme. [...] Ce qui est certain, c'est que la version de sa mort héroïque face à l'ennemi avait déjà circulé à profusion. On ne pouvait la démentir, et il n'aurait pas été convenable de le faire. En plus, quand bien même on aurait enquêté, on n'aurait jamais su la vérité, car chacun, dans cet enfer de passions qu'était l'Espagne, aurait donné sa version, de préférence la version susceptible de porter le plus lourd préjudice moral aux anarcho-syndicalistes. Nos ennemis de l'intérieur et de l'extérieur iront même jusqu'à dire qu'il avait été assassiné par les anarchistes eux-mêmes. [...] À l'époque comme aujourd'hui, trente-sept ans après, cette version de la mort de Durruti que me donnèrent le sergent Manzana et le docteur Santamaría me parut invraisemblable. Il y avait une pièce qui ne s'insérait pas bien dans ce qui devenait une sorte de casse-tête. Cela ne tenait pas debout, qu'il ait « en sortant de la voiture, glissé et que le *naranjero* ait frappé le sol, déclenchant le tir ». Il est certain que les *naranjeros*, fusils-mitrailleurs allemands importés par la *Guardia civil*, étaient dangereux si on les cognait, magasin chargé, contre le sol. De nombreux accidents s'étaient produits. Mais le fait est que je n'ai jamais vu Durruti avec un *naranjero*. Tout au plus portait-il un pistolet dans un étui à la ceinture. Je n'ai jamais vu non plus de photo de lui avec un *naranjero* dans les mains. Et on peut dire que Durruti se faisait photographe dans toutes les positions, y compris pendant son sommeil. Sur le front d'Aragon, il se déplaçait toujours en compagnie du docteur Santamaría, pour le cas où il serait blessé, et d'un compagnon photographe, pour le prendre en photo. Étant donné le sérieux de Manzana et du docteur Santamaría, j'ai toujours cru que le *naranjero* qui avait tiré, et avait frappé Durruti, devait appartenir à l'un des compagnons de son escorte.

Ces révélations sont prolongées dans un autre passage de son livre :

Pendant de nombreuses années, la version du tir accidentel du *naranjero* demeura inconnue. Puis, au fil des ans, il ne manqua pas certains, comme Santillán, pour retirer le voile. Mais pas moi. Je n'ai absolument jamais admis cette version, car Durruti ne se déplaçait jamais avec un *naranjero* ni aucune arme à la main.

On saisit dans cet aveu tardif que García Oliver, dans les jours qui suivirent la mort de Durruti, s'est vu confier par Manzana que Durruti était l'auteur du coup de feu accidentel, qu'il ne l'a pas cru... et qu'il

n'en a rien dit à personne. Cette dernière affirmation n'est d'ailleurs pas tout à fait vraie, si l'on en croit ce qu'Ortiz lui rappellera dans un courrier qu'il lui adressera après la publication de son *Eco de los pasos* :

Là où nous ne sommes pas d'accord, c'est au sujet de ce que tu m'as dit à l'enterrement de Durruti [...] qu'il s'était tué avec le *naranjero* qui était parti tout seul...

Mais Ortiz saisit l'occasion pour aller plus loin :

La balle qui a tué Durruti lui est entrée par l'omoplate et elle est sortie sous le téton du même côté... c'est-à-dire de haut en bas et d'arrière en avant... ! La veste qu'avait portée Durruti est la meilleure preuve de ce que je dis... alors... pourquoi tant de serments et de mensonges... !!?? (Lettre envoyée du Venezuela, sans date, probablement en 1978, citée dans Gallardo & Márquez, 1999.)

On voit donc qu'Ortiz nourrit les mêmes soupçons que García Oliver. Dans le livre qu'ils ont consacré à Antonio Ortiz, Gallardo et Márquez disent ceci :

Parmi les contacts de cette période parisienne, il faut distinguer la visite qu'il fit à Émilienne Morin [début 1939], la compagne de Durruti. [...] Mais l'important pour Ortiz fut de voir la veste de cuir que portait son ami et compagnon (Durruti) le jour de sa mort :

– Quand je vis la veste, j'en fus malade, car, c'était clair, la fable de García Oliver, au cours de l'enterrement, sur l'accident qui coûta la vie à Durruti ne tenait pas debout... La balle était entrée par l'arrière et on pouvait le constater au trou net sur la veste, tandis qu'à l'avant le trou plus grand présentait la déchirure typique d'une sortie de balle.

C'est alors que fit son chemin dans sa tête l'idée qu'il conservera pour le restant de ses jours : on avait tué Durruti, et il accusait Manzana, sans pouvoir le démontrer :

– La balle qui coûta la vie à Durruti était entrée par-dessus l'omoplate gauche et était ressortie près des fausses côtes. Or, un tir accidentel aurait pu dessiner une trajectoire horizontale, ou de bas en haut, mais jamais de haut en bas et par derrière. (Entretien avec Ortiz, 26 juillet 1995.)

On relève ici que García Oliver dissimule en disant qu'il s'est refusé à avancer la thèse de l'accident provoqué par Durruti, puisque

c'est de cette version qu'il a fait état devant Ortiz le 23 novembre à Barcelone. On peut supposer qu'il ne s'est pas refusé au petit jeu des confidences différemment calibrées – il a fait la même à Émilienne Morin –, selon que l'on faisait partie ou non du premier cercle des initiés : en gros, pour la masse des militants, c'était la mort du héros abattu par une balle ennemie, pour les membres du cercle des militants proches des responsabilités, c'était Durruti qui s'était exécuté tout seul, et pour les militants du sommet habitués à toutes les intrigues, c'était encore autre chose... à savoir que c'était Manzana qui avait déclenché le tir, ainsi que l'exposera plus tard Bonilla :

La balle qui blessa mortellement Durruti sortit du *naranjero* que portait Manzana à l'épaule. Quand ils se disposèrent à remonter dans la voiture pour nous suivre, Manzana ouvrit la porte pour que Durruti prenne place sur le siège [...]. Le *naranjero* lui glissa de l'épaule, la crosse heurta le marche-pied de la voiture, le fusil-mitrailleur partit tout seul et blessa Durruti. [...] J'ai toujours maintenu le silence autour de la question de savoir si le coup de feu avait été accidentel ou non, car je tenais à le vérifier personnellement auprès de Manzana, mais je ne suis jamais parvenu à le revoir au cours de ces quarante dernières années. (*Posible*, n° 80, repris dans Marculeta, 1984.)

Pour être plus précis sur ce point, nous pouvons faire état d'un récent courrier de Miguel Amorós :

[À propos de la version de Bonilla,] je dispose d'un document confidentiel de lui. Il s'agit d'une communication que me transmit Piqueras, qui est mort maintenant, intitulée « Travail pour la rencontre de militants vétérans, qui doit se tenir du 21 au 26 novembre 1977 à Barcelone ». En ce qui concerne la mort de Durruti, il dit :

– [...] [Bonilla réitère tout d'abord sa description des faits] Dans le numéro 80 de la revue *Posible* [...], je déclare comment il fut blessé, mais trois voix se sont fait entendre pour s'étonner que j'aie gardé le silence sur la mort pendant quarante ans. Que ces trois voix, parmi lesquelles se trouve celle de sa compagne française Émilienne, entendent ceci : je me suis tu pendant quarante ans parce que je poursuivais Manzana pour le tuer. Et maintenant, pour terminer, j'invite ceux qui écriront à partir d'une version erronée de cette mort à la rectifier coûte que coûte, parce qu'on ne peut mentir à son sujet. (Courrier aux auteurs du 23 novembre 2005.)

Comme on peut le voir, l'étau se resserre autour de Manzana. Pour conforter encore un peu plus ces soupçons, nous pouvons livrer une information qui demande à être manipulée avec prudence, car nous ne disposons pas de tous les éléments pour en établir formellement le bien-fondé.

Selon le témoignage d'un ancien milicien de la colonne Durruti, auquel nous sommes contraints de conserver l'anonymat pour le moment, Durruti était bien accompagné des seuls Manzana et Graves, le chauffeur. Une autre voiture, dans laquelle se trouvaient ce témoin anonyme, que nous nommerons dorénavant « le milicien X », ainsi que certains militants connus, tels que Liberto Ros et d'autres, s'était garée plus loin, entre cinquante et deux cents mètres, mais hors de vue de Durruti. Une troisième voiture, à bord de laquelle avait pris place, entre autres, Miguel Yoldi, se trouvait encore plus loin. En entendant une détonation provenant du lieu où se trouvait Durruti, alors que la zone était calme, les occupants de ces deux voitures arrivèrent sur les lieux, où ils trouvèrent un Manzana catastrophé qui leur expliqua qu'il venait de tuer accidentellement Durruti. Celui-ci, en sortant de la voiture, se serait pris le pied dans le bas de la portière et se serait retrouvé empêtré dans sa mitrailleuse : Manzana aurait esquissé un geste pour lui venir en aide et, en se baissant, aurait provoqué involontairement le tir de la mitrailleuse, dont le cran de sûreté se serait relevé à l'occasion de la manœuvre maladroite de Durruti. Les témoins durent réagir très vite, avant d'emporter le corps de Durruti, qui n'était pas encore mort, et c'est dans cette précipitation que se mit au point la thèse de la balle ennemie tirée depuis le *Clínico*. À l'exception du « milicien X », ils crurent Manzana, semble-t-il (c'était le cas, par exemple, de Liberto Ros, qui fit les mêmes révélations à César M. Lorenzo il y a déjà longtemps, mais qui n'en voyait pas moins en Manzana « un chic type »), en raison de sa grande proximité avec Durruti, surtout depuis la prise de la caserne d'Atarazanas. Sur ce point, néanmoins, Ortiz

souligne avec insistance que c'est une erreur historique que de considérer le sergent Manzana comme faisant partie de ceux qui affrontèrent les officiers soulevés.

– Au cours de l'occupation d'Atarazanas, Manzana fut trouvé enfermé dans une cellule et fut transféré au quartier général du POUM, où Valeriano Gordo se rendit plus tard pour le libérer. (Gallardo & Márquez, 1999.)

Toujours est-il que, même si les témoins de la mort de Durruti eurent des doutes, ils estimèrent qu'on ne pouvait dire la vérité, d'abord parce que Manzana se serait fait exécuter, ensuite parce que les anarchistes ne pouvaient rendre publiques des circonstances aussi déplorables concernant la mort de leur héros.

Par ailleurs, César M. Lorenzo s'est souvenu d'un passage d'un écrit de son père, Horacio Prieto :

On disait que c'était un « *paco* » [tireur embusqué], un des nombreux qui opéraient par là, qui l'avait tué ; il se disait aussi que c'était son homme de confiance, Manzana, qui lui avait porté un coup de pistolet, involontairement bien sûr ; mais les insidieux disaient, également, que c'étaient ses propres amis anarchistes qui l'avaient tué, parce que Durruti se faisait à l'idée, petit à petit, de bonnes relations et d'un accord avec les communistes. Il est fort possible que ce soit les « *pacos* » qui l'aient tué [...] en sachant, ou ne sachant pas, qui ils tuaient ; cela peut avoir été le tir involontaire du pistolet du sergent professionnel qu'était Manzana ; mais s'il le fit volontairement, qui peut savoir les raisons qui l'animèrent ! Et si ce ne sont ni les « *pacos* », ni le hasard d'un tir du pistolet de Manzana qui le tuèrent, ceux qui pouvaient couvrir le dessein de tuer Durruti ne pouvaient être autres que ceux qui avaient intérêt à ce que les Brigades internationales ne fussent pas éclipsées par le symbole « Durruti ». Ceux-ci tentèrent, plus tard, d'enlever Miguel Yoldi, comme ils le firent avec d'autres, qu'ils éliminèrent. Je crois fermement qu'en aucune façon ce ne furent les anarchistes qui tuèrent Durruti, qu'il fut tué intentionnellement par quelqu'un, ou par hasard ; il était trop admiré et aimé de tous pour que les anarchistes commettent un crime aussi sot. (*Utopistas*, manuscrit inédit, p. 123.)

Après nous avoir communiqué cet extrait, César M. Lorenzo ajouta ce commentaire :

Ce qui me frappe maintenant, c'est l'allusion trois fois répétée au pistolet de Manzana ! (Lettre aux auteurs du 28 août 2004.)

Les pistes les plus sérieuses semblent donc mener à Manzana. Mais les questions surgissent alors : pourquoi aurait-il agi ainsi, et pour le compte de qui ? Une hypothèse mérite d'être émise, même si elle n'est mentionnée ici qu'avec la plus grande prudence, faute d'éléments suffisants pour l'étayer.

García Oliver, dans son *Eco de los pasos*, pp. 326 et 327 (cf. extrait reproduit en annexe I), affirme que Largo Caballero accepta, au cours d'une réunion du Conseil supérieur de guerre tenue le 14 novembre, et sur sa proposition, de nommer Durruti à la tête de la Junte de défense de Madrid en remplacement de Miaja (avec pour condition, imposée par Caballero, de garder cette décision secrète pendant huit jours).

Si l'on accepte de croire García Oliver sur ce point, et surtout si l'on garde présent à l'esprit que personne dans ce Conseil n'avait une haute opinion des capacités de Durruti, que ce soit à un niveau militaire ou sur le plan politique, on peut se demander si cet accord n'aurait pas fonctionné comme un piège mortel pour Durruti : Miaja, qui était assez fier de sa position et se prenait un peu pour le sauveur de l'Espagne (c'était la raison pour laquelle Caballero voulait le destituer et lui cherchait un remplaçant), n'allait certainement pas se laisser débarquer facilement. On pouvait donc ainsi lui laisser l'initiative, c'est-à-dire en l'occurrence décider quand et comment se débarrasser de Durruti.

Pourquoi ne pas penser alors que Manzana aurait pu obéir à ses supérieurs, le général Miaja et le lieutenant-colonel Rojo, en bon soldat qu'il était (il faut savoir qu'il avait combattu dans le Rif, qu'il avait été plusieurs fois médaillé, et que tous ses états de service dans l'armée étaient élogieux) ? On a déjà émis l'hypothèse qu'il avait obéi à ses supérieurs militaires du camp franquiste (cf. *El Periodico de Catalunya*, 24 novembre 2002), mais a-t-on pensé qu'il ait pu obéir à ses supérieurs du camp loyaliste ?

Cette hypothèse devrait alors être comprise comme une variante de la piste communiste, qui eut toutes les faveurs auprès des miliciens, puisque aussi bien il était clair à ce moment que Miaja et Rojo étaient en grande partie contrôlés par les communistes et les agents soviétiques, qui profiteront bientôt à outrance de cet ascendant pour placer leurs hommes aux postes clés de l'armée en voie de reconstruction. Si l'on ajoute à cela le fait que Miaja et Rojo étaient membres, avant le 19 juillet 1936, de l'UME (*Unión Militar Española*) – une organisation secrète au sein de l'armée dont le but était « d'opposer au moment opportun une digue capable de sauver l'Espagne d'un déferlement communiste » (document franquiste, cité par Bolloten) –, et que les communistes le savaient, ce qui constituait pour eux un excellent moyen de pression, on comprend

à quel point il était vital pour eux de ne pas laisser entrer le loup Durruti dans la bergerie républicaine.

Si cette hypothèse pouvait être vérifiée, on comprendrait alors pourquoi Voline, chargé de la rédaction du journal *L'Espagne antifasciste*, reçut à Paris le 21 novembre, venant de Barcelone, le télégramme suivant :

Durruti assassiné par un groupe communiste sur le front de Madrid.

Et pourquoi encore il reçut quelques heures plus tard ce démenti :

Annuler précédent télégramme pour sauvegarder l'unité d'action.
(Témoignage de son fils Léo Voline, datant de 1985 et publié dans le bulletin du CIRA de Marseille, nos 26-27, p. 73.)

On peut supposer que les premières constatations menèrent les hautes sphères de la CNT à la piste communiste et qu'il ne s'agissait pas pour elles de laisser passer cette provocation venant de leurs pires ennemis, mais que des investigations plus approfondies les convainquirent que la piste menait plus loin et incriminait Miaja, tout l'état-major, et derrière lui l'ensemble du gouvernement. À ce niveau, il ne restait plus qu'à choisir l'affrontement généralisé avec la totalité du camp républicain... ou bien laisser choir.

Toujours dans le cadre de cette hypothèse, on peut tenter d'imaginer comment le piège s'est refermé sur Durruti : plusieurs responsables militaires, Mera par exemple, constatent dès le 18 que les forces ennemies semblent s'essouffler et jeter toutes leurs forces dans une ultime tentative pour prendre Madrid, et obtenir par là un succès psychologique important et une victoire diplomatique décisive, de nombreuses nations n'attendant que cela pour reconnaître Franco. Quand Durruti explique à l'état-major le 18 au soir que ses hommes sont à bout, celui-ci lui répond qu'il n'y a plus la moindre réserve et lui demande de tenir vingt-quatre heures. On peut supposer que Miaja attend de voir si le front craque – auquel cas on laissera volontiers Durruti prendre en charge une Junte de défense en perdition – ou s'il tient, et on ne lui laissera pas alors le bénéfice de cette glorieuse résistance, et on cherchera à se débarrasser de lui par tous les moyens. Toute cette évolution peut fort bien avoir été prévue par Largo Caballero, quand il a accepté une semaine plus tôt cette étrange promotion pour le célèbre anarchiste.

Cela dit, on peut se contenter d'avancer une version « faible » de cette théorie, à savoir qu'il s'agissait de nommer Durruti à la tête d'une Junte à laquelle on pourrait tranquillement attribuer toute la responsabilité de la débâcle. C'était après tout le but principal du transfert de Durruti et d'une partie de sa colonne vers la capitale : lui faire porter tout le poids du revers militaire annoncé, et ainsi discréditer à jamais l'homme, les miliciens toujours butés dans leur refus de la militarisation, et derrière eux toutes les tendances radicales du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste.

Comme il est de coutume de laisser, après le réquisitoire, la parole à l'accusé, nous citerons ce que Ricardo Sanz racontera bien plus tard, dans un texte rédigé en 1981 et publié en 1991, où il dira comment il rencontra Manzana à Barcelone, sans doute un an après la mort de Durruti, à l'occasion d'une exposition organisée en hommage à celui-ci. C'est alors que l'ancien sergent, devenu entre-temps capitaine à la tête d'une unité basée à Mataró, lui communiquera les « vraies » circonstances de la mort de son chef :

Nous descendîmes de la voiture, Durruti et moi ; nous fîmes quelques pas en direction des postes avancés, et nous rencontrâmes trois jeunes qui venaient en direction contraire. Durruti leur demanda :

- Où allez-vous, les gars ?
- Chercher des armes longues, parce que nous n'avons pas trouvé de fusils pour combattre, répondirent-ils.
- Il n'y a pas de fusils à l'arrière, répondit Durruti. Ils sont en ligne.
- Nous en trouverons, insistèrent les jeunes.
- Retournez aux tranchées, leur ordonna Durruti.
- Nous allons chercher des armes.

Alors, Durruti fit un geste comme pour sortir son pistolet. Un des jeunes, qui avait en main une arme de poing, tira sur Durruti et les trois partirent en courant. Durruti n'eut pas le temps de sortir son pistolet et je le reçus blessé et le traînai à la voiture, avec difficulté, car j'étais aussi blessé à ce moment-là.

On peut légitimement nourrir quelques doutes au sujet de cette version de Manzana, et tout d'abord sur le fait que les assaillants parvinrent à échapper au tireur d'élite qu'il était, même blessé. D'ailleurs, Ricardo Sanz ajoute :

Je devais lui donner l'impression qu'il n'avait pas dissipé mes doutes avec sa « confession » tardive. Nous demeurâmes comme demeurent les divorcés pour le reste de leur vie : avec le doute.

Puisque nous en sommes aux doutes, on peut aussi se demander pourquoi Ricardo Sanz nous livre, quarante-cinq ans plus tard (et même cinquante-cinq si l'on considère la date de publication) cette version, qui entre en complète contradiction avec celle qu'il a toujours défendue jusque-là, y compris dans un entretien avec Joan Llach reproduit dans son ouvrage paru en 1973.

Pour conclure provisoirement dans cette ténébreuse affaire, citons les propos, en dépit de leur caractère un peu grandiloquent, et un rien démagogique, d'un observateur avisé :

Tout en lui adressant des flatteries, l'élément bourgeois du bloc « anti-fasciste » essaya sournoisement de réaliser une contre-révolution par le rétablissement du statu quo social et gouvernemental et par la reconstitution de l'Armée régulière. C'est alors que Durruti montra les dents et menaça les politiciens d'aller lui-même avec ses camarades du front mettre fin à leurs petites combines et à leurs flirts avec le fascisme. Les ennemis de la liberté en Espagne comprirent qu'ils avaient affaire à un adversaire irrécyclable et qui se refuserait toujours à « jouer le jeu » des puissants de ce monde. Ils parlaient capitulation, militarisation, diplomatie, stratégie, capitaux et politique. Durruti répondait révolution. Toute conversation était impossible. Ne pouvant ni ébranler Durruti, ni le corrompre, la contre-révolution l'a assassiné. (André Prudhommeaux, 1937, p. 41.)

Mais avant de vous laisser reprendre le fil de votre lecture, nous tenons à ajouter qu'il ne faudrait pas, sur la foi des éléments mentionnés plus haut dans cette notice, succomber à la tentation de tout expliquer par la main invisible des Soviétiques et des communistes espagnols, ne serait-ce qu'en raison des stratégies contre-révolutionnaires que les socialistes n'étaient pas les derniers à mettre en œuvre, le meilleur exemple en étant le contrôle partiel qu'ils surent conserver sur le terrible SIM, en dépit de la forte mainmise communiste.

Et rien n'empêche de penser que les manœuvres pour faire entrer les anarchistes au gouvernement ont été en grande partie inaugurées et conduites par les socialistes, en mettant tout d'abord en avant un Largo Caballero tout auréolé d'une prétendue nouvelle jeunesse révolutionnaire...

Rien n'interdit non plus, pour finir, de considérer qu'une bonne partie de l'appareil cénétiste et faïste avait tout intérêt à marginaliser des individus comme Durruti, qui par leur seule existence et leur fort

pouvoir symbolique conféraient et conservaient une certaine crédibilité aux options radicales qui s'inscrivaient dans la continuité de la révolution de juillet – ce n'est pas pour rien que certains prendront le nom d'*Amigos de Durruti*, afin de perpétuer cet héritage et de maintenir en vie ces options. Face à elles, et pour des raisons complexes qu'il ne s'agit pas non plus de diaboliser *ad libitum*, une bonne partie des appareils de la CNT et de la FAI choisit de privilégier l'accord avec les forces politiques composant le Front populaire, ce qui l'amènera progressivement à accumuler les reculs et les compromis, voire les compromissions, dont les plus manifestes seront la participation aux multiples opérations répressives qui frapperont bientôt ceux des militants ouvriers et paysans qui resteront fidèles aux principes de l'anarchisme et de la lutte contre le capitalisme et l'État.

Cf. Paz, 1996; Gmür, 1986; Gallardo & Márquez, 1999; Amorós, 2005 b; Bollothen, 1989, pp. 466-468; Mera, 1976; García Oliver, 1978; Gabriel, 1938; Marculeta, 1984; Sanz, 1991; Llarch, 1973.

54 Dans le document de la CNT sur l'histoire de la 26^e division, on peut lire ceci :

À partir des dispositions officielles qui militarisaient les milices depuis janvier 1937, la colonne Durruti devient la 26^e division. Le front d'Aragon continue à être organisé en circonscriptions, avec chacune une division dépendant du chef supérieur du front. Avec son état-major, il coordonne l'action des différents secteurs. L'infanterie est organisée en trois régiments de quatre bataillons. [...] La transformation fut lente et difficile du fait de l'opposition de la plupart des miliciens et du manque d'instructeurs militaires compétents. [...] Pour résoudre le problème du commandement, les soldats élisent leurs officiers, mais les chefs de bataillon sont choisis par les chefs de division, qui choisissent aussi tout le personnel de leur quartier général. [...] Dans les jours difficiles où les miliciens abandonnent le front à cause de la militarisation, et où d'autres partent dans des camps pour leur instruction militaire, il est nécessaire d'accepter la présence de forces externes à la division, qui intègrent la Colonne volante catalane avec 1000 hommes au total. [...] Avec la présence de forces externes à la division se produisit une chose inconnue jusqu'alors : des désertions vers l'ennemi, surtout celles d'anciens militaires de profession. [...] Pendant le mois de janvier 1937, première période d'organisation militaire de la division, l'activité opérationnelle fut

quasi nulle, et tout l'effort se dirigea vers la préparation technique des unités. [...] Quelques patrouilles d'exploration parvinrent à pénétrer l'arrière-garde ennemie en profondeur dans le secteur Villafranca-Villamayor. [...] La direction technique fut confiée à l'enthousiaste et intelligent volontaire international Carl Einstein, fidèle collaborateur du commandement de la division. (Anonyme, 1938, pp. 42-51.)

Einstein, un historien d'art qui avait laissé la plume pour le fusil, s'était déjà engagé comme technicien militaire dans le Groupe international depuis août 1936, et il intervint activement sur une partie du front. Il se sentait très proche de Durruti, et après les obsèques de ce dernier, il prononça à la radio CNT-FAI un discours qu'il avait rédigé. Il y saluait l'organisation de la colonne qui n'était

pas militaire, ni bureaucratique. Elle est née organiquement du mouvement syndicaliste. C'est une association révolutionnaire et non pas une troupe. [...] Nous haïssons la guerre et nous la comprenons en tant que moyen révolutionnaire. Nous ne sommes pas des pacifistes et nous combattons passionnément. La guerre, cette idiotie dépassée, n'est justifiée que par la révolution sociale. [...] Les camarades savent que cette fois ils luttent pour la classe travailleuse et non pour une minorité capitaliste ennemie. Cette certitude impose à tous une autodiscipline sévère. Le milicien n'obéit pas : il poursuit en commun avec ses compagnons la réalisation de son idéal. [...] La révolution impose à la colonne une discipline plus sévère que ne pourrait le faire la militarisation. [...] Je ne crois pas que les généraux ou le salut militaire nous inculqueraient une attitude plus conforme aux nécessités actuelles. En disant cela, je suis convaincu d'interpréter la pensée de Durruti et des camarades. [...] Nous ne renions pas notre vieil antimilitarisme, [...] en fin de compte, nous luttons contre des généraux rebelles. [...] La militarisation fut et reste un moyen favori d'amoindrissement de la personnalité prolétarienne.

55 Depuis la fin octobre, des miliciens de plusieurs colonnes anarchistes (Durruti, *Aguilucho*s, Ascaso, *Tierra y Libertad*) quittent en masse le front. Certains, notamment de la colonne Durruti, se rassemblent à Barcelone afin d'organiser la bataille contre la militarisation, en relation constante avec les miliciens du 4^e groupement et du Groupe international à Gelsa. En plus de la colère, ce qui domine chez les combattants, c'est une grande démoralisation.

Cristóbal Aldabaldetrecu, un des chefs de la colonne Ascaso, y fait allusion lors de la réunion du 18 décembre 1936 du CR de Catalogne :

Les colonnes donnent vraiment plus la sensation de mort que de vie, [...] on va au front pour quelques jours et cela dure des mois, et l'on doit reculer par manque de munitions. C'est cela qui a le plus déprimé les esprits. En avançant et en reculant, on trouve les cadavres des êtres chers, parfois tombés à cause de l'incompétence du commandement. Si nous ne faisons pas bloc, nos hommes se consumeront, et les *Asiáticos* [les Russes] occuperont toutes les positions stratégiques et nous élimineront.

À Pina, le coup de force de Manzana du 6 janvier n'a rien réglé. Dans son rapport à la CNT du même mois, le sergent ne cache pas que la situation est critique

à cause des agissements du compagnon qui dirigeait la colonne avant moi [Ruano], et des problèmes que la militarisation a suscités. [...] Si l'on ajoute l'effet produit par la mort de notre cher camarade Durruti, on comprendra pourquoi environ mille compagnons ont voulu démissionner et rentrer à Barcelone, parmi lesquels figuraient des éléments de grande valeur.

Il commence par démanteler puis expulser le Comité de guerre antérieur,

afin que les compagnons qui viennent me consulter ne croisent pas ceux-là mêmes qui les menaçaient de leurs fusils quelques jours auparavant.

Ensuite, il parcourt les tranchées pour convaincre les miliciens de la nécessité de se militariser, mais il ne peut empêcher le départ massif de six cents d'entre eux. Du coup, il se trouve obligé d'accepter les huit cent cinquante soldats envoyés par la Conseillerie de défense qui appartiennent à l'Etat Català, parti de sinistre réputation aux yeux des anarchistes, car ses dirigeants les avaient féroce­ment persécutés au cours de leur bref passage au pouvoir en Catalogne en 1933 et 1934. Cela ne ramène pas la confiance, d'autant plus que les nouveaux soldats arrivent bien équipés, quand les miliciens, eux, dorment dans la paille depuis six mois et manquent de capotes pour monter la garde.

Le 16 janvier, un nouveau manifeste rédigé par les miliciens récalcitrants de Gelsa circule dans les sections. Il est signé par les mêmes

formations que le précédent, dont le Groupe international, où se trouvent les Français Joseph Marin, Raoul Tarraou, Henri Lacroisille dit Marseille, Michel Espigoulet, de la CGT-SR, et les nommés Monoor Kresch et Blédine. S'y ajoutent les signatures des Batteries d'artillerie et des Sections de mitrailleuses. Le texte rappelle que le front d'Aragon manque toujours de matériel militaire et que là réside la cause de sa paralysie. Il avance que même si les colonnes se militarisaient, le gouvernement de Madrid ne donnerait pas plus d'armes aux anarchistes. Suit la proposition d'une organisation militaire s'accordant aux idées libertaires, basée sur un commandement unique et des conseils de soldats. On voit bien, à la lecture de ces proclamations successives, que les miliciens tentent de remettre à l'honneur le principe de consultation de la base dont la CNT croyait pouvoir se passer sans trop de problèmes. Les auteurs du manifeste signalent d'ailleurs au passage :

Nous ne voulons pas aller plus loin dans la direction que la Confédération a prise, faite de compromis syndicaux, politiques, et maintenant militaires.

Mais la plupart des dirigeants de la CNT, de la FAI et des *JJ. LL.* persistent dans la politique « circonstancialiste » de collaboration avec l'État et avec les émissaires de Staline, se croyant sans doute assez forts pour résister aux pièges et manœuvres qui infestent le marigot politique. À la lecture des actes de la réunion du CR barcelonais du 27 janvier 1937, on voit la Confédération se raidir de plus en plus, mais surtout à l'encontre de ses militants :

La colonne qui ne s'exécute pas ne recevra ni munitions ni vivres. [...] Tout individu qui revient du front ne pourra reprendre son travail que s'il a un ordre de démission légal à présenter.

Le comble du mépris des principes libertaires est atteint pour certains de ceux qui prennent connaissance du discours prononcé par García Oliver, début janvier, devant les officiers de l'École populaire de guerre qu'il dirige à Barcelone :

Vous devez observer une discipline de fer et l'imposer à vos soldats, lesquels [...] cessent d'être vos camarades en s'incorporant dans l'engrenage de la machine militaire de la nouvelle armée.

Malgré plusieurs rencontres de responsables et de délégués à Barcelone et au front, aucun accord ne se forme, et les miliciens, sans

abandonner armes ni positions, restent intransigeants, tout en souffrant énormément de la situation. L'amertume redouble, au constat que les centuries anarchistes déjà militarisées ne sont pas mieux armées que d'habitude, tandis que les brigades communistes et les gardes d'assaut en ville affichent leurs uniformes et fusils flambant neufs.

La crise que traverse l'anarcho-syndicalisme catalan est profonde, les actes des réunions du CR de décembre 1936 à mai 1937 en témoignent. Les militants responsables de la nouvelle ligne se rendent bien compte des risques qu'ils encourent. Aurelio Fernández constate le 26 décembre :

Bien qu'elle [la Confédération] soit entrée dans l'engrenage étatique [...] les étatistes cherchent par tous les moyens à l'éliminer.

Ils voient bien également que leurs positions sur les fronts sont affaiblies. Des délégués de Madrid rendent compte le 11 janvier des faits suivants :

Le haut commandement de nos corps d'armée nous trahit, car il positionne nos miliciens dans les ravins où ils se font tuer par l'artillerie des fascistes, qui occupent les sommets que nous avons abandonnés.

Le 13 janvier, Santillán signale :

Avant, la population mettait ses espoirs dans la CNT-FAI ; maintenant des gens pensent qu'elle est la cause de tous les maux. Il faut retrouver cet amour populaire en faisant un peu de prosélytisme.

Marcos Alcón rétorque :

Je vois les choses autrement que Santillán. [...] En réalité, la CNT est bien responsable de tout. [...] Comme il n'y a pas d'opposition (parce que nous ne la faisons pas), on lance une campagne de diffamation contre nous. Et cela parce que nous avons fait trop de concessions. [...] Renforçons les syndicats et arrêtons d'intervenir en politique !

Au cours de la même séance, il est question de la participation des anarchistes au maintien de l'ordre public :

Celui qui vous parle [Aurelio Fernández, responsable du Département de sécurité intérieure de Catalogne] est confronté au dilemme de devoir sortir dans la rue avec la force publique et de se heurter au peuple, au sein duquel on trouve nos compagnons ; et ça, je ne le ferai pas, je préfère démissionner.

Au cours de la réunion du 27 janvier, Isgleas signale :

La situation que nous traversons est des plus angoissantes. Le malaise est toujours là, à cause de la militarisation [...]. J'ai dit à Largo Caballero que le front d'Aragon était trop faible pour résister à l'inévitable offensive que préparent les fascistes. [...] Il faut donc que les nôtres n'abandonnent pas les armes. [...] J'insiste sur le fait que le secteur de Gelsa est le seul où il n'y a pas eu d'abandon d'armes.

Un autre militant, le même jour :

Que nous le voulions ou non, la collaboration avec la Généralité a été notre ruine.

La dernière étape de l'affrontement sur la question de la militarisation se produira à Valence le 5 février 1937. La Colonne de Fer, du front de Teruel, prend l'initiative de convoquer un plénum national des colonnes confédérales et anarchistes, auquel sont invités les Comités nationaux de la CNT, de la FAI, et des Jeunesses libertaires. Le 4^e groupement de Gelsa, le secteur de Velilla et le Groupe international sont représentés par Rufz, Ródenas et Guerra. Mais une fois arrivés sur place, ils constatent qu'une autre délégation de la colonne Durruti, constituée de combattants acquis aux thèses « militaristes », est présentée comme l'officielle, et qu'eux-mêmes ne peuvent intervenir dans les débats, dans l'attente de prétendues vérifications de mandats.

Malgré cela, ce congrès représente une des dernières manifestations de la démocratie interne au sein du mouvement libertaire : les militants de base ont scrupuleusement suivi la démarche prévue pour obliger les instances dirigeantes à venir s'expliquer publiquement sur les choix des derniers mois. Les représentants des comités bataillent jusqu'au dernier moment de manière procédurière afin de se dérober, mais ils doivent obtempérer. Une fois la séance ouverte, beaucoup de miliciens les critiquent durement et leur renvoient, notamment, l'accusation d'indiscipline, puisque de fait les comités dirigeants n'en font qu'à leur tête en ne consultant pas la base. Ces derniers rétorquent que, placés devant l'alternative de prendre d'assaut les dépôts d'armes ou de se soumettre au gouvernement pour en avoir, ils avaient choisi la deuxième solution, et qu'il fallait en accepter les conséquences, faute de quoi le Parti communiste allait s'emparer de

l'armée et de la direction de la guerre. Puis ils insistent sur la militarisation effective des colonnes madrilènes, et celle (pourtant partielle) de la colonne Durruti, pour indiquer aux réfractaires qu'ils ne sont désormais qu'une minorité qui fait du tort à l'ensemble du mouvement.

José Pellicer, de la Colonne de Fer, répond ainsi :

Le Comité national, volontairement ou pas, a fait le jeu de l'État. [...] Nous sommes en train de sacrifier nos idées de manière préméditée pour essayer de ramasser des miettes. N'est-ce pas la vérité ? Nous sommes opposés à la militarisation. Nous voulons voir s'il est possible de faire pression sur le gouvernement pour obtenir des armes sans passer par elle.

Mais, visiblement, les représentants de la CNT ne sont pas venus pour céder sur quoi que ce soit, et le ton monte. Pellicer va jusqu'à remettre en cause l'autorité suprême des organismes nationaux de la CNT :

Nous qui sommes membres de la Confédération, mais qui appartenons aussi à des colonnes et avons notre propre personnalité, nous voulons qu'il soit clair que nous ne nous situons ni au-dessous, ni au-dessus des comités. (Romero, 1997, p. 119.)

À ce stade du conflit, soit les colonnes se dissolvent, soit elles acceptent la militarisation : le plénum se clôt le troisième jour, sans accord général.

En fonction des « circonstances », la CNT et la FAI exigent de plus en plus de leur base qu'elle fasse confiance à l'Organisation, sans discussion, en faisant appel au crédit dont les dirigeants libertaires sont porteurs. Mais les réserves semblent se tarir puisque des miliciens, comme ici Antoine, commencent à parler de « trahison ».

Complètement isolée, la Colonne de Fer prononce sa dissolution le 21 mars au cours d'une dernière assemblée, qui se clôt sur ce constat :

Au début, l'État était un fantôme auquel personne n'accordait d'importance. Les organisations ouvrières (UGT, CNT) représentaient la seule garantie pour le peuple espagnol ; [...] sans que nous le remarquâmes, notre chère Confédération devint elle aussi un fantôme stérile et sans vie, ayant consolidé l'État par sa propre force et son propre prestige. Elle n'est désormais qu'un rouage de plus de l'État et qu'un éteignoir de plus de la flamme révolutionnaire.

Mais à Gelsa, après le plénum du 5 février, la crise continue. Manzana présente un rapport à la réunion du CR de la CNT du 12 février à Barcelone. Après avoir signalé que les opposants à la militarisation continuent leur propagande, il formule à leur rencontre des accusations de vol (fusils, munitions) et d'assassinat (un membre des *Hijos de la Noche* est retrouvé mort à Gelsa). Manzana avertit que si l'on ne résout pas ce conflit, il présentera irrémédiablement sa démission, et qu'il sera suivi de tous ses miliciens. Alors la réunion devient tendue : Picas propose carrément de faire appliquer la militarisation à coups de mitrailleuse. Merino dit ne pas connaître ceux de Gelsa, mais s'insurge contre de tels propos et aussi contre le fait qu'on présente ces militants comme des délinquants dangereux, voire des traîtres à la révolution ; et tous les participants lui tombent dessus. Quand le calme revient, Manzana reprend la parole pour dresser l'inventaire du matériel de guerre dont il dispose, en prévision de l'inévitable offensive fasciste en perspective ; il s'avère que les manques sont importants en bombes à main, obus et mortiers. Du coup, l'ambiance de la réunion s'échauffe à nouveau. Le chef de colonne Domingo Ascaso se lève et s'exclame :

Il faut quitter le gouvernement, ramener de gré ou de force nos ministres à Barcelone, et publier un manifeste dénonçant ce gouvernement qui préfère livrer le peuple aux fascistes plutôt qu'à la vraie révolution !

Manzana ajoute, dans la série des problèmes qu'il pressent, que non seulement les *JJ.LL.* s'organisent à l'arrière, mais qu'elles se regroupent aussi dans les tranchées, et qu'il est fort possible que le jour où il les commandera, ces jeunes gens organisés ne lui obéissent pas.

C'est en des termes plus mesurés que le CR adresse le 14 février une lettre au Comité de guerre de Gelsa :

Devant votre intransigeance [...] nous vous demandons de vous départir de cette attitude pour ne pas rendre inapplicable l'orientation générale que les circonstances de la guerre nous imposent. Réfléchissez, camarades, [...] vous ne devez pas devenir l'exception. [...] D'ici quatre jours, mettez-vous en contact avec le Q.G. de la division [...] ; ceux qui mettent leurs scrupules idéologiques au-dessus des nécessités de la guerre pourront retourner à l'arrière.

Ceux de Gelsa répondent, dans une lettre datée du 17, que d'ici quinze jours ils abandonneront le front. Pablo Ruíz refuse le poste

de commandant qu'on lui propose, démissionne du Comité de guerre, et, avec une douzaine d'autres miliciens, rentre à Barcelone. Lors d'un entretien donné à *La Noche* le 24 mars, il réitère les exigences des miliciens :

Nous sommes d'accord pour une restructuration, mais l'armée du peuple ne peut dépendre de la Généralité ni du gouvernement central. Elle doit être contrôlée par la CNT, majoritaire en Catalogne, dont les membres doivent être aux postes de commandement, assistés de techniciens militaires. Tous devront être placés sous la direction des délégués politiques issus des centuries, qui s'occuperont de la bonne marche morale de l'ensemble. [...] Ils n'ont pas voulu tenir compte de nous, alors, à 700, nous sommes rentrés à Barcelone, toujours prêts à lutter contre le fascisme et à donner notre vie pour la révolution. (Amorós, 2004.)

Le 15 mars, Pablo Ruíz, Francisco Carreño, Félix Martínez et d'autres ex-miliciens se rassemblent dans un local exproprié des Ramblas, avec leurs armes ramenées du front, dont deux mitrailleuses. Avec Jaime Balius, ils jettent les bases du groupement des *Amigos de Durruti*.

Quant au Groupe international, il participe le 9 mars à Barcelone à une assemblée de tous les miliciens du front aragonais. Domingo Ascaso et Augustin Souchy tentent de le convaincre des vertus de la « militarisation bien comprise », sans succès. Le Français Raoul Tarrou fait la déclaration suivante :

Cela fait deux mois qu'on nous présente un ultimatum. [...] Si on n'accepte pas notre proposition de former un corps-franc, [...] alors je suis disposé à rentrer en France.

Fernand Fortin, délégué de la Section française de la CNT, leur intime l'ordre de se militariser ou de partir. Il promet de fournir un travail aux étrangers déserteurs, insoumis et condamnés dans leurs pays. Certains quittent l'Espagne, d'autres retournent à l'arrière ou, comme Antoine, restent au front comme francs-tireurs, tel ce Mombiola, militant des Jeunesses libertaires, engagé dans la colonne Durruti : il refuse le commandement d'un bataillon, puis la militarisation, et poursuit alors la lutte dans un groupe de *dinamiteros*, jusqu'à la chute du front d'Aragon.

Cf. Amorós, 2003, pp. 143-169; Amorós, 2005 b; IISG, CNT, 94 D1 et 85 C1; Paz, 2002, p. 199.

56 Carl Einstein est donc le conseiller militaire de la 26^e division depuis janvier 1937, et Manzana commande environ deux mille hommes stationnés à Pina. Courant mars, des tensions éclatent entre Manzana et la troupe, ainsi qu'avec d'autres vétérans de la colonne. Il semblerait que le sergent ait sorti son pistolet lors d'un accrochage avec un des compagnons de Durruti, José Mira. En conséquence, et du fait de son absentéisme répété sur le front, Manzana démissionne courant avril. D'éventuels soupçons quant à son rôle dans la mort de Durruti auraient-ils créé des tensions? Einstein est pressenti pour le remplacer, mais il refuse. En mai, Ricardo Sanz prendra la tête de la division qui intégrera les cinq cents hommes de la colonne Durruti revenus de Madrid. Quant à Manzana, il sera nommé capitaine d'artillerie à Mataró.

En attendant, la division anarchiste ne reçoit toujours pas d'armement. Lors d'un plénum de la fin février, sous la pression de ses groupes radicaux, la FAI menace le gouvernement de dénoncer publiquement le sabotage du front d'Aragon et d'insister pour que les ministres anarchistes démissionnent, si l'État ne fournit pas du matériel de guerre dans les huit jours. Il n'y aura pas de réponse, et les vociférations n'en seront pas pour autant suivies d'effet.

L'impuissance du mouvement libertaire crève les yeux, mais la proposition de Camillo Berneri de faire machine arrière avant qu'il ne soit trop tard ne semble même pas être considérée. Dans les réunions du CR de Barcelone, on égrène les problèmes sans trouver de solutions : les difficultés de ravitaillement à l'arrière; les accrochages de plus en plus sérieux avec les communistes au sein de la Généralité comme dans la rue; les désertions qui continuent au front. À ce sujet, les rapports des chefs de colonne signalent que les choses ne peuvent qu'empirer quand de nouveaux officiers, y compris des anarchistes, se comportent rudement avec les hommes, et ruinent le rapport de confiance qui régnait autrefois dans les colonnes; sans parler des éléments douteux (non identifiés par les organisations antifascistes) qui intègrent l'armée populaire.

Revenons à la 1^{re} Compagnie du 4^e bataillon du 3^e régiment d'infanterie de la division Durruti, dite Compagnie internationale, qui dépendrait encore de Carl Einstein, selon certaines sources. Pour l'historiographe de la 26^e division,

l'ancien Groupe international se transforme en compagnie de choc. Comme dans toutes les autres unités, la militarisation

affecte profondément le groupe, et la plupart des hommes le composant s'en retirent. Mais d'autres l'intègrent, et avec ceux qui acceptent la militarisation, on arrive à un total de cent vingt hommes, parfaitement organisés, encadrés et disciplinés par l'organisation de la Compagnie. C'est la 1^{re} unité de la 26^e division qui rétablit les manifestations extérieures de la discipline militaire, avec des mouvements en ordre fermé, des défilés, etc. Elle acquit une grande valeur combative, dont elle fera preuve dans les actions offensives à venir.

Ce n'est pas vraiment ce que dit Antoine... ni ce que l'on peut dégager d'autres sources, provenant des Allemands du DAS pour l'essentiel. Selon eux, les dissensions, l'expectative et la démoralisation règnent parmi les internationaux de Pina de Ebro. Dans une lettre du 2 janvier 1937, le commissaire politique Michaelis s'adresse à Rüdiger (un des fermes soutiens de la politique de la CNT à Barcelone) :

Un capitaine, un Français, type napoléonien, a été élu. Il est très théâtral, on espère qu'il a des connaissances militaires.

Dans une autre, du 3 février :

Le groupe doit mettre fin à la situation actuelle: il est sans capitaine. Il a élu un Français. Cet homme est un ancien militaire, peut-être une sorte de Schreyer français, en moins dangereux, et avec des manières un peu théâtrales. Il ne tient qu'à vous qu'il ne nous arrive pas d'éléments asociaux, ou qui créent des fractions à Pina.

Le courrier se termine par la liste des cent quatre internationaux recensés par nationalités :

46 Allemands; 14 Espagnols; 12 Suisses; 12 Français; 4 Hollandais; 3 Polonais; 2 Autrichiens; 2 Belges; 2 Suédois; 1 Norvégien; 1 Finlandais; 1 Italien; 1 Yougoslave; 1 Hongrois; 1 Bulgare; 1 Islandais.

Des membres du DAS écrivent depuis Pina de Ebro, le 8 mars 1937:

Il pleut beaucoup, les eaux montent et le front est stagnant. Pour la Compagnie internationale [...] on ne fait que s'entraîner. Tout le monde devient nerveux. Notre compagnie est aujourd'hui une troupe de neurasthéniques. Tous les jours, des camarades exigent de leurs délégués de partir ou de changer de mission, ou d'aller en permission. De la part du Q.G., il n'y a pas de réponse, même vis-à-vis

des étrangers. Il faut convaincre les impatients de respecter leur devoir et l'esprit révolutionnaire. À cause de cet état d'esprit, il y a beaucoup de conflits dont on reparlera. [...] Pour la première fois dans notre compagnie, nous avons dû exclure ceux qui sont orientés politiquement différemment de nous, et qui estiment ne pas se trouver à la bonne place : Paul et Clara Thalmann, Karl Brauner, Ernst Galanty, Hans Wieland, Armin Walter, Heinrich Eichmann, Willi Joseph, Georg Gernsheimer.

Un autre document du DAS du même jour donne des détails sur cette expulsion :

Le 6 mars s'est tenue une réunion [...] de tous les camarades germanophones qui ont pris position sur les désaccords politiques. Il en résulte que certains membres du DAS ont eu des conflits répétés avec les camarades marxistes. [...] Même en tenant compte des nuances personnelles, il s'agissait dans cette réunion d'éclaircir les différences objectives. Les neuf camarades essayaient de soumettre au vote le fait que les camarades marxistes puissent faire leur propagande. Mais le délégué politique n'y a pas donné suite. [...] Dans une explication ultérieure, les neuf décident unanimement de quitter la 26^e division. Pour leur démission, ils présentent un texte signé devant les responsables du Q.G. (une lettre du 7 mars dans laquelle ils déclarent regrettable mais justifiée leur démission).

Les Thalmann ont donné leur version de cet épisode :

Trente à quarante miliciens participaient régulièrement aux cours et aux conférences. En dehors des problèmes culturels et artistiques, la guerre constituait notre souci majeur. Michaelis défendait la position anarchiste officielle de la CNT et de la FAI. Son propre tempérament l'entraînait plutôt du côté révolutionnaire, mais vu le poste qu'il occupait, il ne pouvait s'identifier à notre critique marxiste. On pouvait résumer son argumentation à peu près comme suit : « Pour obtenir le soutien des Russes, il faut faire certains compromis avec les communistes. Tant que nous sommes maîtres dans les entreprises, que nous nous basons sur les comités d'ouvriers et de paysans, que l'armée de la milice est de notre côté, nous sommes à même de contrôler l'influence des communistes et de la combattre dans une large mesure. » Notre critique était essentiellement dirigée contre la défense insuffisante et l'élargissement politique trop faible des comités comme base d'un bouleversement social révolutionnaire déjà entamé et, à

notre avis, l'entrée des anarchistes dans le gouvernement de Front populaire ne faisait que retarder, voire même briser cette évolution révolutionnaire. Le mouvement anarchiste avait, par cette action, rejoint la ligne communiste dont le mot d'ordre était : « D'abord, gagner la guerre contre Franco et, ensuite, commencer la révolution », ce qui entravait inévitablement le mouvement révolutionnaire. Or, on ne pouvait gagner la guerre que par des méthodes et des objectifs révolutionnaires. Les compromis avec la politique communiste allaient déjà si loin, les forces révolutionnaires étaient déjà si affaiblies et décomposées, que la guerre civile se transformait lentement mais sûrement en un simple conflit militaire impérialiste. Michaelis, désireux de renforcer son autorité, alla chercher à Barcelone un théoricien anarchiste expert en la matière afin de désarmer notre critique. Les défaites constantes face aux troupes franquistes, la chute de Málaga [8 février 1937], qui se produisit au beau milieu de nos discussions, donnèrent au débat un ton de plus en plus exacerbé.

Un jour, Michaelis nous déclara que cela ne pouvait pas continuer de la sorte. Nous savions ce que cela signifiait. Il nous fit alors comprendre qu'il ne pouvait plus assurer notre sécurité, à la suite de quoi nous nous réunîmes en conseil. Quinze membres de l'unité, dont nous faisons partie, décidèrent de quitter le front. Michaelis accueillit cette décision avec satisfaction et ne fit aucune difficulté à notre départ. [...]

Michaelis avait vraisemblablement exagéré en prétendant que notre vie était en danger ; il voulait simplement se débarrasser de nos critiques pour le moins gênantes. [...]

Nous restâmes une semaine à la caserne de Barcelone. Continuer de se battre en Espagne ou abandonner ? Telle était la question qui se posait pour chacun de nous. Willi Joseph, Heiri Eichmann, Armin Walter et quelques autres encore en avaient assez et décidèrent de quitter l'Espagne ; d'autres s'engagèrent dans un bataillon anarchiste, dénommé « le bataillon de la Mort ». (Thalman, 1983, p. 142.)

Nous ne savons pas exactement qui commande la compagnie entre janvier et mars ; il a été question d'un Sarrois, puis d'un capitaine français, voire de personne. Mais il semble sûr que le Français Alexis Cardeur est nommé le 2 mars 1937, selon le journal de Gmür :

Nous avons élu un nouveau capitaine, un Français du nom de Cardeur. Il nous avait été proposé par le quartier général. La

majorité a voté pour lui, mais a demandé un temps d'essai. Il n'a pas été d'accord. Soit nous lui accordons notre pleine confiance, comme il le fait de son côté, soit il renonce à reprendre la compagnie. Alors on l'a élu définitivement. Ça me plaît. Cardeur a été officier colonial, il a environ 50 ans.

Finissons ce passage en revue des troupes avec une lettre de Michaelis à Rüdiger du 14 mars :

Le camarade Manzana a écrit que notre conseiller et le Q.G. étaient satisfaits du travail accompli. Tout mon sentiment antimilitariste m'est remonté (ça, je l'écris seulement à toi) [...]. Une formation militaire a des conséquences, et je ne sais pas si elles seront surmontées une fois la révolution gagnée. Il est intéressant de noter que la 2^e compagnie de notre bataillon, l'ancienne *Banda negra*, a mal réagi quand elle a dû faire une parade à Osera devant des conseillers militaires. Une section a carrément refusé et n'a pas participé à la parade devant nos *consejeros*, alors qu'ils devaient montrer à la Généralité qu'on appliquait sérieusement la militarisation chez nous (ceci, garde-le aussi pour toi). [...] Cette semaine, nous allons essayer de mener une attaque; où, quand, comment? cela n'intéresse personne ici. J'espère que cela sera un succès pour que l'on puisse sortir de l'ambiance de défaite. (IISG, FAI 1.)

Cette évocation de la *Banda negra* nous permet de mieux comprendre dans quelle formation se trouve Antoine depuis janvier 1937. Visiblement, il n'est pas à Pina avec ceux qui ont accepté la militarisation « tout en grinçant des dents », ni à Gelsa avec ceux qui la refusent catégoriquement et rentreront à Barcelone. Il semble qu'une partie des vétérans internationaux et ceux qui faisaient partie de l'ancien groupe guérillero, la *Banda negra*, ont pu maintenir l'existence d'un corps franc, un peu en marge de la militarisation. Son activité consiste toujours en coups de main et patrouilles de reconnaissance, et il est de ce fait très mobile; mais il participera aussi aux offensives en ligne, comme nous le verrons. Selon Antoine, Vagliasindi est au commandement de cette nouvelle *Banda negra* (nous n'avons trouvé aucune mention de lui pour cette période), et, en ce cas, cela signifie qu'il n'a pas subi le contrecoup de la disgrâce de Ruano en janvier. Parmi les anciens du Groupe international, Scolari a quitté la colonne avec son ami Balart en décembre 1936, à cause de la militarisation. Ils se sont installés à

Barcelone où Charles Carpentier les a rejoints. En février, les trois copains ont passé un moment à Port-Bou où se trouvait un détachement de la centurie Sébastien-Faure affecté aux *Investigaciones*, selon le témoignage de Robert Léger, ce volontaire français qui avait échappé aux communistes d'Albacete. (Léger, 1984.)

L'effectif de la Compagnie internationale a donc dû beaucoup fluctuer avec les départs pour raisons diverses, sans oublier que beaucoup d'Allemands et d'Italiens qui ne peuvent rentrer dans leur pays finissent par être intégrés, que cela leur plaise ou non, dans les Brigades internationales.

Cf. Amorós, 2003, p. 162; IISG, CNT, 85 C1 et 94 E.

57 Nous citons à nouveau l'historiographe de la 26^e division :

Pour constituer [...] un bataillon de choc avec la Compagnie internationale, on organise deux autres compagnies avec à la base une unité de milices nommée *Banda negra*, et une autre avec des éléments appartenant à divers groupes d'exploration et des petites unités d'avant la militarisation. Mais si les trois compagnies réussirent à intervenir dans des opérations, le bataillon ne parvint pas à fonctionner comme tel. En mai, après une intervention de la Compagnie internationale, elle fut envoyée à Barcelone pour y être réorganisée en vue de la création d'un [nouveau] bataillon international. (Anonyme, 1938, pp. 49-53.)

Ladite intervention correspond à l'attaque le 12 avril des positions ennemies à l'ermitage de Santa Quiteria, dans le secteur de Tardienta, où « notre Compagnie internationale se battit avec une incroyable audace. Quand elle revint à la division, elle avait perdu 50 % de ses hommes, preuve évidente de sa combativité ».

Ce que la langue de bois des propagandistes de la CNT ne dit pas, c'est que l'infanterie anarchiste n'a pas été soutenue comme prévu par l'aviation aux mains des communistes, et que les hommes, encore une fois, estiment avoir été envoyés au casse-pipe du fait de l'incompétence – voire pire – du commandement. Ce résultat va provoquer de nouvelles désertions de miliciens, au grand dam du Comité régional de la CNT de Barcelone. Les actes de la réunion du CR du 19 avril en témoignent : le secrétaire décrit, à partir des informations fournies par Domingo Ascaso, comment au cours des dernières opérations concernant le front de Huesca,

quatre cents compagnons influencés, selon certains rapports, par deux individus qui n'ont jamais pris part au moindre combat, ont déserté avec des armes et des bombes à main, en se transportant à Barcelone, sans que les responsables du bataillon ne puissent les en empêcher. Circonstances aggravantes, les camarades des bataillons du POUM durent désarmer ces hommes qui fuyaient le front, ce qui ajouta à la honte. [...] On lit un télégramme urgent annonçant l'arrivée d'autres déserteurs du front. Devant le péril que tout ceci représente, on prend de graves mesures que ceux de la Défense [...] devront mettre en œuvre. [...] Après avoir éclairci les faits, on fera fusiller les deux responsables de la première désertion ; quant aux 400 autres, on ira les arrêter à leurs domiciles (dont nous avons la liste) et on les amènera au château de Montjuich, où une commission du CR ira faire des constats. À la suite de quoi, les plus responsables seront envoyés sur les fronts les plus dangereux de gré ou de force, et on conseillera au reste de revenir aux positions qu'ils ont abandonnées.

Un intervenant signale que les « compagnons du front considèrent que les responsables du camp d'aviation sont la cause de cette démoralisation, et qu'un adjudant de Reyes a été mis aux arrêts ». Il précise que « l'aviation n'a pas répondu [à la demande d'intervention, pendant la bataille] et que cela a permis à l'ennemi de s'acharner sur les nôtres ». Ascaso commente : « Il est vrai que



*Les pentes de l'ermitage de Santa Quiteria
dominant le village de Torralba.*

l'aviation n'est pas intervenue, et que quand elle l'a fait, elle a tué dix-huit des nôtres. Et il ne s'agit pas d'une erreur, car l'opération se déroulait avec les nôtres dans un bois et l'ennemi dans la plaine, et l'aviation bombardait le bois et pas la plaine. Cela peut être la cause de la désertion de nos compagnons du front d'Aragon.»

Dans la discussion générale, l'un dit qu'il se pourrait que «quelqu'un» soit intéressé à ce que les opérations sur le front échouent. Un autre: «Il semble que le gouvernement ait raison de ne rien envoyer à nos milices parce qu'il croit qu'elles sont complètement démoralisées»; un autre encore prétend qu'on a exagéré les pertes de Santa Quiteria. L'assemblée s'accorde sur le principe d'«arriver par tous les moyens à discipliner le front d'Aragon». Plus tard on reparle des désertions: «Pour tranquilliser nos compagnons, il faudra châtier sévèrement les aviateurs responsables de ces dernières défaites; comme cela, on verra que nous rendons la justice des deux côtés.» (IISG, CNT, 85 C1.)

Voyons de plus près cette affaire de déserteurs désarmés par le POUM, avec le récit de Paul Thalmann, qui semble bien correspondre à la situation (les Thalmann ont quitté la Compagnie internationale courant mars):

On m'accepta au POUM sans problèmes, ainsi que deux camarades de Pina [...]. L'unité à laquelle nous avons été attribués était un groupe de choc se composant d'Allemands, de Hollandais et de quelques Espagnols. [...] La solde était toujours de dix pesetas, mais les officiers pouvaient toucher davantage; en outre, la discipline et la transmission des ordres étaient plus strictes et ressemblaient beaucoup à celles pratiquées dans une armée régulière. Il ne restait plus grand-chose du système des milices anarchistes. [...] Dès la première semaine, il y eut une alerte nocturne. En un quart d'heure, on nous avait tous chargés sur des camions qui filèrent comme le vent. Après un trajet assez court, on nous déchargea et nous encerclâmes une clairière. Un spectacle étrange s'offrit alors à nous dans la lumière pâle de l'aube. Sur un grand pré étaient étendus environ 2000 miliciens [le chiffre mériterait d'être vérifié] sans armes, vêtus des uniformes bigarrés de la FAI. Nous les cernions sans même savoir pourquoi. En discutant avec les hommes, nous apprîmes qu'il s'agissait d'une unité d'une colonne anarchiste qui avait refusé de rester plus longtemps au front. Après avoir passé de longs mois en première ligne sans avoir été relevés une seule fois, ils avaient subi de lourdes pertes au cours de

sérieuses escarmouches. Une action de plus grande envergure, décidée par tous les hommes, avait échoué dans le sang, car ni les troupes républicaines ni les communistes n'étaient venus les soutenir, comme il en avait été convenu. Les hommes de cette unité étaient persuadés qu'il s'agissait d'un acte de sabotage. Et nous, nous devons surveiller ces « mutins » ? Mon sang ne fit qu'un tour. Je ressentais un mélange de honte et de colère : je n'avais pas rejoint la première ligne du front pour jouer au flic. Comme les autres camarades partageaient mes sentiments, nous décidâmes de déléguer l'un d'entre nous auprès de Reiter, exigeant d'être retirés sur-le-champ de ce lieu. Bien entendu, Reiter n'était pas au courant et se mit immédiatement en contact avec le quartier général du POUM. Une demi-heure plus tard, nous nous retirions. Auparavant, nous fîmes bien comprendre aux camarades anarchistes que nous étions solidaires de leur action et nous nous séparâmes d'eux cordialement. (Thalmann, 1983, p. 145.)

Nous reparlerons plus précisément du déroulement de la bataille de Santa Quiteria dans le chapitre qui lui correspond, avec de nombreux témoignages directs : elle a beaucoup frappé l'esprit de ceux qui y participèrent, et le contingent d'internationaux, une nouvelle fois, a subi beaucoup de pertes. C'est pourquoi Antoine et d'autres sont envoyés à l'arrière pour reconstituer les effectifs. Selon Gmür, toute la Compagnie internationale va à Barcelone en permission le 18 avril.

Aldabaldetrecu, commissaire de Guerre de la circonscription nord, Q.G. de Barbastro, le même qui pensait en décembre que tout allait mal tourner, prend ainsi toute la mesure de l'événement dans un « Rapport strictement privé », en date du 15 avril 1937 :

La leçon de ces journées a été épouvantable. [...] Je crois que ceux qui ont lancé ces opérations pour plus ou moins soutenir leurs plans politiques [...] ne croyaient pas qu'elles coûteraient si cher en vies humaines. Les vies qui sont tombées pèseront sur leurs consciences de façon cruelle. [...] Le temps et l'histoire jugeront les acteurs de l'histoire confédérale. Cette crise de gouvernement, cette crise des hommes, cette crise de la trajectoire confédérale qui se traduit par la grande crise de l'attention aux problèmes de la guerre et de la méconnaissance absolue du chemin à suivre, risquent de mener à la lente élimination de notre forte personnalité. [...] À ne pas vouloir gagner la guerre, nous sommes en train de

perdre la révolution. [...] Dans les dernières opérations, l'aviation a été retirée sur ordre de Valence du fait d'un étrange sabotage, tandis que nos troupes étaient mitraillées et devaient se replier, décimées, sur Santa Quiteria et Carrascal. [...] Par différents canaux se répand l'idée d'éliminer notre personnalité et notre force directrice sur le front d'Aragon. [...] Ceci est mon appel au secours, avec toute la force dont je suis capable, contre cette entreprise menée par des intelligences [...] qui tendent le piège pour nous obliger à céder. Et s'il y a encore des inconscients pour nier cette réalité, il faut leur indiquer que ces fils ténus qui les aveuglent sont la trame d'un plan qui vise notre élimination. [...] Le bruit court qu'à Madrid sont déjà prêts quelque trente mille carabiniers, qui arriveront dès que nous échouons sur le front d'Aragon. [...] Mais il y a une solution à ce grand problème. [...] Nous ne devons plus nous en remettre au gouvernement de Valence. [...] l'actuelle machine de guerre ne nous convient pas [...]. Il est encore temps de faire la révolution en gagnant la guerre. (IISG, CNT, 002 A2.)

58 Depuis des semaines, la situation est explosive à Barcelone comme dans le reste de l'Espagne républicaine. Au fil des mois, les communistes ont pris en main de nombreux secteurs du pouvoir, profitant de la popularité que leur confèrent la livraison d'armes russes et la résistance victorieuse des Brigades internationales à Madrid. Au sein de la Généralité de Catalogne, en dépit des accords signés et autres pactes d'unité entre la CNT et le PSUC, la lutte devient ouverte. Épaulés par les catalanistes et s'appuyant sur les classes moyennes, qui espèrent un retour à la situation d'avant juillet 1936, les communistes exigent et obtiennent en décembre que le POUM soit écarté du gouvernement de la Généralité. Le PSUC met ensuite à profit de réelles difficultés d'approvisionnement pour monter la population contre la CNT, dont un ministre avait la charge du ravitaillement. Certains soupçonnent même Juan Comorera, le nouveau conseiller communiste qui lui succède, d'aggraver la pénurie afin d'accuser les collectivistes d'incurie. Enfin, une crise ministérielle dans la Généralité éclate le 26 mars. Sous prétexte que des civils armés « incontrôlés » menacent l'ordre public, le gouvernement catalan décide de dissoudre les Patrouilles de contrôle formées d'un millier de militants politiques et syndicaux. La CNT accepte d'abord puis, bousculée par sa base, bloque l'application du décret. Les Thalmann, présents à Barcelone, sentent monter la tension :

Depuis longtemps déjà, les patrouilles de contrôle des anarchistes et du POUM gênaient considérablement les staliniens. Cette troupe de sécurité dans l'arrière-pays, destinée à lutter contre les éléments fascistes ou le sabotage, était parfaitement armée et entraînée. [...] Par le biais de la *Generalitat*, ils exigèrent donc la dissolution de ces patrouilles qu'ils voulaient remplacer par la police officielle. Cette agression non déguisée sur les derniers bastions de l'époque révolutionnaire créa un grand mécontentement et renforça les tensions. Chacun sentait que l'atmosphère politique était chargée d'électricité et attendait l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres.

Le 29 avril, des troupes catalanistes et communistes délogent les anarchistes du contrôle des frontières et multiplient les accrochages, meurtres et provocations. Ainsi, tout semble aller dans le même sens : méthodiquement, l'État et la bourgeoisie s'attaquent aux acquis de juillet 1936 que la CNT dit promouvoir et défendre en participant aux gouvernements régional et national. En outre, depuis longtemps déjà, des hommes de l'UGT et de la CNT sont séquestrés et torturés dans les prisons clandestines des services secrets soviétiques, ou retrouvés morts dans les rues en plusieurs endroits de la péninsule. Pour ces basses œuvres, beaucoup d'hommes sont enlevés du front et grossissent les rangs de la nouvelle police en voie de constitution. Des militants libertaires rendent coup pour coup, indiquent les Thalmann :

Le mouvement de la jeunesse anarchiste, [...] depuis longtemps déjà, menait une lutte à mort avec le PSUC. À chaque assassinat d'un de ses membres, à chaque attaque dirigée sur un de ses lieux de rencontre, il répondait par des attentats perpétrés sur des permanents communistes ou des casernes staliniennes. Du fait de ces mesures défensives énergiques et actives, la direction officielle [anarchiste] avait perdu tout contrôle sur l'organisation de la jeunesse qui avait glissé bien plus à gauche et était mûre pour des actions révolutionnaires.

Ajoutons qu'à la mi-février, lors d'un meeting barcelonais rassemblant cinquante mille participants, s'était constitué le « Front révolutionnaire de la jeunesse » réunissant les jeunes libertaires et ceux du POUM, en contrepoids à l'« Alliance de la jeunesse antifasciste », sous tutelle stalinienne : ce fait représente le seul exemple tangible d'une collaboration entre les forces antistaliniennes.

On se dirige donc vers l'épreuve de force que la CNT voulait à tout prix éviter, c'est-à-dire vers la guerre civile dans le camp antifasciste ; mais, fidèles à leur choix de ne pas créer de difficultés au gouvernement, les responsables du CR de Catalogne restent sur la défensive, tout en pestant en privé, car ils voient bien que les politiques se jouent d'eux.

Lors d'une réunion en avril, Aurelio Fernández fait remarquer que l'ordre public est en train de vaincre la révolution. [...] Nous avons été les maîtres, et maintenant la petite bourgeoisie nous jette par-dessus bord. [...] Il ne faut pas se fier à Companys, cette crapule politicienne qui sabote notre organisation de toutes les manières possibles.

Dans une autre discussion, le 21 avril, les cénétistes constatent que les communistes ont mis en place vingt-trois compagnies de carabiniers et qu'ils sont prêts à imposer leur régime, tandis qu'à Madrid, quatre-vingts anarchistes ont été assassinés. Le responsable est connu, il s'agit de Galarza, le ministre socialiste de l'Intérieur, qui envoie la force publique dans les villages et tue qui il veut. En résumé, annoncent-ils, il faut contrecarrer énergiquement la campagne qu'ils mènent contre la CNT et lancer l'offensive contre le fascisme sous toutes ses formes. Il leur semble visiblement aussi urgent de ne plus tolérer la propagande des *Amigos de Durruti* qui les énerve fort, car ces derniers parlent en tant qu'affiliés à la CNT-FAI et cela jette le trouble dans le mouvement libertaire. En outre, le 1^{er} mai, le CN recommande dans une circulaire aux militants de ne pas lancer de campagnes de soutien en faveur des prisonniers libertaires, sous prétexte qu'il est plus difficile de les libérer si l'attention est portée sur eux. Cet aveu involontaire d'impuissance augmente la colère et l'amertume des militants pour qui le soutien des prisonniers représente une des règles d'or de l'Organisation.

Alors qu'au printemps 1937 ils restent majoritaires dans le camp antifasciste, du moins en Catalogne et en Aragon, les anarchistes n'ont visiblement pas les moyens de défendre les « acquis de juillet 1936 » en restant au gouvernement, comme le prétend la CNT-FAI. Le clivage ne va cesser de s'accroître entre les responsables de cette dernière et une partie du mouvement : la Fédération locale des Groupes de Barcelone, les *JJ.LL.* de Catalogne, les syndicats de l'Alimentation, du Transport et de la Métallurgie, les Patrouilles de contrôle, les collectivistes, les miliciens opposés à la militarisation étatique – et tous les organes de presse qui leur correspondent – demandent des comptes

sur la passivité de la CNT-FAI devant le sabotage de la socialisation de l'industrie, la persécution des militants révolutionnaires et de ceux du POUM, le désarmement des comités révolutionnaires locaux, l'abandon du front d'Aragon, qualifié dans la presse communiste de « seul front paresseux ». En somme, ces militants critiques réactivent une opposition au gouvernement de front populaire, rôle déserté par la Confédération. Ils ne cessent d'alerter sur les dangers qui menacent le mouvement et la révolution, et vont se retrouver qualifiés d'*incontrolados*, y compris par la CNT. Comme l'écrit François Godicheau :

Un « homme d'action » tel que Dionisio Eroles, requis par les syndicats pour venir en aide à leurs militants emprisonnés, se joignait à la direction de la CNT pour traiter les individus en question de [...] « voyous » : à demi intégré à l'ordre institutionnel, il reconnaissait de fait une certaine légitimité aux institutions policières et carcérales de la Généralité et du gouvernement antifasciste. Cette légitimité ne doit pas étonner : c'est bien parce qu'elle existait, même aux yeux d'une partie des anarchistes, que l'État put amorcer sa reconstruction à partir de la Généralité et des corps répressifs. (Godicheau, 2004, pp. 158-169.)

Lors d'un discours public des *Amigos de Durruti* le 20 avril, Carreño prend ses distances avec l'idéologie antifasciste de la CNT, et martèle qu'il y a en Espagne deux bourgeoisies, une fasciste et une républicaine, et qu'il faut lutter contre les deux. Fin avril, il va au front d'Aragon, et il reviendra avec cinquante miliciens. Le 2 mai se tient le second rassemblement public des Amigos de Durruti au théâtre Goya de Barcelone :

Compte tenu de la situation envenimée par de nombreuses provocations, les *Amigos de Durruti* pronostiquèrent une agression imminente contre la classe ouvrière, une agression qui se tramait, selon eux, dans les « instances officielles, là où se trouvent les représentants des forces prétendument antifascistes ». (Schafranek & Wögerbauer, *Nous, « Agents provocateurs et irresponsables », Esquisse d'une histoire des Amigos de Durruti*, Barcelone, 1986.)

À l'instar de Manuel Escorza, du service des Investigations anarchistes, beaucoup s'attendent à un coup de force imminent de l'État. Les « événements de mai » seront l'aboutissement logique d'un processus contre-révolutionnaire déjà largement engagé.

Cf. Amorós, 2003, pp. 191-212.

59 Antoine va retrouver à Barcelone des compatriotes de l'ex-section italienne qui ont dû quitter le front où l'ambiance n'était pas des meilleures. Les rapports sont tendus avec la CNT. Depuis le 17 janvier, se soumettant de mauvaise grâce à la militarisation, les anarchistes italiens du front de Huesca constituent le bataillon international de la division Ascaso, mais conservent leur autonomie interne. Du 7 au 12 avril, ils participent avec d'autres bataillons espagnols et internationaux à l'attaque menée sur Carrascal de Huesca. Mais, comme à Santa Quiteria, aucun avion du gouvernement de Valence ne vient soutenir l'infanterie, contrairement à ce qui était prévu : on enregistre plus de mille morts (dont le chef du bataillon, Antonio Cieri) et blessés, et l'on fait retomber sur les Italiens la responsabilité de cet échec, en les traitant de lâches.

Très affectés, les membres du bataillon vont se disperser : une partie rentre en France et y poursuit des activités de soutien ; d'autres intègrent la Compagnie internationale de la division Durruti. Les derniers retournent à Barcelone, où la vie est tout aussi difficile, car, depuis des mois, plusieurs de leurs compatriotes disparaissent dans les geôles communistes et, dans le meilleur des cas, réapparaissent en prison.

Camillo Berneri dénonce sans relâche cette traque des « incontrôlés » et se démène pour les faire libérer, ce qu'il obtient parfois à grand-peine. Des militants italiens auraient même menacé le CN de la CNT de quitter l'Espagne en masse et de provoquer un scandale international, si elle n'intervenait pas en faveur des prisonniers italiens. Au moment où Antoine espère revoir Berneri, il est question, avec Domingo Ascaso et les combattants italiens, de mettre sur pied une brigade internationale pour le front aragonais. Mais ces deux hommes vont être bientôt assassinés...

Cf. Cattini, 2000, p. 726; Fedeli, 1953, pp. 188-193.

60 Esquissons une chronologie des événements de Barcelone. Le 1^{er} mai, la tension est si forte dans la ville que les syndicats UGT et CNT renoncent à leur manifestation unitaire, par crainte des provocations.

Le 3 mai, la Généralité déclenche une attaque organisée contre les comités ouvriers révolutionnaires. Le conseiller catalaniste à la Sécurité intérieure, Artemio Ayguadé, membre de l'Esquerra, envoie Rodríguez Salas, chef de la police de Barcelone, membre du PSUC,

investir le central téléphonique de la place de Catalogne, contrôlé par la CNT depuis juillet. Aussitôt, les travailleurs du central résistent, tandis que le Comité de défense de la CNT entre en action. En deux heures, la population des principaux faubourgs, sur le qui-vive depuis des semaines, entame la grève générale et érige des barricades : pour beaucoup, la défense de la révolution se joue là et maintenant, et dans toute la Catalogne des villes et des villages se soulèvent.

Lisons le récit des Thalmann qui se trouvent devant la *Telefónica* ce jour-là :

Cette révolte spontanée, dirigée contre les organisations staliennes, éclata comme un orage au-dessus de leurs têtes. Dans toute la Catalogne, les comités reprirent le pouvoir, soutenus par les patrouilles de contrôle. Des officiers de l'armée populaire qui se promenaient dans les rues de la ville furent désarmés par la foule et chassés à coups de pied. Nous participions à ce jeu au cours duquel nous rencontrions souvent des camarades anarchistes de Pina. Ils participaient activement à l'action de désarmement, érigeaient des barricades, occupaient les maisons situées en face des casernes staliennes et échangeaient des coups de feu avec leurs occupants. La nuit, on pouvait à peine se rendre compte de qui tirait sur qui, ni reconnaître les barricades amies ou ennemies. Dans le vacarme de la lutte, les haut-parleurs diffusaient des nouvelles et des chansons anarchistes. Selon les nouvelles et les bruits qui couraient, la révolte s'était étendue à toute la Catalogne. Les maisons des partis, ainsi que les casernes des communistes et des gardes civils étaient cernées et assiégées par les insurgés. Du front d'Aragon, des unités de miliciens s'étaient mises en route pour Barcelone. Le gouvernement de Valence n'avait pas encore réagi.

Les représentants de la CNT négocient aussitôt avec le président de la Généralité, qui feint de ne pas être au courant de l'action de sa police et promet de la retirer. Mais le matin du 4 mai, les gardes d'assaut occupent le palais de justice et se déploient sur tous les points stratégiques de la ville, tandis que les nationalistes de l'Esquerra et d'Estat català, les affiliés de l'UGT et du PSUC se barricadent dans leurs bâtiments respectifs. La bataille sanglante se déchaîne alors dans les rues, tournant à l'avantage des anarchistes et du POUM. Les hommes d'action du Comité de défense de la CNT, comme Lucio Ruano, tiennent les canons de Montjuich et les pointent sur la Généralité : il est question le 4 mai d'«attaquer à fond, quelles qu'en soient

les conséquences» et de livrer l'assaut final sur les positions gouvernementales : Généralité, préfecture, hôtel Colón (siège du PSUC).

Au cours de la réunion du CR du même jour, certains cénétistes proposent d'en finir avec la collaboration de la CNT au gouvernement, mais d'autres proposent d'envoyer quatre militants pour parlementer avec ceux-là mêmes qui les traitent de « factieux et d'incontrôlables ».

Et le jeu de dupes politicien continue : le gouvernement de la Généralité, et en premier lieu les communistes, accuse les anarchistes de rébellion et de provocation, démissionne en bloc et refuse de négocier tant que la population combat sa police dans les rues. Suivant l'argument de ne pas rompre l'unité antifasciste, ce qui ferait le jeu de Franco, ni de fournir aux puissances capitalistes l'occasion d'une intervention (des vaisseaux de guerre anglais et français mouillent dans le port), la CNT fait tout pour calmer le jeu. Alors que le 2 mai elle avait exhorté les travailleurs à ne se laisser désarmer sous aucun prétexte, le 4 et les jours suivants, ses ministres García Oliver et Federica Montseny multiplient les appels radiodiffusés. Ils supplient les défenseurs des barricades de cesser le feu et de reprendre le travail. Par ailleurs, ils ordonnent aux miliciens, partis du front d'Aragon pour aider les ouvriers de Barcelone, de rebrousser chemin. Cela est discuté lors de la réunion extraordinaire du CR du 5 mai, alors que le siège même de la CNT est encerclé par les gardes d'assaut :

Jover informe que des accords ont été passés avec le front : nos compagnons feront en sorte que des troupes gouvernementales ne puissent se déplacer vers Barcelone. Certaines centuries ont proposé de venir à Barcelone. Cela est complètement désapprouvé.

Ceci est confirmé par Manuel Ramos :

[Le 4 ou le 5 mai,] nous étions disposés [les hommes des centuries] à nous répartir ainsi : une moitié restait au front, l'autre allait à Barcelone. Quelques centuries de Huesca étaient déjà à Lérida quand arriva l'ordre de cessez-le-feu. Plusieurs compagnons furent très surpris de l'attitude de nos ministres. [...] Même si la CNT ne pouvait vaincre le fascisme toute seule, je pense que nous aurions dû descendre à Barcelone. [...] Comme je l'ai déjà dit, la révolution a été perdue à partir de l'entrevue avec Companys [le 19 juillet 1936].

Les Thalmann rejoignent les barricades du centre, où se battent les *Amigos de Durruti* :

Nous passâmes la première nuit [du 3 mai] derrière la grande barricade sur la Rambla de las Flores à échanger des coups de feu avec un groupe de gardes d'assaut qui s'étaient réunis au café Moka. Lorsque la fusillade cessait, nous discussions avec les ouvriers du sens et du but de la lutte. Ils étaient fiers de leur action spontanée et persuadés qu'en Catalogne les staliniens avaient perdu la partie. [...]

Au cours de cette première nuit, personne ne savait exactement qui tirait sur qui. De temps à autre retentissaient des cris ; ceux qui contrôlaient les barricades arrêtaient des passants qui s'étaient attardés et qui voulaient rentrer chez eux, cherchant désespérément leur chemin. Si ces retardataires s'approchaient des barricades, ils devaient lever les mains. La plupart d'entre eux, affolés, criaient de toutes leurs forces « FAI-CNT ! » pour se faire reconnaître comme amis ou sympathisants de ces organisations. Celui qui possédait un papier anarchiste quelconque pouvait passer ; celui, par contre, qui avait par malheur une carte du PSUC ou des Jeunesses communistes était emmené pour être interrogé.

[...] Dans la soirée [du 4 mai], nous nous mîmes d'accord [avec *Los Amigos de Durruti*] pour faire un tract qui devait expliquer le sens et l'objectif de ces luttes confuses. Il contenait essentiellement les revendications suivantes : « Formation immédiate d'une *Junta de Defensa*, conseil de défense se composant de tous les éléments révolutionnaires de la FAI, de la CNT, du POUM, de la *Juventud Libertaria*, des comités de miliciens encore existants et des patrouilles de contrôle. Tout le pouvoir aux comités ouvriers et paysans et aux syndicats ; retrait des dirigeants anarchistes du gouvernement de Valence ; désarmement des organisations du parti communiste dans l'arrière-pays ; plus grandes pressions sur le gouvernement central dans le but de la reconnaissance d'un nouveau gouvernement révolutionnaire et autonome en Catalogne. »

Cet appel était signé « *Los Amigos de Durruti* ». [...] Au soir du troisième jour du soulèvement, Federica Montseny et García Oliver, les membres anarchistes du gouvernement de Valence, parlèrent à la radio. En termes pleurnichards et émouvants, ils supplièrent les travailleurs de mettre fin à cette lutte fratricide, de reprendre le travail, car il fallait, en premier lieu, gagner la guerre contre Franco. Une partie des ouvriers anarchistes se refusa d'abord à croire que c'étaient bien leurs dirigeants qui parlaient, mais quand ils durent se rendre à l'évidence, leur déception et leur colère ne connurent pas de limites. De rage, de honte et de révolte, de nombreux adhérents

de la FAI et de la CNT déchirèrent leur carte de membre, les jetèrent au feu derrière les barricades, sur lesquelles souvent leur soupe chauffait encore. Ils quittèrent leur poste par centaines, emportant leurs armes pour les mettre en sécurité. Ce soulèvement spontané et violent, sans chef et sans commandement, basé davantage sur un instinct de défense que sur une véritable agressivité combative, se terminait en queue de poisson. La fin était proche.

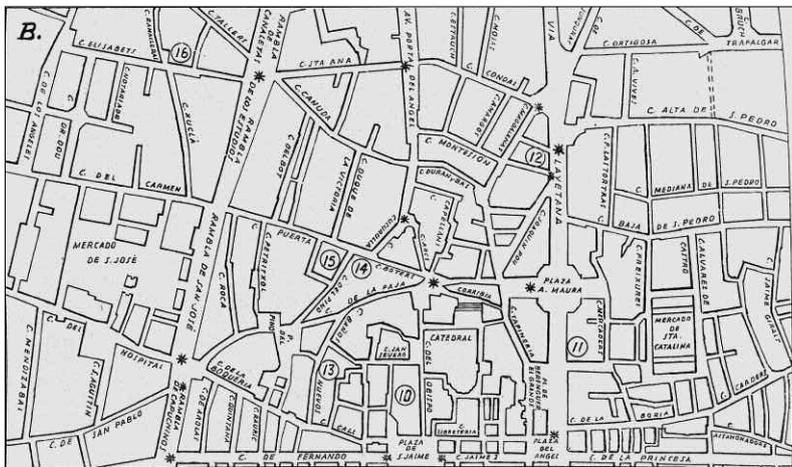
Beaucoup de militants abandonnent effectivement le combat... pour redescendre le lendemain dans la rue, puisque le PSUC et les catalanistes, eux, ne désarment pas et tirent de plus belle sur les anarchistes, en resserrant l'étau sur leurs locaux. On imagine le niveau d'exaspération et de désarroi que cette situation pouvait engendrer. Les combats finissent par cesser: il faut dire que la CNT met le paquet pour asseoir son autorité. On peut lire dans le *Frente Libertario* du 6 mai :

En Espagne, il n'y a qu'une seule autorité: le gouvernement élu par le peuple. Ceux qui se rebellent contre lui [...] sont complices d'Hitler, de Mussolini et de Franco; il faut les traiter de manière inexorable.

Les anarchistes d'État demandent aux militants des villes et villages catalans de ne pas attaquer les cinq mille gardes d'assaut venant de Valence pour rétablir l'ordre public en Catalogne. Le 7 mai, les gardes d'assaut entrent dans Barcelone sans rencontrer de résistance, et au bout de quelques jours, douze mille hommes munis d'un équipement ultra-moderne occupent la région. Au passage, aidés par les forces de police locales et par des éléments de l'UGT, ils ont pris d'assaut les locaux anarchistes, assassiné des ouvriers à Reus, Tortosa et Tarragona, et saccagé des collectivités.

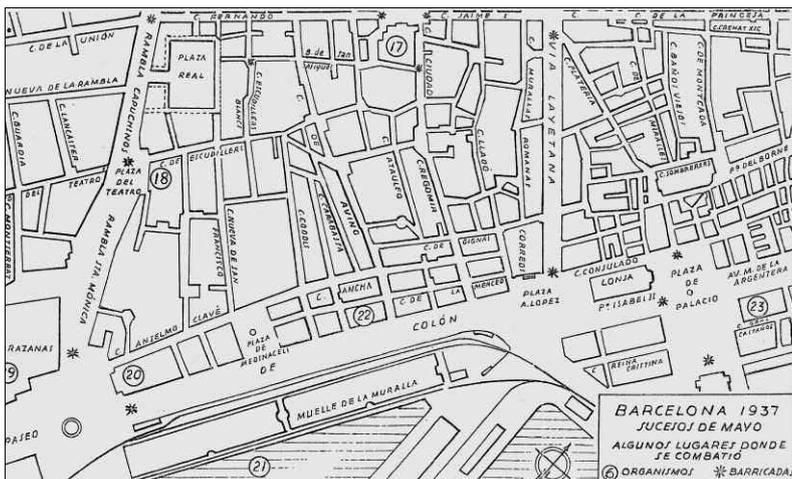
Un correspondant de *Guerra di Classe* écrit dans l'édition du 19 juillet 1937 :

Quand survinrent les douloureux événements de Tortosa, d'obscures pressions furent exercées sur la brigade Garibaldi afin qu'elle se prête à « l'extermination » des membres d'une collectivité, qui sont des travailleurs antifascistes et des anarchistes éprouvés, en les traitant de contre-révolutionnaires, etc. La brigade Garibaldi refusa, ce que l'on dut en grande partie à la fierté et à l'honnêteté de son commandant, le compagnon républicain Pacciardi. (*L'Adunata dei Refrattari*, 14 mai 1938.)



PLAN B
 10 La Generalidad
 11 Comité Regional de la CNT
 12 Comisaría General de Orden Público

13 La Batalla. POUM
 14 Juventudes Libertarias
 15 Local de Estat Català
 16 Cuartel del Buensuceso



PLAN C
 17 Ayuntamiento
 18 Los del POUM
 19 Cuartel de Atarazanas

20 Dependencia Militar
 21 Dársena Nacional
 22 Comandancia Militar
 23 Gobernación

61 Il s'agit sans doute non pas d'un groupe Spartacus mais de la caserne du même nom, tenue par les anarchistes depuis juillet. Le Suisse Edi Gmür rapporte que les combattants de la Compagnie internationale y résident lors de leurs permissions à Barcelone. Grâce au récit de l'anarchiste Aldo Aguzzi, on connaît les circonstances dans lesquelles, pendant ces journées, les miliciens italiens participent à la défense de la caserne située avenue Icaria près du port de la Barceloneta :

Le 3 mai, la caserne Spartacus était devenue un des centres les plus importants de la lutte. Elle était alors occupée par près de 5000 hommes dont 200 Italiens, quelques dizaines de volontaires d'autres nationalités, et par les membres de la colonne *Tierra y Libertad*, avec 20 pièces d'artillerie, 16 autos blindées et une seule mitrailleuse. Les Italiens étaient sans armes. [...]

Sanz, le commandant de la division Durruti, en permission à Barcelone, [était aussi présent]. On confia aux compagnons italiens la mission de défendre la caserne avec la mitrailleuse [...]. Malgré les consignes, Adriano Ferrari et De Peretti [deux anarchistes de 20 ans qui avaient déserté en Italie] voulurent sortir, sans armes. Ils furent arrêtés et fusillés par le PSUC, sur la plaza del Ángel. [...] Le bombardement de la caserne continuant, on téléphona plusieurs fois à la caserne Karl-Marx, située 600 mètres plus loin et occupée par les communistes, pour qu'ils cessent le feu. Ils répondirent qu'ils ne savaient pas d'où venaient les tirs. [...] Pendant ce temps, d'autres Italiens se battaient en divers points de la ville, notamment dans le local [italien] de la Casa Malatesta, au siège du syndicat de l'Alimentation et dans celui de la CNT-FAI. [...] De tous les endroits de la ville nous arrivaient des demandes en hommes et en munitions. Le 4 mai [...] des Italiens prirent quatre autos blindées et, sous un feu infernal, traversèrent la plaza del Ángel et rejoignirent le siège de la CNT. [...]

Le 5 mai, une nouvelle sortie de la caserne fut tentée avec six autos blindées [...] qui arrivèrent en luttant pied à pied jusqu'au siège des Patrouilles de contrôle. [...] Le Vénitien Pietro Marcon fut tué dans les combats devant le syndicat de l'Alimentation. [...] D'autres autos blindées partirent pour secourir la Casa Malatesta, assiégée par les communistes et les gardes d'assaut. [...] Les compagnons italiens rescapés de la Casa Malatesta et du syndicat de l'Alimentation se réfugièrent à la caserne Spartacus. Ils apportèrent des nouvelles sur la situation générale et sur les nombreux

camarades assassinés. [...] Les bombardements continuant, une première sortie permit d'occuper tous les édifices qui séparaient notre caserne de celle des communistes. [...] L'attaque de la caserne Karl-Marx [...] fut décidée pour le 9 mai. Mais dans la journée arrivèrent les appels de Montseny et Oliver à abandonner la lutte [...] et l'attaque fut suspendue. [...] Les Italiens pensaient qu'il ne fallait pas laisser passer l'occasion de porter un coup décisif aux provocations et manœuvres contre-révolutionnaires. Alors que dans toute la ville [...] on commençait à abandonner les barricades, dans la nuit du 5 au 6 mai, un fort contingent de communistes et de gardes d'assaut attaqua la caserne Spartacus depuis la gare de France. Les compagnons élevèrent des barricades et coupèrent le passage au niveau de l'avenue Icaria. [...] Deux compagnons allemands périrent en lançant des bombes à main. [...] La journée se passa en nouvelles contradictoires. [...]

Le 7 mai, l'ordre de la CNT de cesser le feu devint encore plus insistant. Les dirigeants espagnols de la caserne, et Sanz à leur tête, commencèrent à se retirer des points stratégiques. Pendant la nuit, il y eut encore des escarmouches, mais le 8, les anarchistes avaient abandonné toutes leurs positions. Les compagnons italiens qui tenaient la barricade de l'avenue Icaria [...] abandonnèrent la position. Les combats terminés, [...] Sanz proposa immédiatement aux éléments italiens qu'il avait vus à l'œuvre d'organiser le bataillon international, car celui-ci ne lui inspirait pas entièrement confiance. (Fedeli, 1953, pp. 191-196.)

Les événements de mai ont accentué le dissensus entre les anarchistes italiens et espagnols : les premiers se sentent de plus en plus éloignés de la tactique des seconds. Les assassinats de Berneri et Barbieri vont porter un dernier coup à la colonne de volontaires italiens en Espagne : une grande partie d'entre eux forme le bataillon Spartacus (peut-être en souvenir des combats qu'ils menèrent dans la caserne) et intègre la colonne *Tierra y Libertad*. D'autres adhèrent au bataillon international de la division Durruti ; d'autres encore rejoignent la 25^e division d'Ortiz ou la brigade Garibaldi.

62 Il est ici question du troisième reportage de la série intitulée *Los aguiluchos de la FAI por las tierras de Aragón*, d'Adrien Porchet. Rentré à Barcelone, ce dernier continue à travailler pour la CNT : il est le chef opérateur du premier long métrage produit par ce syndicat : *Aurora de esperanza*. Il tourne ensuite des actualités

pour la Confédération, couvrant des manifestations, des congrès, etc. Durant les événements de mai 1937, il est aux premières loges et filme les combats de la *Telefónica*. Porchet quittera Barcelone peu avant l'entrée de l'armée nationaliste et parviendra à emporter quelques négatifs. Il se souviendra avec émotion de Félix Marquet, un milicien qu'il forma au front comme caméraman.

Nous citons le témoignage de Ridel envoyé au *Libertaire*:

Barcelone-Pina, septembre 1936. Le syndicat des Spectacles publics en pleine tourmente révolutionnaire s'est emparé de toute l'industrie du spectacle; théâtres et cinés. Chaque salle possède son comité d'organisation où sont représentées les diverses catégories du personnel. Le prix des places a été réduit considérablement, le pourboire supprimé, les billets de faveur également; les salaires ont été augmentés dans de fortes proportions, en même temps que les journées de travail étaient diminuées.

Emmanuel Larraz a écrit de son côté, après la guerre:

Les anarcho-syndicalistes avaient immédiatement compris l'importance du cinéma pour la propagande et, liant constamment la guerre à la révolution sociale, ils s'attachèrent à réaliser de pair des films sur les opérations militaires et des films sur les transformations qui s'opéraient à l'arrière, dans les ateliers et les usines. La production anarchiste, importante en volume (six longs métrages et plus de soixante courts métrages) est caractérisée essentiellement par un violent anticléricalisme, surtout dans les premiers temps de la guerre, l'exaltation de la dignité des travailleurs et la conscience très vive, enfin, que le sort de l'humanité tout entière était alors en train de se jouer en Espagne. (Porchet, 1997.)

63 Grâce à Antoine, on apprend que Carl Einstein est à Barcelone pendant les journées de mai 1937, au plus près des combats. L'existence et l'action de cet écrivain en Espagne reste en effet mal connue et très peu documentée. Précisons qu'Einstein n'avait aucun lien de parenté avec le savant. Pour en savoir plus, nous renvoyons aux travaux en cours, en France et en Allemagne.

Sur le front depuis quasiment neuf mois, Einstein quitte une première fois le service armé, à la fin avril 1937, pour se faire soigner à Barcelone. Il va y rédiger un article que le journal *Die Soziale Revolution*, organe du DAS édité à Stockholm et à Paris, publiera le 1^{er} mai. Voici des extraits de ce texte intitulé «Le front d'Aragon»:

Aujourd'hui, chaque révolution se transforme nécessairement en une guerre. Les adversaires du prolétariat disposent de généraux et d'états-majors. [...] On met en scène maintenant, avec l'aide des financiers internationaux, une intervention plus ou moins voilée. [...] La guerre espagnole démontre notre thèse. Elle a changé de visage et de signification politique. La mission des militaires s'accroît considérablement. [...] Assurément la guerre des colonnes confédérées annonçait autre chose que la stupide et destructrice conduite de la guerre des militaires habituels. [...] Le front espagnol [...] sépare deux conceptions antagonistes de la société et de l'histoire, de la réalité et de la culture. [...] Peu à peu l'intervention étrangère devint visible en Aragon. [...] Les foudroyantes bombes en aluminium des sociétés sidérurgiques du Rhin assommèrent paysans, bergers et animaux paisibles. On entendait le bruit de bottes des Allemands marchant en rangs. Malgré cela, le front restait figé. [...] Les camarades qui veillent sur le front d'Aragon depuis longtemps réclament combats et marches en avant. Ils veulent à tout prix soulager Madrid. Leur appel ne fut pas entendu. Ce front demeure derrière un voile épais comme enveloppé dans un silence trompeur et une lassitude menaçante. Pourquoi ne veut-on pas s'intéresser vigoureusement à ce front et s'en donner la peine ?

Cf. Meffre, 2002; Krüger, 1992.



Croquis de Carl Einstein illustrant un entretien paru dans Fragua Social, du 13 avril 1937.

64 Le débat ici évoqué sur la responsabilité des parents vis-à-vis des enfants et la nécessaire « grève des ventres » relève typiquement des questions soulevées par certains penseurs anarchistes. Cette Soledad, cultivée et en révolte contre les conventions, devait sans doute partager la démarche des jeunes libertaires individualistes et idéalistes constituant des groupes d'affinités souvent liés aux quartiers (*barriadas*). Ils écrivaient beaucoup sur des thèmes relatifs au naturisme, à la médecine, l'éducation, l'émancipation de la femme, l'éthique anarchiste, l'antimilitarisme et le pacifisme, l'illégalisme, etc. Ils participaient, à Barcelone et à Valence, aux revues *Ética* puis *Iniciales*. Juste avant la révolution, ils se proposaient

de former une association d'individus conscients, avec une prédisposition pour vivre l'anarchisme, tant sur le plan moral que sur le plan économique, en accord avec les possibilités actuelles. Tous ceux d'entre nous qui ressentons la nécessité de vivre au présent sans attendre les réalisations problématiques d'un futur incertain, ni espérer que l'humanité [...] parvienne à se rendre compte de ses erreurs fatales, tous, nous pourrions « entre nous » nous entendre et nous aider mutuellement.

Ici s'exprime visiblement un des points de vue de l'anarchisme, celui qui estime que les bouleversements profonds ne s'opèrent que dans le long terme, à travers une auto-éducation ouvrière, et non à coup d'insurrections violentes et meurtrières. De ce fait, pour ces jeunes, comme le pacifiste Vicente Nebot de Torrasa, obligé de partir au front en 1936,

la guerre [nous] a été fatale en détruisant l'œuvre que nous étions en train de construire; nous étions en train de nous former comme des hommes libres pour une société meilleure, et la guerre nous a fait tout perdre. Nous avons bien tenté d'accélérer le modèle de société que nous voulions, mais les gens n'étaient pas prêts. (Marín, 2003, pp. 79-101.)

On sent chez Soledad un peu de ce même accablement, surtout après les journées de mai 1937.

65 Camillo Berneri ne participait pas aux combats dans Barcelone. Il ne quittait pas son domicile, au n° 2 de la plaza del Ángel, tout près du siège de la CNT. Il avait rédigé les jours précédents un texte sur Gramsci et un autre en défense du POUM, qui furent diffusés sur les ondes de la radio CNT-FAI le 3 mai.

Francesco Barbieri, né en 1895, émigra dans les années 1920 en Argentine, où il participa aux attaques à main armée du groupe anarchiste de Di Giovanni. De retour en Italie, il s'évada de prison pour rejoindre la France, puis la Suisse, et ensuite l'Espagne en octobre 1935. Dénoncé par la police secrète italienne qui demandait son extradition, il passa clandestinement en Suisse et y resta jusqu'aux événements de Barcelone de juillet 1936. Militant connu en Catalogne, il dirigeait le service de sécurité de la colonne italienne.

De retour du front de Huesca, il se reposait à Barcelone quand il fut arrêté le 5 mai avec son ami Berneri, à leur domicile, par des hommes en civil porteurs d'un brassard rouge, venus du siège de l'UGT tout proche. Ils étaient accompagnés de policiers, déjà passés la veille pour visiblement repérer les lieux. Selon le témoignage de la femme de Barbieri et d'une autre militante – qui demande à un policier de lui montrer sa plaque d'identification, et en note le numéro –, l'appartement est perquisitionné, puis les deux Italiens, accusés de menées contre-révolutionnaires, sont emmenés. On trouvera leurs corps criblés de balles le lendemain, l'un près des Ramblas, l'autre sur la place de la Généralité.

En 1978, García Oliver écrira dans son ouvrage *El Eco de los pasos*:

Parmi les morts de mai, je veux détacher particulièrement la personne de Camillo Berneri, anarchiste italien mystérieusement assassiné. [...] Je ne le connus pas personnellement. Sans sa fin tragique, il est possible que jamais je ne me sois enquis de son existence; je ne le connaissais ni comme anarchiste, ni comme professeur, ni comme écrivain. [...] Je suis persuadé que c'était la même chose pour au moins 99% des compagnons anarchistes et anarcho-syndicalistes.

Ainsi, «l'homme fort» du CCMA ne connaissait pas l'un des fondateurs de la colonne italienne qui traitait directement avec Santillán. Pourtant, la contre-révolution frappa l'intellectuel italien quelques semaines après la publication de la lettre ouverte qu'il avait adressée à Federica Montseny. Ajoutons que les parents de cette dernière avaient publié dans les années 1929-1934 maints articles de soutien en faveur de Berneri dans la *Revista blanca*, revue culturelle anarchiste extrêmement populaire.

Dans un entretien donné en 1977 à Freddy Gomez, Oliver estimait déjà que

l'influence de Berneri était très faible. [...] Quel intérêt avaient les communistes à le liquider? On pourrait comprendre qu'ils aient cherché à tuer Marianet ou Federica ou moi, [...] mais Berneri, non... (*À contretemps*, n° 17.)

Que son audience fût restreinte ou pas, Berneri était assurément un des plus fermes dénonciateurs tant de la politique de Mussolini en Espagne que de celle de Moscou, et notamment de l'impunité avec laquelle la GPU agissait dans ce pays. Et il fut aussi un des rares libertaires à se dissocier publiquement de la politique de la CNT, après l'avoir soutenue. Si les sicaires qui lui ont tiré dans la nuque n'ont jamais été retrouvés, son assassinat n'est pas « mystérieux » pour tout le monde. Antoine, et beaucoup d'anarchistes de l'époque et d'aujourd'hui, pensent que les meurtriers sont les staliniens, qui procédaient, étape par étape, à l'élimination physique de ces anarchistes qui se réclamaient encore de la révolution sociale. Il semblerait donc, à l'instar de la mort de Durruti, que la thèse de la responsabilité communiste dans l'assassinat du philosophe italien soit soutenue par la base du mouvement libertaire, et non pas par ses leaders, défenseurs inébranlables de la « sauvegarde de l'unité d'action antifasciste ».

Francisco Madrid a réalisé un important travail sur Berneri, la révolution et la contre-révolution en Europe de 1917 à 1937. Il signale deux documents à l'appui de la thèse de l'assassinat de l'intellectuel italien par les sbires de Staline : un article paru le 20 mai 1937 dans *Le cri du Peuple*, organe du PC italien en France, affirme que

Camillo Berneri, un des dirigeants des *Amigos de Durruti*, [...] a provoqué le sanglant soulèvement contre le front populaire catalan. La révolution démocratique, à laquelle aucun antifasciste ne refusera le droit à l'autodéfense, s'est fait justice.

Difficile de ne pas voir là une sorte de revendication...

Un autre article, celui du communiste Palmiro Togliatti, du 15 janvier 1950, paru dans un hebdomadaire du PCI le 15 janvier 1950, constitue pour Francisco Madrid « le second assassinat de Berneri » :

Camillo Berneri était anarchiste, et il appartenait, au sein des anarchistes de Barcelone, en avril 1937, à la tendance qui d'une

certaine manière voisinait avec les socialistes unifiés, les catalanistes et les républicains, puisqu'il s'était opposé, y compris d'une façon énergique et qui suscita des réactions, au comportement des fameux incontrôlés. Voilà ce que fut la fameuse révolte barcelonaise de mai : une série confuse de batailles de rue sanglantes, de maison à maison [...]. Berneri tomba au cours de l'un de ces affrontements : c'est tout... (Madrid, 1985, pp. 376-389.)

Ainsi Berneri est présenté, tantôt comme un incontrôlé, tantôt comme leur ennemi.

La CNT avait préconisé de ne pas enterrer les morts publiquement afin d'éviter les incidents : les membres du DAS bravèrent l'interdit et défilèrent avec des drapeaux derrière le cercueil de Berneri et de ses trois camarades. Mais les anciens miliciens internationalistes vont avoir maintenant du souci à se faire pour eux-mêmes...

Cf. Fedeli, 1953, pp. 191-201 ; Rama, 1977, pp. 18-32 ; Di Lembo, 2001 b, p. 210.

66 Francisco Ferrer est assassiné à Barcelone le 5 mai. Le fait a marqué Edi Gmür et d'autres compagnons du Groupe international :

7 mai 37 : Nous partons de la caserne pour l'hôpital, pour rendre les derniers honneurs au général [*sic*] Francisco Ferrer. Il a été tué par la *Guardia*, parce qu'il ne voulait pas se laisser désarmer. Il était encore blessé depuis Santa Quiteria. C'était un bon camarade. À la morgue de l'hôpital, nous avons d'abord dû chercher son cadavre. Une puanteur terrible faisait retenir son souffle. Grande halle pleine de cadavres, serrés comme des sardines dans une boîte. Plusieurs ont le ventre gonflé, le visage souriant, d'autres sont repliés sur eux-mêmes, les orbites vides, les joues desséchées. Combien de victimes coûtera encore cette révolution ? Nous accompagnons le corbillard jusqu'au cimetière. Dix-huit autres corbillards nous dépassent, allant au trot, sans compagnie ni couronnes. Victimes anonymes de la Révolution.

Dans la suite de l'entretien avec Giuditta paru dans *Guerra di Classe*, dont nous avons lu la première partie, nous apprenons comment fut assassiné Francisco Ferrer :

– Nous voudrions maintenant savoir de ta bouche comment fut achevé Francisco, le petit-fils de Francisco Ferrer y Guardia. Nous savons que tu le connaissais.

Elle répond :

– En fait, je fus longtemps pour lui comme une mère. J'ai 52 ans. Nous sommes partis ensemble avec Durruti, en juillet 1936. Il était, comme le grand-père, bon et généreux. Francisco était né à Paris en 1909. À la chute de la monarchie des Bourbons, il est accouru en Espagne. Il voyait poindre la révolution sociale... Il aurait pu demeurer à Barcelone, quand survint la trahison militaro-fasciste. Il souffrait d'une affection cardiaque, et il possédait en outre un certificat d'inaptitude totale au service militaire, à cause d'un accident du travail. Il partit au contraire avec Durruti et demanda à être admis dans le Groupe international d'assaut, une des formations les plus héroïques.

– Pourquoi se trouvait-il à Barcelone durant les événements de Mai ?

– Voilà : le 8 avril, il avait participé à l'action dite de l'Ermitage de Santa Quiteria. Il fut hospitalisé à Barcelone. Vers la fin avril, son état physique s'était amélioré, mais il devait se rendre quasi-journellement à l'hôpital pour suivre son traitement. Le jour du 5 mai, nous sortîmes ensemble. Dans la calle París, nous tombâmes sur un groupe de soldats, que je suppose communistes. Francisco endossait son uniforme de milicien et portait le revolver à la ceinture. Il avait avec lui un document qui l'autorisait, en sa qualité de membre du Groupe international d'assaut, à circuler armé en n'importe quel endroit. Les inconnus, pointant leurs mousquetons, lui intimèrent l'ordre de remettre le revolver. Il refusa. Il protesta avec énergie en affirmant qu'il ne saurait se laisser désarmer, vu que l'arme lui était nécessaire pour lutter contre le fascisme. Il fut l'objet de la brutalité des agresseurs qui, avec des menaces et des insultes de toutes sortes, le forcèrent à présenter ses papiers. Quand Francisco leur montra la carte de la CNT, une voix hurla : « Tuez-le ! »... Il ne lui fut pas accordé le temps de se défendre. Il fut jeté contre un mur, et les bandits, à quelques pas de distance, firent feu simultanément sur lui.

Notre compagne fait une pause... Elle se passe une main sur le front. Elle a dans les yeux l'affreuse vision :

– Son agonie dura 24 heures. Elle fut atroce. Je fus légèrement blessée à un bras.

Nous lui demandons :

– Savaient-ils qu'ils tuaient le petit-fils de Ferrer y Guardia et qu'ils commettaient le même crime que celui qui avait frappé la monarchie d'infamie ?

– Je ne sais. Ils savaient qu’il s’agissait d’un militant de la CNT, d’un volontaire de Durruti. C’était suffisant pour l’assassiner!

Notre compagne, qui vécut les combats du prolétariat italien dans les années 1919-1922, qui connut l’épopée du 19 juillet à Barcelone, qui vit la mort en face dans les tranchées d’Aragon, est accablée de tristesse. Nous éprouvons avec émotion la peine qui dans ces moments torture, comme le sien, le cœur des révolutionnaires. [...] Nous avons lu dans *Fragua Social* de Valence, du 6 juillet, une fière lettre de Trinidad Ferrer, la fille du martyr de l’École moderne. Et une autre d’accusation contre le ministre de l’Instruction publique du gouvernement de « Front populaire », lequel tente de lui refuser une pension qui lui est légalement consentie en sa qualité de descendante d’un enseignant...

– La tragédie de cette femme, observe notre interlocutrice, est des plus émouvantes. La monarchie des Bourbons lui fusilla le père. Et les brigands rouges de la contre-révolution lui ont fusillé le fils. (*Guerra di Classe*, n° 22, an II, 19 juillet 1937.)

67 La Généralité annonce le 12 mai la dissolution effective des Patrouilles de contrôle, sans que la CNT ne s’y oppose plus. Sous prétexte de punir les auteurs des troubles de mai, la police barcelonaise, noyauté par les staliniens et ne rendant de comptes à personne, intensifie l’offensive contre-révolutionnaire. Les lieux de rassemblement des groupes et syndicats critiquant le gouvernement sont détruits, et les proscrits doivent se cacher où ils peuvent dans la ville. De mystérieuses brigades procèdent à des arrestations illégales de miliciens étrangers appartenant aux colonnes confédérales.

Les Thalmann pensent qu’il est prudent de quitter le pays :

Persuadés que l’élan révolutionnaire des ouvriers et des paysans espagnols était brisé et que la guerre civile n’était plus qu’une pâle imitation des contradictions impérialistes, nous nous demandions s’il ne valait pas mieux quitter l’Espagne. Nous ne tenions pas spécialement à être enlevés par la police secrète russe et à ce qu’on nous retrouve sous forme de cadavres non identifiables!...

Mais ils furent arrêtés sur le bateau dans lequel ils embarquaient :

Puerta del Ángel. Ils nous firent descendre devant un grand bâtiment situé près du centre-ville et nous conduisirent dans un couloir donnant sur la terrasse d’une cour intérieure. Fumant et parlant à voix basse, une douzaine de personnes y déambulaient.

Avec étonnement et une joie mitigée, nous reconnûmes Michel Michaelis et certains de ses camarades de Pina.

– Ah, vous aussi, vous êtes là, nous dit-il sur un ton laconique en nous saluant.

– Peux-tu nous dire qui nous a arrêtés? lui demandai-je.

– Ce sont les Russes, le Guépéou. Ils nous gardent ici depuis huit jours sans nous interroger. Il y a au moins trois cents prisonniers dans ce bâtiment, nous n'en avons pas encore vu la moitié. Ils nous laissent sortir une heure par jour sur la terrasse. Si la FAI ne nous sort pas de là, on n'en sortira jamais, je crois.

– Qu'est-ce que c'est que cette maison?

– Elle s'appelle Puerta del Ángel (la porte de l'Ange) et appartient à un comte espagnol.

Clara et moi nous regardâmes. Ainsi, ils avaient fini par nous avoir. [...] Parmi les prisonniers, toutes les nationalités et les tendances politiques étaient représentées – Espagnols, Allemands, Français, Anglais, Belges, Yougoslaves, Italiens et Polonais. Ils appartenaient au POUM, à des organisations anarchistes, au parti socialiste espagnol ou aux marxistes italiens dont le leader était Pietro Nenni. [...] Pendant une de ces promenades, Michel nous apprit qu'il était enfermé avec quarante camarades dans le garage. Ils dormaient sans paillasse ni couverture sur le ciment nu. [...] Une partie de ses compagnons avait décidé de commencer une grève de la faim au cas où leurs conditions de détention ne s'amélioreraient pas. Pas plus dans le garage bondé que dans les autres cellules, il n'y avait le moindre fasciste ou monarchiste; tous les prisonniers étaient antifascistes, de différentes tendances. [...] Un après-midi, nous entendîmes des voix provenant de la fenêtre de la chapelle; je grimpai sur les barreaux de la fenêtre et vis six personnes qui gisaient sur des paillasses à l'intérieur de la chapelle. Parmi elles, je reconnus Fred Hünen, Egon Korsch et quelques autres miliciens avec lesquels nous avons formé la centurie de Michaelis. [...] Pendant ma promenade, [...] j'entendis du bruit dans le corridor. On enfonça la porte de la terrasse et je vis alors Michel Michaelis aux prises avec un soldat qui lui ordonnait de rester sur la terrasse. [...]

– Que se passe-t-il? lui demandai-je.

– Je me suis échappé, puis je suis revenu de ma propre volonté. L'imbécile de garde ne veut pas me croire.

– Tu es revenu de ton plein gré? dis-je incrédule.

– Je t'assure. La nuit dernière, le garde a oublié de fermer le portail

du garage; nous aurions tous pu nous enfuir. Nous avons discuté la moitié de la nuit pour décider de ce que nous allions faire. Nous craignons en effet que le Guépéou n'exerçât des représailles sur les camarades qui restaient. Finalement, nous avons décidé d'un commun accord que je m'échapperais seul pour donner au Comité national de la FAI des détails sur cette prison privée, et que je reviendrais. Je suis donc allé à la FAI; ils sont maintenant bien informés sur la Puerta del Ángel et nous tireront de là. À mon retour, je suis tout simplement entré par la porte principale et maintenant ces idiots ne veulent pas me croire! C'était Michel tout craché: une absolue solidarité et une confiance illimitée en ses anarchistes, liées à une incroyable naïveté et une totale incompréhension de la situation. Ils vinrent le rechercher peu après.

Mais la FAI n'intervient pas et en juillet 1937, une partie des détenus est transférée à Valence dans l'ancien couvent Santa Ursula transformé en prison, exclusivement sous le contrôle du PCE; les agents du Komintern interrogent et torturent toutes les nuits, beaucoup de séquestrés y mourront:

Juste en face de notre fenêtre, s'élevait une haute tour dont nous ne pouvions apercevoir que les murs. Nous entendions sans arrêt des chants et des cris sauvages provenant de cette tour et en nous couchant sur le sol, nous parvenions à distinguer sur la plateforme une foule de gens gesticulant dans tous les sens. Mon compagnon m'expliqua que plus de cent miliciens anarchistes étaient enfermés dans cette tour, toute une partie d'une colonne qui s'était rebellée au front. [...] Un socialiste hollandais qui se trouvait au même étage que nous, mais auquel je n'avais encore jamais parlé, me dit un jour, en me montrant sa bouche édentée: « Regarde-moi, les fumiers m'ont tellement tapé dessus qu'ils m'ont cassé toutes les dents et je ne suis pas le seul, crois-moi. Personne ne sait quels sont les critères d'après lesquels ils torturent certains et pas d'autres. Dans ma cellule, il y a un Yougoslave qu'ils enferment parfois vingt-quatre heures dans une cage si étroite que ses jambes en sont tout enflées et qu'il en perd connaissance. Il fait ses besoins dans ses vêtements. Et j'ai entendu dire qu'ils avaient fait la même chose avec d'autres camarades. » Pedro m'avait déjà raconté des horreurs semblables, mais je ne pus le vérifier moi-même. Néanmoins, après avoir vu et entendu Raab, ainsi que cet Hollandais, plus aucun doute n'était permis.

Le 30 août 1937, les Thalmann sont libérés :

C'est à la campagne efficace de solidarité menée par nos amis que nous devons la vie. Car nous étions persuadés de ne pas sortir de la toile d'araignée que le Guépéou avait tissée en Espagne. [...] Nous avons également compris que les camarades torturés et liquidés étaient tous des réfugiés des pays fascistes (beaucoup d'Allemands, d'Italiens, de Yougoslaves et de Polonais), volontaires dans les formations du POUM ou de la FAI. Et pour lesquels donc le Guépéou n'avait pas à craindre d'interventions de la part des gouvernements intéressés.

Parallèlement aux persécutions staliniennes, un mouvement de fond visant au rétablissement de l'ordre, paré des vertus républicaines, engendre une importante vague d'arrestations : de mai 1937 à fin 1938, en Catalogne, trois mille sept cents militants en feront les frais, dont 90 % de libertaires. Voyons dans quelles conditions politiques cela se produit. Le 17 mai, les communistes font chuter le gouvernement Caballero et s'allient avec les représentants de l'aile droite socialiste, Indalecio Prieto et Juan Negrín, pour former le nouveau gouvernement. Selon César M. Lorenzo, la CNT-FAI, contre l'avis d'une partie de ses dirigeants, refuse les ministères que Negrín lui propose. Cela ne l'empêchera pas d'entrer dans le gouvernement « Negrín » suivant, en avril 1938. Pour l'heure, en juin 1937, la CNT n'a plus de représentants aux gouvernements central et régional, et elle passe dans l'opposition :

Actuellement notre rôle est de porter à la connaissance du prolétariat encadré dans la Confédération qu'il faut maintenant plus que jamais rester attentif aux consignes des comités responsables. Seule une action cohérente et concertée nous permettra de faire échouer la contre-révolution. [...] Que personne ne joue le jeu des provocateurs! [...] Vive l'alliance syndicale! (Lorenzo, 1969, p. 273.)

Pour François Godicheau, le coup de force de mai a politiquement réussi : il a permis l'instauration d'un « État démocratique autoritaire » dont les staliniens sont le fer de lance. Il note également ce fait d'importance :

L'inversion complète du rapport de force politique eut lieu non pas lors des affrontements [de mai], mais au cours des mois suivants. Alors qu'au début de mai encore, c'étaient les militants de l'UGT [dont la section catalane était dominée par les communistes] qui

avaient peur, à partir de juillet, ce furent ceux de la CNT et des centaines d'entre eux durent se cacher ou se réfugier sur le front. Pendant un an, les arrestations se multiplièrent jusqu'à compter plusieurs milliers d'individus, et les procès furent intentés par dizaines. L'ensemble constitue un des épisodes répressifs les plus importants de l'histoire de la République. Il était dirigé contre les éternels « fauteurs de troubles », les militants révolutionnaires des syndicats. Ces événements sont restés malgré tout quasiment inconnus, les historiens officiels de la CNT [...] étant très discrets sur l'ampleur de cette répression. (Godicheau, 2004, pp. 171-182.)

L'accès aux sources primaires a permis de reconstituer l'histoire méconnue de cette vague répressive, ajoute-t-il.

68 Comme Antoine, le volontaire suisse Edi Gmür retourne au front, mais il est profondément troublé :

10 mai. Dans la cour de la caserne Spartacus, un groupe de notre compagnie était aujourd'hui en discussion. J'ai écouté un moment et je note ce que j'ai retenu. « Je file, disait l'un, notre cause est perdue. La CNT n'a pas mené le combat, le POUM a trop peu d'influence auprès des masses ouvrières. C'est le gouvernement de Valence qui a gagné. C'est le plus à droite depuis le début de la révolution. Gouvernement fantôme d'ailleurs, parce que derrière lui il y a Staline et sa dictature. Je ne vais pas sacrifier mes os pour un État bourgeois. » [...] Que penser de tout cela ? C'est les Espagnols que cela concerne. Je suis venu ici pour lutter contre le fascisme international, et maintenant on se voit confronté au problème de suivre un des partis ouvriers contre l'autre. Si on en arrive là, il est clair que cela donnera des conflits sanglants. Avec la meilleure volonté du monde, je ne savais pas alors où me situer.

69 La Compagnie internationale, rebaptisée Bataillon international (cf. p. 383), quitte Barcelone le 7 juin, mais Giua n'est pas du voyage. Antoine confond sans doute ce moment avec un autre : il n'a peut-être pas su que son ami milanais avait suivi au printemps une formation d'officier dans une école d'instruction militaire d'Albacete. Devenu lieutenant, Lorenzo s'enrôlera en mai dans la brigade Garibaldi.

Antoine revient donc sur le front d'Aragon. La militarisation est maintenant achevée. Intégrées dans la nouvelle armée de l'Est, les divisions anarchistes vont devoir obéir aux ordres du général Pozas, sous contrôle communiste.

Pacciardi écrit dans ses mémoires :

Dans mon état-major [de la brigade Garibaldi], en dépit des appels à modifier les « états-majors » des Brigades à la lumière des événements récents [mai 1937], j'ai maintenu délibérément deux anarchistes, mon assistant Braccialarghe et le chef du service des transmissions Hortega. Je ne voulais pas perdre d'excellents combattants et surtout je voulais éviter dans la brigade une première scission. Battistelli était de mon avis, si bien qu'il écrivit immédiatement – lui qui avait abandonné les milices anarchistes pour venir parmi nous – un vibrant article en hommage à la mémoire de Berneri. (*L'Adunata dei Refrattari*, 14 mai 1938.)

À la mi-juin, les divisions républicaines lancent des offensives de « diversion » en Aragon, de Huesca à Teruel, pour desserrer l'étreinte de Franco sur Bilbao. À Huesca, c'est un échec, on compte mille tués, la plupart anarchistes. Gmür raconte dans quelles conditions la Compagnie internationale, dont Alexis Cardeur est le nouveau commandant, attaque, le 16 juin, dans le secteur du monte Oscuro ; il y a croisé Antoine et ses amis du groupe mobile la *Banda negra* :

On nous a dit de descendre au monte Oscuro, dans une petite vallée. [...] Notre capitaine, le grand Hans, nous a dit que nous devons relever la *Banda negra*. Elle avait attaqué tôt le matin. [...] Ceux que nous relevions nous ont croisés en une longue file. Plusieurs d'entre eux avaient deux ou trois fusils. En plus du fusil, nous avons aussi reçu une bêche et une pioche. Les grenades étaient en nombre suffisant sur place ; mais c'étaient de vieilles grenades à main primitives, que l'ennemi avait abandonnées. Mon peloton, avec Fischer pour « lieutenant », a occupé la position principale, l'*Ermita Santa Cruz*. Nous avons tout de suite commencé à la fortifier. Les troupes ennemies y avaient creusé une tranchée et quelques nids de mitrailleuses. Mais il n'y avait aucune protection antiaérienne. De l'autre côté, au pied de la pente raide traversée de petites rivières, c'était Perdiguera, là où étaient tombés 42 hommes du Groupe international. De notre position, on pouvait quasiment contrôler le village. On m'a mis de garde de 1 à 4 h. En arrivant, j'ai vu aux jumelles un grand nombre de camions entrer dans le village. Je l'ai

tout de suite annoncé au *Sergento* [sic]. Deux heures plus tard, donc vers 3 heures, j'ai vu que débutait une forte contre-attaque. Environ 3000 hommes avançaient lentement sur une largeur de quelque 2 km. Devant eux, huit tanks. Ils avançaient lentement, mais systématiquement. Tout à coup, un terrible feu d'artillerie arrosé notre position de trois côtés à la fois. [...] L'annonce de la contre-attaque a été transmise et notre compagnie et la première se sont préparées à l'attaque. [...] Notre artillerie a tiré dans les rangs ennemis, mais elle tirait mal, trop court ou trop long. Elle atteignait rarement la proximité des tanks. Notre *Teniente* était dans l'abri où on stockait les munitions et les grenades et s'affairait en jurant. Chacun de nous en a touché six, qui avaient été montées en toute hâte. Pendant ce temps, les douze ou seize canons tiraient coup sur coup sur notre position. Nous étions couchés dans la tranchée, continuant de travailler. [...] Mais tout à coup on a entendu le ronflement de moteurs d'avions. [...] Nous avons compté six bombardiers trimoteurs, qui voguaient majestueusement dans le ciel bleu. Au-dessus d'eux sont apparus dix avions plus petits, encore plus haut douze chasseurs. Pitt m'a regardé en souriant, mais les joues pâles : « On va pas s'en sortir ! » C'est aussi ce que je pensais. Le *Teniente* est revenu en courant, a donné l'ordre de nous préparer à l'attaque. Oscar lui a dit : « Tu es fou, rester ici avec dix hommes ? Si les renforts n'arrivent pas, nous sommes perdus ! » Le *Teniente* ne voulait rien entendre, il a répété plusieurs fois d'un ton menaçant et si fort qu'on l'entendait dans toute la tranchée : « Celui qui quitte la position sans que je donne l'ordre, je le descends ! » [...] Nous nous sommes installés tant bien que mal dans les tranchées, et ça a commencé. La terre tremblait, des pierres et de la poussière étaient soulevées du sol, le boucan nous assourdissait. [...] Le ronronnement des moteurs était de plus en plus fort. Fischer a couru dans la tranchée en criant : « ¡Adelante, adelante ! » Nous avons pris nos fusils et nos grenades, nous sommes élancés devant la tranchée et avons commencé à lancer les trucs. Mais nous n'avons pas tenu longtemps. Une grêle de bombes s'est abattue sur nous et tout s'est mis à brûler, toute la montagne, même la terre brûlait. Jusqu'à la manche de ma veste qui avait pris feu. La déchirer et la jeter fut l'affaire d'une seconde. Pitt et moi sommes retournés lentement dans la tranchée. Une fumée noire épaisse nous entourait, irritait les yeux et menaçait de nous étouffer. Nous avons pressé nos couvertures devant nos nez. On n'y voyait pas à cinq mètres. Les chasseurs se sont mis à

l'ouvrage, Rrrr, Rrrr. Ils descendaient si bas qu'on aurait cru qu'ils éraflaient le sol. À gauche, à droite, partout les balles tombaient. [...] Pendant un instant de calme, j'ai crié à Pitt, qui était étendu à côté de moi dans la tranchée et essuyait ses larmes dues à la fumée : « C'est un vrai suicide ! »

[...] Enfin les avions ont fait mine de s'éloigner. Nous nous sommes relevés pour chercher les autres. « Regarde, m'a dit Pitt, voilà Fischer qui fout le camp ! » C'était vrai, et trois hommes le précédaient même. Alors, partons ! Les renforts n'étaient pas arrivés, ni nos avions. J'entends encore, alors que nous étions les deux derniers à sortir de la tranchée, les rires des fascistes qui y étaient déjà et qui tiraient dans notre dos. Arrivé au milieu de la pente, j'ai aperçu à ma droite une mitrailleuse ennemie. « Plus la peine de courir », ai-je pensé, j'ai pris mon arme en voulant tirer sur le groupe de mitrailleurs, mais un seul coup est parti. Le fusil ne marchait plus. Au même moment j'ai vu un Tchèque de la compagnie qui avait l'air d'être tombé du ciel, et qui courait à perdre haleine. « S'il s'en sort, j'essaie aussi ! » À flanc de coteau, parce que l'artillerie faisait un tir de barrage dans la vallée. Les balles se sont mises à sauter de nouveau tout autour de moi, mais je ne m'inquiétais plus. « Allez, tirez donc », me disais-je, à moitié fou, et je continuais. Je me suis mis à marcher rapidement, je n'arrivais plus à courir. Pitt était un peu à ma gauche, à côté de moi courait un Hongrois. À vingt mètres de nous sont survenus quelques hommes qui se sont mis à nous tirer dessus au pistolet. J'ai alerté le Hongrois, je ne pouvais rien faire de mon fusil. Le Hongrois s'est brusquement retourné, un coup a retenti et le premier de nos poursuivants a culbuté. Il avait une longue barbe et semblait vouloir appeler : « *Camaradas!* » Le mot lui est mort sur les lèvres. J'ai aussi fait mine de tirer, quelques autres se sont couchés sur le sol et ont fait feu. Quand les fascistes s'en sont rendu compte, ils ont fait demi-tour vers la montagne.

[...] On est repartis pour se rassembler vers les anciennes positions. J'avais encore tout, mon fusil, mes cartouches, ma couverture, et surtout mes os ; il n'y avait que ma veste de foutue. Fischer n'en revenait pas quand il m'a vu. Il a juste dit : « Eh bien, tu es là. Je croyais que tu y étais resté ! » Il avait donné l'ordre du retrait, mais nous ne pouvions l'entendre. Enfin arrivèrent les renforts. Le Hongrois me dit : « J'ai fait deux ans de guerre mondiale, cinq ans de légion étrangère et quatre mois et demi à Madrid, mais jamais le diable ne s'était déchaîné comme ici. »

En même temps, le 16 juin 1937, sur un front en pleine effervescence, les socialo-communistes n'hésitent pas à dissoudre les bataillons poumistes et arrêter leurs officiers. À Barcelone, les agents soviétiques procèdent à l'arrestation de quarante membres du POUM accusés de « trahison » et de « trotsko-fascisme ». L'hôtel Falcón, siège de ce parti, devient une souricière puis une prison. L'un des cadres du POUM, Andrés Nin, disparaît pour toujours. Beaucoup d'autres membres ou sympathisants sont enlevés, torturés et exécutés clandestinement.

À partir du 19 juin, le front se stabilise, mais tous ces sacrifices ont été vains, car Bilbao tombe le 22. Le gouvernement de Negrín ayant décrété que tous les volontaires étrangers devaient aller dans les Brigades internationales, l'existence de la Compagnie internationale est sérieusement remise en question. L'incertitude et le mécontentement règnent parmi les hommes. Gmür en témoigne encore :

25 juin. Enfin notre commandant Cardeur est arrivé. Il nous fait plus ou moins le discours suivant : « Vous avez été envoyés à monte Oscuro sans que je le sache, et malgré des contrordres explicites. C'était une idiotie totale de vous envoyer de cette manière et avec ces armes ! » Les hommes râlent à haute voix, parce qu'il est resté trop longtemps à Barcelone sans venir au front. Il se défend et nous dit que demain ou après-demain nous retournerons à Tarrassa, pour être formés en brigade de choc avec trois autres bataillons. Nous recevrons des armes. La brigade comportera aussi sa propre artillerie blindée et des compagnies de mitrailleurs, et même des avions. Cardeur en appelle à notre esprit de camaraderie et à la discipline de la troupe. On verra bien ce qui en sortira. [...]

30 juin. Dans la 1^{re} compagnie, presque tous les Allemands ont demandé à être libérés. Je me demande aussi pourquoi rester ici. On nous sabote des deux côtés, on ne sait pas ce qui nous arrivera à la prochaine attaque. On ne peut que penser qu'on veut détruire le bataillon international. Comme ci ou comme ça. C'est la manière la plus simple de se débarrasser de nous. Plus besoin de se faire du souci pour les morts. Quand on se rend compte de cela, on devient amer. La plupart de ceux qui sont ici sont venus volontairement, pour aider, ils étaient prêts à engager leurs corps en pleine santé et leurs vies pour aider le prolétariat espagnol. Je crois qu'il n'y en a pas beaucoup qui ne soient pas aussi déçus que moi. Il y a des jours où je voudrais changer de peau. Des ennemis par-devant, des ennemis par-derrrière.

70 Edi Gmür assiste à la fin du Bataillon international de la division Durruti sans cesse reconstitué depuis avril :

7 juillet. Nous voici armés de neuf, mais toujours avec les mêmes vieilles armes. Notre bataillon n'est reconnu ni par l'armée populaire, ni par la 26^e division [...]. Sanz, le chef de la 26^e division, a déclaré qu'il ne veut plus aucun étranger parmi ses hommes. Mais il ne nous libère pas. Ça n'augure rien de bon. On a attribué à la compagnie deux mitrailleuses [...]. Les hommes ont été réunis en toute hâte. Les Internationaux ont des mines soucieuses. Les Espagnols sont au bord de la mutinerie. Que va-t-il encore se passer? De vieux fusils qui ne valent rien, des demi-compagnies, beaucoup de nouveaux sans formation, presque tout le monde est démoralisé. Qui prendra la responsabilité? Depuis trois semaines, pas de linge propre, une nourriture mauvaise, presque rien pour dormir, ni matelas ni paille. Nous nous mettons probablement en marche cette nuit. Cet après-midi, vingt avions ennemis ont bombardé nos positions.

Et ils repartent à l'attaque dans ces conditions, jusqu'à la relève « précipitée » du 15 juillet.

22 juillet. Ceux qui le désirent peuvent être libérés définitivement. La solde sera versée à Barcelone. Grande excitation, discussions. Le bataillon devait attaquer à Quinto en plein jour, sans avions ni préparatifs d'artillerie. Il s'y est refusé, tout comme quatre bataillons espagnols.

Il semble que les refus d'obéir se soient multipliés sur le front d'Aragon. Manuel Ramos raconte dans ses mémoires que Ricardo Sanz ordonna à ses hommes d'attaquer une colline d'où l'ennemi les balayait de sa mitrailleuse. Devant leur refus d'obtempérer, il envoya les récalcitrants, tous de la CNT, à la prison de Lérida, comme de vulgaires délinquants, puis à celle du château de Monjuich, de sinistre réputation.

Les volontaires étrangers peuvent au moins choisir de rentrer chez eux ou de rester, en intégrant les Brigades internationales. Gmür, non sans hésitations ni regrets, décide de quitter l'Espagne le 12 août :

25 juillet. Le train est arrivé à la gare de l'Est de Barcelone à 5 heures du matin. Le bataillon s'est rendu à la caserne Spartacus, mais pour peu de temps. Le *Cuartel Espartaco* n'est plus une caserne de la milice, mais de la police (*Guardia Asalto*). [...] Les contrôles

sont stricts: celui qui n'a pas sa carte de milicien risque d'être arrêté. Barcelone a bien changé. Moins de monde et, ce qui frappe, moins de promeneurs. Les usines tournent à plein régime. [...]

29 juillet. Avec Jäk et Franz [sans doute Jacob Aeppli et Franz Ritter] à la police. J'ai été arrêté et enfermé dans un garage. Il s'y trouve une trentaine d'hommes, dont beaucoup de gens du POUM. [...] J'étais soupçonné d'avoir servi dans le *Batallón de Choque*, formé par le POUM, le parti trotskiste espagnol. Je peux retourner dormir au foyer des émigrés. [...]

30 juillet. Notre délégation est revenue de Lérida. Elle a obtenu que notre bataillon soit reconnu, que nous les étrangers soyons attribués à la 12^e brigade et les Espagnols à la 27^e division. Que faire, rentrer ou rester? [...]

5 août. Nous avons enfin été licenciés individuellement aujourd'hui [...]. Mais je n'ai pas très envie de partir. Je suis en tout cas décidé à ne plus aller au front.

Antoine a peut-être encore croisé une fois en juillet 1937, à Pina ou Farlete, son ami Franz Ritter. En tout cas, après la dissolution du Bataillon international, Franz part en permission en Suisse du 3 au 19 août 1937, puis en France jusqu'au 19 septembre 1937. Autrement dit, il s'est engagé dans les Brigades internationales. Il rejoindra Albacete à la fin de sa permission.

De fait, les étrangers anarchistes ou communistes oppositionnels qui ne veulent ou ne peuvent quitter l'Espagne espèrent passer inaperçus dans les Brigades internationales, en taisant leurs opinions politiques. Hans/Hermann Gierth, qui semble avoir des sympathies pour le trotskisme, fait visiblement ce calcul et il s'en sortira pour cette fois. Selon Dieter Nelles, après la guerre d'Espagne, Hans sera interné dans le camp de Gurs, puis la Gestapo le capturera durant l'occupation allemande en France. On ne connaît pas la suite, mais on l'imagine...

Les vingt Allemands du bataillon international qui intègrent les Brigades seront strictement contrôlés par le SIM, organisme de contre-espionnage créé en août 1937; les Suisses Aeppli et Ritter vont avoir des ennuis, comme on le verra plus tard.

Antoine mentionne une dernière fois la présence de Lorenzo Giua à Farlete en juillet. Peut-être se sont-ils croisés quand Giua est venu combattre avec la 12^e brigade? En tout cas, Lorenzo est blessé une seconde fois le 16 juillet. Il repartira pour le front après une période de convalescence et sera blessé une troisième fois devant Saragosse.

Quant à Pablo Vagliasindi, selon les archives de la police de Rome, il aurait été arrêté par le SIM au cours de l'été 1937, « pour raisons politiques ». Il aurait notamment refusé de commander des détachements contre des légionnaires italiens du côté franquiste. La police italienne arrive à le localiser en mars 1938, comme prisonnier au château de Montjuich, puis à Segorbe près de Valence ; elle ne donne pas cher de sa peau. Il semblerait donc qu'Antoine se trompe quand il parle de Pablo dirigeant son groupe en août 1937 et après.

Pour finir, voici le rapport édifiant d'un volontaire canadien, traduit de l'anglais et publié en septembre 1937 dans le mensuel *One Big Union*, organe des *Industrial Workers of the World* :

Marseille. France. Compagnon,

[...] Je suis hors d'Espagne. Les raisons sont nombreuses. J'étais de trop pour le gouvernement et j'étais dans le Bataillon international de choc Durruti. Le gouvernement nous a sabotés depuis notre formation en mai et nous a mis dans l'impossibilité de rester au front. Pas d'argent, pas de tabac. [...] J'ai été retiré du front pour une légère commotion due à un obus et mis dans un hôpital à Barcelone. À l'enregistrement à l'hôpital, je leur ai dit que j'étais du Bataillon international Durruti, et ils n'ont pas voulu m'enregistrer. En fait, ils m'ont dit de m'en aller et de demander à mes amis de l'argent et un endroit où dormir. Je leur ai expliqué que je venais du Canada et que je n'avais pas d'amis à Barcelone, et ils ont essayé de me retenir prisonnier dans l'hôpital. Je les ai traités de pouilleux. Je ne pouvais pas y croire. [...] un jour je me suis échappé de l'hôpital pour rejoindre la section anglaise de la CNT-FAI, et là les gens ont insisté pour que je voie le consul britannique pour un visa de sortie d'Espagne. C'est ce que j'ai fait, même si j'avais en horreur l'idée de partir.

L'Espagne est un pays merveilleux. Je me souviens à présent des histoires que j'avais lues sur l'OGPU en Russie. Les prisons de l'Espagne loyaliste sont pleines de volontaires qui n'ont pas l'esprit borné. Je connais l'un d'entre eux qui est de Toronto, et qui est membre du LRWP. Je me demande s'ils ne vont pas le supprimer. Les staliniens n'hésitent pas à tuer quiconque n'accepte pas aveuglément Staline comme un second Christ. [...] Tout volontaire des Brigades internationales communistes est considéré comme un ennemi potentiel de Staline. Il est contrôlé et recontrôlé, chacun d'entre eux. S'il prononce un mot différent du vocabulaire coco, il est emmené « faire un tour ». [...] Je crois que les IWW ont perdu quelques-uns de leurs membres ici, dans la

mesure où je doute qu'ils restent tranquilles au front au vu de ce qui est en train de se passer. C'est seulement par le sabotage que le gouvernement est arrivé à démanteler le Bataillon international des anarchistes. Quatre de notre groupe sont morts de privations en un jour. Nos armes étaient pourries, alors que le gouvernement de Valence a plein d'armes et d'avions. Ils savent y faire pour ne pas donner d'armes aux milliers d'anarchistes du front d'Aragon. Nous aurions pu sortir les fascistes de Huesca et de Saragosse si nous avions eu l'aide de l'aviation. Mais les anarchistes forment des collectivités partout où ils avancent, et ces camarades [du gouvernement de Valence] préféreraient laisser Franco mettre la main sur ces villes plutôt que la CNT-FAI. [...] La CNT-FAI semble avoir perdu tout le pouvoir qu'elle avait dans l'armée. Il y a un fort important, au sommet d'une colline qui domine Barcelone, que les anarchistes avaient pris aux fascistes. Quand je suis parti pour le front, il était toujours entre les mains de la FAI, mais quand je suis revenu, ce sont les communistes qui l'avaient. Les travailleurs d'Espagne sont contre les communistes, mais ces derniers s'en fichent. Ils mettent tout en œuvre pour le soutien de la bourgeoisie et autres combinards. Pour tout ce qui concerne l'industrie, la CNT est très puissante, bien plus que n'importe quelle autre organisation. [...] J'ai rencontré deux autres hommes des Brigades internationales ce matin. Ils disent que beaucoup de Canadiens sont en prison en Espagne.

Bill Wood

Antoine a donc certainement perdu de vue la plupart de ses compagnons internationaux: il va tenter d'échapper aux Brigades internationales, mais se retrouve maintenant bringuebalé d'une unité de ligne à une autre, au cœur des grandes offensives qui vont se succéder en Aragon.

71 Heureusement pour lui, Franz Ritter ne finira pas « englouti dans les ténèbres » de la guerre, mais il s'en est fallu de peu. Il semblerait qu'il se soit fait remarquer dans les Brigades internationales. Selon une note du service suisse des cadres (communistes),

[il] a été à notre insu, et sans passer par Albacete, admis de manière parfaitement incompréhensible par la batterie DCA allemande n° 13 [...]. Selon des rapports de camarades de Barcelone et de la DCA n° 13, il est ouvertement trotskiste et entretient de bonnes relations avec le POUM, illégal.

D'après une autre note de décembre 1937 du même service, Ritter a même admis qu'il est en relation avec le POUM et la FAI, il est même fier que le POUM soit toujours vivant et très actif.

Ulmi et Huber racontent la suite :

Dégoûté par la surveillance croissante exercée par les communistes, Ritter abandonne la batterie et se prépare en avril 1938 à rentrer en Suisse. Otto Brunner, chef de la délégation suisse des BI à Barcelone, vient à connaître ces préparatifs, intercepte Ritter au bar Scandinavia et tente de l'arrêter. S'ensuit une fusillade, au cours de laquelle Brunner tue un autre volontaire, Karl Romoser, entièrement étranger à l'affaire. Ritter parvient à s'enfuir, se rend au Consulat suisse et obtient un billet pour Genève. Brunner alerte alors la police espagnole, à laquelle il déclare que Ritter a tué Romoser. Ritter est ainsi arrêté à la frontière et emprisonné, sous l'accusation de meurtre et d'espionnage. Grâce aux pressions du consul suisse [...] et du PS suisse, [...] le prisonnier est enfin traduit devant un tribunal régulier, en septembre 1938. À l'issue du procès, il est déclaré innocent et libéré. Il rentre en Suisse en octobre.

Afin de discréditer les éventuelles déclarations que Ritter pourrait faire à l'occasion de son procès militaire, en mars 1939, la *Freiheit* lance alors une campagne de diffamation. En produisant de faux papiers attribués aux services des BI, l'organe communiste accuse Ritter d'avoir livré des armes au camp nationaliste. Ritter, qui avait décidé de garder le silence sur l'affaire pour ne pas porter préjudice au mouvement ouvrier suisse, sort alors de sa réserve et se met à disposition de la justice zurichoise pour instruire un procès contre Brunner. Le procès, qui ne se déroulera finalement qu'en 1942, aura un grand retentissement et sera monté en épingle par la presse de droite, mais se conclura par un non-lieu : Brunner réussit en effet à imposer une nouvelle version de l'incident, selon laquelle le coup de feu fatal serait parti de manière accidentelle.

Dans son entretien avec Hans Peter Onori en 1977, Franz Ritter évoque ainsi son parcours :

Pendant le « putsch de Barcelone », j'ai combattu aux côtés des anarchistes. Après l'armistice fragile entre les deux partis ouvriers, le conflit a continué de couvrir. D'innombrables personnes ont été présentées comme « trotskistes » traîtres et rapidement liquidées. Ce fut le cas de l'enseignant J. Aeppli, suite aux manœuvres

du Suisse Rudolf F. [Frei] [...]. Rudolf F. avait bénéficié d'un an de formation à Moscou et était en Espagne un agent influent de la police communiste. [...] En mars 1938, la 13^e batterie anti-aérienne a subi de lourdes pertes. La troupe était complètement en déroute et a dû se replier sur la Catalogne. Je voulais rentrer en Suisse, parce que je devais faire un cours de répétition [période militaire]. Ma demande de licenciement m'a été accordée. [...] plus tard se sont produits les événements controversés au cours desquels Otto Brunner, qui était ivre, a tué par mégarde Romoser. J'ai eu peur d'être liquidé. Je savais combien de prétendus « trotskistes » avaient été fusillés. [...] Derrière toute l'affaire, il y avait probablement Rudolf F., qui s'était déjà montré sans scrupule aucun face à ceux qui ne pensaient pas comme lui. Le meurtre de J. Aepli a été très vraisemblablement un simple épisode dans toute une chaîne d'événements similaires qui étaient à mettre « sur le compte de Rudolf F. » Rudolf F. était très probablement un agent du GPU. [...] j'avais appris en prison que j'allais être accusé d'espionnage, de trahison et de l'assassinat de K. Romoser. [...] Par la suite, lorsque j'ai été transféré au *comunicado* [*sic*] sans jugement, des hommes armés sont survenus à plusieurs reprises, qui voulaient m'amener au poteau d'exécution. Le *comunicado* était une prison où les condamnés à mort étaient transférés trois jours avant leur exécution. J'ai chaque fois refusé de les suivre et me suis entêté à réclamer de pouvoir parler à quelqu'un du Consulat suisse. Lorsque j'ai enfin été présenté au tribunal, on m'a expliqué que j'avais été arrêté à tort. Sur ma demande expresse, j'ai même reçu une attestation de mon innocence. (Onori, 1977.)

De retour en Suisse, Ritter sera, en février 1939, condamné à trois mois de prison militaire pour avoir combattu dans une armée étrangère, comme la plupart des autres volontaires suisses. Il fait allusion dans son récit à la probable liquidation par les staliniens du Zurichois Jacob Aepli. Âgé de 25 ans, cet enseignant et journaliste pour la presse socialiste devient lieutenant et se bat dans les Brigades internationales. Il est dénoncé comme trotskiste en juillet 1937, arrêté puis relâché. Puis il disparaît. Son épouse lance des recherches en septembre, en vain. Le 6 décembre 1937 arrive la nouvelle de sa mort sans qu'on en connaisse les modalités.

Franz Ritter est mort à Zurich le 12 avril 1984.

Cf. Huber & Ulmi, 2001, pp. 207, 208 et 212.

72 Après la bataille de Brunete du 25 juillet 1937, l'aviation franquiste devient maîtresse de l'espace aérien. Avec l'intensification des bombardements des soldats et des civils, et les batailles de type 14-18 où périssent des dizaines de milliers d'hommes dans les tranchées, la guerre moderne se déchaîne en Espagne. Tandis que le front du Nord se délite, l'armée républicaine prépare sa grande offensive sur Saragosse, prévue le 21 août. Plusieurs semaines durant, un grand contingent de troupes – près de soixante-dix mille hommes – se concentre sur Zuera, Villamayor, Quinto et Belchite. Une partie de la division Durruti va combattre avec d'autres forces dans le secteur de Pina : il est question de traverser le fleuve et d'occuper la gare ainsi que l'ermitage de Bonastre, puis de se diriger sur Quinto. Après dix jours de combats auxquels participent les 11^e, 12^e, 13^e et 15^e brigades internationales, Belchite est prise le 6 septembre au prix d'un grand nombre de morts, notamment parmi la 25^e division anarchiste. Mais la résistance de la ville a suffisamment duré pour faire échouer la prise de Saragosse.

L'armée populaire, sous les ordres des communistes, avec un armement moderne qui ne s'était jamais vu en Aragon, n'a pas fait beaucoup mieux que les colonnes anarchistes tant critiquées. Au vu des erreurs stratégiques répétées de l'état-major, certains commentateurs estimeront que la réelle stratégie de Staline consista à laisser durer la guerre en Espagne afin d'occuper Hitler, et de conserver son rôle de bouclier « indispensable » aux yeux de l'Angleterre et de la France. D'autres, tel le dirigeant du PCE Jesús Hernández, avanceront que

de mai à août 1937, Staline fit d'extraordinaires efforts pour aboutir à un accord avec Hitler. Naturellement les puissances démocratiques connaissaient toutes ces manœuvres [...]. Devant une telle situation, elles cherchèrent, elles aussi, l'amitié d'Hitler. (Hernández, 1953, p. 121.)

D'autres encore penseront que la bataille de Saragosse avait plutôt pour but de soumettre militairement l'Aragon « anarchiste ».

Une chose est certaine, les démocraties capitalistes assistent sans se plaindre à la mise à mort sur le front ou à l'arrière des révolutionnaires espagnols dont l'existence les dérange bien plus que celle d'Hitler ou de Staline.

La grande bataille suivante en Aragon commence le 15 décembre devant Teruel où les républicains entrent le 24. La contre-offensive franquiste va être longue et terrible et se conclura un mois après par une victoire écrasante.

73 Le 10 août 1937, peu avant l'offensive sur Saragosse, trois divisions, dont celle du communiste Líster, sont retirées du front par le ministre de la Défense socialiste et déferlent sur les collectivités aragonaises. Elles ont carte blanche pour les saccager et les piller (les moissons viennent d'être rentrées). Les collectivistes qui résistent sont exécutés, et près d'un millier de paysans sont jetés en prison, y compris des membres du Conseil d'Aragon. Le décret de dissolution du Conseil d'Aragon est publié simultanément, les comités révolutionnaires locaux encore existants sont remplacés par des conseils municipaux non élus, et, quand c'est possible, les terres collectivisées sont rendues à leurs propriétaires. Ces nouvelles grandes manœuvres du gouvernement socialo-communiste prolongent celles opérées en Catalogne. En fait, les exactions contre les anarchistes n'ont jamais cessé depuis les « événements de mai ». Comment réagit la CNT, maintenant qu'elle est dans l'opposition ?

On peut lire le 12 juin dans la *Fragua social* de Valence :

Une vague de sang et de terreur a désolé les villages catalans, déclara le CN de la CNT [...]. Notre mouvement libertaire s'est tu... non par lâcheté, mais par discipline et sens des responsabilités. [...] il a supporté avec un stoïcisme sans égal les attaques contre les collectivités, contre l'œuvre constructive du prolétariat. (Bolloten, 1977, pp. 503-509.)

Cette attitude n'a pas convaincu tous les militants : le 1^{er} juillet 1937, le journal anarchiste clandestin *Anarquía* estime

[qu'en fonction de] la répression barbare déchaînée contre nous, [...] il faut lancer un cri d'alarme, presser nos camarades militants [c'est-à-dire les dirigeants] de la CNT et de la FAI, qui croient [...] que nous sommes encore une force que l'on craint, [...] d'ouvrir enfin les yeux. (*ibidem*)

En Aragon, malgré les appels au secours des militants locaux, la CNT et la FAI déconseillent aux divisions anarchistes d'intervenir, exactement comme elles l'avaient fait en mai :

Restez tranquilles ; lorsque vous interviendrez, ce ne sera qu'en dernière extrémité, et d'une manière définitive. (Lorenzo, 1969, pp. 302-310.)

On remarque d'ailleurs, avec le récit de Gimenez, que la nouvelle parvient difficilement et confusément au front fin août.

En réalité, la Confédération, au niveau national, n'est pas très motivée par la défense du Conseil d'Aragon, constitué sans son autorisation ; par ailleurs, elle n'a pas renoncé à revenir au gouvernement et elle mène campagne dans ce sens depuis juillet. Il s'agit donc pour elle d'apparaître comme un partenaire responsable aux yeux de l'État reconstitué, et ses protestations auprès du gouvernement de Negrín restent de pure forme.

Vis-à-vis de ses militants, la CNT prétend qu'elle défendra mieux les collectivités au gouvernement que dans la rue. En attendant, elle ne fera rien jusqu'en avril 1938...

À Pina de Ebro, où se trouve le Q.G. de la 120^e brigade de la 26^e division, les forces dites d'ordre public arrêtent des dirigeants de la collectivité et du Conseil municipal sans en être empêchées, tandis qu'elles refluent à Monegrillo devant la fermeté de Belmonte, chef de la 119^e brigade, visiblement non disposé à obéir aux consignes anarcho-syndicalistes... (Borrás, 1983, pp. 198-213.)

Il apparaît rapidement que le désordre créé par des troupes communistes compromet gravement la production agricole. En outre, des milliers d'hommes se sont réfugiés en Catalogne, et les collectivistes, dépouillés de leurs terres, refusent de travailler pour des propriétaires. Le ministre de l'Agriculture fait alors machine arrière et, pour assurer la prochaine récolte, tolère à nouveau les collectivités. Aussitôt, des paysans reconstituent ces dernières en Aragon, en Catalogne et ailleurs, mais dans une moindre ampleur, et bien sûr dans un tout autre climat. La lutte sourde entre les propriétaires qui réclament la restitution de leurs biens et les collectivistes durera jusqu'à la fin de la guerre avec des résultats divers selon le rapport de force local. Pour ce qui concerne la province de Saragosse, au fil de l'automne, les collectivités se reconstituent à Pina, Bujaraloz, La Almolida, Lécera, Azuara, Sástago et Gelsa, signe qu'une partie de la population reste rétive à la centralisation étatique.

En septembre 1937, un délégué du gouvernement central arrive à Pina ; une commission formée de cinq membres de l'UGT et cinq de la *Izquierda Republicana* remplace la précédente équipe

municipale anarcho-syndicaliste. Selon le rapport instructif de cette commission en date du 22 octobre, on apprend qu'« aujourd'hui, la collectivité fonctionne de manière autonome, sans du tout prendre en compte le [nouveau] Conseil municipal », et que la collectivité de Pina, qui « s'était formée en obligeant la population à l'intégrer », conserve plus de la moitié de ses membres et reste affiliée à la CNT, bien que les gens soient devenus « libres ». Elle participe à une bonne part de la production du village. En conclusion, les rédacteurs se plaignent de la force que conserve encore la 26^e division dans ce village, puisqu'elle encourage le maintien de cette collectivité. On peut aussi penser qu'une bonne partie des *pineros* défend des conditions d'existence qu'elle a fini par faire siennes. Selon des sources orales, on disait à Pina à cette époque « qu'il y avait deux fronts, un contre Franco et un autre entre les anarchistes et la République », ou, autrement dit, entre la collectivité et les « individualistes ».

Signalons également que la nouvelle équipe municipale – dans laquelle la CNT identifie des « éléments réactionnaires » reconvertis dans l'IR – aura beaucoup de mal à s'installer dans ce village, au point que des gardes d'assaut viendront de Caspe pour l'imposer. Pour finir, deux membres républicains du conseil disparaissent à la fin octobre au cours de troubles entre « des forces militaires et des civils ». C'est la fracassante réponse donnée à Pina aux arrestations de plusieurs de ses collectivistes durant l'été. (Ledesma, 2004, pp. 206-234.)

Il n'en reste pas moins que la contre-révolution a franchi une étape importante en Aragon. Les locaux et sièges des syndicats et groupes autres que communistes sont dévastés et fermés ; les conseils municipaux contrôlés par les anarchistes sont supprimés : la CNT n'a quasiment plus de présence au niveau local dans une province qui fut l'un de ses bastions, avec la Catalogne. Le 22 octobre 1937, la délégation du CR d'Aragon présente son rapport à un plénum d'organisations paysannes à Valence :

Plus de 600 organisateurs des collectivités ont été emprisonnés [...] les terres, les bêtes de trait et les instruments aratoires furent rendus aux membres des familles fascistes ou aux fascistes que la révolution avait respectés. [...] Dans certains villages on a repris aux paysans jusqu'aux semences. (Kelsey, 1994, pp. 430-450.)

La « normalisation » de l'Aragon va se prolonger dans l'action des tribunaux spéciaux, quand les militants ne disparaissent pas dans

des *checas*. Certains collectivistes vont moisir dans les geôles jusqu'à l'entrée des franquistes en Aragon en mars 1938, et, au mieux, s'éva-deront quelques heures avant. Adolfo Ballano, du Conseil de défense d'Aragon, restera enfermé dans la forteresse barcelonaise de Montjuich jusqu'en janvier 1939, quand les jeunes libertaires vinrent le délivrer, *in extremis*.

Cf. Pinos, 2001, p. 59; Gallardo & Márquez, 1999, pp. 190-195; Casanova, 1985, pp. 285-286.

74 La bataille de Santa Quiteria a été présentée comme une grande victoire républicaine. La réalité fut bien différente. Voici le témoignage d'Edi Gmür, en fonction de ce que lui ont rapporté ses copains :

14 avril, soir. Les journaux relatent une grande victoire près de Tardienta, la prise de la position stratégique importante de Santa Quiteria. Nous avons pris à l'ennemi quatre canons et douze mitrailleuses, et fait 250 prisonniers. Je ne peux encore aller au front, parce qu'on ne sait pas ici où est la compagnie.

16 avril. La moitié de la compagnie est tombée. C'est avéré. Les journaux s'obstinent à se taire. Mauvais signe! Je pars pour le front. À la gare, je suis tombé sur un train ambulance. Des centaines de visages fatigués, pâles, des bras et jambes bandés, certains appuyés sur des cannes, d'autres accrochés à des béquilles, ils jaillissaient du long train. [...]

18 avril. J'ai trouvé ma compagnie à Bujaraloz. [...] Mes camarades m'ont salué avec joie. Mais l'effroi se voit encore sur leurs visages. J'ai enfin compris en détails ce qui s'était passé. Ça a l'air catastrophique. Le 12 a eu lieu l'attaque victorieuse, le 13 une contre-attaque inopinée. Ils sont restés huit heures sous le bombardement de quatorze avions et de quatre batteries d'artillerie. Dans la 4^e section, un seul homme sur trente-deux est revenu. Ils sont tombés dans un sale piège des fascistes. Certains criaient « ¡Viva la República! » et notre petite Pipita [*sic*], la seule femme qui luttait dans nos rangs, s'est placée devant les fusils de nos camarades, qui ne se fiaient pas à la situation et voulaient tirer. Cela lui fut fatal. Pipita fut faite prisonnière. Les autres se sont battus jusqu'au dernier. Le petit Moses faisait aussi partie du groupe. Le lendemain, un transfuge a apporté la nouvelle de l'exécution de Pipita. Il a aussi apporté ses jumelles. On lui avait ordonné de crier « ¡Arriba España! » mais elle a crié aux officiers

fascistes : « Vous êtes des fils de pute ! » Alors elle a été tuée. Sur un bataillon espagnol de huit cents hommes, seuls deux cents sont revenus. Toute l'action a coûté plus de mille morts et près de trois mille blessés. Les fascistes ont repris Santa Quiteria après dix heures de combat, parce que nos aviateurs ne sont pas intervenus, bien qu'il y eût vingt et un avions prêts à décoller à Sariñena. On dit que le commandant de la place a été abattu pour sabotage. Mais on dit ouvertement que c'est sur ordre de Valence qu'on n'est pas intervenu, pour décimer les troupes anarchistes et pour forcer à la militarisation totale. J'ai entendu dire vingt fois : « Tu peux être content de ne pas avoir été là, tu n'aurais servi à rien mais tu aurais eu toutes les chances de crever. » Karl le Viennois dit : « Ça n'était plus une guerre, c'était un abattoir, et c'était nous le bétail ! »

Nous avons déjà parlé de Rosario-Pepita Inglés dans la note n° 14. Concernant sa mort au cours de la bataille de Santa Quiteria, nous reprenons le récit de Lola Iturbe :

Elle prit part au combat de Perdiguera puis à ceux de Villafria et de Montes de Vaca. Le 19 novembre 1936, commença la bataille pour la conquête de Quinto [...]. Quelques semaines plus tard eut lieu l'attaque de l'ermitage de Santa Quiteria, position stratégique au sommet de la sierra d'Alcubierre qui dominait les plaines du même nom et les communications avec Tardienta. Il fallait prévoir que les fascistes la défendraient désespérément, et ce fut ainsi. Pendant un rude combat, Pepita Inglés, qui se battait avec un groupe de miliciens, s'avança en les distançant quelque peu. Du front d'en face arriva un groupe de soldats criant : « Ne tirez pas, nous passons de votre côté ! » Pepita Inglés alla toute réjouie à leur rencontre. C'était un piège. C'étaient des fascistes qui désarmèrent et capturèrent la milicienne et, la poussant de leurs baïonnettes, l'emportèrent vers leurs lignes. Les miliciens se rendirent compte de la situation et coururent pour récupérer Pepita. Mais les fascistes étaient déjà à l'abri derrière leurs parapets. Alors, constatant l'impossibilité de sauver Pepita Inglés, un milicien lança une bombe sur le parapet fasciste. Quand la fumée de l'explosion se dissipa, de nombreux morts sur le sol apparurent : les soldats fascistes, le milicien qui avait lancé la bombe, et Pepita Inglés. Ainsi tomba celle qui échappa à une mort bien plus cruelle, celle que lui réservait l'ennemi.

75 Voici la suite du journal de Gmür, qui confirme le récit d'Antoine, au sujet du calvaire du « Suédois » :

Sur les cent cinquante-huit hommes de la compagnie, il en reste environ soixante-dix. Nils le Rouge a perdu un œil, Jäk une jambe. Jäk n'est revenu que le sixième jour, en rampant, un pied blessé par balles. Il avait rampé cinq cents mètres chaque nuit. Le jour, il devait rester étendu, tout le champ était sous le feu des mitrailleuses. Il est revenu avec son fusil et ses munitions. Il a fallu l'amputer de la jambe. Six jours sans manger, sans rien à boire sous le soleil ardent. C'est dingue ! Le plus affreux dans cette attaque, c'est qu'il a fallu abandonner presque tous les blessés des lignes avancées, de telle sorte qu'ils ont peu à peu crevé misérablement. Quelle guerre épouvantable !

Il y avait effectivement des Suédois dans le Groupe international, sous le contrôle du DAS. L'un d'eux, Nils Lätt, ou « Nils le Rouge », donnera le témoignage le plus précis sur ce qui arriva par la suite à Jäk qui n'était pas suédois mais allemand. Il s'agissait de Hans Vesper, recensé par le groupe DAS le 20 janvier 1937.



Helmut Kirsche, sur le front d'Aragon.

Helmut Kirsche, autre membre du DAS, qui venait de Barcelone où il avait travaillé pour le service des *Investigaciones*, a gardé un fort souvenir de cette bataille, son premier combat :

À la mi-avril 1937, nous avons été envoyés à la montagne de Santa Criteria [*sic*] pour participer à une opération qui devait être menée par quelque cinq mille hommes. Nous devions couper les rails entre Saragosse et Huesca pour empêcher les transports ferroviaires et décharger Madrid. [...] Nos positions se situaient d'un côté des voies, et les fascistes étaient de l'autre. De leur côté, il y avait un petit village, une cinquantaine de maisons, que nous devions prendre et tenir. Lorsqu'on nous a donné l'ordre d'attaquer, une fusillade terrible a éclaté, avec fusils, mitrailleuses et canons, pour tenir en échec le feu des fascistes. Puis nous avons franchi les voies. [...] Au village [...] les combats étaient rudes, et nous avons dû aller d'une maison à l'autre avec nos grenades. [...] Plus loin, c'est Nisse Lätt qui a été blessé. Nous courions l'un à côté de l'autre dans une rue quand je l'ai soudain entendu crier. Il avait reçu un éclat de grenade dans l'œil, et je l'ai amené à l'équipe sanitaire. Ils l'ont vite envoyé à l'hôpital de Tarragone, où on lui a enlevé l'œil. Un peu plus tard, j'étais dans une maison et par la fenêtre je tirais sur la maison d'en face, quand soudain l'ordre est venu de nous replier sur nos positions. On entendait partout les cris des blessés, sur le chemin du retour. D'un coup le ciel est devenu noir de bombardiers et de chasseurs allemands. [...] Un seul avion républicain s'est élevé, il nous a semblé miraculeux que le pilote ose le faire, parce qu'il savait que c'était du pur suicide, avec une telle surpuissance en face. Mais il a démarré, et s'est immédiatement fait abattre. En même temps que l'attaque aérienne, on a vu arriver de loin sur nous des tanks et une dangereuse foule de soldats. C'étaient des soldats d'élite marocains. [...] C'étaient d'excellents tireurs d'élite, mais ils avaient aussi des armes modernes à lunettes et tout ce qui nous faisait défaut. On savait qu'ils ne faisaient pas de prisonniers, ils tuaient tous ceux qui tombaient entre leurs mains. Ça nous faisait bien sûr peur. Des grenades explosaient tout autour de nous. Je n'avais jamais eu aussi peur de ma vie, j'étais si terrifié que j'ai chié dans mon froc. [...]

Notre compagnie s'est retirée en bon ordre, mais à gauche et à droite de nous les Espagnols fuyaient dans la panique. [...] Finalement, nous nous sommes regroupés à Sariñena. [...] Nous avons subi d'énormes pertes. Sur les cent quatre hommes de la compagnie, il n'en restait que quarante-huit, les autres étaient tombés ou

blessés. Le choc de ce qui s'était passé a eu raison de moi, et on avait sans cesse un sentiment amer : « Nous avons juste quelques armes misérables, et ils en ont bien plus. » C'était déprimant. [...] Trois jours plus tard, [...] on nous a informés qu'on avait trouvé un Allemand de notre compagnie. On l'avait reconnu à l'insigne de son uniforme. Rudolf Michaelis m'a demandé de l'identifier. C'était Hans « Jack » Vesper. Comme on l'a appris, il avait été blessé par balles à une jambe et était resté étendu dans le no man's land lorsque nous nous étions repliés. Pour ne pas être découvert, il ne s'était déplacé que de nuit. Après trois jours, il avait atteint nos tranchées. [...] Nous avons transporté Jack à Sariñena, où nous avons installé une infirmerie de campagne provisoire dans une pharmacie. Un médecin espagnol est venu, l'a examiné et lui a donné des anti-douleurs, mais ça n'a servi à rien, il criait comme une bête. La blessure grouillait de vers, il n'y avait rien d'autre à faire que d'amputer immédiatement la jambe. Quelques infirmiers espagnols qui se trouvaient là l'ont maintenu. Il était resté des jours entiers sous le soleil torride, et la nuit la température descendait à 4-5 degrés. On a fini par l'amener à Tarragone, dans le même hôpital où se trouvait Nisse Lätt. J'ai pu y aller et leur rendre visite. C'était horrible de revoir Jack ainsi. Il était complètement ailleurs, beuglait et se prenait pour un ours. Mais il s'est remis peu à peu et a pu arriver en Suède. (Kirschey, 2004, pp. 126-130.)

Voici, toujours à propos de la même bataille, le témoignage du Suédois Nils Lätt, qui mentionne la présence de deux autres Suédois : Norrblom et Andersson.

Nous avons eu le temps d'observer les environs. Ils étaient peu encourageants. À gauche de la vallée au fond de laquelle nous étions s'élevait un plateau pas très haut, par où surgissaient des tanks. Partout, nos troupes commençaient à se retirer vers nos positions, qui étaient bien construites et plus faciles à défendre. Le ciel, que nous n'avions pas particulièrement examiné, se remplissait d'avions, bombardiers bimoteurs et avions de chasse. Ces derniers pouvaient voler assez bas et nous viser. Couchés sur le dos, nous avons tiré sur eux sans les atteindre. J'en ai compté dix-sept qui volaient autour de la montagne où nous nous trouvions : une flotte aérienne terrible, même en tenant compte de leur faible rayon d'action. Les larmes aux yeux, notre délégué politique a donné l'ordre de la retraite [...]. Michael, notre délégué, était particulièrement apprécié de tous. Comme nous n'avions pas d'autre

« chef » et qu'il était notre aîné, c'est lui qui a pris tout naturellement le commandement.

Nous nous sommes donc retirés vers le terrain entouré de murailles de pierre d'où nous avons envahi les positions fascistes. Nous étions curieux de savoir qui l'occupait. Mais bientôt nous avons eu d'autres soucis. Les fascistes avaient avancé leurs lance-grenades, et les grenades ont commencé à pleuvoir derrière nous. [...] Michael nous a ordonné de prendre autant de matériel que possible, et de nous retirer prudemment vers nos positions. [...] Le lance-grenades qui avait choisi notre troupe tirait six grenades à la suite. Ensuite il y avait une petite pause nous permettant d'avancer une dizaine de mètres avant d'entendre le sifflement que font les grenades lorsqu'elles se mettent à tomber [...]. Je ne sais combien de fois j'ai dû chercher à me protéger. J'ai compté les frappes et remarqué qu'elles avançaient vers moi. Essayer de courir aurait été plus dangereux que de rester sur place. Selon mes calculs, la cinquième grenade aurait dû me toucher entre les épaules, mais j'avais mal compté, car j'ai entendu la cinquième détonation mais pas la sixième. Un grand calme m'a envahi et j'ai pensé que c'était bien, au fond, que tout soit fini. Mais je me suis dit en un éclair : « Si je suis mort et que je réfléchis, c'est que ces salauds de prêtres auraient raison ! » Cette pensée saugrenue m'a réveillé. Je me suis levé sur des jambes tremblantes...

Toute pensée de protection avait disparu, et j'allais chercher à rejoindre nos positions qui étaient proches, quand quelqu'un a crié : « *Verlass mich nicht!* (Ne m'abandonne pas) » C'était un Allemand à la jambe arrachée. J'ai voulu le prendre sur mon dos, mais à mon étonnement je n'en avais pas la force. Alors j'ai vu notre *cabo* Juan sortir d'un trou. J'ai crié : « *¡ Venga aquí!* » Il est venu et m'a soulevé sur son épaule comme une plume. Mais je lui ai tiré les cheveux et montré l'Allemand, sur quoi il m'a reposé à terre. Michael et Norrblom sont alors apparus. J'ai réalisé que j'étais sans arme et j'ai hurlé à l'oreille de Michael : « Où est le foutu fusil ? » Il m'a répondu en riant : « *Lauf nur schnell!* (Dépêche-toi de filer!) », ordre auquel j'ai vite obéi en me dépêchant, sans chercher à me protéger, de plonger dans notre tranchée.

Je ne me souviens pas de grand-chose d'autre. Je me suis retrouvé dans un long corridor plein de blessés et d'amputés à l'hôpital militaire de Tarragone. [...] L'hôpital était installé dans un ancien séminaire catholique. Les soins, et même l'enseignement, avaient été dans les mains de l'Église catholique jusqu'au 19 juillet 1936.

Il avait fallu improviser très vite. Mais les filles des organisations de jeunesse, en particulier celles des *Juventudes Libertarias*, travaillaient remarquablement, et le manque de connaissances était compensé par un généreux dévouement.

J'avais été touché au front, juste au-dessus de l'œil gauche, qu'il a fallu m'ôter. Je préfère oublier l'opération ; elle a eu lieu sans anesthésie, ne serait-ce que locale.

Je ne sais pas si celui dont notre *cabo* s'est chargé et qui est quand même resté dans les tranchées était Jack Wesper. Peut-être Juan est-il tombé lui-même aussi. Quoi qu'il en soit, Jack était un marin allemand, chauffeur [soutier] sur un bateau à vapeur. Ce métier mal payé s'exerce dans un enfer inventé par des valets inspirés du capitalisme. Jack est donc resté au milieu des tranchées avec sa jambe arrachée. Il y est demeuré pendant six terribles jours et nuits, jusqu'au moment où il lui a semblé que sa jambe commençait à pourrir. La nuit, il léchait la rosée sur les pierres, et à cause de la fièvre il ne sentait pas trop la faim. Mais le sixième jour, il a atteint les limites de la souffrance humaine. Il a pris une grenade dans sa poche et allait la faire exploser tout contre lui, quand il a entendu des voix. Il a abandonné la grenade et s'est mis à ramper vers les voix sans faire attention à la douleur – son travail devant les chaudières ouvertes des navires l'avait endurci. Il s'est dit que, même s'il s'agissait de fascistes, les tortures qu'ils pourraient lui faire subir ne seraient pas grand-chose devant ce qu'il avait souffert. C'est à l'hôpital de Tarragone que je l'ai rencontré et que nous sommes devenus amis. En visite dans sa chambre, je l'ai cru mourant. La jambe était amputée au-dessus du genou, et le fémur dépassait comme l'os du jambon de Noël que ma mère avait l'habitude de décorer d'un nœud en papier. Mais deux jours plus tard, l'os avait été scié, et la blessure recouverte d'une pièce cousue avec soin, comme par un maître-voilier. Avec le temps, ma commotion cérébrale a disparu et Jack m'a raconté son histoire.

Avant de quitter l'hôpital, j'ai reçu la visite du délégué du syndicat suédois des gens de mer [...]. Ring m'a appris qu'il préparait le retour de tous les Scandinaves blessés, et il m'a dit que je pouvais m'inscrire sur sa liste. J'ai répondu que je n'étais pas encore prêt et que, s'il m'était désormais impossible de servir au front, je souhaitais absolument trouver du travail dans un collectif agricole. Au front, j'avais rencontré plusieurs membres de ces collectifs et je voulais vivre leur travail de l'intérieur ; il fallait l'étudier à leur niveau, pour expérimenter à quel point la vie d'un travailleur de la

CNT pouvait être proche des idées de Kropotkine. J'ai cependant dit à Ring que j'avais un camarade, un marin allemand, qui avait perdu une jambe dans le même combat où j'avais été blessé. J'ai demandé s'il était possible qu'il parte dans son convoi [pour la Suède]. Ring a répondu qu'il pouvait le promettre, et il pensait aussi que le syndicat suédois enregistrerait Jack. (Lätt, 1993.)

Franz Ritter, quant à lui, a confié à Hans Peter Onori les précisions suivantes :

Le 14 avril 1937 se sont produits devant Huesca les incidents qui ont déclenché l'éclatement du conflit entre anarchistes et communistes. Le ministre communiste de la Défense de Catalogne a laissé la colonne sans défense contre les attaques aériennes de l'ennemi, de sorte que les milices de Durruti ont été décimées, réduites à 30 % de leurs effectifs d'origine, bien qu'alors des avions de combat soviétiques et de l'artillerie aient été disponibles.

76 Selon un rapport de la FAI d'octobre 1938, « des milliers et des milliers de camarades avouent qu'ils ont bien plus peur d'être assassinés [sur le front] par les adversaires qui combattent à leurs côtés » que d'être tués par les ennemis d'en face.

La jeunesse libertaire qu'on envoie au massacre est celle qui a résisté aux staliniens à Barcelone au printemps. À Barcelone, les *JJ. LL.* réagissent comme elles peuvent et impriment des tracts pour encourager les militants à la discrétion, au moment de leur incorporation, quant à leur appartenance politique. On retrouve également en première ligne les brigades mixtes composée d'anarchistes qui ont dû intégrer l'armée populaire. En somme, non seulement la militarisation a séparé la guerre et la révolution, mais elle devient un instrument d'extermination politique. On peut illustrer ce révoltant constat avec le sort de la 83^e brigade constituée par les anciens de la Colonne de Fer de Valence. Placée dans une division commandée par le communiste Martínez Cartón, on la transféra à la fin juillet 1937 dans le secteur d'Albarracín pour relever d'autres forces. L'opération s'effectua dans le plus grand désordre, sous un feu intense et sans récupérer les armes des partants. José Pellicer, le chef de la brigade, fut gravement blessé et évacué. Les pertes furent nombreuses et beaucoup désertèrent, dont les fondateurs de la colonne : Segarra, Cortés, Rodilla. On les condamna à trente ans de prison et on les plaça dans un bataillon

disciplinaire. Pellicer fut arrêté par le SIM en novembre, à partir d'accusations grotesques (détention de trésor, aide aux fascistes), et il passa son temps de prison en prison jusqu'en août 1938. On le réincorpora ensuite dans l'armée au commandement d'un bataillon de la 129^e brigade mixte, devenue le jouet de la « stratégie » militaire des Soviétiques. Après la bataille de Teruel, elle fut tellement éprouvée qu'on ne la reconnaissait plus : la plupart des hommes la composant étaient morts ou avaient disparu. Ainsi disparut, avant même la victoire franquiste, la révolutionnaire Colonne de Fer.

Périssent en outre sur le front, parfois dans l'anonymat le plus complet, les individus politiquement repérés par les officiers communistes.

Comme nous l'indique Jesús Hernández pour l'été 1937,

la consigne transmise de Moscou à Togliatti, [...] et de Togliatti à notre gigantesque appareil d'agitation et de propagande était la suivante : recruter en trois mois, sur les divers fronts, 50 000 nouveaux adhérents au Parti. [...] Une véritable furie de propagande s'empara de nos hommes [...]. Nous recrutions tout le monde, sans nous arrêter aux antécédents, utilisant les moyens les plus bas. Quinconque marquait quelque réticence devant le bulletin d'adhésion au Parti ou aux Jeunesses savait qu'il était candidat aux premières lignes dans les unités de choc. [...] Le ministre [socialiste] de l'Intérieur supplia Negrín : « Don Juan, nous ne pouvons plus garder nos masques. Au front, on assassine nos camarades parce qu'ils ne veulent pas accepter la carte du PC. » [...] La campagne avait été portée aux limites des possibilités, la prédominance communiste se reflétait dans tous les postes essentiels de commandement militaire au printemps de 1938.

Quant aux Brigades internationales, les républicains les utilisent comme troupes de choc jusqu'à épuisement des volontaires. Et comme certains officiers traitent fort mal leurs hommes, on assiste à des refus de monter en ligne ou à des désertions, parfois collectives, suivies d'exécutions. Avec l'ouverture aux historiens des archives soviétiques, on a la confirmation que les déserteurs des Brigades internationales, repris par le SIM, ont été fusillés ou confinés dans le camp dit de rééducation d'Albacete. Il semblerait que plusieurs milliers d'internationaux y soient passés jusqu'en octobre 1938, et que beaucoup n'en soient jamais revenus.

77 Depuis juin 1937, au fur et à mesure que la guerre avance avec son cortège de défaites, la législation répressive accélère les procédures, et les pratiques arbitraires de la police se généralisent. Ce sont bien souvent des antifascistes qui comparaissent devant les tribunaux spéciaux pour « défaitisme et haute trahison ». Et des sanctions, qui vont de six ans de camp de travail à la peine capitale, tombent aussi bien sur de jeunes libertaires barcelonais qui distribuent des tracts critiquant la politique du gouvernement, que sur des cheminots de Gérone qui appellent à une grève concernant les conditions de travail. Dans la même période, des fascistes infiltrés dans la magistrature sont arrêtés... puis relâchés. Le champ libre est donc laissé aux groupes clandestins de la Phalange qui préparent l'heure de l'épuration franquiste.

Depuis la prison de Perpignan, un combattant de l'ex-section italienne, Tommaso Serra, arrêté puis expulsé d'Espagne, écrit le 11 septembre 1937 :

Le travail de sabotage contre la guerre et la révolution fait par MM. les staliniens et leurs alliés est inouï. [...] Les prisons sont pleines; des miliciens en permission ou même en service sont arrêtés [...]. Par contre des curés ont été libérés; des messes ont été dites à Madrid, à Valence, à Barcelone en présence d'autorités civiles et militaires [...]. Malgré tout ce qui se passe, le mot d'ordre [de la CNT et de la FAI] est de subir toutes les provocations, afin de ne pas fournir le prétexte cherché à un nouveau massacre. Toutefois, pour finir le choc deviendra inévitable, car tout cela ne peut que révolter toute personne sensée.

La CNT n'opposant pas de véritable riposte à la terreur étaliste, et limitant la défense des prisonniers aux aspects techniques et juridiques, des libertaires font renaître à Barcelone les comités *pro-presos*, que le mouvement avait connus avant 1936. Les militants arrêtés sont défendus sur une base politique, en tant que « prisonniers antifascistes » qui se considèrent victimes de menées « contre-révolutionnaires ».

Le Comité souligne notamment le grand scandale que représente l'abandon des prisonniers étrangers, encore moins défendus par la CNT, particulièrement les Italiens et les Allemands que les communistes accusent systématiquement d'espionnage. Même Helmut Rüdiger se plaint dans un rapport que « la CNT reste indifférente face aux persécutions que subissent les camarades étrangers », qui

souffrent de la faim, quand l'organisation clandestine du POUM, traquée sans relâche parvient, de son côté, à faire parvenir de la nourriture à ses militants incarcérés.

Quand le gouvernement central s'installe à Barcelone le 28 octobre 1937, la reprise en main de la rue continue avec de vastes « coups de filets » sur les boulevards, et le saccage des locaux syndicaux ou ceux des *JJ. LL.* En novembre, il y a quinze mille révolutionnaires incarcérés, selon un tract qui circule à Barcelone, sans parler des disparus dans les prisons clandestines. Le comité *pro-prensa* va relayer les grèves de la faim, les protestations violentes se succèdent à l'intérieur de la Modelo, et des groupes à l'extérieur aident les candidats à l'évasion. Alors, pour casser la lutte, quatre cents gardes d'assaut envahissent la Modelo le 2 décembre et transfèrent deux cent trente détenus à la prison de Manresa. La CNT, qui n'avait pas engagé de vraie campagne de presse pour attirer l'attention sur la situation de ses militants prisonniers, ne proteste pas, là non plus. Elle se permet même de menacer les détenus de ne plus rien faire en leur faveur s'ils ne se calment pas. Alors, certains perdent patience, et on peut lire dans le journal *Alerta* du 4 décembre :

Nous ne supportons plus. [...] Si nous devons perdre la vie au front devant un ennemi déclaré [...] et aussi à l'arrière, assassinés par les « camarades » qui nous guettent dans l'ombre, [...] alors nous mourrons à l'arrière. À partir d'aujourd'hui, nous répondrons à la provocation par la provocation ; au pistolet par le pistolet ; à l'assassinat par l'assassinat. [...] Défendons-nous d'abord, ensuite attaquons !

Ainsi la défense des prisonniers et la protestation contre la criminalisation des révolutionnaires accusés de haute trahison vont-elles concentrer tous les griefs énoncés contre la stratégie de la CNT-FAI : le clivage ne cesse de s'accroître désormais entre les protestataires et une direction anarchiste murée dans ses choix, qui ne craint pas de titrer dans *Solidaridad Obrera* le 9 septembre 1937 : « Le prolétariat mondial doit appuyer activement la position de l'URSS ».

Les anarchistes oppositionnels, dont beaucoup sont membres des anciens comités de défense de la CNT, s'expriment dans des journaux qui défient la censure depuis des mois : *El Amigo del pueblo*, *Anarquía*, *El Incontrolado*, *Esfuerzo*, *Alerta*, etc.

Le même clivage se retrouve de l'autre côté des Pyrénées : l'Union anarchiste et son journal *Le Libertaire* soutiennent la position officielle de la CNT (représentée à Barcelone par Gaston Leval et le « groupe Mimosa », dont font partie Fernand Fortin et Félix Danon), alors que la FAF et la CGT-SR la combattent. Pierre Besnard, André Prudhommeaux et Voline, dans leur nouveau journal *L'Espagne nouvelle*, adressent désormais des critiques sévères aux « anarchistes de gouvernement ».

En juin 1937 à Paris, le congrès de l'AIT va donner lieu à de violentes attaques de la part de militants très investis dans le soutien à l'Espagne révolutionnaire. Ils fustigent l'incompétence de l'état-major de la CNT,

qui a permis que reviennent aux affaires les politiciens écartés le 19 juillet et a définitivement compromis le succès de la révolution, maintenant subordonnée à la guerre. Cela ne peut que favoriser le capitalisme international et ses représentants. Cela a également permis au Parti communiste [...] de planter les jalons d'une dictature, à l'ombre de la république démocratique.

Lors du congrès de l'UA en octobre, auquel assistent Carpentier et Ridel, ce dernier intervient en ces termes :

Il faut procéder à la critique du mouvement espagnol, parce qu'il met en relief les défauts de tout le mouvement anarchiste : pas de plan économique, pas de programme. La collaboration de classe et ministérielle s'est révélée impuissante. Il eût fallu réaliser la menace de Durruti : « Prendre l'argent de la banque d'Espagne. »
[...] Nous ne sommes pas antifascistes mais anticapitalistes.

Carpentier, revenu depuis peu de Barcelone où il a combattu sur les barricades de Mai, écrit dans *Le Libertaire* :

Le gouvernement Negrín et les communistes [...] ne sont que des contre-révolutionnaires entre les mains des impérialismes russe, anglais ou français et plus que jamais le prolétariat mondial doit aider les révolutionnaires espagnols.

Concrètement, Carpentier et Ridel montent un guet-apens contre l'un des instruments de la politique de Staline en Espagne, Palmiro Togliatti, lors de son passage à Paris ; mais ils échoueront.

Les deux compères vont quitter l'UA après ce congrès, qui vote une motion de solidarité en faveur de la CNT. Fort de cela, *Nosotros*, devenu l'organe du Comité péninsulaire de la FAI de Valence, publie le 5 novembre un article intitulé « Le mouvement libertaire à l'étranger » :

Les récentes résolutions d'appui inébranlable [...] que vient d'adopter le congrès de l'UA [...] infligent un démenti cinglant à ceux qui, ici même, se targuaient de [...] l'appui de libertaires des autres pays pour continuer leurs sottises et consacrer à des vétilles leurs fastidieux griffonnages.

La suite de l'article critique, sans les citer, les groupes espagnols d'opposition au gouvernement de front populaire,

dont les camarades d'affinité en France et dans le monde entier se [cantonnent] dans une passivité qui confine au philo-fascisme. [...] Nous avons avec nous ceux qui ont collaboré [...] à déjouer les manœuvres fascistes en France, tandis que les amis de nos marchands de critique laissent [...] pleine liberté aux fascistes qui guettent [...] pour nous frapper dans le dos.

Le terme « marchands de critique » désigne visiblement *los Amigos de Durruti*, en Espagne, et les rédacteurs de *L'Espagne nouvelle*, en France, qui les soutiennent. Nadamas (sans doute André Prudhommeaux) répond ainsi à cette outrance langagière dans *L'Espagne nouvelle* du 7 janvier 1938 :

Cet article est destiné à écraser sous le poids de la réprobation de l'anarchisme français les éléments de la CNT-FAI hostiles au collaborationnisme et au militarisme. [...] D'aucuns sans doute s'abstiendraient de qualifier de « sottises » la réaffirmation, en pleine tourmente sociale, des principes et des buts fondamentaux de l'anarchisme. On pourrait penser aussi que la dénonciation des dangers épouvantables qui menacent de toutes parts la révolution ibérique (désastres, trahisons, accaparements, spéculations inavouables auxquelles se livrent individus et partis), que les groupes « d'opposition » signalent et auxquels ils s'efforcent de parer, ne constituent pas des vétilles. [...] Nous ne pouvons pas croire que les camarades du CN de la CNT et du Comité péninsulaire de la FAI [...] puissent nous préférer les dictateurs et politiciens dont les portraits et les louanges s'étalent dans la presse officielle de la FAI : Miaja, Mazarick, [...] Lénine, [...] Roosevelt, Ehrenbourg, Dimitroff, etc.

Le même organe publie un article extrait du journal *Alerta* du 30 octobre 1937, intitulé « LU dans la presse révolutionnaire (clandestine) du Prolétariat espagnol » :

Nous accusons le « gouvernement de la victoire » Negrín-Prieto d'être le principal responsable des crimes suivants contre la révolution : d'avoir perdu Bilbao [...], Santander [...], Gijón [...], de persécuter, suivant la politique imposée par le Parti communiste, les militants de la CNT et de la FAI [...], de détenir dans les prisons [...] plus de 5000 révolutionnaires, la plupart préventivement [...], de briser le moral des fronts et de l'arrière dans le but inavoué de fatiguer le peuple de la guerre, et d'imposer l'armistice qui [...] replongerait le peuple exploité dans un abîme de misère et d'impuissance. Pour toutes ces raisons, nous exigeons que ces personnalités soient immédiatement retirés de la direction du pays et déferés à un tribunal révolutionnaire comme traîtres à la cause de la liberté du Peuple.

Le point culminant du conflit au niveau international sera atteint durant le congrès de l'AIT en décembre 1937, où Pierre Besnard est contraint de démissionner ; c'est Manuel Mascarell, homme de confiance de Marianet, qui le remplace au poste de secrétaire général : autrement dit, la CNT reprend les choses en main. Elle justifie ainsi sa politique dans un rapport signé par David Antona, José Xena, Mariano R. Vázquez et Horacio Prieto :

En vérité la CNT était sortie de son propre cadre et toute prédication à contre-courant aurait été inopportune et ridicule. Nous nous étions totalement engagés dans l'action politique sans l'avoir décidé, sans y avoir réfléchi, sans en avoir calculé les conséquences, sans l'avoir même pressenti. Il importait de vaincre le fascisme en mettant en jeu tous les moyens, et nous fîmes preuve d'une intuition extraordinaire et d'une agilité mentale qui étonnèrent le reste des antifascistes [...].

On fit appel à nous quand Madrid courait le grave péril de tomber aux mains des factieux. Le sacrilège doctrinal était consommé ; la CNT avait commis une hérésie dont nous ne nous repentons pas. Nous avons jusque-là combattu tout seuls contre le capitalisme et l'État. Puis, le capitalisme renversé, forcés de diriger et d'administrer une partie très considérable du patrimoine national, nous ne pouvions nous passer des pouvoirs extraordinaires de l'État pour conserver nos conquêtes, régulariser le

fonctionnement des usines, des collectivités, des transports, du commerce [...]. Et nous devons tout naturellement nous insérer dans l'État. Il ne pouvait exister un État à l'intérieur d'un autre, ces deux États se livrant une guerre hypocrite mais non moins cruelle pour autant. (Lorenzo, 1969, p. 251.)

On voit ici mise en lumière, bien involontairement, l'erreur centrale de la démarche cénétiste, qui crut voir le capitalisme renversé, quand il n'était qu'entamé. Une grande partie des errements ultérieurs doit lui être rattachée.

Le 5 avril 1938, alors que la défaite militaire se profile, et que Staline commence à planifier son retrait d'Espagne, le syndicat anarchiste intègre le nouveau gouvernement Negrín, et pour la première fois le Front populaire antifasciste, liant ainsi sa destinée à un État complètement restructuré, qui fait de ses tribunaux de véritables « machines de guerre ». (Godicheau, 2004.)

Le moral du front et de l'arrière continue à s'effondrer, et selon le stalinien El Campesino (Valentín Gonzalez), la haine des communistes avait atteint de telles proportions dans la population que l'un des dirigeants du bureau politique déclara :

Il faut rester au pouvoir à tout prix, ou nous serons abattus dans la rue comme des animaux de proie. (Bolloten, 1977, p. 510.)

En Catalogne, le quadrillage militaire et policier finit par provoquer une démobilisation révolutionnaire, tandis que les prisonniers multiplient les grèves de la faim. Les conflits politiques et sociaux vont se diluer dans la gestion quotidienne des problèmes matériels de l'existence, qui confine hommes et femmes dans des conduites individuelles de survie. Au grand étonnement de beaucoup, Barcelone tombera sans combattre.

Cf. Berry, 1990, p. 85; Amorós, 2003, pp. 273-346.

78 Dans la foulée de la reprise de Teruel, Franco décide d'en finir avec l'Aragon ; il lance son offensive le 9 mars 1938 et atteint Viñaroz le 15 avril, coupant ainsi en deux la zone républicaine. La retraite des vaincus fut précipitée et désastreuse, et celle de la population civile encore plus. À pied et à cheval, elle s'en fut par les routes et chemins de montagne, abandonnant tout pour se réfugier en Catalogne. Certains de ceux qui ne purent ou ne voulurent partir le payèrent de leur vie.

Le 22 mars, le corps d'armée marocain de Yagüe passe l'Èbre. Malgré le sacrifice de toute une compagnie de la 26^e division, la cavalerie du général Monsterio entre dans Pina le 24.

La famille Valero Labarta fuit le village comme beaucoup d'autres. Selon les souvenirs de Vicenta, le contact se perd entre les membres de la famille : son père, elle-même et une tante partent d'un côté sur un charriot avec le cheval. La *Madre*, María et le petit Jacinto cheminent aussi vers la Catalogne, mais par leurs propres moyens. Après des nuits de voyage nocturne, où ils échappent aux bombardements incessants, Vicenta et son père arrivent dans le village catalan où il était prévu de se réfugier. Elle ne se souvient pas d'avoir revu Antoine avec les autres gens de Pina, comme il le raconte ici.

Les deux frères, Félix et Vicente, rejoindront le front à Valence, tandis que Vicenta et son père resteront quelque temps en Catalogne, puis passeront la frontière française en janvier 1939. Par contre, sa mère et sa sœur décideront de rentrer à Pina. Ce fut courageux de leur part, car il y eut des exécutions parmi la population après l'entrée des franquistes.

José Borrás donne la liste des douze personnes fusillées à Pina : on y relève notamment le maire républicain et deux enseignants.

79 Sur cette question, Huber et Ulmi nous renseignent :

Alors que la bataille de l'Èbre est en train de s'achever par une défaite républicaine, les Brigades internationales, gravement affectées, conservent aux yeux du gouvernement une dernière valeur : celle d'une monnaie d'échange. Dans une ultime tentative de forcer par la voie diplomatique le retrait des forces italiennes et allemandes, [...] Negrín décide d'offrir à l'opinion internationale un gage spectaculaire de bonne volonté : le 21 septembre 1938, il annonce son intention de licencier les Internationaux. Les interbrigadistes sont dès lors démobilisés et répartis dans des « centres de concentration » en Catalogne et dans la région de Valence. [...] André Marty s'efforce d'orchestrer la rentrée politique des combattants de la liberté : on dissout une armée de soldats, on crée une armée de propagandistes. [...] Pour cela, les « mauvais éléments » doivent être isolés des autres et expulsés individuellement comme « indésirables ».

Les Suisses vont être les derniers à partir. Parmi les volontaires, une vingtaine souhaite être envoyée au Mexique, le seul pays au monde qui se déclare prêt à accueillir tous les anciens interbrigadistes sans distinction de nationalité. Voici, relatés par Fernand Jossevel, les adieux que le « héros de la mer Noire » adresse à ces combattants :

Le 22 janvier 1939, [...] Marty nous a réunis pour demander des volontaires pour le front. Comme tout le bataillon refusait, il nous a insultés [...]. Il a insulté les femmes [espagnoles] que nous avions mariées, les traitant de putains, etc. devant tout le bataillon. Le capitaine a été lui demander des explications pour ceux qui devaient partir au Mexique. Il a répondu [...] que les Suisses étaient tous des bandits et des voleurs qui étaient partis de leur pays et qui n'osaient pas y retourner et que ceux qui voulaient aller au Mexique, c'était pour y voler et pour violer et tuer les femmes. [...] Nous avons tous décidé de rentrer en Suisse. Notre capitaine a été arrêté à la suite de cela. (Huber & Ulmi, 2001, p. 220.)

Des « indésirables », il va y en avoir beaucoup aux yeux des États : à l'instar de la Suisse, plusieurs démocraties indiquent qu'elles ne s'opposent pas au rapatriement de leurs compatriotes respectifs, mais qu'elles n'admettront aucun étranger, y compris ceux qui étaient réfugiés chez elles avant d'aller en Espagne. Quand tombe Barcelone le 26 janvier 1939, c'est dans une situation désespérée que se retrouvent quelque cinq mille brigadistes internationaux ne pouvant pas être rapatriés. Le camp de concentration attendait les Allemands, les Autrichiens et les Tchèques qui rentreraient chez eux. Les Polonais, les Yougoslaves, les Bulgares et, parmi eux, tous les juifs, qui avaient, par leur action en Espagne, été déchus de leur nationalité, auraient à faire face à la répression. Alors se constitue une ultime *Agrupación Internacional* de quatre mille cinq cents hommes, placée sous les ordres du dernier commandant de la 13^e brigade Dombrowski, le juif polonais Henryk Torunczyk :

Les soldats de l'*Agrupación* se sacrifièrent pour ralentir l'assaut des fascistes et pour couvrir la fuite de la population civile en France. Quelques jours avant de franchir la frontière française, Marty donna l'ordre, de nuit, à l'*Agrupación* de réquisitionner voitures et ambulances pour « sauver les cadres », en clair

abandonner les soldats et ne faire franchir la frontière qu'aux membres éminents du parti. Quatre officiers juifs, avec à leur tête le commandant Torunczyk, s'opposèrent à ce projet. Torunczyk, Hibner, Szurek et le docteur Flato restèrent avec leurs troupes jusqu'au tout dernier moment. Il n'est nulle part fait mention dans l'historiographie de la guerre civile espagnole et dans celle des Brigades ni de ce groupe de combattants ni de leur glorieuse fin. Aucun ouvrage général ne signale le fait que les Brigades internationales participèrent à cette phase finale de la guerre. De même, l'ensemble de l'historiographie militaire communiste et de l'Europe de l'Est n'a pas encore été capable, aujourd'hui, avec toutes les possibilités matérielles et les sources documentaires, de décrire ces événements. (Lüstiger, 1991, pp. 37-39.)

80 Ludovico Rossi (alias Enrico Ferranti, ou « Lo Zoppo ») est né à Ravenne le 18 novembre 1898.

En 1920, la police le qualifie de socialiste, avant de le considérer comme un communiste dangereux, puis comme anarchiste. Sa compagne, qu'Antoine prénomme Louise, s'appelle en fait Prima Poli, née à Ravenne le 11 décembre 1901. Elle a eu un fils, Luigi, le 3 décembre 1922, qu'elle emmène avec elle en France en 1923, fuyant la répression fasciste. Ludovico Rossi, exilé à Paris la même année, va reconnaître l'enfant, sans en être le père biologique. Tous deux furent des militants ouvriers très actifs, et Ludovico, après avoir fait partie en 1921 des Jeunesses communistes et des *Arditi del Popolo*, intégra la fraction de gauche du PCI puis un groupe « anarchiste-communiste » (1931), lié au courant dit de la « gauche hollandaise » (Gorter). Il sera, à Lyon, le secrétaire de ce groupe « opéraïste » antisindical, comptant une quinzaine de membres.

Dès fin 1932 et jusqu'en juillet 1936, il réside à Marseille, où il s'occupe notamment de récolter de l'argent pour le *Comitato pro vittime politiche* (anarchiste). Dès la révolution en Espagne, il développe une intense activité de soutien, notamment auprès de Giuseppe Pasotti à Perpignan. Outre la charge qu'il assure de la correspondance, fin 1937, des Italiens de la brigade Garibaldi, il est surveillé par la police italienne à Toulouse, qui signale son activité de recruteur au bénéfice des milices.

Cf. ACS-CPC.

81 Antoine va se retrouver, comme des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, parqué sur la plage d'Argelès, dans les Pyrénées-Orientales. Pour se tenir chaud et entretenir l'esprit solidaire que ces militants avaient toujours pratiqué au cours de leur existence de fugitifs, cent dix-sept Italiens, et sans doute quelques Yougoslaves, constituent le groupe *Libertà o morte*. Un document retrouvé aux archives de la police de Rome (voir annexe VI), en date du 8 août 1939, donne les nom et prénom de ces hommes. On y trouve un Magnani, un Rossi, et un certain Gimene [*sic*] Antonio...